LES CAUSES CACHÉES DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

publié sous la direction de
HENRY COSTON

PUBLICATIONS HENRY COSTON

Les causes cachées de la Deuxième Guerre mondiale

publié sous la direction de

HENRY COSTON

Publications Henry Coston
B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 18
Édition 1975

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CE NUMÉRO :
HUIT CENTS EXEMPLAIRES SUR
BOUFFANT NUMÉROTÉS DE 1 A 800
RÉSERVÉS
AUX SOUSCRIPTEURS - ABONNÉS
AINSI QUE QUELQUES EXEMPLAIRES
HORS COMMERCE H. C., LE TOUT
CONSTITUANT L'ÉDITION ORIGINALE

Imprimé en France

Veuillez adresser toute communication concernant ce livre
à Henry Coston — B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 18

SOMMAIRE

Avertissement

En juin 1957, Lectures françaises, *qui n'avait que quelques mois d'existence, publiait un numéro spécial sur « Les origines secrètes de la guerre 1939-1945 ».*

Cet ouvrage est épuisé depuis fort longtemps.

Il nous a paru utile, à l'occasion du trentième anniversaire de la grande tuerie, de faire une nouvelle édition de ce dossier, mais en le rajeunissant et en l'améliorant.

C'est ainsi que plusieurs études nouvelles figurent dans ce numéro, notamment celles de Jacques Ploncard d'Assac et de Jacques Bordiot.

●

On a pendu à Nuremberg ceux qu'un tribunal, constitué par les vainqueurs, jugea coupables d'avoir voulu, préparé, déclenché le conflit qui ébranla l'Occident. Mais les condamnés n'étaient pas les seuls coupables. Il en est d'autres, que la Haute Cour de Justice a ignorés. Qui peut aujourd'hui prétendre que les responsables de la Deuxième Guerre mondiale étaient seulement dans le camp des vaincus ?

Les pièces qui vous sont soumises ici ne sont pas toutes confidentielles ou top secret. *Mais elles sont restées, le plus souvent, ignorées du public et systématiquement écartées du débat depuis trente ans. Elles seront, pour beaucoup, une révélation.*

On nous dira peut-être que nous les avons choisies et nous ne le nieront point. Nous avons, en effet, tiré de l'oubli où ils avaient été jetés, des documents et des témoignages qui désignent comme co-responsables, sinon comme complices, certains des accusateurs d'hier et d'aujourd'hui. Mais quel historien ne fait un choix parmi les pièces, souvent contradictoires, qui s'amoncellent sur sa table ? Le

tout est que ce choix serve d'enseignement, qu'il permette au lecteur de se faire une opinion, qu'il l'incite, en l'occurrence, à déceler ce qu'il y a de vrai ou de faux dans la présentation des événements tragiques qui ont ensanglanté notre planète et qui l'ont bouleversée, peut-être pour des siècles.

L. F.

Reprendre l'Histoire...

Il y a un mot assez drôle d'Anatole France sur Madame Roland en appelant à l'Histoire. Elle est bien naïve, disait-il, d'en appeler à l'impartiale postérité, et « *de ne pas s'apercevoir que si ses contemporains étaient de mauvais singes, leur postérité serait aussi composée de mauvais singes* ».

Dieu sait que dans la génération qui a suivi celle de 1940, il ne manque pas de mauvais singes qui continuent à nous fabriquer une histoire à leur convenance.

Notez que nous avons affaire à deux sortes de mauvais singes : les naïfs qui perpétuent les mensonges qu'ils ont appris, les pervers qui entretiennent le mensonge parce qu'ils s'en sont fait un piédestal et qu'ils feraient la culbute si ce socle s'effondrait.

Ces gens dérangent l'avenir.

En effet, nous ne vivons pas les conséquences de faits réels, mais nous subissons le poids de mensonges accumulés. C'est ce qu'il y a d'extraordinaire dans la situation actuelle. Surtout pour les jeunes qui n'ont pas vécu ces années terribles.

Prenez les mêmes faits, interprétez-les honnêtement et vous obtiendrez des conséquences entièrement différentes. Si bien que ce qui compte en définitive de nos jours, ce n'est pas l'événement, mais l'image de l'événement qu'on a imposée.

Cette observation ouvre des horizons immenses.

On découvre que l'on peut modifier le présent et l'avenir selon l'éclairage que l'on donne au passé. L'histoire à venir s'écrit sous la lumière du passé. Ce que nous croyons vouloir dépend de ce qu'on nous a fait croire du passé.

Aussi peut-on dire que la politique dépend tout entière de l'histoire telle qu'on l'enseigne.

Fustel de Coulanges avait déjà eu cette intuition du rôle actuel, déterminant de l'enseignement historique, et

encore ne voyait-il pas la malice dans l'erreur historique. Il ne la tenait que pour une simple méconnaissance :

« *L'histoire mal connue nous divise,* écrivait-il, *l'histoire mieux connue nous rapproche.* »

Remplacez l'ignorance ou l'étourderie par la mauvaise foi, le froid calcul du menteur et calculez combien l'histoire peut diviser, quel admirable instrument de division elle peut être en de certaines mains.

●

Reprendre l'histoire, s'acharner à réécrire les faits tels qu'ils se sont passés est certes nécessaire, mais je pense qu'il ne faut pas oublier ce qui constitue vraiment l'histoire, selon le mot fameux de Jérôme Coignard auquel Anatole France fait dire dans *La Rôtisserie de la Reine Pédauque :*

« *La véritable histoire est celle des maximes et des opinions, plutôt que des guerres et des traités.* »

Recherchèr les principes, les opinions des antagonistes de 1939, voilà bien ce que personne ne songe à faire dans les monumentales histoires de la Deuxième Guerre mondiale, et pourtant, il est impossible d'expliquer « les guerres et les traités » qui ont découlé sans connaître sous une forme non déformée les idées qui animaient les combattants.

C'est ce qui a fait le très grand succès de ce livre.

●

J'arrive à cette conclusion que l'histoire racontée au jour le jour est plus véridique que celle qu'on écrit plus tard en connaissant — ou en croyant connaître — les mobiles secrets des personnages qui s'y sont trouvé engagés. Eux seuls, en effet, savaient le but secret qu'ils poursuivaient. Les peuples ne le savaient pas, ne se sont pas déterminés sur ces buts, mais sur les propos qu'on leur tenait, sur ce qu'ils lisaient dans leur journal du jour.

L'histoire vraie s'écrit avec des journaux, pas avec des mémoires.

Je souhaite donc que les jeunes gens qui voudraient connaître les sentiments des hommes de 1939 n'aillent pas les chercher dans les Mémoires, mais dans les propos du temps, les doctrines du temps.

Après, on défigure tout, on arrange tout, ce sont des discours de cimetière où l'on fait des politesses au défunt ou de sordides règlements de compte où l'on défigure l'adversaire mort.

Loin donc de dater, ce volume que Henry Coston a la bonne idée de rééditer me paraît gagner en vérité, par le seul fait qu'il fut écrit plus près des événements que nous ne le sommes aujourd'hui et par des hommes qui avaient été mêlés à cette formidable bataille des Idées.

●

Comment croyez-vous que s'est établie l'imagerie d'Epinal qu'on nous a fabriquée de la Deuxième Guerre mondiale ?

Cela me rappelle une page pittoresque de Louis Veuillot. Un jour, Veuillot qui n'avait jamais vu jouer *Tartufe*, se décide à aller au théâtre et son regard court d'abord sur la foule des spectateurs :

« *Ce pesant public des dimanches,* note-t-il, *composé de demi-bourgeois, gens de petite rente et de petit négoce, dont aucun peut-être n'avait rencontré jamais ni vrai ni faux dévot, où ces gens-là trouvaient-ils de quoi tant rire, et quelles figures de connaissance pouvaient leur représenter Tartufe, Orgon ou Cléante ?*

» *N'importe !* poursuivait Veuillot, *Tartufe est leur ennemi.* Ils ont lu, voilà le mystère.

» *Grâce à la complicité de toute la littérature et de tout l'art qui se brassent pour eux, par l'effort combiné du journal, de la chanson, du roman, de la caricature, Tartufe est devenu un symbole.* »

« *Ils ont lu !* » Ajoutez à cela ce propos de Madame de Krüdner : « *Le monde n'adopte et ne dit que ce qu'on lui vante.* » Regardez bien qui vante un certain récit de la Deuxième Guerre mondiale, et vous arriverez à cette conclusion que cette guerre n'a jamais été achevée.

Elle se poursuit, comme la Révolution française, dans les récits qu'on en fait ; elle se nourrit d'elle-même.

Nous y sommes tous encore engagés.

Ce qui serait beau, ce serait de la gagner contre le Temps.

●

Depuis qu'a été publié ce volume (1), d'innombrables ouvrages ont paru, consacrés à l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Je voudrais, en quelques notes brèves, dire ce que certaines de ces études ont apporté de nouveau dans cette guerre inachevée.

Un problème semble avoir particulièrement préoccupé les historiens : Pourquoi Hitler n'a-t-il pas envahi les îles britanniques au lendemain de la déroute des armées de la IIIe République ?

L'invasion, a écrit le maréchal von Manstein dans ses Mémoires (2), « *constituait le moyen* le plus rapide *d'abattre l'Angleterre :* « *elle eût enlevé au camp adverse la base qui lui était indispensable, tout au moins à cette époque, pour attaquer le continent européen par la mer. Même si les Etats-Unis entraient en guerre, la possibilité de voir exécuter une invasion à travers l'Atlantique, sans pouvoir se servir de ces îles comme tremplin, devait dès lors être considérée comme exclue. Il n'est pas douteux non plus que l'occupation de la Grande-Bretagne, donc l'élimination de l'aviation britannique, le refoulement de la flotte sur l'autre rive de l'Atlantique, la disparition du potentiel militaire de la Métropole, eût également permis à l'Allemagne de régler rapidement la situation en Méditerranée* ».

Pourquoi Hitler ne s'est-il pas décidé ?

Manque de moyens ? Von Manstein ne le croit pas. La Werhmacht n'eut trouvé aucune défense organisée sur la côte britannique. « *En fait, l'Angleterre se trouvait largement ouverte à une invasion et l'eut été plus encore si Hitler n'avait pas laissé le corps expéditionnaire s'échapper à Dunkerque.* »

La vérité, c'est qu'Hitler ne voulut pas réaliser l'opération *Seelowe*, et si le commandement allemand « *laissa échapper sa véritable chance de terminer victorieusement le conflit avec la Grande-Bretagne, ce fut surtout à cause des conceptions politiques d'Hitler.* »

---

(1) C'est en juin 1957 que parut le n° spécial sur « *Les origines secrète de la Guerre 1939-1944* ».
(2) *Victoires perdues.*

Le maréchal est formel :

« *Il ne peut exister de doute à ce sujet. Hitler a toujours désiré éviter une lutte contre l'Angleterre et l'empire britannique.* »

Curieuse affirmation, mais qui semble bien, en effet, expliquer le « sens » que prit l'Histoire à ce moment-là.

Pourquoi Hitler se refusait-il à abattre l'Angleterre et son empire ? C'est, explique von Manstein, qu'il considérait « *qu'il n'était pas dans l'intérêt du Reich de détruire cet empire. Il l'admirait comme réalisation politique. Même si l'on se refuse à accorder à ses déclarations une confiance sans réserve, un fait est certain ; Hitler savait que si cet empire était détruit, l'héritier ne pouvait* être ni lui ou l'Allemagne, mais les Etats-Unis, le Japon ou l'Union soviétique. *Dès lors son attitude envers la Grande-Bretagne s'explique complètement. Il n'avait voulu, ni prévu la guerre avec elle... ses conceptions politiques s'opposaient aux nécessités stratégiques qui s'imposaient après la défaite de la France. Le malheur fut qu'elles ne trouvèrent aucune sympathie dans le camp britannique* ».

Dès lors, l'histoire se déroule implacablement et d'une manière toute opposée à ce qu'avaient voulu les acteurs qui paraissaient la mener. Hitler perd sa guerre, parce qu'il a évalué d'une manière erronée le comportement britannique. Churchill perd sa victoire, parce qu'il n'a pas compris à temps qu'il fallait modifier la trajectoire de la politique des démocraties, avant l'écrasement de l'Allemagne. Et les choses se passèrent, en effet, exactement comme Hitler l'avait prévu : les vrais vainqueurs furent l'Union soviétique et les Etats-Unis.

Il y a moins de quarante ans, l'attention du monde entier était fixée sur ce que feraient ou ne feraient pas l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France. Aujourd'hui, on n'en parle que comme des forces d'appoint dans une partie mondiale qui se joue entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

●

Cette guerre fut une folie, estime Bernard Fay dans « *La Guerre des Trois Fous* » :

« *En 1939*, écrit-il, *ni le peuple allemand, ni le peuple*

français, ni le peuple anglais, ni le peuple américain ne voulaient la guerre. Les trois fous la leur imposèrent. »

M. Bernard Fay touche là à un des points les plus importants de la Deuxième Guerre mondiale. Non, aucun peuple ne la voulait, et eût-on donné deux ou trois ans encore à la Paix que le mouvement général de contestation des idées de 1789 qui se développait à une vive allure en Europe, eût imposé partout des régimes de « révolution nationale ». Après la victoire de Franco, la France allait suivre. Le Front populaire avait déjà provoqué la création de groupes nationalistes solides qui allaient passer à la contre-attaque. La Belgique suivrait. L'Europe centrale suivrait Rome ou Berlin. *C'est pour cela que la guerre a éclaté,* malgré les peuples, contre eux, parce que les forces occultes qui avaient fait le siège de Roosevelt et s'étaient emparés de son esprit voyaient le gouvernement du monde leur échapper. Elles n'attendirent même pas d'être militairement prêtes, parce qu'elles n'avaient pas le temps d'attendre. Il leur fallait créer l'irréparable. A l'abri de l'Atlantique et de la Manche on finirait l'arsenal une fois la guerre déclarée. L'Europe en souffrirait. Peu important à M. Baruch et à ses semblables.

●

J'ai toujours trouvé passionnante l'étude des virtualités de l'Histoire. Imaginer ce qu'auraient été les choses si, à tel moment, tel projet, telle virtualité avaient abouti. On apprend deux choses à ce jeu intellectuel : d'abord que rien n'est jamais inéluctable en politique, ensuite la part considérable que de toutes petites volitions, agissant à un moment donné, dans une conjoncture donnée, peuvent avoir pour infléchir le « sens de l'histoire. »

M. René Gillouin, dans ses souvenirs (3) évoque le plan soumis au Vatican par « diverses personnalités catholiques, en liaison avec les milieux de la Wehrmacht », pour une paix de compromis au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

On y trouvait la décision d'écarter des Balkans l'influence soviétique. On envisageait l'hypothèse d'offrir aux Anglais et aux Américains une participation avec l'Allemagne contre le bolchévisme. L'Allemagne rompait avec

(3) *J'étais l'ami du maréchal Pétain.*

le Japon « sur la base d'un racisme blanc », pour se soustraire à la responsabilité de la destruction de l'œuvre européenne en Asie. « *Le nazisme, dans la mesure où il subsisterait en Allemagne, serait "normalisé". L'Allemagne serait constituée en un Etat chrétien, autoritaire, mais de droit. Peut-être une monarchie allemande serait-elle restaurée en faveur du fils du Kronprinz, Louis-Ferdinand. Un plébiciste serait prévu pour l'Autriche après deux ans. La Tchéquie serait reconstituée dans ses frontières linguistiques.* »

Ce ne sont là que de simples notations, mais ce qui nous intéresse, c'est de voir quelles furent les virtualités de l'Histoire. Si elles avaient abouti, combien le destin de l'Europe et du monde eût été différent !

M. Gillouin rapporte ces réflexions que le Président Salazar fit alors à un homme politique français, M. Lachenal, qui lui rendait visite :

« *Il faut que l'Europe s'oriente vers une paix de compromis. Je ne puis en prendre moi-même l'initiative, je suis trop près de l'Angleterre ; je dois me borner à faire agir sur les Allemands par l'intermédiaire de Franco ; mais la France, elle, pourrait prendre l'initiative d'une négociation de ce genre.* »

Ainsi, même vaincue, la France, jugeait Salazar, pouvait jouer un rôle déterminant. Mais déjà l'« attentisme » gagnait, forme bourgeoise et bien-pensante du « sens de l'Histoire ».

Finalement, ce furent *les autres* qui firent l'histoire.

On n'a pas fini d'en subir les conséquences.

●

On s'est étonné parfois de l'étrange alliance des démoploutocraties et du communisme. Que pouvaient bien avoir de commun ces forces internationales, destinées, semblait-il, par la logique même de leurs principes, à s'entredétruire ? Ce qu'elles eurent en commun, ce fut la peur. La peur d'être conjointement détruites par les Révolutions nationales.

L'histoire de la Deuxième Guerre mondiale reste à faire parce qu'on ne l'a pas abordée sous l'angle qui convenait et qui est précisément celui des convergences des craintes

de la ploutocratie et du communisme devant une tendance générale en Europe à un retour aux idées corporatives, c'est-à-dire à la subordination des forces économiques et financières au bien commun. Le mécanisme de la sujétion de la démocratie par les forces d'argent commençait à être connu et les masses se détournaient du mensonge démocratique, souhaitant des pouvoirs nationaux et forts. M. Gilouin rappelle la loi relative aux sociétés anonymes que le gouvernement du maréchal Pétain avait promulguée, et il fait cette remarque : « *Le capitalisme, en faisant du Capital quelque chose de collectif et non plus de personnel, détruit la propriété privée, et, en la séparant de son unique fondement réel qui est le travail, lui retire tout sens et toute justification.* »

Comprend-on pourquoi le communisme pousse à la concentration capitaliste, là où il n'est pas encore au pouvoir ? C'est qu'elle aide à tuer la propriété privée, la seule et véritable barrière qui l'empêche d'avancer.

●

Ce que l'histoire simplifie, déforme même, quand elle est écrite par des partisans, est toujours infiniment complexe.

Comment, par exemple, comprendre que Christian de La Mazière, fils d'un officier supérieur, élevé dans le traditionalisme et le nationalisme le plus intransigeant, lecteur de l'*Action française*, se retrouve, en 1944, sous l'uniforme de la Waffen SS, dans cette division *Charlemagne* qui se fera massacrer, en 1945, dans les neiges de Poméranie ?

Tout fut étrange dans cette époque. Chez les jeunes surtout, qu'une étrange exaltation souleva, comme au début du siècle précédent la jeunesse européenne avait été soulevée par la marche de l'Empereur, apportant aux peuples les idées de la Révolution française.

Retenons ce que dit M. de La Mazière (4) de la mentalité qui régnait alors dans une large part de la jeunesse française — et l'on retrouverait le même comportement dans toute la jeunesse européenne « de droite » d'alors — :

« *J'en étais venu, assez vite, à me lasser du conservatisme pointilleux des maurrassiens. Je me voulais révolutionnaire en premier lieu... Je rêvais moins du passé qu'à des lendemains exaltants. Le monde où nous vivions me paraissait asservi à l'argent, entaché d'injustices sociales.*

» *Rien ne me préparait, toutefois, à rallier la révolution communiste ; j'avais été élevé dans sa condamnation permanente et, instinctivement, je ressentais le bolchévisme comme une force maléfique. C'est alors qu'à travers les étendards et les projecteurs de Nuremberg, j'avais eu la révélation du national-socialisme. Cette doctrine, où, me semblait-il, s'équilibraient les grandes traditions et un socialisme novateur, proposait une issue naturelle à mes sentiments révolutionnaires.* »

(4) *Le Rêveur casqué.*

Ceux qui n'ont pas connu cette époque ne comprendront jamais le sentiment d'exaltation qui s'empara d'une bonne partie de la jeunesse des Années Trente. Qu'on relise Brasillach.

La guerre d'Espagne avait eu une influence considérable, de son côté, sur le classement politique des esprits en Europe. On y avait vu, à juste titre, le « champ clos où fascisme et communisme s'affrontaient », et l'Eglise, elle-même, avait choisi son camp et parlé de « Croisade ».

« *J'en avais retiré la certitude,* écrit Christian de la Mazière, *que les démocraties capitalistes étaient condamnées à jamais. Et si j'en avais eu la possibilité, j'aurais été faire mes premières armes à l'ombre des héros de Tolède.* »

Un immense courant d'idées balaya alors l'Europe. Il s'en fallut de très peu que la Révolution française ne s'en vînt mourir sur les champs de bataille de Castille, dans cette immense chouannerie à l'échelle européenne.

C'est Hitler qui perdit tout.

Son alliance avec Staline déconcerta. On l'admit comme tactique, mais avec répugnance. La diplomatie n'a pas les pudeurs du jeune militant pour qui tout doit être pur. Beaucoup de communistes, parmi les plus sincères, ne l'admirent pas non plus sans difficulté.

Curieusement, c'est dans ses premières défaites que Hitler retrouva un certain appui, car il devint évident que son échec entraînerait celui des idées nouvelles ; que dans les fourgons des Alliés, reviendrait une émigration jacobine qui ne ferait quartier ni aux hommes ni aux idées.

Et puis, lorsque tout fut fini, les êtres — ceux qui avaient survécu — se reclassèrent selon leur courage ou

leur lâcheté. Le monde n'était plus le même. Des grands courants d'idées des Années Trente, il ne restait plus rien. La démocratie étant un lieu de passage, on y vit se coudoyer le communisme, l'affairisme, les puissances occultes et la ploutocratie.

Une jeunesse désaxée naquit dans ces années sans idéal, oppressée par la société de consommation, regardant vers Moscou, la Chine ou Cuba ! Quand on est Français, aller chercher des idées chez les moujiks, les Chinois ou les Cubains, cela paraît incroyable ! Ce n'était qu'un signe de plus de l'abaissement de toute une époque.

●

C'est comme une obsession. Toujours de nouveaux livres sur la guerre de 1939. On dirait que, confusément, chacun sent bien que toute la vérité n'a pas été dite. Certains ne songent qu'à perpétuer l'imposture, d'autres laissent entrevoir la vérité, mais souvent, craintifs, tournent court.

Plus tard, j'imagine qu'il se trouvera quelque érudit dépourvu de passion, ou plutôt n'en ayant qu'une : celle de découvrir la vérité, et qui entreprendra de lire tout ce qu'on aura publié sur cette guerre qui s'est doublée d'une guerre civile, laquelle n'est point terminée.

Que tirera-t-il de ce monceau de livres où le camp vainqueur a imposé sa vérité ? Quelques livres, quelques témoignages le feront douter, mais sera-t-il capable de réécrire l'histoire vraie ; non seulement celle des événements, mais celle des sentiments, des intentions de tous ces hommes emmêlés ?

Nous, nous aurons apporté notre témoignage et nous pourrons dire, comme Drumont, *au début véritable* de cette guerre : « *En proclamant la Vérité, j'ai obéi à l'appel impérieux de ma conscience*, liberavi animam meam... » (5).

Jacques PLONCARD D'ASSAC,
Paris, le 26 février 1975.

(5) *La France juive.*

Ceux-là aussi voulaient la guerre

Il n'exista jamais de guerre plus facile à éviter que celle qui vient de ravager ce qui subsistait du monde après le conflit précédent.
Winston CHURCHILL — *Mémoires.*

On a pu prétendre avec raison que la Deuxième Guerre mondiale se trouvait en germe dans le Traité de Versailles (28 juin 1919) et ses annexes, les Traités de Saint-Germain (2 septembre 1919), de Neuilly (27 novembre 1919), de Trianon (4 juin 1920) et de Sèvres (20 août 1920), tous signés en France, comme si les Alliés voulaient en laisser la responsabilité à notre pays. C'est qu'ils témoignaient de l'existence, entre les vainqueurs de la veille, de profonds désaccords, fondés sur des idéologies *a priori* et des appétits rancuniers. Le résultat en fut de constituer comme à plaisir « un dépôt d'explosifs qui éclateront sur tous les points du monde, un jour ou l'autre », suivant l'expression de l'ambassadeur Paul Cambon.

Les principales erreurs de ces traités ont été souvent signalées et discutées : — le maintien de l'unité allemande ; — le démembrement de l'Empire d'Autriche-Hongrie, qui faisait disparaître le contrepoids aux ambitions russes et allemandes en Europe centrale ; — la coupure du territoire allemand entre la Poméranie et la Prusse orientale par le « corridor de Dantzig », avec création du port polonais de Gdynia ; — la constitution artificielle de la Tchécoslovaquie.

Par contre, on a beaucoup moins insisté sur l'aberration manifeste des conditions draconiennes du Traité de Versailles que, devant la carence prévue des Etats-Unis, les Alliés européens, épuisés par leur effort de guerre, se trouveraient rapidement incapables de faire exécuter par l'Allemagne.

Certes, elle était vaincue, et partiellement occupée,

même ; l'effondrement du régime impérial, attesté par la fuite du Kaiser Guillaume II, la laissait désorganisée, avec la perspective de troubles intérieurs dans un avenir proche ; elle avait subi des amputations territoriales sensibles et la perte de ses colonies ; les Alliés lui avaient imposé l'énorme contribution de guerre de 212 milliards de marks-or, la livraison de 5 000 locomotives, de 150 000 wagons et d'un matériel considérable au titre des « réparations » ; son économie était ruinée.

Mais elle voyait son unité nationale maintenue, resserrée même par le malheur et par les cessions de territoires ; elle conservait, bien que certaines sous occupation provisoire, ses zones industrielles de la Ruhr, de la Saxe, de la Silésie et peut-être aussi de la Sarre ; les nouveaux Etats, nés de ses dépouilles et de celles de l'Autriche, avec leurs frontières indécises et contestées, leur superficie restreinte, leur économie incertaine, leur population hétérogène et leur jalousie mutuelle, ne représentaient aucune menace sérieuse et permettraient même dans l'avenir un intéressant jeu diplomatique. De toute manière, à plus ou moins long terme, l'Allemagne, forte de ses soixante-cinq millions d'habitants, ne pouvait pas manquer de rétablir son potentiel économique, en attendant de recouvrer intégralement ses prérogatives de grande puissance.

Une fois de plus, les vainqueurs avaient commis la faute irréparable d'imposer plus qu'ils n'étaient en mesure d'exiger et d'humilier une nation à laquelle ils n'avaient pas supprimé tous moyens de revanche. Il restait au vaincu à jouer des rivalités inévitables entre les Alliés pour parvenir à effacer sa défaite. L'Allemagne allait s'y adonner avec une remarquable continuité de vues, servie par une succession d'éminents hommes d'Etat.

Les origines secrètes de la Grande Guerre

Un conflit de l'importance de la Grande Guerre de 1914-1918, même si nul ne pouvait prévoir l'ampleur qu'il allait prendre, n'avait pas éclaté, on s'en doute, sans d'impérieux motifs.

A en croire l'histoire officielle, il a été provoqué par la mégalomanie de l'empereur d'Allemagne, Guillaume II, par les visées russes sur Constantinople et celles de l'Autriche sur les Balkans, par les différends coloniaux entre la France et la Grande-Bretagne, par les craintes anglaises devant le développement de la puissance navale allemande, etc. Toutes raisons, évidemment, qui ne sauraient être refusées, pas plus que leur importance.

Pourtant, comme l'écrit Pierre Dominique :

« *En cette fin de juillet 1914, les Français écoutent sans grande inquiétude monter l'orage. Sans grande inquiétude parce que, depuis 1871, le pays est sur le qui-vive et que, cependant, on a toujours, à chaque crise, évité la catastrophe (...) Et puis, la démocratie, dans son perpétuel espoir de bonheur collectif et sans fin, est naturellement optimiste. Solidement accrochée au dogme du progrès, elle se détourne avec horreur des égorgements internationaux et se méfie, en conséquence, des militaires. Elle ne veut pas voir l'Europe pour ce qu'elle est : une forêt de Bondy. Les hommes d'Etat qui la guident lui apparaissent en figures de malins plutôt que d'aventuriers ; ce sont, croit-elle, des chiens qui aboient, mais n'oseraient pas mordre. Tout s'arrange, voilà son idée. D'ailleurs, la guerre est impossible. Au bout d'un mois, les Etats les plus riches seraient ruinés. L'épicier dans sa boutique, le livreur sur son siège, le paysan dans son pré, l'ouvrier à sa machine, le banquier, même, au fond de sa banque, sont persuadés de cette petite vérité-là* » (1).

Si les Français avaient su quelles intrigues se tramaient dans l'ombre, peut-être se seraient-ils montrés moins confiants, en cette fin de juillet 1914.

Le précédent de 1914

Le colonel américain Curtis B. Dall, ex-gendre du président Franklin D. Roosevelt et qui fut un haut employé de la puissante banque *Lehman Brothers*, rapporte que, par un samedi matin de l'été 1912, son ami Bernard Baruch, le grand financier israélite, pénétra au siège du Parti Démocrate, émanation de la Haute Finance internationale, au bas de la Cinquième Avenue, à New York, remorquant, « comme un caniche au bout de sa laisse »,

---

(1) Pierre Dominique, « 1er août 1914 : la France mobilise », in *Miroir de l'Histoire*, août 1954.

Thomas Woodrow Wilson, candidat à la présidence des Etats-Unis.

D'après Baruch, Wilson avait été convoqué pour subir « un cours spécial d'instruction politique », qui consistait à lui faire accepter les grandes lignes d'un programme en cinq points, ayant pour but de mettre les finances et la politique des Etats-Unis entre les mains du Parti Démocrate. Wilson devait s'engager à soutenir devant le Congrès trois projets de loi instituant le Federal Reserve System, l'impôt progressif sur le revenu des personnes physiques et l'élection des sénateurs au suffrage direct ; il devait « *si on le lui demandait, prêter une oreille favorable et assurer son soutien à la "politique" qui lui serait indiquée dans le cas d'une guerre en Europe* » ; et, pour « verrouiller » le tout, désigner les personnalités qui lui seraient recommandées pour les postes-clés de son Gouvernement (2).

Ainsi, dès l'été 1912, la Haute Finance internationale s'assurait la soumission servile du futur président des Etats-Unis aux décisions qui lui seraient proposées dans l'éventualité d'une guerre en Europe *déjà prévue.*

Pour éviter toute incartade de Wilson, il fut commis à la surveillance du soi-disant « colonel » Edward Mandell House, affilié à la société secrète Illuministe des « Masters of Wisdom » (Maîtres de la Sagesse).

« *House,* affirme M. Dan Smoot, *avait de puissantes relations parmi les banquiers internationaux de New York. Il tenait son influence en particulier des grandes institutions financières représentées par des personnalités telles que Paul et Félix Warburg, Otto H. Kahn, Louis Marburg, Henry Morghentau, Jacob et Mortimer Schiff, Herbert Lehman. House avait aussi de puissantes relations parmi les banquiers et les politiciens d'Europe* » (3).

On s'explique ainsi le revirement de Wilson qui, réélu président le 7 novembre 1916 sur le slogan isolationniste : « *He kept us out of War* » (Il nous a tenus hors de la Guerre), signait cinq mois plus tard, le 6 avril 1917, la déclaration de guerre à l'Allemagne.

---

(2) Curtis B. Dall, *F.D.R. My Exploited Father-in-Law* (Franklin D. Roosevelt, mon exploité beau-père). Action Associates, Washington, 1970, p. 137.

(3) Dan Smoot, *The Invisible Government* (Le Gouvernement invisible). Western Islands. Belmont (Mass.), 1962, p. 2.

N'a-t-il pas reconnu, d'ailleurs, devant la Commission des Affaires étrangères du 66[e] Congrès américain, que *les Etats-Unis seraient intervenus « de toute façon »*, même sans les provocations allemandes du blocus sous-marin et de l'affaire Zimmermann ?

Les pressions de la Haute Finance internationale s'expliquent par le fait qu'elle escomptait tirer de gros bénéfices d'un conflit européen, en jouant sur les deux tableaux, suivant son usage constant.

Mais peut-être faut-il y voir aussi une conséquence des intrigues du Sionisme international.

On sait que, le 24 juillet 1908, éclatait à Salonique la révolution des « Jeunes Turcs » qui devait provoquer la déposition du sultan de Constantinople, Abdul Hamid. De nombreux israélites y avaient participé dans l'attente d'un certain libéralisme des nouveaux dirigeants turcs à l'égard du sionisme ; attente qui ne tarda pas à être déçue. Aussi le comité sioniste reporta tous ses espoirs sur l'empereur d'Allemagne, Guillaume II, qui s'était montré favorable à l'octroi d'une Charte assurant juridiquement la fondation d'un Foyer Juif en Palestine. Ce à quoi s'étaient opposés les leaders juifs d'Angleterre et l'Alliance Israélite Universelle de Paris ; ils soutenaient bien le sionisme « pratique » pour l'installation de leurs coréligionnaires sur la terre de leurs ancêtres, mais leur refusaient tout statut politique.

Dès la fin de 1908, la section allemande de l'Alliance Israélite Universelle se détachait de la société-mère de Paris et se déclarait autonome sous la dénomination de *Hilfsverein der Deutschen Juden*, cependant que l'Exécutif sioniste la rejoignait à Berlin. Par réaction, l'Angleterre et la France coupèrent tout subside. Il arriva même que l'*Hilfsverein*, irritée par la substitution en Palestine de l'hébreu moderne à l'allemand et au yiddish, en fit autant. Seule la colonie juive des Etats-Unis poursuivit ses envois de fonds à Jérusalem.

Parmi les puissants financiers internationaux de la colonie juive américaine, Eugène Meyer, futur président du Federal Reserve Board, Nathan Straus et Félix Frankfurter se montraient les plus actifs en faveur du sionisme, avec l'appui de l'oncle de Frankfurter, Louis Brandeis, qu'un chantage obligera Wilson à nommer juge à la Cour Suprême, et surtout du « colonel » House. Tous manifestaient un ardent « bellicisme », parce qu'ils comptaient profiter des hostilités pour arracher aux belligérants la

reconnaissance officielle d'un Etat Juif au Proche-Orient.

On peut en donner pour preuve un événement généralement passé sous silence. Lorsqu'en février 1916, les Allemands déclarèrent le blocus sous-marin des côtes Alliées, le président Wilson envoya son « alter ego » House en mission à Berlin pour demander des explications. Sur le chemin du retour, House rencontra, à Londres, Lloyd George et sir Edward Grey, avec lesquels ils signa un accord secret sous forme de marché, qu'il avait préparé avec « Justice » Louis Brandeis.

« *Ce marché*, écrit M. Curtis B. Dall, *consistait à entraîner l'Amérique* dans la Première Guerre Mondiale *aux côtés de l'Angleterre et, en échange de ce service, l'Angleterre acceptait de "leur garantir"* (*aux sionistes*) *la Palestine en temps opportun !* » (4).

Et M. Dall souligne que lorsque « *les combattants américains eurent réussi à jeter bas l'Allemagne* », « *les dirigeants pro-sionistes demandèrent à l'Angleterre de remplir les clauses du marché — conclu en 1916 — en "leur donnant" la Palestine* » (5).

Mais là ne se bornèrent pas les pressions de la Haute Finance internationale dont, on le sait, les membres les plus importants sont d'origine israélite. Ils ne pardonnaient pas à la Russie du XIX[e] siècle la situation faite à ses juifs, parqués en ghettos, soumis à un régime discriminatoire et en butte à l'antisémitisme des masses tant urbaines que paysannes.

De la part d'un gouvernement autocratique de droit divin comme celui des tsars, cet état de fait avait, sinon des excuses, du moins des raisons, que reconnaît loyalement l'israélite Bernard Lazare.

« ... *Si les Juifs ne sont pas une race*, expose-t-il, *ils ont été jusqu'à nos jours une nation. Ils se sont perpétués avec leurs caractéristiques propres, leur type confessionnel, leur code théologique qui fut en même temps un code social. S'ils ne détruisirent pas le christianisme, s'ils n'organisèrent pas une ténébreuse conspiration contre Jésus,*

---

(4) Curtis B. Dall, *op. cit.*, p. 110.
(5) *Ibid.*, pp. 110-111.

ils donnèrent des armes à ceux qui le combattirent et, dans les assauts donnés à l'Eglise, ils se trouvèrent toujours au premier rang. De même, s'ils ne sapèrent pas — formés en une vaste société secrète qui aurait des siècles durant poursuivi ses desseins — les trônes monarchiques, ils fournirent un appoint considérable à la révolution. Ils furent en ce siècle parmi les plus ardents soutiens des partis libéraux, révolutionnaires et socialistes ; ils leur apportèrent des hommes comme Lasker et comme Disraéli, comme Crémieux, comme Marx et Lassalle, sans compter le troupeau obscur des propagandistes ; ils les soutinrent par leurs capitaux. Enfin, (...) s'ils n'ont pas, sur les ruines de l'ancien régime, dressé à eux seuls le trône de la bourgeoisie capitaliste triomphante, ils ont aidé à son établissement. Ainsi sont-ils aux deux pôles des sociétés contemporaines. D'un côté ils collaborent activement à cette concentration extrême des capitaux qui facilitera sans doute leur socialisation, de l'autre ils sont parmi les plus ardents adversaires du capital » (6).

En ce qui concerne plus particulièrement la Russie, Bernard Lazare constate : « *L'antisémitisme n'est nullement un mouvement populaire en Russie : il est purement officiel. Le peuple russe, accablé de misère, écrasé d'impôts, courbé sous les plus atroces tyrannies, aigri par les violences administratives et l'arbitraire gouvernemental, chargé de souffrances et d'humiliations, est dans une situation intolérable. Résigné en général, il est capable de colères ; ses séditions, ses révoltes sont à redouter ; les émeutes antisémitiques sont propres à détourner les fureurs populaires, c'est pour cela que le gouvernement les a encouragées et souvent provoquées* » (7).

D'autres auteurs soulignent au contraire l'antisémitisme atavique des masses russes ; on en trouve la confirmation dans des œuvres aussi peu suspectes de partialité idéologique que les *Cahiers du Capitaine Coignet* ou les *Mémoires du Sergent Bourgogne*. Cet antisémitisme était dû surtout aux pratiques usuraires des prêteurs juifs, auxquelles s'ajoutaient les différences de mœurs et de coutumes. La situation s'aggrava encore de divergences religieuses. Au

---

(6) Bernard Lazare, *L'Antisémitisme ;* Documents et Témoignages (dépôt : *La Librairie Française*), 1969, pp. 191-192.
(7) *Ibid.*, p. 112.

milieu d'une population autochtone profondément imprégnée par la religion orthodoxe, les Rabbins opposaient, non plus la loi Mosaïque, mais l'étroit formalisme du Talmud. « *Ils étaient arrivés à leur but*, précise Bernard Lazare. *Ils avaient retranché Israël de la communauté des peuples ; ils en avaient fait un solitaire farouche, rebelle à toute loi, hostile à toute fraternité, fermé à toute idée belle, noble ou généreuse ; ils en avaient fait une nation misérable et petite, aigrie par l'isolement, abêtie par une éducation étroite, démoralisée et corrompue par un injustifiable orgueil* » (8). Les études romanesques de Jérôme et Jean Tharaud, comme *L'An prochain à Jérusalem* et *La Rose de Saron*, en témoignent nettement.

Ainsi s'explique que, dans les jours qui précédèrent le déclenchement de la guerre de Crimée (1854-1855), et selon le duc Ernest de Cobourg, qui le rapporte dans ses *Mémoires*, « *Rothschild lui aurait déclaré que n'importe quelle somme était disponible pour une guerre contre la Russie*. « *Cette attitude, souligne Corti doit certainement être attribuée à ce que les israélites étaient particulièrement opprimés en Russie* » (9).

Malgré quoi, de 1889 à 1901, le montant des emprunts russes émis en France par *MM. de Rothschild Frères* s'est élevé à un total de plus de 7 milliards de francs-or, sur lesquels, il est vrai, une bonne partie serait restée entre les mains des banquiers à titre de commission ou versée en subventions à la presse ; certains fonds ont même été utilisés *par le gouvernement français* pour « arroser » la presse en faveur de la loi sur le service militaire porté à trois ans et des besoins de sa politique intérieure (10).

(8) *Ibid.*, pp. 16-17.

(9) Henry Coston — « Souverains sans couronne », in *Le Secret des dieux*, n° spécial de *Lectures Françaises*, décembre 1968, p. 69.

(10) Cf. *L'abominable vénalité de la Presse...*, Librairie du Travail, 1931. On peut y lire, pp. 381-382, une lettre du président du Conseil, Kokonitzev, à Sazonov, ministre des Affaires étrangères de Russie, à la date du 4 juin 1913 : « *L'agent du Ministère des Finances à Paris, le conseiller privé* Raffalovitch, *a porté à ma connaissance que le ministre de l'Intérieur*, M. Klotz *désirerait avoir à la disposition de* Lenoir *100 000 F sur le chiffre des sommes assignées par nous pour les dépenses de presse.* M. Klotz *insiste sur la nécessité d'effectuer maintenant une aussi grosse dépense pour la presse en raison de la possibilité d'une campagne contre la nouvelle loi militaire et aussi en connexion avec la situation générale difficile du Cabinet français.*

» Comme vous voudrez bien vous en rendre compte d'après ce qui précède, la somme susdite sur la proposition de M. Klotz sera dépensée pour les besoins du gouvernement français, et non du gouvernement russe, ce qui ne répond guère aux buts visés par nous lors de la constitution d'un fonds spécial pour la presse. »

Mais il est curieux de constater qu'à partir de 1901, les Rothschild refusèrent de continuer leur rôle d'intermédiaire.

Cette volte-face a été attribuée au fait qu'ils n'avaient plus confinace dans la solvabilité de la Russie. Sans négliger cette éventualité, il faut considérer que, à cette époque, la Haute Finance internationale avait un puissant motif de ressentiment à l'égard du tsar : de toutes les nations européennes, la Russie était la seule à avoir refusé l'institution d'une Banque centrale. Or on sait que c'est sur le réseau de ces Banques centrales que la Haute Finance comptait pour établir son hégémonie sur le monde.

Ce ressentiment n'allait pas tarder à se manifester. Le 1er mars 1905, en pleine guerre Russo-Japonaise, Arthur Raffalovitch, conseiller secret du ministère des Finances russes à Paris et chargé de la distribution des subsides à la presse, écrivait à son président du Conseil, Kokovtzev :

« *Les adversaires de la Russie, qui comprennent les socialistes, les révolutionnaires, les libéraux, une partie des spéculateurs et des gens d'affaires qui sont soutenus par les Anglais, les Américains, profitent de tout cela* (les troubles intérieurs de Russie et les difficultés militaires en Mandchourie) *pour nous attaquer. Les journaux anglais servent de canal pour répandre des nouvelles alarmantes sur le continent* » (11).

Si l'attitude de la presse britannique est concevable, l'Angleterre étant alors l'alliée du Japon depuis 1902, celle de la banque israélite *Kuhn, Loeb & Co.*, une des « Big Three » américaines, paraît plus étonnante.

« *La guerre russo-japonaise*, fait remarquer Henry Coston, *devait fournir à la banque* Kuhn, Loeb & Co. *l'occasion de combattre le tsarisme abhorré. Elle y joua un rôle décisif en assurant la trésorerie du Japon. Sans le secours financier de l'étranger, le Japon n'aurait pu exploiter ses premières victoires ; il eût été contraint de faire la paix après quelques mois. Grâce à l'aide de la finance interna-*

(11) *Ibid.*, p. 64.

tionale dont il était, sans le vouloir le soldat, l'Empire nippon put continuer la lutte pendant près de deux ans et porter au prestige de la Russie tsariste, un coup dont celle-ci ne se releva jamais. La maison Kuhn, Loeb & Co. *négocia tous les emprunts japonais, non seulement aux Etats-Unis, mais sur les marchés allemands et surtout anglais* » (12).

En même temps, elle subventionnait les révolutionnaires marxistes et les nihilistes pour créer par le terrorisme un climat insurrectionnel. D'après le *Strand* de Saint-Pétersbourg, 114 gouverneurs, hauts fonctionnaires et généraux, 286 chefs et officiers de police, 452 agents, 109 officiers et 750 soldats furent tués ou blessés, plus 7 331 civils tués et 9 661 blessés, dans 194 attentats à la bombe et 1 995 vols à main armée. Parallèlement, *Kuhn, Loeb & Co.* envoyaient au Japon des propagandistes de langue russe qui, tout en distribuant des secours matériels aux prisonniers russes faits à Liao-Yang et à Port-Arthur, leur fournissaient des brochures révolutionnaires et les incitaient à la révolte contre le régime tsariste à leur retour au pays.

Dès 1907, les financiers britanniques sir George Buchanam et Lord Alfred Milner — le fondateur de l'association secrète de la *Table Ronde* — soutenaient de leurs subsides les menées d'un agitateur bolchévik, Leiba Bronstein dit Lev Davidovitch Trotsky, israélite lui aussi.

Pour mieux affaiblir la Russie impériale, Jacob Schiff, gendre de Loeb, déclencha une violente campagne de presse qui, en 1911, arracha au président Taft la dénonciation des accords commerciaux des Etats-Unis avec la Russie — Schiff devait s'en vanter dans une déclaration du 5 juin 1916 au *New York Times.* Il justifiait ainsi l'opinion de Raffalovitch qui écrivait, le 17 juin 1910, à son ministre Kokovtzev :

« *J'ai eu le plaisir de voir des Américains récemment et de les entendre lorsqu'ils sont francs déplorer l'état de*

(12) Henry Coston, *Les Financiers qui mènent le monde ;* La Librairie Française, 1955, p. 109. Lire aussi, du même : *La Haute Finance et les Révolutions*, Paris, 1963.

(13) *L'abominable vénalité de la Presse...*, pp. 250-251.

La haine contre les tsars n'empêchait pas les affaires. Dans la liste des principaux actionnaires de la *Société des Travaux du Port de Touapsé*, à côté de M. Noetzlin, président du Conseil de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, de cinq représentants du *Crédit*

corruption dans lequel l'influence des magnats financiers a fait tomber leurs politiciens » (13).

Le 23 octobre 1912, l'ambassadeur russe à Paris, Isvolsky, signalait à son ministre des Affaires étrangères, Sazonov :

« *Il* (Raymond Poincaré, alors président du Conseil français) *m'a confirmé entre autres que ces temps derniers on dépense de grandes sommes pour la presse à Paris et en province dans des buts hostiles non seulement à la Russie, mais en général à la Triple-Entente ; d'après ses informations, ces sommes émanent d'un groupe financier international dont le centre est actuellement à Londres* » (14).

On retrouvera Jacob Schiff parmi les principaux fournisseurs de fonds aux bolchéviks en 1918 — *Kuhn, Loeb & Co.* auraient avancé par son intermédiaire au moins 450 millions de dollars-or à Trotsky et à Lénine —, avec le concours d'un consortium Rothschild-Lazard-Rockefeller-Morgan, dont les subventions aux révolutionnaires russes étaient réparties par Sir George Buchanam et Lord Alfred Milner.

On ne peut plus douter que la Grande Guerre a éclaté en 1914 parce que la Haute Finance internationale, profitant de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche et de sa femme, le 28 juin 1914, à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), par l'étudiant Gavrillo Princip — et il y aurait beaucoup à dire sur les instigateurs de l'attentat —, a mis en jeu toute sa puissance pour empêcher un règlement diplomatique du conflit, préparé de longue date à seule fin d'abattre le régime tsariste.

Et s'il en fallait une preuve, on la trouverait dans le retard de la Grande-Bretagne à faire connaître ses intentions ; elle attendit que la guerre soit engagée entre la France et l'Allemagne, le 3 août, et que les troupes allemandes aient pénétré en Belgique pour déclarer la guerre, le 4 août, à la grande surprise du Kaiser. Guillaume II devait déclarer plus tard que s'il s'était attendu à l'entrée

Lyonnais et de M. Tupin, directeur du *Crédit du Nord*, on trouve « *M. Hauser, représentant à Paris de la maison* Kuhn, Loeb et Cie, *à New York* ».

(14) *Ibid.*, p. 329.

en guerre de l'Angleterre, il n'aurait pas pris l'initiative de déclencher les hostilités.

De la République de Weimar au III[e] Reich

Le 27 septembre 1918, dans un discours largement diffusé, le président Wilson déclarait que « *la paix devait être conclue et les termes du traité discuté par tous, sans discrimination entre vainqueurs et vaincus* ». Le nouveau chancelier allemand Max de Bade, sous la pression du chef d'Etat-Major général Ludendorff qui se reconnaissait battu, et inquiet du mécontentement de la population civile sévèrement rationnée, des grèves et de l'agitation des groupes communistes comme le Spartakus Bund créé dès 1916 par Karl Liebknecht, se décida, dans la nuit du 3 au 4 octobre, à demander les conditions des Alliés pour un arrêt des combats. Le 11 novembre, à Rethondes, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Erzberger signait l'armistice.

Les conditions en étaient draconiennes : désarmement total immédiat avec internement de la Marine impériale à Scapa Flow, embargo sur les réserves d'or et sur les créances à l'étranger, blocus total, mainmise sur les voies et moyens de communication, livraison d'un important matériel ferroviaire. L'Allemagne se trouva plongée dans une misère noire. Le chômage, aggravé par la démobilisation de 4 millions de combattants, la pénurie et la disette amenèrent la révolte des Spartakistes en janvier 1919, qui dût être réprimée dans le sang.

Le 7 mai, à Versailles, la Conférence de la Paix remettait aux délégués allemands les stipulations du traité de paix. Les conditions d'armistice étaient encore durcies : livraison de matériel industriel et agricole — en 1931 encore, la Marine nationale française recevait une dizaine de remorqueurs au titre des « Réparations » — ; indemnités de guerre à fixer ultérieurement — arrêtées à 212 milliards marks-or le 24 janvier 1921, elles furent ramenées à 132 milliards le 1[er] mai, alors que les Allemands proposaient 30 milliards — ; armée de métier limitée à cent mille hommes pour les trois armes ; Marine de guerre réduite à un cuirassé hors d'âge et quelques bâtiments légers ; démantèlement des fortifications et des usines de guerre ; occupation en garantie de la rive gauche du Rhin et des têtes de pont de Cologne, Coblence, Mayence et Kehl ; la

Sarre pendant quinze ans sous administration française suivie d'un plébiscite ; restitution de l'Alsace-Lorraine à la France ; partage des colonies entre les Alliés.

Bien que les Alliés eussent reconnu la priorité de la France pour les réparations comme étant le pays ayant le plus souffert, la Conférence pour la Paix donna lieu à de fréquents incidents. Le gouvernement du Social-Démocrate Scheidemann ayant fait des contre-propositions prises en considération par les délégations américaines et anglaises, la délégation française présidée par Clemenceau resta intraitable. D'autant plus que, le 21 juin 1919, la flotte allemande se saborda à Scapa-Flow avec la connivence tacite des autorités britanniques.

Le 28 juin, la délégation allemande se résignait à signer le Traité de Paix dans la Galerie des Glaces du Palais de Versailles, qui avait vu l'unification du I[er] Reich, en 1871, sous l'autorité du roi de Prusse devenu l'empereur Guillaume I[er] d'Allemagne.

« *Il n'est pas indifférent de noter*, écrit Paul Rassinier, *que ce Traité, l'économiste anglais Keynes a dit qu'il était* "un défi à la justice et au bon sens, une tentative pour réduire l'Allemagne en servitude, un tissu d'exégèses jésuitiques, cachant des desseins d'oppression et de rapines". *Et que Lloyd George* (...) en pensait, nous dit André François-Poncet, "que les prétentions françaises étaient insensées et mal fondées, qu'elles étaient irréalisables, qu'elles cachaient des appétits rapaces ou des ambitions d'annexion territoriale, que, si l'on y donnait suite, on provoquerait la ruine totale de l'Allemagne et celle de l'Europe, la misère et le désespoir des Allemands qui se bolchéviseraient et installeraient la révolution au cœur du continent". *Quant aux Américains, ils le refusèrent et signèrent avec l'Allemagne un Traité séparé un peu plus rationnel et un peu plus humain, le 25 août 1921* » (15).

La Constitution allemande du 11 août 1919 sanctionnait le renversement de l'Empire, remplacé par un régime

(15) Paul Rassinier, *Les Responsables de la Deuxième Guerre mondiale*. Nouvelles Editions Latines, 1967, p. 52.

M. Paul Rassinier, socialiste pacifiste, un des fondateurs de *Libération-Nord* avec Georges Bidault et Henri Ribière, fut arrêté par la Gestapo en 1943 et déporté pendant dix-neuf mois dans des camps de concentration.

démocratique dit *République de Weimar*, qui se donna pour premier président le socialiste Friedrich Ebert, élu au suffrage universel.

En principe, cette Constitution laissait subsister dix-sept Etats, sous la dénomination plus modeste de « Länder » (Pays) ; en fait, elle constituait une république centralisée, qui assurait l'unité allemande, renforcée même par la déchéance des anciennes dynasties régnantes, supprimant ainsi des risques de séparatismes éventuels. C'est ce que confirme M. Jacques Madaule quand il écrit :

« Bismarck avait eu de la peine, en 1871, à triompher des répugnances des Etats du Sud, en particulier de la Bavière, à l'égard de la Prusse et il avait dû faire des concessions relativement importantes. Mais, au lendemain de la défaite, la République de Weimar est beaucoup plus une que n'avait été le Reich Bismarckien et la prépondérance prussienne s'y affirme davantage encore » (16).

Pourtant, dès ses débuts, la République de Weimar dût faire face à des tentatives séparatistes ou antinationales : celle de la Bavière où Kurt Eisner avait fondé un « Etat populaire » socialiste qui, après l'assassinat de son chef, le 21 février 1919, était remplacé par une république soviétique, écrasée par une action combinée d'éléments de l'armée régulière et d'un « Corps franc » bavarois ; proclamation à Munich, le 7 avril, d'une « République des Soviets » par le matelot Egelhofer et ses camarades venus de Kiel, balayée, le 2 mai, par le général von Epp ; proclamation, le 31 mai, d'une république rhénane ayant pour chef Dorten, soutenue par le général Mangin, désavouée par Clemenceau, puis encouragée par Poincaré, finalement abandonnée à elle-même, tentative qui se solda par le massacre de Pirmasens, le 12 février 1924, devant les troupes françaises rongeant leur frein l'arme au pied ; putsch communiste de Kapp à Berlin, du 13 au 16 mars 1920 ; insurrection polonaise en Haute-Silésie, en mai-juin ; mouvements communistes, de septembre à novembre, en Saxe, en Thuringe et à Hambourg.

Le tout au milieu d'une confusion extrême.

Entre Alliés, d'abord. Il n'est pas de notre propos d'étudier le processus qui, de conférences internationales

(16) Jacques Madaule, « Destin de l'Allemagne », in *Miroir de l'Histoire*, septembre 1953, p. 907.

— 24 en 3 ans — en sessions de la Société des Nations, d'occupations territoriales en concessions, conduisit à l'abrogation du « diktat » de Versailles et à l'affaiblissement de la France. Ce processus s'explique par les intentions politiques des signataires du Traité.

La France exige, avant tout, sa sécurité sur le Rhin ; elle estime avoir payé assez cher pour cela.

« Le maréchal Foch, chef suprême des armées alliées, en avait défini les conditions militaires dans deux mémoires, daté du 27 novembre 1918 et du 10 janvier 1919. A ses yeux, la seule défense naturelle de l'Europe dans la grande plaine du Nord, est la ligne du Rhin ; compte tenu de la disproportion des forces entre la France et l'Allemagne, et du temps que mettraient à arriver d'éventuels secours anglais et américains, il est donc nécessaire de détacher de l'Allemagne la rive gauche du Rhin, et d'en constituer un ou plusieurs Etats indépendants, mais sous la garantie politique de la Société des Nations que l'on va créer, et la garantie militaire de l'armée française, qui sera installée sur le Rhin. Telle est, lorsque s'ouvre la Conférence (de la Paix), *la position officielle de la délégation française. Mais elle se heurte à l'opposition absolue des Anglais et des Américains »* (17).

Fidèle à la tradition britannique de l'équilibre continental, Lloyd George redoute la rupture de cet équilibre au profit d'une France trop puissante. Seul contrepoids : le redressement contrôlé de l'Allemagne, et donc le maintien de son unité.

Quant au président Wilson, il est tenu par des considérations de politique intérieure. Pour décider l'intervention américaine en Europe, il a dû lutter contre l'opposition d'un fort parti d'origine germanique. La guerre terminée, Wilson se trouve contraint à des ménagements envers l'Allemagne. Et suivant son habitude, il masquera ce motif intéressé sous un grand principe : « *Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* » — dont il s'était bien moins inquiété pour le dépècement de l'Autriche.

Mais il obéit aussi à des mobiles d'un tout autre ordre. Sur le paquebot qui le ramenait aux Etats-Unis pour faire

(17) Jacques Néré. *La Troisième République, 1914-1940* ; A. Colin, coll. U2, 1972, p. 28.

ratifier le Traité de Versailles, comportant en annexe *intégrée* l'institution de sa chère Société des Nations, il a laissé échapper cette confidence :

« *Il existe une force secrète à l'œuvre en Europe, que nous avons été incapables de démasquer. Son "mentor", le "colonel" House aurait pu lui en apprendre long sur ce sujet, lui qui appartenait à la secrète Table Ronde britannique et qui venait, avec son concours, de mettre sur pied le* Council on Foreign Relations (C.F.R.), *auquel allaient s'affilier tous les grands banquiers américains* » (18).

Si malgré l'origine judéo-allemande de la plupart d'entre eux, ils avaient poussé à l'intervention américaine en Europe, avec la signature du Traité de Paix, leurs buts étaient atteints. D'une part, la Russie tsariste avait sombré dans la débâcle, au profit d'un régime révolutionnaire dont les dirigeants étaient en majorité des Juifs. Un document officiel dévoile sans ambage la complicité de la Haute Finance anglo-saxone. C'est une dépêche adressée par l'ambassadeur des Etats-Unis en Russie au Secrétaire d'Etat à Washington, ainsi rédigée :

« Dossier n° 861.00/288

L'Ambassadeur en Russie (*Francis*)
au Secrétaire d'Etat
(télégramme)

Pétrograd, le 19 mars 1917, à 8 p. m.,
(*reçu le 20 mars à 6 p. m.*)

1110 — *L'ordre règne toujours. Des dispositions sont prises actuellement pour empêcher toute prétention au trône comme celle du Grand Duc Michaël, représentant la succession héréditaire après l'abdication du Tsar et du Tsarévitch, et rendre nulle toute prétention visant à préserver la sucession impériale jusqu'à la décision populaire.*

Etant donné que le Gouvernement Provisoire avait un besoin urgent de fonds, l'Angleterre a financé la Russie et continuera à le faire jusqu'à la reconnaissance du gouvernement par tous les Alliés. Une aide urgente serait très opportune et hautement appréciée. Une aide financière venant maintenant d'Amérique serait un coup de maître. Extrêmement important pour les Juifs que cette révolution réussisse. Si les Juifs font de telles avances, néanmoins une grande discrétion devra être observée, la révolution entrant dans une phase qui pourrait réveiller l'opposition des antisémites qui sont nombreux ici.

FRANCIS » (19).

(18) Sur la *Table Ronde* et le *C.F.R.*, cf. Jacques Bordiot, *Une main cachée dirige*... Documents et Témoignages, La Librairie Française, 1974.

La Haute Finance anglo-saxonne, d'autre part, a profité de la guerre pour établir son hégémonie sur le monde. Elle a supplanté notamment la France, exténuée, comme bailleur de fonds à l'étranger — d'autant qu'aux dépenses militaires se sont ajoutées les dénonciations des dettes russes, allemandes et autrichiennes par les nouveaux gouvernements. Il ne saurait donc être question de permettre à la France un redressement trop rapide qui risquerait d'en refaire une concurrente. C'est pourquoi Anglais et Américains chercheront par tous les moyens à restreindre le montant des réparations allemandes — plan Dawes, plan Young —, en attendant de les annuler.

Ayant refusé à la France le plan de sécurité territoriale proposé par le maréchal Foch, « au milieu de mars 1919, Wilson et Lloyd George proposent... d'assurer la sécurité française d'une façon tout à fait différente : en lui accordant une garantie conjointe anglo-américaine. A la fin avril, Clemenceau accepte ; il obtient pourtant une concession supplémentaire : l'occupation de la rive gauche du Rhin par les Alliés, pour une durée maximum de 15 ans à dater de la mise en application du Traité de Paix » (20).

Mais cela ne fit pas l'affaire des financiers américains qui estimèrent que cette occupation permettrait à la France de faire pression sur l'Allemagne pour exiger le paiement des réparations, faute de quoi elle s'installerait définitivement sur la rive gauche du Rhin, comme prévu par Foch. Aussi engagèrent-ils une puissante campagne contre la ratification du traité de Versailles. Si bien que, le 19 mars 1920, le Sénat américain refusait la ratification, entraînant par

(19) *Ibid.*, pp. 120-121.
(20) Jacques Néré, *op. cit.*, p. 28.

le fait même le rejet de la Société des Nations. La France y perdait toute garantie de sécurité. Malgré quoi, le ministre des Affaires étrangères et président du Conseil français, Alexandre Millerand, n'éleva pas la moindre objection sur une décision, « véritable désastre, annulant le plus clair de la victoire et remettant en cause la paix » (21).

La Deuxième Guerre mondiale allait en découler directement.

Déjà écartelée par les divisions entre Alliés, l'Allemagne était, d'autre part, en pleine confusion interne. Outre les tentatives séparatistes et antinationales qu'elle réussit à déjouer par la force, elle était transformée en champs clos où s'affrontaient d'innombrables organisations politiques. L'assassinat y était chose courante : Liebknecht et Rosa Luxembourg, en janvier 1919 ; Kurt Eisner, le 21 février ; le ministre des Affaires étrangères Walter Rathenau, le 24 juin 1920 ; son successeur Erzberger, signataire de l'armistice, le 26 août.

Tandis que les formations communistes tentaient des putsch, la Reichswehr, fortement hostile au gouvernement socialiste de Berlin, organisait ou soutenait des organisations paramilitaires ou armées, comme les *Corps francs*, destinés à la lutte contre les communistes et à la protection des frontières indécises de l'Est — ils combattirent les bolchéviks en Lettonie, les Polonais en Haute-Silésie —, le *Kampfbund* de Roehm qui regroupait jusqu'à 60 000 anciens combattants, la *Reichswehr noire* de von Seeckt qui, sous le camouflage de « Commando du travail », assurait un renfort secret à la Reichswehr. Il y avait encore l'*Organisation Consul*, formée d'un petit nombre de nationalistes exacerbés, responsables de l'exécution de Rathenau et d'Erzberger ; surtout la mystérieuse et ubiquiste *Sainte Vehme* — elle avait repris le nom du Tribunal des francs-juges du XVe siècle —, association secrète de terroristes qui assassina dans l'ombre de nombreux adversaires du régime impérial.

La montée du Führer

Le 21 novembre 1918, un jeune caporal de 19 ans, Adolf Hitler, décoré de la Croix de Fer de 1re Classe, sortant de

(21) *Ibid.*, p. 31.

l'hôpital où il avait été soigné pour atteintes par ypérite aux yeux, rejoignait le dépôt du 2e Régiment d'Infanterie à Munich ; il le trouva aux mains d'un soviet de soldats. En mai 1919, la Reichswehr y avait ramené l'ordre, et Hitler fut désigné comme membre d'une commission d'enquête sur les « criminels de novembre ». Puis il fut nommé au Bureau de Presse et d'Informations, rattaché au Département politique de la Région militaire, sous les ordres du capitaine Roehm, dirigeant du Kampfbund.

Promu « Bildungsoffizier » (officier d'instruction civique ou, plus exactement, commissaire politique), Hitler fut chargé d'enquêter sur les activités d'un *Parti Ouvrier Allemand*, fondé le 5 janvier 1919 par le serrurier munichois Anton Drexler. En septembre 1919, Hitler adhéra au Parti et entra à son Comité directeur, aux côtés du capitaine Roehm et du journaliste Dietrich Eckart.

Orateur aux idées simplistes : haine des marxistes et des juifs, nationalisme exacerbé (22), mépris de la démocratie et attachement au « Führerprinzip » (principe de l'autorité absolue du chef), croyance dans l'inégalité des races, il était doué d'une éloquence agressive à forme vaticinante, servie par une élocution saccadée, une voix rauque, puissante, le sens des attitudes. Il avait l'art de faire passer dans ses paroles — il parlait toujours d'abondance, sans préparation — ses convictions intimes et exerçait sur ses auditeurs un étrange envoûtement qui emportait l'adhésion, même — au moins momentanée — de ses adversaires.

Il insuffla son dynamisme au Parti — quelque cent adhérents —, lui donna le sens du militantisme, l'incita au recrutement. Il fut bientôt rejoint par Rudolf Hess, fils d'un riche négociant, par Alfred Rosenberg, théoricien du racisme, puis par l'as de l'aviation de chasse, le capitaine Hermann Goering. Le 24 février 1920, décidé à jouer son va-tout, Hitler loua la salle des fêtes de deux mille places de la Hofbräuhaus, malgré les réticences de ses camarades : le public s'y précipita en foule.

Or, — et cela en dit long sur l'attitude de la Reichswehr

(22) Fait curieux et caractéristique de la confusion de l'époque, ce super-nationaliste, né en Autriche, ne renoncera à la nationalité autrichienne que le 7 avril 1925. Sa demande de naturalisation allemande traînera pendant sept ans, le laissant apatride, et ne lui sera accordée par le gouvernement bavarois qu'en 1932, juste avant sa candidature à la présidence du Reich contre le maréchal Hindenburg.

à son égard —, Hitler appartenait encore à l'armée ; il ne la quitta que le 1er avril 1920. Il est vrai qu'il avait été présenté à Ludendorff qui partageait ses opinions politiques.

Le 8 septembre, le Parti Ouvrier Allemand changeait sa dénomination pour celle de *National-Sozialistische Deutschen Arbeit Partei* (*N.S.D.A.P.* — Parti national-socialiste allemand du Travail dit Parti Nazi), dont Hitler prit la direction le 29 juillet 1921, éliminant le fondateur Anton Drexler.

Cette progression ne se fit pas sans heurts. Les Rouges bavarois s'en prirent violemment aux Nazis qui, pour se défendre, organisèrent en 1921 des groupes de combat, les S.A. (Sturm Abteilung). Il y eut de sanglants affrontements, mais les Rouges ne purent tenir devant les 60 000 anciens combattants du Kampfbund, soigneusement encadrés, que Roehm amena aux S.A. et qui devinrent maîtres de la rue.

Avisé d'une tentative de séparatisme rhénan de Gustav von Kahr, commissaire d'Etat pour la Bavière, Ludendorff s'entendit avec Hitler pour lui faire échec. Ce fut le putsch maladroit des 8-9 novembre 1923, à Munich, brutalement réprimé par la police. Arrêté, Hitler fut condamné, en février 1924, à cinq ans de détention dans l'enceinte fortifiée de Landsberg, tandis que Ludendorff était acquitté. Relaxé au bout de neuf mois, Hitler avait profité de sa détention pour dicter *Mein Kampf* à Rudolf Hess.

Libéré le 20 décembre 1924, Hitler reprit la lutte, mais décidé cette fois à s'emparer du pouvoir par les voies légales. En 1925, le Parti comptait 27 000 adhérents ; ils étaient 200 000 en 1932, lorsque Hitler posa sa candidature à la présidence de la République contre Hindenburg. Si le vieux maréchal fut réélu avec 19 400 000 voix (54 %), Hitler en obtint 13 500 000 (32,4 %). Aux élections du 31 juillet 1932, le N.S.D.A.P. recueillait 17,3 millions de suffrages qui envoyaient 230 de ses représentants au Reichstag, dont Goering fut élu président le 30 août.

Le 28 janvier 1933, Hindenburg désigne Hitler comme chancelier du Reich. Le Parti nazi compte, à ce moment, 3 millions de S.A., dont 30 000 S.S. (Schutzstaffel), troupe de choc. A la mort de Hindenburg, le 2 août 1934, Hitler cumulera les fonctions de chancelier et de chef de l'Etat, sous le nom de *Führer*. Entre temps avait eu lieu la « nuit des longs couteaux » (30 juin 1934), au cours de laquelle il avait fait exécuter Roehm, Gregor Strasser, dangereux pour ses ambitions, mais aussi des adversaires du nazisme,

les généraux Kurt von Schleicher et von Bredow, le président de l'Action Catholique Klausener, ainsi qu'une centaine d'autres personnes.

Le IIIe Reich était né dans le sang.

D'où venait l'argent

La prodigieuse ascension du petit peintre en bâtiment sans ressources, Adolf Hitler, et de son Parti n'a pu avoir lieu sans de puissants appuis financiers.

« *De 1921 à 1923, avant le putsch de Munich,* écrit M. Peter Ferguson, *le Parti vécut d'expédients. Quelques petites subventions furent versées par l'industriel berlinois, Ernst von Borsig, président de l'Association de l'Industrie Métallurgique, par Grandl, un patron d'Augsbourg, tous deux des nationalistes* (...)

» *Le président de la fédération des industriels bavarois, Hermann Aust, des industriels Sudètes offrirent également des moyens financiers. L'essentiel des ressources du Parti provenait des cotisations et des dons des membres dont le nombre s'élevait déjà à 15 000 en 1923* » (23).

Mais cela était bien insuffisant.

Devant les troubles communistes et l'inflation galopante — en octobre 1918, le taux de change était de quatre marks pour un dollar, en janvier 1923, il fallait sept mille deux cent soixante marks —, les financiers et les industriels avaient bien formé un *Kuratorium für den Wiederbau des Deutschen Wirtschaft*, présidé par le magnat de l'électricité, Werner von Siemens, assisté du conseiller secret von Borsig, d'un dirigeant de la *Deutsche Bank* von Strauss et d'un représentant de la *Dresdner Bank* Nathan, pour le financement des partis libéraux et conservateurs, sans toutefois se marquer avec les partis nationalistes. Quant à la banque israélite, elle soutenait les partis de gauche. Mais ni les uns ni les autres ne se souciaient d'apporter leur appui au N.S.D.A.P., dont le programme les indisposait tous.

Le contraire eût été étonnant devant les déclarations des porte-parole du Parti.

« *L'industrie allemande,* disait Grégor Strasser, *l'éco-*

---

(23) Peter Ferguson, « Les Financiers de Hitler », in *Miroir de l'Histoire*, n° 272, sept-oct. 1972, p. 121.

nomie allemande entre les mains du capital financier international, c'est la fin de toute possibilité de libération sociale... Nous, jeunes Allemands de la guerre, nous, révolutionnaires nationaux-socialistes, nous engageons la lutte contre le capitalisme » (G. Strasser — *Kampf um Deutschland*). Gottfried Feder préconisait l'abolition de « *l'esclavage de l'intérêt* », le seul « *moyen de conduire le combat gigantesque engagé à travers tout l'univers entre Capital et Travail (et aboutir) à une libération du Travail, mais sans porter atteinte à la propriété* » (Feder — *Kampf gegen Hochfinanz*). « *Quelques individus,* disait Goebbels, *ne peuvent avoir le droit d'utiliser l'économie nationale contre la nation. Or, dans la réalité, dominent quelques monopoles, quelques individus qui ont amassé des fortunes énormes. Ces individus ont des moyens illimités d'enlever au peuple son morceau de pain quotidien, de lui retirer son travail* » (Discours du 1-10-1931). Le programme national-socialiste de 1920 — rédigé en grande partie par Feder et Drexler — prévoyait d'ailleurs « *l'étatisation de toutes les entreprises déjà anonymes* » (Das Program der N.S.D.A.P.) » (24).

A partir de 1926, la situation financière du Parti allait s'améliorer : le puissant sidérurgiste de la Ruhr, Fritz Thyssen, versa à Ludendorff 100 000 marks-or pour Hitler. Il continua son aide les années suivantes qui, en 1933, avait atteint un total d'un million de marks. En 1927, ce sera au tour d'Emil Kirdorf, trésorier de la caisse noire des industriels de la Ruhr, d'entrer en relations avec Hitler ; en 1929, il participera lui-même pour 100 000 marks au soutien du Parti.

Lorsqu'en 1930, le N.S.D.A.P. eut envoyé 107 députés au Reichstag, de nombreux grands patrons alimentaient ses caisses, dont Georg von Schnitzler, dirigeant de l'*I.G. Farben*, Cuno, de la *Cie de Navigation Hamburg-Amerika*, la compagnie d'assurances *Allianz*, la *Deutsche Bank*, la *Commerz und Privat Bank*, la *Dresdner Bank*, etc.

Dès lors, avec la progression du Parti, les subventions affluèrent. Même des opposants acharnés à l'hitlérisme, comme le Dr Schacht, ancien président de la *Reichsbank*, qui était franc-maçon, et le magnat de l'acier Krupp von Bohlen, s'empressèrent de retourner leur veste. Si bien

(24) Henry Coston, « L'Argent dans la Politique allemande », in *La Haute Finance et les Révolutions*, n° spécial de *Lectures Françaises*, avril 1963, note des pp. 19-20.

que, en février 1933, Goering pouvait convoquer à la présidence du Reichstag une vingtaine de grands patrons pour leur soutirer trois millions de marks qui servirent à financer les élections.

Or, vers 1929, s'était produit un événement important. Sir Henry Deterding, directeur du puissant trust pétrolier *Royal Dutch-Shell*, qui visait « *à la reconquête des pétroles russes* » (25), vint en aide à Hitler en subventionnant la S.A. C'était la première manifestation d'un appui étranger. D'autres devaient suivre. Ainsi la banque américaine *J. Henry Schroder Co.*, dont le directeur était Allen Dulles, futur chef de la Central Intelligence Agency (C.I.A. — Services de Contre-espionnage américains), membre de la Table Ronde britannique et fondateur du Council on Foreign Relations avec son frère John Foster Dulles, futur ministre. Il en fut de même de l'*International Telephone & Telegraph Corporation* (I.T.T.), le trust mondial qui, en 1938, devint propriétaire à 28 % de la fabrique d'avions *Focke-Wulf* (26).

Le pacte antikomintern, l'Axe et l'Anschluss

De ses origines, Hitler avait gardé la nostalgie de l'Autriche. A peine devenu chancelier du Reich, il tentera d'en faire le rattachement à l'Allemagne (Anschluss). Ce qui paraissait d'autant plus facile que les traités de 1919 démembrant l'ancien Empire des Habsbourg l'avaient réduite à un petit Etat de 6 millions d'habitants, dont 2 millions concentrés dans sa seule capitale, Vienne.

« *Le 23 juillet 1934, la police suisse saisit, sur le lac de Constance, un bateau chargé d'explosifs : des bombes et des munitions en provenance d'Allemagne, destinées aux nazis autrichiens. Deux jours plus tard, un véritable coup de tonnerre éclate dans le ciel international : à Vienne,*

(25) Peter Ferguson, *op. cit.*, p. 121.

(26) N'est-il pas ahurissant que l'*I.T.T.* ait obtenu du gouvernement américain une indemnité de 27 millions de dollars pour les dommages subis par ses installations en Allemagne au cours du conflit, dont 5 millions de dollars au titre des usines *Focke-Wulf* qui avaient travaillé sans arrêt pour la Luftwaffe ?

Sur les agissements de la Haute Finance au profit de Hitler, cf. *Une main cachée dirige...*, ch. XIV et *La Haute Finance et les Révolutions, op. cit.*

les "assassins de l'étranger" dont parlera Neurath, ont tenté un coup d'Etat. L'entreprise a échoué, mais Engelbert Dollfuss, chancelier d'Autriche, s'est effondré sous leurs balles » (27).

La tentative avortée avait été menée, apprendra-t-on, par la 89e escouade de S.S.

Le 9 octobre, assassinat à Marseille d'Alexandre Ier de Yougoslavie et du ministre français des Affaires étrangères Louis Barthou, par l'Oustachi (terroriste croate) Vlada Georguiev dit Kalemen.

Attentat aux circonstances étranges, dont le fin mot est encore à découvrir. Bien que la police yougoslave ait prévenu Paris des intentions de l'Oustacha, il n'y eut aucun renforcement de contrôle aux frontières ; on fit monter le roi dans une Hispano décapotée, contrairement aux usages, protégée par une escorte ridicule et un service d'ordre purement symbolique. Défaillances qui donnèrent lieu à des commentaires passionnés.

« *L'assassinat d'Alexandre Ier*, écrit M. Philippe Masson, *pose encore un problème : celui de l'éventuelle complicité des pays totalitaires. L'Allemagne, l'Italie surtout, n'avaient-elles pas intérêt à favoriser un geste qui ne pouvait qu'affaiblir l'amitié franco-yougoslave et ébranler la Petite Entente qui constituait un des pivots de la diplomatie française en Europe ?* » (28).

Il est certain que l'Oustacha bénéficiait d'une aide financière de Rosenberg et possédait des camps d'entraînement en Hongrie et en Italie.

Mais, coïncidence troublante, le 17 avril 1934, soit moins de six mois avant l'attentat de Marseille, Barthou avait répondu à une note anglaise du 10 avril, « *sur un ton à la fois catégorique et excédé que* "le Gouvernement français se refuse solennellement à légaliser le réarmement allemand" *et que* "la France assurera désormais sa sécurité, seule et par ses propres moyens" » (29).

---

(27) Heydecker et Leeb, *Le Procès de Nuremberg*, « J'ai Lu », 1971, pp. 169-170.

(28) Frédéric Weiger, « L'attentat qui ravit Hitler » in *Miroir de l'Histoire*, n° 283, sept.-oct. 1974.

La Petite Entente était une alliance défensive conclue entre la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie.

(29) Paul Rassinier, *op. cit.*, p. 82.

Cette note qui consacrait l'échec de la Conférence du Désarmement et une nouvelle course aux armements, permit à Lloyd George de déclarer, le 21 avril, devant la Chambre des Communes qu'elle « *était la suite logique du fait que, pendant des années, la France s'était refuser à tenir son engagement de désarmer* (*allusion au préambule de la partie V du Traité de Versailles*) *et que, même après Locarno, elle avait accru ses armements d'année en année* » (30) — oubliant, d'ailleurs, qu'à la Conférence de Washington (12-11-1921 au 6-2-1922), la Grande-Bretagne et les Etats-Unis s'étaient entendus pour n'accorder à la Marine de guerre française que 37 % de leur tonnage respectif en bâtiments lourds, à égalité avec l'Italie.

Or, dès le 20 avril, Barthou s'était occupé de réaliser l'encerclement de l'Allemagne, en se rendant à Prague et à Varsovie et en secondant Bucarest pour obtenir l'accord de ces trois capitales à l'entrée de l'U.R.S.S. à l'O.N.U. Mal accueilli par le maréchal Pilsudski — malgré son alliance de 1921 avec la France, la Pologne avait signé, le 26 janvier 1934, un pacte de non-agression avec l'Allemagne et entendait bien s'y tenir —, Barthou avait enlevé la reconnaissance *de jure* de l'Union soviétique par la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Le 18 septembre, la Russie était admise à l'O.N.U. par 38 voix, contre 3 et 7 abstentions. Trois semaines plus tard, Barthou était assassiné. C'est à se demander si l'attentat ne visait pas moins le roi de Yougoslavie que le ministre des Affaires étrangères français.

Dès lors, la politique étrangère de la France va refléter les incohérences de sa politique intérieure, séquelles des manifestations sanglantes du 6 février 1934.

Le 7 janvier 1935, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Pierre Laval, signait à Rome les Accords franco-italiens, qu'il avait de grandes peines à faire accepter par le Parlement. Mais c'est sous son ministère que la France s'associait aux « sanctions » décidées le 11 octobre 1935 par la S.D.N. contre l'Italie, ce qui jettera Mussolini, malgré ses répugnances, dans les bras de Hitler.

Le plébiscite de la Sarre devait avoir lieu le 13 janvier 1935. Pour s'attirer les bonnes grâces de l'Allemagne, Laval laissa la propagande hitlérienne s'exercer sans contre-

---

(30) *Ibid.*

On trouvera le texte de cet article *ibid.*, p. 53.

partie, si bien que 90,8 % des Sarrois demandèrent leur rattachement au Reich. Mais le 12 février, le même Laval, à son corps défendant, il est vrai, soutenait devant les Chambres le projet de Pacte franco-soviétique, qui prévoyait : « *Au cas... où la France ou l'U.R.S.S. seraient l'objet d'une agression non provoquée de la part d'un Etat européen, l'U.R.S.S. et réciproquement la France se prêteront immédiatement aide et assistance.* » Si Laval montre sa mauvaise volonté en retardant la ratification du Pacte, il n'en va pas moins à Moscou le 14 juin (accompagné, notons-le, de M. René Mayer, directeur de la *Banque de Rothschild frères*) pour y apporter les instruments de ratification. Un Pacte russo-tchécoslovaque venait s'y adjoindre le lendemain. L'Allemagne avait le droit de se croire encerclée.

Par réaction, l'Angleterre, qui « *n'a aucune envie de se laisser entraîner dans un conflit pour l'Autriche, la Pologne ou la Tchécoslovaquie* » (31), et qui trouve positif le programme de reprise des relations internationales en 13 points, développé par Hitler devant le Reichstag, le 21 mai 1935, signe avec l'Allemagne, le 18 juin, un Accord concédant à la Marine de guerre du Reich un tonnage égal à 35 % de celui de la Royal Navy. Ce, malgré les mises en garde et les protestations de la France, dont personne ne tient compte, d'ailleurs (32).

Assurée désormais de la neutralité de l'Angleterre et de l'Italie, Hitler, le 7 mars 1936, faisait réoccuper la rive gauche du Rhin et procéder à sa remilitarisation. Une fois de plus, la France élèvera une protestation dans le vide ; quant à la S.D.N., elle se contentera de déclarer, le 19 mars, que « *l'article 43 du Traité de Versailles a été violé par l'Allemagne* ». Un point, c'est tout.

L'accord de Roosevelt et de son groupe

Or, depuis les premiers jours de 1936, s'est manifestée *ouvertement* une influence, trop souvent passée sous silence et que Paul Rassinier met bien en évidence : celle des Etats-Unis. Elle se montrera déterminante dans l'évolution de la situation politique du monde, et d'autant plus

---

(31) *Ibid.*, p. 95.
(32) Sur la politique de Laval à cette époque, cf. *Laval parle...*, Le Cheval Ailé, Paris, 1948, et notamment pp. 26 à 30.

qu'elle sera exercée pendant douze ans par le même personnage, le président Démocrate Franklin Delano Roosevelt, entré en fonction le 4 mars 1933 et, seul de tous ses prédécesseurs, réélu trois fois, en 1936, 1940 et 1944 ; il mourra en 1945.

Sortant de la réserve qu'il s'était imposée depuis son arrivée à la Maison Blanche, le 3 janvier 1936, Roosevelt adressait un message au Congrès dans lequel il reprochait au Japon, à l'Allemagne et à l'Italie d'être « *retournés à la loi du sabre et à la conception fantastique qu'ils ont — et eux seuls ! une mission à remplir* ».

« *Le Japon, on le comprend*, écrit Paul Rassinier : *il est son concurrent direct et il menace ses intérêts économiques en Chine. L'Allemagne, on le comprend encore : elle n'a jamais, le moins du monde, menacé les intérêts des U.S.A. nulle part, mais la Franc-maçonnerie à laquelle appartient le Président et son entourage juif entretiennent, chez lui, un état d'esprit hostile à l'Allemagne. L'Italie par contre, en janvier 1936, n'a pas encore esquissé son rapprochement avec l'Allemagne, elle ne menace aucunement les intérêts américains et elle n'a même pas tenu rigueur aux U.S.A. de leur prise de position en faveur des sanctions décidées contre elle par la S.D.N. Alors pourquoi ?* » (33).

L'explication en est, peut-être, dans le fait que Roosevelt et la plupart de ses collaborateurs intimes appartiennent au Council on Foreign Relations (C.F.R.), tels : Cordell Hull, secrétaire d'Etat ; Averell Harriman, ambassadeur à Londres puis à Moscou ; Alger Hiss, convaincu d'espionnage au profit de l'U.R.S.S. ; Charles E. Bohlen, délégué à toutes les Conférences internationales et cousin de Krupp von Bohlen du trust allemand bien connu ; Harry Dexter White, Henry Kissinger, etc., tous appartenant aussi à la Franc-Maçonnerie. Or le C.F.R., issu de la Table Ronde britannique, a toujours manifesté des tendances prosoviétiques ; il est donc opposé aux dictatures anticommunistes. De son côté, la Franc-Maçonnerie ne leur pardonne pas l'interdiction des sociétés secrètes.

Quant au différend entre le Japon et les Etats-Unis, il

---

(33) Paul Rassinier, *op. cit.*, p. 135.

date de la Grande Guerre. En 1914, le gouvernement nippon avait déclaré la guerre à l'Allemagne sur la promesse de l'Angleterre et de la France que « *toutes les possessions allemandes situées au nord de l'Equateur lui seraient concédées à condition qu'il s'en empare lui-même* », ce qu'il avait réalisé dès mai 1915. Sa participation à la victoire Alliée avait été telle qu'il fut invité à la création de la Société des Nations à titre de membre fondateur et qu'un des quatre sièges permanents au Conseil lui fut attribué. Malgré quoi, en 1919, Wilson, reniant les promesses franco-britanniques, n'accorda au Japon que le mandat de la S.D.N. sur les seules possessions insulaires de l'Allemagne en Extrême-Orient, tandis que les possessions continentales étaient attribuées à la Chine (Kiao-tchéou), et que certains ports, comme Hong-Kong et Shanghai, demeuraient sous le contrôle britannique ou international.

Ulcérés par ce manque de parole, en 1931, sous prétexte qu'à Moukden des troupes chinoises révoltées avaient molesté des garde-voie nippons, les Japonais débarquaient en Mandchourie, y rétablissaient l'ordre et, le 1er mars 1932, ils la déclaraient indépendante sous le nom de Mandchoukouo. Le 24 février 1933, sommé par la S.D.N. « *d'évacuer dans les plus brefs délais toute la portion du territoire chinois qu'il occupe indûment* », le Japon ripostait le 26 mars, par son retrait de Genève ; puis, le 29 décembre 1934, il dénonçait l'Accord naval de Washington de 1922 et mettait en chantier 650 000 tonnes de bâtiments de guerre.

D'où, le 3 janvier 1936, le message de Roosevelt au Congrès accusant de militarisme le Japon, l'Allemagne et l'Italie. Le 25 novembre, le Japon répliquait en signant avec l'Allemagne le Pacte antikomintern. Perdant alors toute mesure, le président des Etats-Unis prononça, le 5 octobre 1937, son fameux discours « *de la Quarantaine* », dans lequel il menaçait les trois pays de représailles économiques. *La Deuxième Guerre mondiale allait en sortir.*

Depuis le 4 juin 1936, la France s'était dotée de ministères « Front Populaire », composés de radicaux, de radicaux-socialistes, de socialistes et de communistes, tous farouchement hostiles aux dictatures. L'attitude du président Roosevelt leur laissa penser qu'en cas de conflit avec l'Allemagne, la France pourrait compter sur l'aide totale des U.S.A. Pourtant, notre ambassadeur à Washington, Georges Bonnet, avait mis son ministre au courant d'une conversation qu'il avait eue avec Roosevelt, fin 1936.

Il venait de dire au président que les dangers de guerre seraient évités « *si les Etats-Unis pouvaient annoncer que toute agression de l'Allemagne entraînerait leur intervention aux côtés de la France et de l'Angleterre* », mais qu'il savait bien que l'opinion publique américaine n'était pas prête à entendre une telle déclaration.

« Le président Roosevelt me répondit : "*Vous avez raison. Une telle déclaration aussi catégorique m'est interdite. Et c'est bien dommage, j'en conviens avec vous. D'ailleurs, nous sommes nous-mêmes bien loin d'être prêts ! Il nous faudrait plusieurs années pour mettre au point notre Défense Nationale, si la guerre venait à éclater* » (34).

Malgré quoi, en même temps qu'il durcissait sa position envers l'Allemagne, le gouvernement français, par « antifascisme », devint agressif à l'égard de l'Italie. Et avec une telle violence — le ministre d'Etat Paul-Boncour s'oublia jusqu'à traiter Mussolini de « *César de Carnaval* » en pleine Chambre des Députés ! — que, le 6 novembre 1937, l'Italie ripostait en adhérant au Pacte antikomintern : l'« Axe » Berlin-Rome-Tokio était créé.

L'Autriche sacrifiée

Il est essentiel de remarquer qu'à cette époque, l'Allemagne n'avait pas de frontière commune avec l'Italie, dont elle était séparée par l'Autriche. On pouvait donc prévoir, après la constitution de l'Axe, que le premier soin de Hitler serait de réaliser l'Anschluss.

D'autant que le démembrement de l'Empire des Habsbourg, encouragé et soutenu par les Alliés, n'avait laissé subsister de l'Autriche que les provinces allemandes. Enserrée entre des Etats hostiles, Tchécoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie, Italie — la question de Trente —, leur existence politique et économique dépendait entièrement de l'Allemagne.

D'ailleurs, dès le 12 décembre 1918, le lendemain de l'abdication de l'empereur Charles, le Gouvernement provisoire

---

(34) Georges Bonnet, *De Washington au Quai d'Orsay*. Le Cheval Ailé, Genève, 1946, p. 16.

proclamait : « *L'Autriche allemande est une République démocratique ; tous les pouvoirs y sont exercés par le peuple. L'Autriche est partie intégrante de la République allemande.* » Ce que le président socialiste, Karl Renner, du Gouvernement provisoire, devait confirmer le 13 : « ... *l'Allemagne et l'Autriche ne forment qu'une seule race et une seule communauté liée par le destin* ». Et le 21 novembre, l'Assemblée nationale provisoire précisait : « *L'Etat autrichien-allemand revendique la souveraineté sur tout le territoire peuplé par les Allemands et particulièrement sur le pays des Sudètes. L'Etat autrichien-allemand s'opposera à toute annexion, par d'autres nations, de territoires peuplés de paysans, d'ouvriers et de bourgeois allemands* » (35).

Les Alliés répliquèrent par l'article 88 du Traité de Saint-Germain-en-Laye (10-9-1919), qui stipulait que l'indépendance de l'Autriche était inaliénable et interdisait l'incorporation à un autre Etat sans le consentement de la S.D.N. — sans doute, au nom du Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, cher à Wilson ?

L'assentiment de la population autrichienne à l'Anschluss fut total jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne. Mais le putsch avorté du 25 juillet 1934 et l'assassinat du chancelier Dollfuss vinrent troubler les esprits. D'autant que Mussolini, ami personnel de Dollfus — dont la femme et les enfants se trouvaient justement à Riccione, chez les Mussolini, le jour de l'attentat —, avait envoyé aussitôt cinq divisions sur le Brenner, prêtes à pénétrer en Autriche pour s'opposer à l'entrée éventuelle de troupes allemandes.

Par ses maladresses, le nouveau chancelier, Kurt Schussnigg, allait permettre à Hitler de retrouver son crédit. En particulier, le 29 novembre 1936, Schussnigg déclarait que son « *front national avait trois ennemis : le communisme, le défaitisme et le national-socialisme. En conséquence, il faut considérer les nazis autrichiens comme les ennemis jurés du gouvernement et du peuple.* » Cette déclaration fit éclater de violents incidents dans toute l'Autriche ; Hitler en prit prétexte pour convoquer le chancelier autrichien à Berchtesgaden, le 12 février 1938, où il le somma de constituer, dans les trois jours, un gouvernement favo-

(35) Paul Rassinier, *op. cit.*, pp. 142-143.

rable à l'Allemagne. Schussnigg tenta de passer outre par un référendum sur l'indépendance de l'Autriche ; Hitler y mit son veto. De sondages opérés auprès des capitales européennes sur la possibilité d'une intervention dans l'éventualité d'une pénétration allemande en Autriche, Schussnigg sut qu'il ne pouvait compter ni sur l'Angleterre en excellentes relations avec Hitler depuis la signature du Pacte naval anglo-allemand, ni sur l'Italie qui faisait maintenant partie de l'Axe ; quant à la France, elle était sans gouvernement, démissionnaire le 10 mars.

De toute manière, Hitler ne lui laissa pas le temps de se retourner : le 12 mars 1938, les troupes allemandes entraient en Autriche l'arme à la bretelle, au milieu de l'enthousiasme populaire.

Le 10 avril, un référendum approuvait le rattachement de l'Autriche au III^{e} Reich par 4 273 884 voix, sur 4 300 117 inscrits et 4 284 795 votants, contre 9 852 opposants, soit 99,5 % des inscrits.

On notera que la hiérarchie catholique, le cardinal Innitzer en tête, aussi bien que le Consistoire de l'Eglise évangélique, avaient chaudement recommandé l'Anschluss dans des déclarations publiques datées respectivement des 12 et 13 mars.

La France et l'Angleterre avaient pris les devants : dès le 2 avril, soit huit jours avant le référendum, elles avaient reconnu *de facto* l'intégration de l'Autriche à l'Allemagne.

Jacques BORDIOT.

De l'Affaire des Sudètes aux Accords de Munich

ALORS que ni la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936, ni la constitution de l'Axe en novembre 1937, ni l'Anschluss en mars 1938, événements d'une importance majeure pour l'équilibre européen, n'avaient passionné les opinions publiques, il peut paraître étonnant que l'Affaire — mineure — des Sudètes ait revêtu subitement un caractère d'une telle gravité qu'elle conduisit à deux doigts de la guerre.

Qu'étaient donc les Sudètes ? La réponse est facile : ils n'ont jamais existé.

Les géographes appellent monts des Sudètes une chaîne qui s'étend des Karpates aux rives de l'Elbe, séparant le plateau de Bohême de la Silésie. Elle est prolongée à l'Ouest par l'Erz Gebirge, qui sépare la Bohême de la Saxe, puis vers le Sud-Est par le Boehmer Wald, limite naturelle de la Bavière. Depuis les traités de 1919, le langage diplomatique désignait, par extrapolation, sous le nom de Territoires des Sudètes l'étroite bande de frontière tchécoslovaque située au pied de ces trois chaînes, qui avait fait partie de l'Empire d'Autriche-Hongrie et qui était occupée par des populations d'origine allemande. Ce sont ces populations que, au moment du conflit, les politiciens et les journalistes, prenant, à leur habitude, le Pirée pour un homme, ont abusivement appelées les Sudètes.

Ces Sudètes, donc, appartenaient au « puzzle de minorités » (P. Rassinier) composant l'artificielle Tchécoslovaquie.

L'idée de la Tchécoslovaquie était née dans l'esprit de trois Tchèques, « tous trois émigrés, tous trois francs-maçons, austogermanophobes fanatiques et non moins russophiles, surtout après la révolution russe de 1917 : Masaryk, Bénès et Stefanik. Ce dernier, un astronome de Meudon, s'était même fait naturaliser Français et avait été officier de l'armée française pendant la guerre.

« Leur quartier général était à Paris, mais les deux premiers faisaient de fréquents voyages en Suisse, en Angleterre, en Italie après son entrée en guerre, et aux Etats-Unis, où, à partir de 1917, ils entretiennent des relations étroites avec le président Wilson. Les Alliés qui ont intérêt à créer une cinquième colonne en Autriche-Hongrie, encouragent leurs menées. En France, un Comité national tchécoslovaque est constitué qui a des ramifications aux E.U. et finit, le 29 juin 1918, sous les espèces d'une lettre de M. Pichon, ministre français des Affaires étrangères, par être reconnu "comme gérant de tous les intérêts de la nation, base du futur gouvernement tchécoslovaque". Cette lettre promet en outre que "le gouvernement français s'emploiera à faire valoir les aspirations du peuple tchécoslovaque à l'indépendance dans ses frontières historiques". L'Angleterre, les Etats-Unis et l'Italie s'alignent sur cette déclaration » (36).

Il est au moins consternant qu'une personnalité comme le F∴ Stephen Pichon, cinq fois ministre des Affaires étrangères (1er cabinet Clemenceau, 1906-1909, 1er et 2e cabinets Briand, 1909-1911, cabinet Barthou, 1913, 2e Cabinet Clemenceau, 1917-1920) ait fait preuve d'assez d'ignorance — ne serait-ce pas plutôt d'impudence ? — pour parler des « aspirations du peuple tchécoslovaque à l'indépendance dans ses frontières historiques ! » Car, avant 1919, l'Histoire n'avait jamais entendu parler de la Tchécoslovaquie ni par conséquent de ses frontières ; quant au peuple tchécoslovaque, c'était un cocktail explosif de populations d'origines diverses, héréditairement antagonistes.

Le 30 mai 1918, des réfugiés tchèques et slovaques, émigrés par hostilité au régime austro-hongrois, s'étaient réunis à Pittsburg (U.S.A.) et y avaient fondé l'Etat tchécoslovaque, dans lequel les deux ethnies conserveraient leur autonomie interne et leurs particularismes. Le 3 septembre, à Paris, ils s'érigeaient en Gouvernement provisoire. Le 18 octobre, un Comité national, composé uniquement de Tchèques, s'empara du pouvoir à Prague et, quelques jours plus tard, il lança ses troupes contre la Bohême allemande, les nations qui venaient de proclamer leur indépendance — Slovaquie, Hongrie, Pologne — et jusqu'en Ruthénie. Mais ils furent arrêtés en Pologne et en

(36) *Ibid.*, pp. 142-143.

Hongrie par les missions militaires alliées, et en Ruthénie, par les troupes rouges d'Ukraine. Les traités de 1919 reconnurent l'autorité tchécoslovaque sur les territoires conquis, réunis en un Etat de type fédéral, où toutes les nationalités devaient jouir de la même autonomie interne. C'était reconnaître aussi du même coup que ni l'Etat, ni la nationalité tchécoslovaque n'avaient jamais existé auparavant.

Telle qu'issue des traités de 1919, la Tchécoslovaquie, d'une longueur voisine de 650 km et d'une largeur comprise entre 80 et 120 km, s'étendait sur 121 891 km². Elle n'avait ni unité territoriale, ni frontières naturelles : à l'Ouest, le plateau de Bohême entouré par les Territoires des Sudètes ouverts vers l'Allemagne, et par la Basse Autriche ; à l'Est, la Slovaquie, séparée de la Bohême par les monts de Moravie et prolongée par un morceau d'Ukraine et de Ruthénie, Quant à la population, elle se composait, au recensement de 1921, de : 6 727 038 Tchèques, 3 122 390 Allemands, 2 010 295 Slovaques, 745 935 Hongrois ou Magyars, 459 346 Ruthènes, 75 656 Polonais, auxquels il fallait ajouter 180 332 Juifs et 238 727 ressortissants étrangers (37).

Ce « puzzle de minorités » disséminées sur une « mosaïque de territoires » ne constituaient donc qu'un Etat artificiel, réalisé arbitrairement, dont l'existence ne pouvait être qu'éphémère.

Les Tchèques ne s'y trompaient d'ailleurs pas. Le comte Jean Szembek, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères polonaises, rapporte dans son *Journal*, à la date du 6 janvier 1935, que le ministre de Pologne à Vienne lui avait dit qu'« *une entente se réalisera entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, ou plutôt que sous une forme ou une autre, l'Allemagne absorbera ce pays ; les Tchèques sont, en effet, convaincus qu'étant donné la situation géographique de leur Etat, ils doivent tomber finalement sous la dépendance de l'Allemagne* » (38). Opinion confirmée, en mars 1938, au lendemain de l'Anschluss, par Osusky, ministre de Tchécoslovaquie à Paris, s'adressant à un des fonctionnaires de l'ambassade de Pologne à Paris ; ce fonctionnaire, rendant compte à Szembek de la conversation, lui dit : « *Osusky s'est montré résigné à l'extrême ; sa résignation a trouvé une parfaite expression dans la constatation que, si les Tchèques ont pu pendant des siècles, faire partie du Reich, ils pourront continuer à y être incorporés dans la suite. En tout cas, ils ne feront pas la guerre pour l'éviter* » (39).

(37) *Ibid.*, p. 156.
(38) Comte Jean Szembek, *Journal, 1933-1939*, Plon, 1952., p. 14.

Il faut bien reconnaître qu'en 1938, la situation du gouvernement de Prague était particulièrement inconfortable. Sur le plan intérieur, les Tchèques, infidèles à leurs promesses et au mépris des Traités, avaient refusé toute autonomie aux diverses nationalités, qu'ils brimaient effrontément. Les plus opprimés furent, sans aucun doute, les Sudètes qui, seuls, eurent le courage de constituer un Parti des Sudètes dirigé par Konrad Henlein ; aux élections de mars 1938, avec 55 députés et 37 sénateurs, ils constituaient le groupe parlementaire le plus nombreux.

Après lui, venait le groupe du Parti agrarien, à majorité Slovaque, revendiquant lui aussi l'autonomie interne des différentes nationalités. En mars 1938, il comptait 43 députés et 33 sénateurs. Son président, le Slovaque Hodza, appelé à la présidence du Conseil, prit trois Allemands des Sudètes dans son gouvernement.

La progression des groupes d'opposition est due à l'obstination du président de la République, Edouard Bénès, à imposer la politique de rapprochement avec l'U.R.S.S., engagée avec le Traité russo-tchèque du 16 juin 1935 et violemment combattue par toutes les autres nationalités et même par une partie des Tchèques. Si bien que, en 1938, Bénès était en minorité.

Une proie tentante

Sur le plan extérieur, la situation n'était certes pas meilleure. A l'exception des quelques kilomètres de sa frontière avec la Roumanie, la Tchécoslovaquie n'était entourée que de pays prêts à se partager ses dépouilles. Depuis l'Anschluss, toute sa moitié Ouest était encerclée par le III[e] Reich. L'autre moitié s'affrontait au Sud à la Hongrie, qui n'était pas prête à oublier les territoires que Bénès lui avait arrachés au Traité de Trianon. Quant au Nord, c'était la Pologne, et elle ne dissimulait pas son hostilité. En mai 1935, se rendant à Moscou pour ratifier

(39) *Ibid.*, pp. 18-19.

le Traité franco-soviétique, Laval s'arrêta à Varsovie où il eut une entrevue avec le colonel Beck, ministre polonais des Affaires étrangères, pour lui faire part d'un mandat dont Bénès l'avait chargé. « *Bénès, écrit Szembeck dans son Journal, lui a demandé si, au cas d'une agression allemande contre son pays qui obligerait la France à venir en aide à celui-ci, la Pologne attaquerait la Tchécoslovaquie. "Eh bien, monsieur le président, voulez-vous communiquer à M. Bénès que je refuse de répondre à cette question ? C'est le point de vue catégorique et officielle du gouvernement polonais"* ». Telle fut la réponse de Beck ; puis, avec un sourire : « *Si vous voulez connaître mon opinion, je peux vous la donner.* » Le ministre est extrêmement surpris que Bénès ait soulevé cette question. Nous ne nous sommes jamais livrés à aucun acte d'agression contre la Tchécoslovaquie. Par contre, l'histoire a enregistré, de la part des Tchèques, des actes hostiles envers la Pologne. Il en a été ainsi en 1919, lorsqu'ils ont attaqué la Silésie de Teschen ; il en a été également en 1920, alors que les Polonais luttaient contre les Bolchéviks et que les Tchèques entravaient le transit des munitions à destination de la Pologne. Ces faits restent profondément gravés dans notre mémoire. *Du reste, étant donné la façon dont la minorité polonaise est traitée en Tchécoslovaquie, il nous est impossible d'éprouver de la sympathie pour ce pays* » (40).

Hostilité confirmée à l'ambassadeur de France à Varsovie par Szembek, en mars 1938 : « *Le fait que la politique tchèque dépend de Moscou, l'agitation subversive qui part de ce pays vers notre territoire, les encouragements donnés à l'activité des émigrés politiques polonais, enfin la façon dont notre minorité est traitée, tout cela constitue une série de facteurs qui ne peuvent pas donner de cordialité particulière à nos dispositions envers cet Etat* » (41). Ce que Beck lui-même résumera au même ambassadeur en juillet 1938 : « *Le sort de l'Etat tchécoslovaque nous laisse froid.* » On n'oubliera pas, d'ailleurs, que depuis le 26 janvier 1934, il existait un pacte de non-agression entre la Pologne et l'Allemagne.

Pendant longtemps, Bénès avait pu compter sur quel-

---

(40) *Ibid.*, pp. 20-21.
(41) *Ibid.*, p. 12

que secours de la part de la Petite Entente, qu'avec son ami Titulesco, il avait constituée en 1920-1921, englobant la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie. Mais depuis août 1937, Titulesco avait été écarté du pouvoir en Roumanie, et la Yougoslavie regardait maintenant vers l'Italie et l'Allemagne.

Bénès ne pouvait plus espérer qu'en l'Angleterre et la France. Mais jusqu'où ?

Le 12 mars 1938, jour de l'entrée des troupes allemandes en Autriche, la France s'offrait le luxe, une fois de plus, d'une crise ministérielle ; elle ne fut résolue que le lendemain, 13 mars, par la constitution du deuxième gouvernement Léon Blum. Aussitôt, le président du Conseil s'empressa de convoquer Osusky pour lui donner, en présence de Joseph Paul-Boncour, revenu au Quai d'Orsay, « *l'assurance que la France tiendrait effectivement, immédiatement et intégralement toutes ses obligations envers la Tchécoslovaquie résultant d'un traité connu de tous* » (Le Temps, *du 15 mars 1938 portant la date du 16*).

Si cette déclaration rassura Bénès, ce ne fut pas pour longtemps : moins d'un mois plus tard, le 10 avril, le ministère Blum était renversé — le jour même du référendum autrichien sur le rattachement au III[e] Reich...

D'autant que, les « obligations » de la France envers la Tchécoslovaquie, en quoi consistaient-elles exactement ? *Le Temps* du 12 avril publiait un long article de Joseph Barthélémy, professeur de droit constitutionnel à Paris, qui faisait autorité tant en France qu'à l'étranger en droit international. Après avoir montré le factice d'un Etat qui s'était refusé à tenter même de fusionner ses minorités en une véritable nation, Joseph Barthélémy écrivait : « *Dès lors, nous pouvons poser le problème : est-ce que pour conserver cette forme de l'Etat tchécoslovaque, agrégat politique de plusieurs nationalités, il vaut de mettre le feu au monde ? Est-ce que pour maintenir 3 000 000 d'Allemands sudètes sous l'autorité tchèque de Prague, il faut que tombent 3 000 000 de Français, mes fils, les vôtres et toute cette jeunesse des universités, des écoles, des champs, des ateliers ? Je réponds avec douleur, mais avec fermeté : non !* ».

Il justifiait cette prise de position par l'étude, non point *du* traité dont avait parlé Léon Blum, mais des *deux* traités existant entre la France et la Tchécoslovaquie.

Le premier, du 25 janvier 1924, avait été signé par

Raymond Poincaré, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, dans le cadre de la S.D.N. Il n'engageait pas plus la France que les cinquante-cinq nations qui en faisaient partie. Or, en 1938, la S.D.N. n'était plus qu'« une usine à palabres ». Le peu d'autorité qu'elle s'était arrogée à ses débuts s'était évanouie avec l'occupation de la Ruhr par les Français en janvier 1923, la pénétration du Japon en Mandchourie en 1931 et la constitution du Mandchoukouo en mars 1932, l'échec des sanctions contre l'Italie pour sa colonisation de l'Ethiopie en 1935-1936, la guerre civile d'Espagne en 1936-1938 et l'Anschluss. D'ailleurs, plusieurs nations l'avaient abandonnée : outre les Etats-Unis qui avaient refusé d'y adhérer, le nombre de ses membres, qui avait atteint un maximum de 60, n'était plus que de 44 en 1939, et l'U.R.S.S. allait bientôt en être expulsée. En particulier, le Japon et l'Italie avaient claqué les portes et l'Angleterre avait manifesté à plusieurs reprises qu'elle ne se battrait pas pour l'Autriche, la Pologne ou la Tchécoslovaquie. La France n'avait donc pas à se substituer seule à une S.D.N. défaillante.

Le second traité, du 16 octobre 1925, n'était qu'une annexe du Traité de Locarno, signé le même jour par l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. Il n'avait pas plus à être exécuté par la France encore seule.

D'où la conclusion du professeur Joseph Barthélémy : *« Il est urgent de le repéter parce que nos compatriotes sont particulièrement sensibles aux considérations de signature, d'honneur, de parole donnée : La France n'est pas obligée de faire la guerre pour maintenir les Sudètes dans l'allégeance de Prague. »*

Alliance sous condition

De son côté, Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères depuis le 14 avril 1938 dans le cabinet Daladier, écrit : *« Quelles étaient les obligations de la France envers la Tchécoslovaquie ? »*

« Elles étaient définies par le traité du 16 octobre 1925, conclu par Aristide Briand, au moment des accords de Locarno. Le gouvernement français et le gouvernement tchécoslovaque se déclaraient "résolus à se garantir réciproquement les bienfaits de la paix par un traité conclu dans le cadre du Pacte de la Société des Nations et des Traités existant entre eux". Puis les deux gouvernements, au cas d'une agression allemande non provoquée, "s'engageaient à se prêter immédiatement aide et assistance", agissant par application de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations.

» Il était prévu enfin que le traité entre la France et la Tchécoslovaquie, conclu à Locarno, serait ratifié en même temps que les traités conclus le même jour entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, et qu'il entrerait et demeurerait en vigueur dans les mêmes conditions que lesdits traités » (42).

C'est exactement la thèse soutenue par le professeur Joseph Barthélémy, que Georges Bonnet confirme encore lorsqu'il rapporte l'explication fournie par Briand au Conseil des ministres à son retour de Locarno :

« Il ne s'agit nullement d'une alliance comme celle d'autrefois. Nous ne serons tenus de donner notre assistance que dans le cadre du Pacte de Genève, c'est-à-dire que notre intervention ne sera jamais isolée ; elle ne sera déclenchée que par une action commune à tous les membres de la S.D.N. » (43).

Cette déclaration capitale met un terme définitif à toutes les polémiques sur les obligations de la France à l'égard de la Tchécoslovaquie.

Néanmoins, Bonnet demeure convaincu que la France était toujours liée par le traité du 16 octobre 1925 parce qu'elle n'avait pas dénoncé les traités annexes à celui de Locarno lors de la remilitarisation de la Rhénanie, qu'elle avait, au contraire, « formellement maintenu ses accords avec la Pologne par une note du 26 avril 1936, et que *« les deux gouvernements précédents de Chautemps et de Léon Blum avaient renouvelé l'assurance que les engagements de la France vis-à-vis de Prague seraient tenus »*.

Mais, ajoute-t-il, *« il restait encore à décider en quoi devait consister cette "aide" et cette "assistance". Je cherchai donc au Quai d'Orsay si des textes les précisaient, mais je m'aperçus qu'elles n'avaient jamais été définies.*

(42) Georges Bonnet, *op. cit.*, p. 100.
(43) *Ibid.*, p. 102.

La France n'avait pas d'accord militaire avec la Tchécoslovaquie comme elle en avait avec la Pologne » (44).

Ses obligations envers la Tchécoslovaquie étaient donc purement morales et leur valeur ne dépassait pas celles de la S.D.N.

Quant à l'Angleterre, elle n'était liée par aucun traité avec Prague. Elle avait rapidement pris conscience du caractère indécis des frontières orientales de l'Europe découlant des traités de 1919 et n'éprouvait aucune envie de les cautionner. D'autant que ses dirigeants reprochaient à Clemenceau de les avoir trompés avec l'aide de Wilson. Au point que, le 7 octobre 1928, dans un discours au Guild Hall, Lloyd George n'hésitait pas à déclarer : « *Toute la documentation qui nous a été fournie par certains de nos alliés, pendant les négociations de Versailles, était mensongère et truquée. Nous avons décidé sur des faux* » (45). Aussi, à Locarno, Londres n'avait pas voulu s'engager à l'égard des Etats artificiels provenant des dépouilles de l'Empire d'Autriche-Hongrie. De plus, l'idéologie bolchévique aussi bien que les ambitions soviétiques commençaient à l'inquiéter, et le Pacte franco-soviétique n'était pas pour calmer ses appréhensions. D'où son Traité naval de 1935 avec l'Allemagne.

Malgré le succès du Parti allemand des Sudètes aux élections de 1938, Konrad Heilen limita ses exigences à l'octroi de l'autonomie interne. Il se heurta à l'intransigeance de Bénès, et la situation empira rapidement. Les trois Allemands des Sudètes membres du gouvernement Hodza donnèrent leur démission. L'agitation tourna à l'émeute devant les menaces d'arrestation de Konrad Heilen. Si bien que le gouvernement britannique imposa à Bénès, *nolens, volens*, l'envoi d'une mission d'enquête et, éventuellement, d'arbitrage, présidée par Lord Runciman. Elle arriva à Prague le 3 août 1938, mais le mauvais vouloir de Bénès l'obligea à interrompre son œuvre et, le 10 septembre, elle quittait le pays. Déjà, les Allemands des Sudètes en étaient venus à exiger leur rattachement pur et simple au IIIe Reich.

Dans son rapport de mission, remis le 21 septembre à Downing Street, Lord Runciman, parlant de leurs plaintes

(44) *Ibid.*, p. 101
(45) Georges Champeaux, *La Croisade des Démocraties*, Paris, 1943, T. II, p. 9

contre Prague, affirmait : « *Je crois que ces plaintes sont dans l'ensemble justifiées. Même aussi récemment qu'à l'époque de ma mission, je n'ai trouvé chez le gouvernement tchèque aucun empressement à remédier à cet état de choses dans une mesure approchant de quelque chose d'adéquat* (...)

« *Il est devenu pour moi pleinement évident que ces districts-frontières entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, où la population sudète est en importante majorité, doivent recevoir immédiatement le droit de disposer pleinement d'eux-mêmes. Si une cession est inévitable comme je crois qu'elle l'est, il vaut autant qu'elle ait lieu rapidement et sans délai. Il y a un danger réel, et même un danger de guerre civile, dans la continuation d'un état d'incertitude. Par suite, il y a de très fortes raisons pour une politique d'action immédiate et énergique. Toute forme de plébiscite ou de référendum serait, je crois, une simple formalité en ce qui concerne ces zones où les Allemands prédominent. Une très grosse majorité de leurs habitants désirent l'amalgame avec l'Allemagne. Les délais inévitables qu'impliquerait un plébiscite ne feraient qu'exciter les sentiments populaires, avec des conséquences très dangereuses.*

» *C'est pourquoi je considère que ces districts-frontières doivent être immédiatement transférés de la Tchécoslovaquie à l'Allemagne, et, en outre, que des mesures pour leur transfert pacifique, y compris les prescriptions pour la sauvegarde de la population pendant la période de transfert, doivent être prises immédiatement par accord entre les deux gouvernements* (...)

» *Pour les portions de territoire où la population allemande n'est pas aussi importante, je recommande qu'un effort soit fait en vue de trouver une base pour l'autonomie locale à l'intérieur de la République tchécoslovaque.* »

Pendant ce temps, la situation avait encore empiré : survol de Glatz, en Silésie, par deux avions tchèques entraînant de vives protestations de Hitler, échauffourées dans toute la Tchécoslovaquie, visite, le 1er septembre, de Konrad Heilen au Führer pour prendre les consignes. Le 4 septembre, à la Pointe de Grave, pour l'inauguration du monument aux morts américains de 1917-1918, Georges Bonnet affirma « *la solidarité du gouvernement français avec la Tchécoslovaquie* ». Le 7, des députés des Sudètes étaient molestés devant le Palais de Justice de Morawska-

Ostrawa, le jour même de la grande parade du Service du Travail allemand à Nuremberg. Et le 12, discours de Hitler qui, après avoir décrit les préparatifs de guerre qu'il faisait exécuter en Allemagne depuis plusieurs mois, s'écriait :

« *Derrière ce front d'acier et de béton, qui comporte partiellement trois lignes et sur certains points quatre lignes avec une profondeur qui va jusqu'à 50 kilomètres* (ligne Siegfried), *il y a le peuple allemand en armes. Je fais cet effort, le plus énorme de tous les temps afin de servir la paix. Mais en aucun cas, je ne serai disposé à assister indéfiniment calme à l'oppression persistante de nos frères allemands en Tchécoslovaquie. Je ne puis que déclarer que si ces créatures torturées ne peuvent pas trouver elles-mêmes leur droit et du secours, elles recevront de nous l'un et l'autre.* »

Attitude qu'un écrivain peu suspect de sympathie pour le nazisme, M. Maurice Baumont, commente : « *Hitler appuie astucieusement ses entreprises fanatiques sur un principe proclamé par la démocratie, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui vient rejoindre la doctrine raciste, si bien que sa position idéologique est solide* » (46).

Quelques heures après le discours de Hitler, tous les Territoires des Sudètes étaient en révolte ouverte contre Prague. « *Au cours de ces semaines décisives*, écrit Georges Bonnet, *la position du gouvernement français ne varie pas. Nous cherchons à fortifier la position militaire et diplomatique de la France. En même temps, nous tenons, jour par jour, le gouvernement de Prague au courant de toutes nos démarches et de leurs résultats bons ou mauvais* » (47).

En termes moins diplomatiques, la France battait désespérément le rappel en faveur de la Tchécoslovaquie, pour laquelle, *seule au monde*, elle était prête à prendre les armes.

La Grande-Bretagne, en effet, s'en tenait à sa position, que Lord Halifax, secrétaire d'Etat au Foreign Office, précisa, le 7 septembre, à notre ambassadeur à Londres, M. Corbin : « *Il rappela qu'il devait tenir compte de l'opinion publique de son pays et de celle de l'Empire. Celle-ci comprendrait que la Grande-Bretagne ne pouvait pas permettre que la France fût en difficulté sans souhaiter faire de son mieux pour l'aider. Mais il ne fallait pas en conclure que la Grande-Bretagne était disposée à se trouver automatiquement en guerre avec l'Allemagne parce que la France pourrait elle-même être entraînée dans une guerre, conformément à des obligations que la Grande-Bretagne ne partageait pas et qu'une partie importante de l'opinion publique britannique avait toujours désapprouvées* » (48). Position renouvelée encore le 12 septembre.

Dans les journées qui suivirent une vague déclaration du colonel Beck, refusant, au nom du gouvernement polonais, de prendre le moindre engagement, « *les nouvelles qui nous arrivent de Varsovie sont franchement défavorables*, écrit Georges Bonnet. *Décidément, la Pologne va profiter de l'occasion pour s'unir aux ennemis de la Tchécoslovaquie et pour lui réclamer le district de Teschen* (...)

» *Décidément, la Tchécoslovaquie ne peut s'attendre du côté polonais qu'à de mauvaises surprises* » (49).

Dont la pire, aux yeux de Georges Bonnet, était bien le refus de la Pologne — comme aussi de la Roumanie à laquelle elle était liée par un traité défensif — de laisser les troupes russes traverser son territoire pour porter secours à la Tchécoslovaquie et d'autoriser son survol par l'aviation soviétique. « *M. Grégoire Gafenco, ancien ministre des Affaires étrangères de Roumanie, résume avec beaucoup d'exactitude cette situation lorsqu'il écrit dans* Derniers Jours de l'Europe, *p. 23 : "La Russie soviétique avait déclaré par la voix de M. Litvinov qu'elle ne se refuserait pas de prêter secours à la Tchécoslovaquie en cas d'agression allemande, si la Pologne et la Roumanie s'engageaient d'avance à laisser passer les troupes soviétiques.* Comme ni la Pologne ni la Roumanie n'entendaient prendre d'avance un tel engagement, l'on ne pouvait attendre que la Russie intervînt." *Il suffit de relire le discours prononcé par M. Litvinov devant la Commission politique de la* S.D.N., peu de jours avant Munich, le *23 septembre 1938, pour constater que l'U.R.S.S. subordonnait toujours son intervention au cas où les conditions fixées par elle seraient*

---

(46) Maurice Baumont, *La Faillite de la Paix*, Presses Universitaires de France, 1951, T. II, p. 781.

La ligne Maginot fut construite de 1927 à 1936 ; la ligne Siegfried, de 1937 à 1940.

(47) Georges Bonnet, *op. cit.*, p. 193.

(48) *Ibid.*, p. 215-216.

(49) *Ibid.*, p. 204-205.

réalisées. (Journal officiel de la S.d.N. *Supplément spécial n° 189*) » (50).

Ainsi, en Europe, la situation était tout à fait claire : les Français, selon l'expression de Bonnet, restaient « *seuls aux côtés de la Tchécoslovaquie* ».

Duplicité ? Indécision ?

C'est alors que le gouvernement français songea à se retourner vers les Etats-Unis, dans des conditions que nous empruntons à Georges Bonnet, citations comprises.

« *L'attitude des Etats-Unis,* écrit-il, *me préoccupait beaucoup. Je savais que seule leur voix puissante pouvait encore se faire entendre d'Hitler et contrarier ses folles ambitions. Mon ambassade et mes conversations avec le président Roosevelt m'avaient appris qu'il serait vain de compter sur une aide militaire immédiate des Etats-Unis. Mais je me disais que, dans la grande partie dont l'enjeu était l'indépendance de la Tchécoslovaquie, il ne serait peut-être pas impossible d'obtenir que l'Amérique affirmât publiquement sa solidarité diplomatique avec la France et fît peser une menace sur l'Allemagne à un terme plus ou moins éloigné. Cela semblait d'autant plus légitime que toute une partie de la presse américaine nous demandait de redoubler de fermeté vis-à-vis d'Hitler, et c'est avec cet espoir que nous avions organisé la manifestation franco-américaine du 4 septembre à la Pointe de Grave.* »

Le discours de l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, William Bullitt, plusieurs fois modifié, contenait cette phrase, approuvée par le président Roosevelt lui-même : « *Le peuple des Etats-Unis comme le peuple de France, désire ardemment la paix. Nous prions pour pouvoir, comme nous l'espérons, rester en paix avec toutes et chacune des autres nations. Mais, comme je le disais le 22 février 1937, si la guerre éclatait en Europe, personne ne pourrait déclarer ou prédire si oui ou non les Etats-Unis seraient entraînés dans une telle guerre.* » Déclaration qui est loin de l'affirmation de solidarité diplomatique avec la France et d'une menace à l'égard de l'Allemagne espérées. On peut même considérer qu'elle désavouait implicitement ce que Bonnet allait affirmer dans le discours suivant : « *La France, en tout cas, restera fidèle aux engagements qu'elle a pris.* »

(50) *Ibid., p.* 203, notes (1) et (2).

Malgré quoi, la phrase de Bullitt provoqua de sérieuses critiques aux Etats-Unis. Et, comme les élections approchaient, Roosevelt se crut obligé de désapprouver son ambassadeur. Dans une interview du 9 septembre à Hyde Park, il précisa : « *Le discours de l'ambassadeur Bullitt ne constitue pas un engagement moral de la part des Etats-Unis envers les Démocraties* (...) *Les Etats-Unis ne donnent pas leur appui à un front des Démocraties anti-hitlériennes et ceux qui comptent sur l'aide assurée des Etats-Unis en cas de guerre en Europe se trompent totalement* (...) *Inclure les Etats-Unis dans un front France-Grande-Bretagne contre Hitler est une interprétation cent pour cent fausse des chroniqueurs politiques.* »

Roosevelt alla même plus loin : « *Il nous fit connaître que nous ne pouvions espérer ni un homme, ni un sou de crédit.* » Et comme si cela ne suffisait pas : « *le gouvernement américain faisait cette fois connaître par écrit au gouvernement français que,* si la guerre éclatait, nous ne pourrions pas recevoir les avions que nous avions commandés aux Etats-Unis dès le mois de mai. *La loi de neutralité l'interdisait et il était impossible d'en tourner les dispositions à notre profit !* »

En confirmation, le sénateur Pittman, président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, déclarait, le 17 septembre que : « *Le Sénat des Etats-Unis ne votera aucun traité, aucune résolution, aucune mesure autorisant l'entrée des Etats-Unis dans une guerre étrangère, pas plus qu'aucune alliance, aucune action conjointe avec aucun gouvernement étranger pour une guerre étrangère.* »

Prise de position on ne peut plus nette, qui fut généralement interprétée comme un camouflet à la politique française, en même temps qu'un encouragement au Führer.

Les accords de Munich sont signés

Le 13 septembre, on apprenait à Paris que, dans la nuit, de nombreuses bagarres avaient éclaté entre Tchèques et

Allemands des Sudètes, faisant 25 morts et une centaine de blessés. Le 14, le Premier britannique, Neuville Chamberlain, faisait demander une entrevue à Hitler. Reçu le 15 à Berchtesgaden, il s'entendait dire : « *Je suis prêt à causer, si vous êtes d'accord pour un plébiscite.* » Le 17, cette position est appuyée par Mussolini dans un discours, où il dit notamment : « *A l'égard du problème qui agite en ce moment l'Europe, la solution comporte un seul mot : un plébiscite pour toutes les nationalités qui le demandent, pour les nationalités qui furent contraintes de rester dans ce qui voulait être la Grande Tchécoslovaquie.* »

Or c'est ce dont ni la Tchécoslovaquie, ni la France ne voulaient à aucun prix. Bénès expliquait, en effet, à notre ministre à Prague, M. de Lacroix : « *Si l'on recourt à un plébiscite dans les régions des Sudètes, on sera amené à l'accepter dans toute la Tchécoslovaquie, notamment pour les Slovaques ou les Ruthènes. Alors la Tchécoslovaquie se décomposera. Son sort sera réglé. Elle aura disparu de la carte de l'Europe. Le gouvernement tchécoslovaque est prêt à faire des concessions plus larges encore que celles qu'il a déjà acceptées, à céder même directement des territoires, mais la pire des solutions pour Prague, c'est le plébiscite.* »

Le 18 septembre, Daladier et Bonnet allaient à Londres où ils obtenaient que : « *Tous les districts des territoires sudètes comportant une majorité de plus de 50 % de population allemande reviendraient au Reich sans consultation populaire. Une commission internationale dans laquelle se trouverait un représentant de l'Etat tchécoslovaque vérifierait toutes les frontières et veillerait à l'évacuation et au transfert des populations. Le gouvernement britannique accepterait, comme la France, de donner sa garantie aux nouvelles frontières tchécoslovaques.* » Cette dernière concession, toujours refusée par l'Angleterre depuis Locarno, compensait, pour la diplomatie française, le camouflet Roosevelt. Le 21, Prague donnait son assentiment au projet franco-britannique. Tout semblait donc pouvoir s'arranger diplomatiquement.

Mais voici, comme dans un mélodrame bien réglé, un nouveau rebondissement. Le 18 septembre, l'ambassadeur de Pologne à Paris avait remis à Bonnet une note « *réclamant catégoriquement que, si un plébiscite était organisé pour la minorité allemande de Tchécoslovaquie, il fût simultanément accordé à la minorité polonaise* ». Le 20, il revenait à la charge, revendiquant le retour à la Pologne du district de Teschen, qui lui avait été arraché en 1920 et qui était habité par une majorité polonaise. Le même jour, c'était au tour du ministre de Hongrie à Paris d'informer la France que son gouvernement s'associait pleinement à la démarche de la Pologne et qu'il formulait les mêmes revendications pour la Ruthénie.

Le jeudi 22 septembre, Chamberlain se rendit à Godesberg pour remettre au Führer le plan franco-britannique. Hitler n'en voulut rien savoir ; il réclama l'occupation immédiate par ses troupes des Territoires des Sudètes et l'organisation d'un plébiscite dans ceux où il existait un doute sur le sentiment des habitants. Chamberlain protesta vivement et, *le 23, il passa toute la journée à son hôtel, refusant de revoir Hitler* « qui lui a manqué de parole ». Le 24, après une discussion passionnée, Hitler remettait à Chamberlain un « Mémorandum » accompagné d'une carte précisant les régions à évacuer sous les quarante-huit heures par les Tchèques et celles à soumettre au plébiscite, lorsque lui parvint la nouvelle de la mobilisation générale de la Tchécoslovaquie. L'instant fut tragique ; mais se reprenant, Hitler déclara : « *Malgré cette provocation inouïe, je maintiens ma proposition de ne rien entreprendre aussi longtemps que les négociations seront en cours, ou tout au moins, Monsieur Chamberlain, aussi longtemps que vous vous trouverez sur le territoire allemand* » (51). Et il accepta même de repousser au 1er octobre la date limite de l'évacuation des Territoires des Sudètes par les Tchèques.

Or Georges Bonnet reconnaît : « *La Tchécoslovaquie a donc le droit de prendre des mesures de légitime défense. Son gouvernement nous demande si nous ne voyons pas d'inconvénients à ce qu'il procède à la mobilisation générale de l'armée. Nous lui donnons notre assentiment et nous sommes heureux d'avoir sur ce point l'accord du gouvernement britannique et de M. Chamberlain, lui-même, qui est consulté à Godesberg. C'est ainsi qu'au cours de l'après-midi du 23 septembre, les ministres de France et d'Angleterre apporteront la réponse favorable qu'attend le gouvernement de Prague* » (52).

---

(51) Paul Rassinier, *op. cit.*, p. 179, d'après Dr Paul Schmidt et Benoist-Méchin.
(52) Georges Bonnet, *op. cit.*, pp. 265-266.

Ainsi, le 24 septembre au soir, pendant qu'il discutait avec Hitler, Chamberlain connaissait la mobilisation générale tchèque à laquelle il avait donné son assentiment la veille ! Mais ce qu'il ignorait, c'est que Hitler était au courant par ses services d'écoute et qu'il savait aussi que le même 23 septembre, le Conseil des ministres français avait décidé le rappel des réservistes porteurs des fascicules 2 et 3, soit près d'un million d'hommes. Dans le jeu de dupes, c'est le Führer qui avait gardé le beau rôle ; il était entièrement fixé sur les intentions de ses adversaires et il n'allait pas tarder à le montrer.

Le 26 septembre, en effet, arrivait à Berlin sir Horace Wilson, porteur d'une lettre personnelle de Chamberlain, qui lui notifiait que le gouvernement tchèque avait repoussé le Mémorandum ; malgré quoi, il invitait Hitler à accepter de poursuivre les négociations sans recourir à la force, car, précisait-il : « *Au cas où, en exécutant les obligations découlant des traités, la France serait entraînée dans des hostilités contre l'Allemagne, le Royaume-Uni se sentirait obligé de lui venir en aide.* » Sachant ce qu'il en était, il n'est pas étonnant que Hitler ait brutalement rétorqué : « *Cela n'a plus aucun sens de négocier* ».

Le soir même, au Sportpalatz, il prononçait un discours dans lequel il déclarait : « *J'ai tendu la main à l'Angleterre. J'ai volontairement renoncé à jamais entrer avec elle dans une course aux armements navals... pour assurer entre les deux peuples une paix durable (...)*

» *J'ai immédiatement fait connaître à la France, qu'après le retour de la Sarre, il n'y avait plus de différend entre nous. L'Alsace-Lorraine n'existe plus pour nous. Nous ne voulons plus la guerre avec la France, nous ne demandons rien à la France, absolument rien. Désormais tous les différends territoriaux entre nous et la France sont réglés (...)*

» *Je suis prêt à inviter pendant la période du plébiscite la "British Legion" qui m'en a fait l'offre, d'aller dans ces territoires pour y maintenir l'ordre et le calme. Je suis disposé aussi à faire fixer la frontière définitive par une commission internationale... Une fois le problème sudète résolu, il n'y a plus en Europe de problème territorial. C'est la* dernière revendication territoriale *que j'aie à formuler en Europe. Je le garantis. Nous ne voulons pas du tout de Tchèques !* »

Mais il indiquait que tant de concessions avaient épuisé sa bonne volonté, que sa patience était à bout et que si les territoires sudètes ne lui étaient pas rendus le 1er octobre, il irait les libérer.

Le 27 septembre, Roosevelt adressa à Hitler et à Bénès un appel « *pour que vous ne rompiez pas les négociations, mais pour que vous recherchiez un règlement pacifique* ». La France mobilisa un million de réservistes de plus. Chamberlain adressa à Bénès un avertissement sans ménagements : « *D'après les informations du gouvernement de Sa Majesté, les forces allemandes ont reçu l'ordre de traverser la frontière tchécoslovaque si demain à quatorze heures, le gouvernement tchécoslovaque n'a pas accepté les propositions allemandes. Ceci aura pour résultat que la Bohême sera submergée et qu'aucune action d'aucune autre puissance ne pourra l'empêcher. Le gouvernement de Sa Majesté ne peut pas prendre la responsabilité de vous conseiller ce que vous devez faire ; mais il estime que ces informations doivent vous parvenir tout de suite.* »

Les pronostics les plus pessimistes allaient leur train lorsque, le 28 septembre, pendant une dernière tentative de l'ambassadeur de France auprès de Hitler, ce dernier rompit l'entretien pour une communication urgente que lui apportait l'ambassadeur d'Italie, Attolico : Mussolini lui faisait demander d'ajourner de vingt-quatre heures la mobilisation générale.

Hitler accepta et proposa pour le lendemain, 29 septembre, une conférence des chefs de gouvernement anglais, français et italien : ce fut *Munich.*

« *La paix fut sauvée,* écrit sir Neville Henderson, *au moment où Hitler, sur la demande de M. Mussolini, ajourna sa mobilisation générale, à onze heures quarante du matin, c'est-à-dire exactement deux heures et vingt minutes avant l'heure H. Si l'ordre de mobilisation avait été donné, tout recul eût été impossible et la Tchécoslovaquie eût connu le sort que la Pologne allait subir un an plus tard.* »

La nouvelle provoqua dans le monde entier un sentiment de soulagement et d'espoir. Dans le *Populaire* du 29, Léon Blum traduisait la pensée générale :

« *Comme le départ de M. Chamberlain pour Berchtesgaden, l'annonce de l'entrevue de Munich a suscité un immense mouvement de foi et d'espoir. On commettrait*

une grave erreur si l'on contrariait en quoi que ce fût cet espoir et cette joie, parce qu'ils sont en eux-mêmes une puissance de paix et une chance de paix. Il existe en ce moment une conviction unanime que le président Roosevelt a traduite en termes d'une grandeur pathétique. C'est que la faute criminelle contre l'Humanité serait précisément de rompre les négociations ou de les rendre impossibles... La rencontre de Munich, c'est une brassée de bois jetée dans le foyer sacré au moment où la flamme tombait et menaçait de s'éteindre. »

La Conférence, commencée le 29 à 13 h au Fuhresbau, ne se termina qu'à 1 h 30 du matin, le 30. Les débats furent particulièrement animés et, sans la persistance de Mussolini dans son rôle modérateur, c'eût été la rupture. Finalement, c'est sur un projet des délégués italiens que l'accord fut signé.

« *L'Accord qui vient d'être signé à Munich par les quatre chefs de gouvernement,* écrit Georges Bonnet, *présente sur quelques points une amélioration aux conditions fixées à Godesberg par Hitler. La date définitive d'occupation des territoires habités par les Allemands sudètes est reportée au 10 octobre. En outre, la nouvelle frontière, au lieu d'être fixée d'une façon unilatérale par l'Allemagne, est déterminée après discussion par une Commission internationale : la Tchécoslovaquie comme l'Allemagne y aura un représentant ; en feront partie également les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.*

» *D'autre part, l'Angleterre et la France maintiennent leur offre de garantie pour les nouvelles frontières tchécoslovaques contre toute agression non provoquée. Il n'a pas été possible d'obtenir les mêmes assurances de l'Italie et de l'Allemagne. Celles-ci ont toutefois pris l'engagement " de donner également une garantie à la Tchécoslovaquie, lorsque la question des minorités polonaise et hongroise aura été réglée". Si dans un délai de trois mois, aucune solution n'était trouvée, les chefs de gouvernement se réuniraient de nouveau et seraient invités à faire eux-mêmes l'opération. Cette clause nouvelle, qui met en avant, pour la première fois, les affaires polonaise et hongroise avait été introduite à la demande de Mussolini* » (53).

(53) *Ibid.*, pp. 294-295.

Conséquences politiques

L'Accord de Munich devait avoir dans l'immédiat, trois conséquences politiques importantes :

— ce même 30 septembre 1938, au cours d'un entretien particulier, Chamberlain et Hitler avaient signé une déclaration commune de non-agression entre leurs deux pays ;

— le dit jour, la Pologne avait adressé à la Tchécoslovaquie un ultimatum exigeant, sous vingt-quatre heures, la cession du territoire de Teschen et du district de Tristadt, sous peine d'occupation par les armées polonaises ;

— le 6 décembre, à l'imitation de la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne signaient une déclaration commune de non-agression, dans laquelle Hitler « *admettait comme définitives les frontières françaises fixées au Traité de Versailles* » et reconnaissait de plus « *par une mention expresse, les traités qui liaient la France avec l'U.R.S.S. et avec la Pologne* ».

Le 30 septembre, dans l'avion qui le ramenait au Bourget Daladier se demandait avec quelque inquiétude l'accueil qui lui serait réservé. Il fut vite rassuré ; une foule enthousiaste l'attendait à l'aéroport et le long du trajet jusqu'à Paris, spontanément pavoisé.

La quasi totalité de la presse, d'ailleurs, chantait les louanges des négociateurs de Munich. Le 1er octobre, Léon Blum devait écrire dans *Le Populaire* : « *Il n'y a pas une femme et pas un homme en France pour refuser à M. Neville Chamberlain et à Edouard Daladier leur juste tribut de gratitude. La guerre est écartée. Le fléau s'éloigne.* » Il n'est pas jusqu'au boutefeu Henri de Kérilis qui écrivait dans *L'Epoque* : « *Le gouvernement français marque un succès appréciable que nous avons le devoir de souligner.* »

A l'issue du Conseil des ministres tenu dans l'après-midi, fut publié un communiqué :

« *M. Albert Lebrun s'est fait l'interprète des sentiments du pays pour remercier M. Daladier du patriotisme éclairé et agissant avec lequel il a rempli la grave et délicate mission qu'il vient de conduire à bonne fin.*

» A l'unanimité le Conseil s'est associé au chef de l'Etat pour l'effort décisif qu'il a consacré aux intérêts de la France et de la Paix.

» M. Daladier a remercié en demandant que M. Georges Bonnet soit associé aux témoignages qui lui étaient adressés. »

Le 5 octobre, la Chambre des Députés ratifia l'Accord de Munich par 535 voix contre 75 (73 communistes, un socialiste et de Kérillis).

Il en fut de même à Londres, où la Chambre des Communes accueillit Chamberlain debout, au milieu des applaudissements.

Et comme il faut toujours que le grotesque se mêle au tragique, le président de l'Assemblée de la S.D.N. se fit frénétiquement acclamer à Genève, lorsqu'il remercia, « *en des termes vibrants* », Chamberlain et Daladier d'avoir réussi à maintenir la paix — cette paix pour laquelle la S.D.N. avait été spécialement créée et qu'elle ne s'était guère souciée de défendre, après l'avoir sérieusement compromise, en 1935, par le vote des sanctions contre l'Italie, aussi vaines que dangereuses.

La contre-offensive belliciste

Le déclenchement de la contre-offensive belliciste se produisit en Grande-Bretagne, en profitant d'une maladresse de Chamberlain.

Le 5 octobre, devant la Chambre des Communes, le Premier britannique, sans doute pour amadouer son opposition, commit l'erreur de présenter d'abord un programme massif de renforcement des trois armes, en particulier de l'aviation ; le projet fut adopté à l'unanimité. Mais quand Chamberlain demanda la ratification des Accords de Munich, Churchill stigmatisa violemment « *le désastre de première grandeur que viennent de subir la France et l'Angleterre* » et accusa le Premier d'« *avoir choisi la honte pour obtenir ensuite la guerre* ». Il souligna la nécessité d'abattre la puissance allemande par une alliance entre la France, l'Angleterre, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Le major Attlee, leader des Travaillistes, déclara lui aussi que l'Angleterre et la France avaient subi à Munich la plus grande défaite diplomatique de l'Histoire. Hore Belisha, Antony Eden, Lord De La Warr, sir Vansittart leur firent écho.

Néanmoins, la ratification fut acquise par 369 voix contre 150, dont Churchill, Eden, Duff Cooper et les 137 députés Travaillistes. Duff Cooper donna sa démission de Premier Lord de l'Amirauté (ministre de la Marine) parce que « *les conditions du diktat lui restaient en travers de la gorge* ».

Hitler ne pouvait manquer de s'interroger sur le sens de cette séance aux Communes. La liaison voulue par Chamberlain entre le réarmement et la ratification des Accords de Munich éveillait sa méfiance, que ne pouvait apaiser la comparaison entre les résultats des deux votes : l'unanimité pour le réarmement, 71 % seulement des voix pour la ratification — ce qui faisait ressortir une opposition appréciable de 29 %. Sa conclusion, Hitler l'exposa, le 9 octobre, dans son discours de Sarrebrück : « *Les chefs de gouvernement qui nous font face affirment qu'ils veulent la paix et nous devons les croire. Mais ils gouvernent des pays dont la structure permet à tout instant de les remplacer par d'autres, qui ne la veulent pas. Il suffirait qu'un Duff Cooper, un Eden ou un Churchill prenne la place de Chamberlain pour qu'ils déclenchent aussitôt une Deuxième Guerre mondiale, car telle est leur intention. Ils ne s'en cachent pas : ils le proclament ouvertement* » (54).

Il aurait pu en dire autant de la France où, au sein même du gouvernement, Georges Mandel (Louis Rothschild dit), ministre des Colonies, et Paul Reynaud, ministre de la Justice, penchaient ouvertement pour la guerre. C'est ainsi que Mandel avait fait téléphoner à plusieurs reprises par Oreste Rosenfeld, du *Populaire*, à Bénès pour l'encourager à ne pas céder aux exigences de Hitler. Lui-même, le 20 septembre, *après une visite éclair de Churchill à Paris*, avait appelé Bénès à Prague. « *Vous êtes à la tête d'une nation libre et indépendante, lui avait-il dit, ni Paris, ni Londres n'ont à vous dicter votre conduite. Si votre territoire vient à être violé, vous ne devez pas hésiter une seconde à donner l'ordre à votre armée qui y est prête, de défendre votre Patrie. Ce faisant, vous sauverez l'Europe de l'Hitlérisme, car je puis vous dire que si vous tirez le premier coup de canon, l'écho s'en répercutera dans le monde de telle façon que les canons de la France, de l'Angleterre et aussi ceux de la Russie soviétique partiront*

(54) Paul Rassinier, *op. cit.*, p. 199.
Certains documents donnent un texte légèrement différent, dû certainement aux traducteurs.

à leur tour, tout seuls. Vous serez suivi par tout le monde et l'Allemagne sera battue dans les six mois sans Mussolini, dans les trois mois avec Mussolini. »

Intervention effarante d'un ministre en exercice que l'affaire ne concernait en rien ; on aurait peine à la croire vraie si elle n'était rapportée dans *L'Intransigeant* du 10 mai 1948, par Robert Bollack, ami de Mandel, qui y assistait, dit-il, et si elle n'était attestée par une protestation de Bonnet auprès de Daladier, le 22 septembre 1938, contre cet empiètement sur ses prérogatives. D'ailleurs, à Munich, Hitler s'était vanté à Daladier que la conversation avait été interceptée par ses services d'écoutes téléphoniques et qu'il en possédait l'enregistrement sur disque (55).

N'est-ce point ce même Mandel qui, le 27 septembre au soir, soit en pleine crise, disait à Daladier : « *Nous allons faire de vous un héros malgré vous. Hitler bluffe. Vous n'aurez qu'à lui résister pour vous couvrir de gloire* » (56).

Une partie de la presse adopta cette attitude (voir dans ce numéro l'article de P.-A. Cousteau). Il en fut de même en Angleterre, en Italie, en Europe centrale, voire, plus discrètement, bien sûr, en Allemagne. Dès lors, les opinions publiques se scindèrent en deux camps, irréductibles : les « munichois » et les « antimunichois ». Notamment en France, où *tous* les partis politiques éclatèrent, de l'extrême droite au Parti Communiste inclus.

Etait-ce du bluff ?

Pour les « antimunichois », l'Europe des Démocraties avait cédé au chantage à la guerre d'Hitler, dont la prétendue puissance militaire n'était qu'un bluff. L'entrée des troupes franco-britanniques, soutenues par la Pologne, l'U.R.S.S. et la Petite Entente, ne serait qu'une promenade militaire. L'Italie n'oserait pas intervenir et le régime nazi s'effondrerait.

Quelle était la valeur de ces arguments ?

Sur le plan diplomatique, la coalition invoquée n'était qu'un leurre.

---

(55) *Ibid.*, p. 176-177 et note (26).
(56) Georges Champeaux, *op. cit.*, p. 189.

Le 26 septembre 1938, au plus fort de la crise, Georges Bonnet demande au Foreign Office : — 1) Au cas où la France est en guerre avec l'Allemagne, en portant secours à la Tchécoslovaquie attaquée, le gouvernement britannique est-il prêt à faire immédiatement la mobilisation générale ? — 2) Est-il prêt à faire voter la conscription ? — 3) Accepte-t-il que l'Angleterre mette en commun avec la France toutes ses ressources économiques et financières pour la conduite de la guerre ? « *Il lui est répondu le lendemain : — 1) Mobilisation. M. Bonnet doit se référer à l'annonce publiée le 26 septembre autorisant l'appel des unités de défense de l'armée auxiliaire de l'air et à l'annonce de ce matin en vertu de laquelle il a été décidé de mobiliser la flotte comme mesure d'un caractère purement de précaution ;* 2) *Conscription. M. Bonnet se référera à la déclaration faite par le secrétaire d'Etat au Foreign Office lors de la première réunion avec les ministres français, le 28 avril, quant au caractère de la participation du Gouvernement de Sa Majesté dans une guerre qui serait la conséquence des engagements anglais à l'égard de la France en vertu du Traité de Locarno ;* — 3) *Mise en commun des ressources économiques et financières. Cette proposition soulève des problèmes constitutionnels qui ne pourraient être tranchés qu'après que le Parlement aurait donné son accord* » (57).

La réponse est claire : l'Angleterre n'interviendra militairement que si la France est attaquée par l'Allemagne, mais non si elle attaque pour la défense de la Tchécoslovaquie.

L'U.R.S.S. maintient sa position : elle est prête à intervenir à la condition *exclusive* que la Pologne et la Roumanie autorisent le passage de ses troupes sur leur territoire et son survol par l'aviation ; ce que l'une comme l'autre refusent absolument.

D'ailleurs la Roumanie et la Yougoslavie ont fait savoir qu'elles entendaient rester neutres. Quant à la Pologne... : le 30 septembre, elle adressait à Prague un ultimatum d'avoir à lui restituer sous vingt-quatre heures Teschen et Tristat !

La France restait donc bien seule pour la défense de la Tchécoslovaquie. Que pouvait-elle sur le plan militaire ?

---

(57) Georges Bonnet, *op. cit.*, p. 279 et Annexe V.

On remarquera d'abord que, depuis la signature à Paris, le 27 août 1928, du Pacte Briand-Kellogg mettant la guerre *« hors la loi »*, les gouvernants et politiciens français ne prônaient plus que l'« esprit défensif », symbolisé par la « ligne Maginot » — interrompue à la frontière belge —, qui absorbait une bonne partie de nos troupes de couverture. Ainsi "conditionné", le pays n'était nullement préparé à la guerre. Au point que, pour avoir demandé, dans un discours radiodiffusé le 21 août 1938, *« qu'on puisse travailler plus de quarante heures et jusqu'à quarante-huit heures dans les entreprises travaillant pour la défense nationale »*, Daladier vit, le lendemain, ses ministres socialistes du Travail, Paul Ramadier, et des Travaux Publics, L.-O. Frossard, lui donner leur démission.

Or, comme le constate M. Lucien Genet, pourtant hostile à Munich, *« on ne passe pas d'un coup de baguette de l'esprit de facilité à l'esprit de sacrifice »* (58).

L'armement n'était pas plus brillant. *« ... Quelque temps avant Munich,* écrit Georges Bonnet, *je savais* (...) *que Daladier avait dit à François-Poncet, rejoignant son poste à Berlin :* "Il nous faut encore six mois pour que notre armée soit dotée de batteries modernes capables de s'opposer à l'artillerie allemande." *Et le canon de 90 de défense contre avions ne devait commencer à sortir qu'au cours du deuxième semestre de 1939 »* (59). L'artillerie mobile comportait, en majorité, des pièces périmées, comme le « 75 » de 1914, ou insuffisantes, comme le 25 antichar, voire encore à traction par chevaux. Il en était de même pour l'infanterie, à l'exception d'une partie des troupes d'active, armées de matériel moderne, mais en dotation insuffisante.

Pour l'aviation, une note remise en mars 1939 par le ministère de l'Air au Quai d'Orsay constatait : *« En septembre 1938. Aucun avion moderne. Pas la perspective d'en sortir avant décembre. Il fallait donc avec 1200 à 1500 avions surclassés tenir trois mois sans le secours d'aucune production ni française ni américaine. Or les pertes escomptées sont au minimum de 40 % par mois pendant les trois premiers mois »* (60). Opinion confirmée par le procès-verbal de la séance du Comité permanent de

(58) Lucien Genêt, « La France au XX^e^ *siècle* », in *Histoire de France*, Larousse, 1954, T. II, p. 472.
(59) Georges Bonnet, *op. cit.*, p. 226.
(60) *Ibid.*, Annexe VII.

la Défense nationale de mars 1938. Le général Vuillemin, chef d'Etat-Major de l'Armée de l'Air, y déclarait : *« Si nous avons la guerre avec l'Allemagne, en quinze jours l'aviation française sera anéantie »* ; à quoi le maréchal Pétain avait ajouté : *« En aviation, c'est aussi bien le potentiel de construction que les forces initiales qui comptent ; mais ce potentiel, nous ne l'avons pas. »*

Inutile donc pour les quelques régiments de chars de compter sur l'éclairage et sur l'appui de feu de l'aviation — si même on y avait pensé.

La plus moderne d'Europe, très homogène, la Marine était composée d'un tonnage important de bâtiments légers et de sous-marins que, depuis quelques mois, soutenaient deux remarquables croiseurs de bataille, le *Dunkerque* et le *Strasbourg* ; cinq vieux cuirassés, plus ou moins modernisés y ajoutaient l'appoint de leur puissante artillerie. Mais, d'une part, la D.C.A. était nettement insuffisante, et, d'autre part, la flotte ne disposait que d'un porte-avions d'expériences, sans grande valeur militaire et lent. Il est vrai que tant les Allemands que les Italiens en étaient au même point. Telle, la flotte française surclassait nettement chacune de ses adversaires ; par contre elle était insuffisante pour assurer la maîtrise à la fois de la Méditerranée et de l'Atlantique-Mer du Nord.

Quant à la Tchécoslovaquie, elle pouvait mettre en ligne trente divisions assez bien armées, avec une bonne artillerie Skoda, troupes entraînées et au moral élevé, car composées presque uniquement de Tchèques. Mais ses faibles forces aériennes seraient cloués au sol dès le premier jour par le bombardement de leurs rares terrains. A quoi il faut ajouter que la ligne de fortifications face à l'Allemagne avait été tournée par le Sud depuis la réunion de l'Autriche au III^e^ Reich ; si bien que pour éviter un encerclement, l'Etat-Major avait dû décider son abandon et le repli des armées sur la Slovaquie, sacrifiant ainsi la quasi-totalité des districts industriels. Dans ces conditions, la résistance tchécoslovaque ne pouvait dépasser deux à trois semaines.

Et à supposer même, par improbable, que l'Angleterre se fût décidée à se ranger à nos côtés, quelle aide en pouvait-on attendre ? Un rapport du général Lelong, l'attaché militaire français à Londres, précise, le 8 novembre, un mois après Munich : *« Au moment de la crise de Munich, sur quoi pouvions-nous compter ? Le bilan peut s'exprimer ainsi : la contribution britannique immédiate dans le do-*

maine aérien et terrestre est infime (deux divisions d'infanterie — 120 avions). Peu d'espoir, avant de longs mois, d'avoir un renfort sérieux de troupes de terre. » Le 14 septembre, le Foreign Office avait répondu : « *Deux divisions non motorisées et cent cinquante avions pour les six premiers mois de la guerre.* »

Qui oserait donner tort à Daladier de penser alors ce qu'il écrivit, le 19 avril 1946, dans *Minerve* : « *On ne pouvait pas demander à la France de déclarer seule la guerre à l'Allemagne, d'affronter seule ses armées et ses aviations, et l'eût-elle fait qu'elle n'aurait pas empêché la Tchécoslovaquie d'être submergée et d'avoir ses villes détruites en quelques jours ?* »

A condition, bien entendu, que Hitler n'ait pas bluffé, comme le prétendait Georges Mandel.

Il n'était pas le seul : le 26 février 1938, Paul Reynaud déclarait à la Chambre des Députés :

« *N'est-il pas admis que les Allemands n'ont pas la moitié des officiers nécessaires pour encadrer leurs divisions ?* »

Et dans la presse « belliciste », on pouvait lire que « *Hitler jouait contre l'Europe son éternelle partie de poker* », que ce « *maître-chanteur... jette la panique* » dans les Démocraties, avec une armée « *qui n'est qu'un troupeau d'hommes privés de cadres d'officiers et de sous-officiers* », tandis que « *dans les usines d'armement, des meneurs s'agitent et sabotent la production* ».

Que doit-on en penser ?

Dans son livre *Deux ans avec Hitler*, paru en 1940, sir Nevile Henderson, ambassadeur d'Angleterre à Berlin écrit :

« *Je n'hésite pas, aujourd'hui, à dénoncer comme entièrement erronée une opinion répandue à l'époque dans certains milieux et qui compte encore aujourd'hui des partisans. A l'en croire, il était possible, en septembre 1938,* de défier ce que l'on croyait être — et qui n'était certainement pas — le bluff de Hitler alors que nous disposions de si peu de forces matérielles *et cela sur une base morale aussi fragile que celle qui consistait à contester aux Sudètes le droit de disposer librement d'eux-mêmes. Il ne suffit pas de s'inspirer du principe, un peu trop simpliste, mais très en vogue, qui veut que la seule réponse à faire à un dictateur soit "Non" et qu'il faille donner la plus grande publicité possible à cette réponse.* » Opinion partagée par François-Poncet dans *Souvenirs de l'ambassade à Berlin* (61).

Mais ce ne sont là que des opinions et, bien qu'émanant de personnalités marquantes, elles peuvent être discutées. Or le procès de Nuremberg est venu y ajouter des preuves que le journaliste américain William L. Shirer, membre du Council on Foreign Relations, a commentées dans deux articles du *New York Herald-Tribune* parus en mars 1946. Il y écrit notamment : « *Jusqu'à maintenant, on avait en général admis qu'Hitler avait joué un bluff gigantesque à Munich et qu'il n'aurait pas fait la guerre si Chamberlain et Daladier lui avaient refusé le pays des Sudètes. Et c'était là mon impression personnelle à cette époque... Mais l'étude des documents secrets allemands démontre qu'Hitler "ne bluffait pas" et que lui et le plus haut comandement allemand avaient l'intention d'attaquer la Tchécoslovaquie avec une force terrestre et aérienne écrasante le 1er octobre 1938. Ce que prouvent davantage encore les documents allemands,* c'est qu'Hitler et le haut commandement avaient pleinement conscience qu'une attaque contre la Tchécoslovaquie entraînerait une guerre mondiale mais que plus encore ils étaient déterminés à la risquer. »

L'opération était prévue en deux plans qui se complétaient : le *plan vert*, accepté par le Führer le 30 mai 1938, réglant l'attaque de la Tchécoslovaquie dans le détail, et le *plan rouge*, rédigé en juin, précisant le dispositif d'attaque contre la France seule ou aidée par l'U.R.S.S. et l'Angleterre (62).

Hitler donc ne bluffait pas : il voulait bien entreprendre les manœuvres militaires contre la Tchécoslovaquie, en acceptant le risque d'un conflit international. Mais en avait-il les moyens ?

Un seul détail suffira à le démontrer : à la veille de Munich, le général Vuillemin, rentrant d'un voyage en Allemagne au mois d'août 1938, rendait compte que la flotte aérienne allemande était forte de cinq à six mille avions modernes, dotée de possibilités de renouvellement considérables.

(61) *Ibid.*, pp.306-307.
(62) Georges Bonnet donne des précisions sur ces deux plans, *ibid.*, p. 311 à 316.

Les boutefeux à l'œuvre

Il y a lieu de se demander les motifs de cette flambée de « bellicisme » au sujet du problème relativement mineur de la Tchécoslovaquie, alors que ses partisans n'avaient pas cru devoir alerter l'opinion publique pour des événements d'une autre importance, comme la remilitarisation de la Rhénanie.

Qu'on ne s'y trompe pas : elle n'avait rien d'impulsif. Le seul sentiment spontané avait été celui du soulagement éprouvé le 30 septembre à l'annonce des Accords de Munich, et Léon Blum lui-même en porte témoignage Les réactions ultérieures ne furent que les résultats d'une véritable « mise en condition » soigneusement orchestrée. Et la presse y joua un rôle déterminant.

Par conviction, certes, par idéologie, par esprit de parti, diverses publications avaient soutenu, dès avant Munich, la position de Bénès, et donc se devaient de manifester leur opposition aux Accords. Mais un certain nombre de directeurs de journaux, et non des moindres, allèrent puiser leurs convictions à la caisse de la légation tchécoslovaque. Voire même des journalistes individuellement, à l'insu de leur direction.

On ne doit pas s'en étonner outre mesure ; Arthur Raffalovitch avait démontré, lors de la guerre russo-japonaise de 1904-1905 et des emprunts russes, « l'abominable vénalité de la presse ». Rudolf Urban, haut fonctionnaire allemand chargé des archives saisies au ministère des Affaires étrangères de Prague, devait confirmer, après 1945, la pérennité de cette tradition, en donnant la « longue liste » des « stipendiés de Bénès » au cours des années 1920-1938 (63). (Voir dans le présent volume, page 124, l'article de Henry Coston.)

Qui pourrait reprocher au gouvernement tchécoslovaque d'avoir consacré une bonne partie de ses fonds secrets à perpétuer une pratique en usage depuis l'invention des gazettes ? Par contre, il paraît plus étrange que le grand journaliste Emmanuel Berl ait pu accuser, dans sa revue *Pavés de Paris*, certaines « *puissances d'argent* » d'avoir constitué un « *syndicat* » pour arroser la presse en faveur de la guerre. Le 3 février 1938, Berl écrivait : « *Que de l'argent, beaucoup d'argent ait été donné à ce qu'on peut*

(63) Rudolf Urban, *Demokratenpresse in Licht Prager Geheimakten*, éd. Orbis, Prague.

appeler justement "le parti de la guerre", M. Bollack le sait aussi bien que moi » — Robert Bollack était directeur de l'*Agence Fournier* et de l'*Agence Economique et Financière*, chargé, paraît-il, de la répartition des subventions des « puissances d'argent ».

Et Emmanuel Berl s'en prenait « *aux ploutocrates qui travaillent dans ce sens et d'abord à ceux qui pourraient être de la même race et de la même religion que moi* ».

Ces ploutocrates, qui étaient-ils et quels étaient leurs mobiles ?

Au premier rang, la City de Londres, à l'époque le plus important marché financier du monde.

Dans *Les Financiers qui mènent le Monde*, Henry Coston a magistralement démontré la prépotence de la City sur le gouvernement britannique à son entière dévotion. Si donc Chamberlain avait pu négocier les Accords de Munich, ce n'était qu'avec au moins la neutralité de sa Haute Finance. Mais dans les jours qui suivirent Munich, une suite d'événements incitèrent la City à une volte-face complète :

— la conclusion d'accords économiques de l'Allemagne avec la Yougoslavie, la Bulgarie et la Turquie ;

— la signature d'un contrat de 17 millions de dollars avec le Mexique pour la livraison de pétrole à l'Allemagne contre des produits manufacturés ;

— les revendications de Hitler, dans son discours du 8 novembre 1938, sur les anciennes colonies allemandes.

A quoi il faut ajouter la prise de Canton et d'Hankéou par les Japonais, qui coupait Hong-Kong de la Chine continentale. Si bien que, le 30 novembre, le secrétaire du Département pour le Commerce d'Outre-Mer, R.S. Hudson, déclarait à la Chambre des Communes : « *La question dont il s'agit concerne le problème plus vaste de savoir comment il sera possible de faire face à la nouvelle forme de la concurrence allemande dans le monde entier.* »

Mais l'événement le plus déterminant fut la venue à Londres du financier israélite américain, Bernard Baruch, un des fondateurs du Council on Foreign Relations (C.F.R.), importante filiale de la secrète Table Ronde britannique. Il était envoyé par le président Roosevelt — dont il était « *l'éminence grise* », la doublure même — pour

persuader le gouvernement anglais d'adopter une attitude plus agressive à l'égard de Hitler.

Car, en dépit de la position pacifiste et neutraliste officiellement manifestée par Roosevelt sous la pression de son opinion publique, dont 80 % était hostile à toute intervention dans les affaires européennes, il avait laissé entendre dans le privé, à plusieurs reprises, son opposition à toute politique de concessions envers les Etats totalitaires. D'où son irritation devant les Accords de Munich, dont son secrétaire privé, M. Irsout, devait déclarer, le 1er octobre, dans une conférence de presse, qu'ils « *ne correspondaient pas aux intentions du Président* ». En outre, il admettait difficilement que quatre nations européennes eussent conclu des accords de cette importance sans en avoir référé au préalable à Washington.

Mais un motif plus impérieux l'avait poussé à cette démarche : la pression exercée sur lui, israélite par sa mère et Maçon de haut grade, par le puissant lobby juif américain et par la Franc-Maçonnerie.

Cette pression est confirmée par Szembeck, qui note dans son Journal : — à la date du 4 avril 1935 : « *toutes les rumeurs qui circulent au sujet de la guerre proviennent toujours de la même source, c'est-à-dire des milieux juifs et francs-maçons et sont répandus par les IIe et IIIe Internationales* » ; — à la date du 8 février 1939 : l'ex-roi Alphonse XIII d'Espagne lui aurait affirmé que « *les internationales poussent à la guerre* » et que « *la juiverie et la franc-maçonnerie jouent un grand rôle dans ces machinations* » (64).

L'antisémitisme en Allemagne

Il n'est pas de notre propos de retracer les péripéties de la persécution des Juifs dans le IIIe Reich avant la Deuxième Guerre mondiale — à une époque, il importe de le souligner, où il n'était pas encore question des « *camps d'extermination* » ; le sujet a été traité — plus ou moins objectivement — par de nombreux auteurs (65).

(64) Jean Szambek, *op. cit.*, respectivement p. 58 et p. 167.
(65) Voir en particulier l'étude du socialiste libertaire Paul Rassinier, *op. cit.*, ch. IV, qui nous paraît la plus impartiale sur ce sujet et à laquelle nous empruntons divers détails et citations.
Voir aussi *Une main cachée dirige...*, pp. 185-187

Cependant, en toute justice, on doit faire état d'un fait, trop souvent passé sous silence, que rapporte une personnalité non suspecte, certes, d'antisémitisme : M. Jacques Soustelle. Il écrit :

« *Rien ne serait plus faux que d'imaginer que l'antisémitisme en Allemagne, ait été pour ainsi dire inoculé par Hitler et ses partisans à une société qui en aurait été indemne. Jabotinsky a eu raison de rappeler que "c'est là et non ailleurs qu'on a fait cette découverte, et proclamé ce principe, que l'opposition contre le Juif n'est pas religieuse, mais raciale, et qu'en conséquence il doit être persécuté même s'il est baptisé. C'est là et non ailleurs que l'antisémitisme a été élevé au rang d'une philosophie scientifique". Et de rappeler l'antisémitisme d'Allemands illustres tels que Schopenhauer, Feuerbach, Dühring, Treitschke ; le succès obtenu en Allemagne par le racisme de l'Anglais H.S. Chamberlain ; l'élection dès 1893 au Reichstag de députés de l'*Antisemitische Partei, *et, en Autriche, la triomphale montée au pouvoir de Lüger, maire de Vienne en 1895, grâce à un "programme" dont la haine antisémite constituait l'alpha et l'oméga. Tout cela avait eu lieu bien avant qu'on eût entendu parler d'un certain Adolf Hitler et du "parti national-socialiste ouvrier allemand"* » (66).

On s'explique ainsi que la théorie du racisme, développée par Alfred Rosenberg, ait été acceptée sans guère d'opposition par des millions d'Allemands.

Mais, à son antisémitisme, Hitler ajoutait un autre motif. Il reprochait aux Juifs allemands « *leur prétention à vouloir être en Allemagne — comme dans tous les autres pays, d'ailleurs, qu'ils ne considéraient que comme des "pays d'accueil" — une minorité nationale... ; c'était avouer eux-mêmes qu'ils étaient des étrangers en Allemagne et s'enlever tout droit de protester si, à son tour, Hitler les traitait comme des étrangers. Les autres Etats du monde étaient libres d'accepter cette prétention des Juifs : c'était un problème de politique intérieure qui ne regardait pas Hitler. Que les Juifs allemands aillent s'y installer,* disait-il : *le IIIe Reich était un Etat totalitaire et, dans son sein, il*

(66) Jacques Soustelle, *La longue marche d'Israël*, « J'ai Lu », 1972, p. 149.

n'y avait pas de place pour une minorité nationale » (67).

Le malheur est qu'aucun pays n'accepta d'accueillir les quelques 540 000 Juifs d'Allemagne, sous des prétextes divers. Seule, l'*Agence juive* — organisation sioniste prévue par l'article 4 du Mandat britannique sur la Palestine (juillet 1922) — signa avec les autorités allemandes, le 6 août 1933, un accord appelé *Haavarah*, en hébreu, *Chaïm-Arlossarof's Transfert Abkommen*, par les Allemands en Palestine par application de la *Convention Balfour* du 2 novembre 1917 ; mais là encore, sous la pression arabe, les autorités britanniques de Palestine imposèrent une limite : seuls pouvaient immigrer librement les Juifs possédant au moins 1 000 livres sterling, les autres devaient être munis d'un certificat de travail et ils étaient contingentés à 1 500 par mois.

Hitler avait été appelé par Hindenburg à la Chancellerie du Reich le 30 janvier 1933. Dès le 4 avril, des lois successives limitèrent progressivement les droits civiques et politiques des Juifs allemands jusqu'à en faire de véritables parias ; sans d'ailleurs, soulever à l'étranger autre chose que des protestations verbales.

C'est alors que, le 7 novembre 1938, à l'ambassade d'Allemagne à Paris, le conseiller Ernst vom Rath était abattu de trois balles par un israélite polonais de dix-sept ans, Herschell Grynszpan, né à Hanovre, pour « *venger ses coréligionnaires et plus particulièrement les Juifs polonais expulsés d'Allemagne* ». On n'a jamais pu tirer au clair les mobiles de cet attentat, que son auteur affirmait avoir exécuté *motu proprio* — ce qui semble douteux, lorsqu'on sait que c'est l'ambassadeur lui-même qui était visé.

Les conséquences en furent tragiques. Une vague de représailles antisémites, plus ou moins provoquées, secoua toute l'Allemagne. Un rapport en date du 11 novembre de Heydrich à Goering reconnaît « *le pillage et la destruction de 815 magasins pendant la nuit du 9 au 10 novembre, de 171 maisons appartenant à des Juifs, de 276 synagogues, de 14 autres monuments des communautés juives, l'arrestation de 20 000 Juifs, 7 aryens, 3 étrangers, 36 morts et 36 blessés* » ; encore sont-ce là les chiffres officiels de cette *Kristallnacht* (Nuit de Cristal).

La réaction gouvernementale ne fut pas moins brutale.

(67) Paul Rassinier, *op. cit.*, pp. 114-115.

Par trois décrets, la communauté juive fut frappée collectivement et solidairement d'une amende d'un milliard de marks, le Juifs furent exclus de la communauté économique allemande, les compagnies d'assurances durent verser le remboursement des dommages causés par la Nuit de Cristal non aux intéressés juifs, mais à l'Etat. Et ce furent alors des expropriations et des mises sous séquestre des biens juifs, accompagnées d'internements dans des camps de concentration.

Le 15 novembre, sous la pression du lobby israélite américain, les Etats-Unis rappelaient leur ambassadeur à Berlin ; le lendemain, c'était au tour de l'Allemagne de rappeler le sien. L'opinion publique française dûment travaillée s'indigna. Seul, le gouvernement anglais sut garder son sang-froid, en dépit des articles incendiaires de la presse pro-sémite.

De toute manière, *la politique de Munich avait vécu*, ce qui était peut-être le but des instigateurs de Grynszpan, si tant est qu'il en eût.

Double faute politique

En protestation contre les Accords de Munich, Bénès avait démissionné, le 5 octobre 1938, de ses fonctions de président de la République et s'était exilé à Londres. Il eut pour successeur M. Hasha, qui était franc-maçon comme son prédécesseur.

La Tchécoslovaquie, après cession à la Hongrie, par les Accords de Vienne du 2 novembre, des territoires habités par 700 000 Hongrois, comprenait encore quatre groupes ethniques ; les statistiques dénombraient : 6 727 038 Tchèques, 2 010 295 Slovaques, 459 346 Ruthènes et environ 350 000 Allemands, éparpillés sur tout le territoire — et qui furent l'objet des sévères représailles des Tchèques.

Les Accords prévoyaient que le nouvel Etat serait de type fédéral ; aussi Mgr Tiszo en Slovaquie et Mgr Volozin en Ruthénie constituèrent des gouvernements provisoires, entérinés par le vote des populations. Prague refusa de les reconnaître ; ils répliquèrent, les 13 et 14 mars 1939, en demandant la protection de Hitler, trop heureux de l'aubaine. Le président Hasha, reçu par le Führer le 15 mars à 1 h. du matin, s'entendit dire que les troupes allemandes entreraient en Tchécoslovaquie le même jour, à 6 heures,

en direction de Prague. Le soir, elles occupaient tout le pays.

Double faute politique : des Tchèques violant les Accords de Munich en refusant l'autonomie aux Slovaques et aux Ruthènes, et de Hitler, réglant le problème à sa manière au mépris du Pacte anglo-allemand du 30 septembre 1938 et du Pacte franco-allemand du 16 novembre, qui prévoyaient une consultation entre les trois nations dans le cas de « *questions... de nature à entraîner des complications internationales* » ; le processus de la guerre était mis en route.

Hitler aggrava encore sa faute en partageant à son gré la Tchécoslovaquie : il donna la Ruthénie à la Hongrie, qui l'occupa aussitôt ; il érigea la Slovaquie en Etat indépendant sous la protection de l'Allemagne ; enfin, ne respectant pas le principe *Volkische* et faisant preuve d'impérialisme, il transforma la Bohême-Moravie en protectorat, sous l'autorité d'un Staathalter, M. von Neurath, en résidence à Prague. Ainsi disparaissait la Tchécoslovaquie, Etat arlequin, formé des débris de l'Empire catholique des Habsbourg pour « *créer un Etat laïque à l'Est de l'Europe* » selon les propres termes du F∴ Bouglé, sous-directeur de l'Ecole Normale Supérieure, et qui, déclare M. Pierre Mariel, « *fut l'œuvre de francs-maçons de l'ancien empire bicéphale, grâce à l'appui de la maçonnerie mondiale* », pour devenir le « *bastion maçonnique* » de l'Europe.

La réaction fut immédiate. Les Etats-Unis, l'Angleterre et la France notifièrent officiellement à la Chancellerie du Reich leur refus de reconnaître l'état de fait créé par le coup de force de Hitler. La presse belliciste se déchaîna, sur le triple thème de l'oppression des Juifs allemands, de l'Anschluss — exploité à retardement — et du démembrement tchécoslovaque, pour créer dans l'opinion publique une psychose de guerre. Tout était prêt pour que le conflit éclatât. Il fallait un prétexte : ce fut Dantzig ; un instigateur : ce fut l'U.R.S.S. ; un boute-feu : ce fut l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, William Bullitt.

Avant Munich, la question de Dantzig semblait devoir être réglée diplomatiquement entre l'Allemagne et la Pologne. Depuis le 26 janvier 1934 existait entre les deux Etats un Pacte de non-agression et de consultation mutuelle. L'ambassadeur français à Berlin, M. André François-Poncet relate qu'au cours de « *cordiales rencontres* » de chasse entre le colonel Beck et Goering, « *la Pologne ne refuserait pas de rendre Dantzig au Reich, pourvu qu'elle y conservât des privilèges économiques, et qu'elle s'accommoderait également de la création, à travers le Corridor, d'un couloir exterritorialisé, par lequel passeraient une autostrade et une voie ferrée qui feraient communiquer directement la Prusse occidentale avec la Prusse orientale* » (68). Le 20 septembre 1938, l'ambassadeur de Pologne à Berlin, M. Lipski, confirmait ces dispositions à Hitler.

Une sombre machination

Or, lorsque, le 21 mars 1939, von Ribbentrop proposa à Varsovie de les concrétiser par un document officiel, il reçut, le 26, un refus catégorique. Entre temps, l'amiral Canaris, chef des services de Renseignements, signalait que la Pologne avait mobilisé trois classes de réservistes et qu'elle concentrait des troupes autour de Dantzig. Surprise totale à Berlin, qui n'allait pas tarder à connaître le fin mot de ce revirement brutal.

Il était dû à ce que M. Rassinier appelle « *une des plus sombres machinations de l'histoire* » (69).

L'ambassadeur de Roumanie à Londres, M. Tiléa, avait été chargé par son gouvernement de négocier avec Downing Street un emprunt de six millions de livres sterling. Profitant de l'émotion causée par l'affaire tchécoslovaque, il ne trouva rien de mieux que d'aller, le 16 mars, informer le Foreign Office d'un prétendu ultimatum, adressé par la délégation allemande à la délégation roumaine pendant les négociations commerciales en cours à Bucarest. En conséquence, il demandait le prêt de dix millions de livres pour l'achat d'armes dans le cas d'une agression allemande contre son pays. Et, le lendemain 17 mars, sur la demande de Lord Halifax, il n'hésita pas à lui confirmer son information.

Le 18, le brûlot était lancé dans le public par le *Times* et le *Daily Telegraph*.

A Bucarest, on tombait des nues. Le ministre des Affaires étrangères, M. Gafenco, adressa un démenti formel à toutes les capitales, appuyé par les représentants de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. A Paris, M. Tataresco,

---

(68) André François-Poncet, *De Versailles à Postdam*, Flammarion, p. 249.

(69) On trouvera dans Paul Rassinier, *op. cit.*, p. 213 et suiv. le détail de cette « sombre machination » résumée ici.

l'ambassadeur de Roumanie, déclara à Georges Bonnet que *« les conversations germano-roumaines ont abouti à un accord dont la signature est prochaine »* et qu'il n'y avait jamais eu d'ultimatum. Tout pouvait donc s'arranger facilement par la communication de ces démentis à la presse, en attribuant le malentendu à une erreur d'interprétation de M. Tiléa.

Or, non seulement les rédactions n'eurent aucune connaissance de ces démentis, mais encore les journaux londoniens du soir et les quotidiens du matin de France et des Etats-Unis annoncèrent que l'entrée des troupes allemandes en Roumanie était imminente et que Bucarest avait commencé sa mobilisation. En négligeant de rappeler à leurs lecteurs que *l'Allemagne et la Roumanie n'avaient aucune frontière commune et qu'elles étaient séparées, au plus court, par 400 kilomètres de territoire hongrois !*

Déjà, il était difficile d'admettre que, pour obtenir le prêt de dix millions de livres, un *ambassadeur en exercice* ait eu recours à un subterfuge aussi saugrenu, qui ne pouvait pas manquer d'être rapidement découvert, ne serait-ce que lors des tractations sur les modalités de l'emprunt. L'exploitation de l'incident par Lord Halifax permet de se demander si, en fait, il n'y eut pas là manœuvre d'intoxication de la part du Foreign Office.

Dès le 18 mars au soir, en effet, l'ambassadeur d'Angleterre, sir Eric Philipps, demandait une entrevue de toute urgence à Daladier. Celui-ci convoqua sur le champ le Conseil des ministres et lui déclara que « *la Grande-Bretagne a décidé de garantir les frontières de la Rouma-*

engagements à l'Est et garantir les frontières de la Pologne et de la Roumanie ». Or, le 19 mars, *aucune difficulté ne s'était encore élevée concernant les frontières entre la Pologne et l'Allemagne*, la demande de von Ribbentrop concernant Dantzig n'ayant été faite que le 21 mars. On est amené à conclure que le Foreign Office s'apprêtait à faire pression sur le gouvernement polonais pour lui faire rejeter tout accord avec le Reich.

Et c'est bien ce qui va se produire. Le 19, Lord Halifax envoie une note aux gouvernements de Paris, de Varsovie et de Moscou — mais pas à Bucarest, et pour cause... — les invitant *« à se consulter sur les mesures à prendre, au cas où une nouvelle action serait entreprise contre l'indépendance politique d'un Etat européen »*. Le colonel Beck s'y refuse, au motif des relations tendues entre la Pologne et l'U.R.S.S. D'un autre côté, la proposition de von Ribbentrop d'un accord officiel pour le règlement de la question de Dantzig ne lui sourit guère. Aussi longtemps qu'il s'était agi de conversations dilatoires, il avait acquiescé aux demandes allemandes ; mis au pied du mur, il renâcle, car il craint que Hitler ne s'en tienne pas là et exige bientôt la restitution de tout le *« corridor »*. Aussi, le 24 mars, faisait-il faire à Londres une contre-proposition : la signature d'un pacte de garantie entre l'Angleterre et la Pologne, ce que Lord Halifax accepta aussitôt. Fort de ces assurances — concrétisées par la signature à Londres, le 6 avril, de l'Accord anglo-polonais, rendu public le même jour —, Beck refusait, le 26 mars, les propositions de Ribbentrop et concentrait des troupes autour de Dantzig. L'imposture

La réponse de Hitler fut brutale. Dans un discours du 28 avril au Reichstag, il dénonça le Traité germano-polonais du 26 janvier 1934 et le Pacte naval anglo-allemand du 18 juin 1935. Puis, le 22 mai 1939, il signait avec Mussolini une alliance militaire dite le Pacte d'acier, dont l'article 3 stipule qu'après concertation préalable des deux parties, « *l'Allemagne et l'Italie s'engagent à se soutenir sans paix séparée, ni armistice, en cas de complications guerrières avec une ou plusieurs puissances, et ce, immédiatement, avec toutes leurs forces militaires* ».

La duplicité soviétique

Alors qu'à Londres, à Paris et à Varsovie on se félicitait de la lettre de Roosevelt, Moscou se cantonna dans un mutisme total, qui s'explique fort bien. « *On ne pouvait pas l'approuver,* écrit M. Rassinier, *parce qu'elle était diplomatiquement insoutenable, et on ne pouvait pas non plus la blâmer parce que l'heure n'avait pas encore sonné de révéler au monde les pourparlers renoués depuis le 3 octobre 1938, entre l'Allemagne et la Russie* » (70).

Aussi, la signature, le 23 août 1939, du Pacte de non-agression germano-russe, à Moscou, fut-elle une surprise totale pour la diplomatie occidentale. Surprise qu'on peut mesurer au fait qu'à la même époque se trouvait à Moscou une mission franco-britannique chargée de négocier un traité d'alliance militaire !

C'est que, depuis 1917, *tous* les gouvernements, de droite aussi bien que de gauche, s'obstinaient à ne considérer que le côté doctrinal du bolchevisme : socialisme marxiste, communisme, dictature du prolétariat. Alors qu'en fait, surtout avec Staline, les Soviétiques n'avaient en vue que l'exécution des prescriptions messianiques du Testament de Pierre le Grand (71). Car, explique le philosophe roumain George Uscatesco, « *La Révolution soviétique a triomphé parce que la plus grande partie des Russes voyaient en elle l'instrument très efficace d'un nouveau relèvement de la Patrie moscovite anéantie par les dernières années du tsarisme. Au-dessus de toute considération*

(70) *Ibid.*, p. 220.
(71) Sur ce Testament, cf. *Mémoires du chevalier d'Eon*, Grasset, 1935.

doctrinaire et de toute forme de révolution intérieure, l'orgueil slave voyait dans le communisme une possibilité de rénovation et d'agrandissement historique de la Russie. C'est pourquoi il a accepté, avec un fanatisme et une patience illimités, tous les sacrifices qui lui furent imposés par la dictature » (72). On en a eu la preuve dans les prodiges de résistance des troupes russes contre l'invasion nazie.

La diplomatie occidentale a commis une erreur du même ordre en interprétant le Pacte franco-soviétique de 1935 comme contribuant à l'encerclement du IIIe Reich — qui pourtant n'avait aucune frontière commune avec la Russie, dont il était séparé par la Pologne. Alors que, dans l'esprit de Staline, ce Pacte constituait une précaution contre toute invasion allemande rendue possible par le Traité de non-agression germano-polonais de janvier 1934 ; dans le cas où Hitler lancerait ses troupes à travers la Pologne — avec son accord — pour attaquer la Russie, la Wehrmacht serait contrainte à envisager d'avoir à se battre sur deux fronts.

Mais la plus grossière erreur de la diplomatie occidentale fut de considérer le Pacte germano-russe du 23 août 1939 comme une preuve que l'Allemagne se trouvait dans une situation désespérée depuis que la Grande-Bretagne avait donné sa garantie aux frontières polonaises. Situation confirmée par les dépêches ahurissantes des ambassadeurs d'Angleterre, de Pologne et de France à Berlin, qui peuvent se résumer dans une conversation privée du général Gamelin, chef d'Etat-Major général français : « *C'est bien simple, le jour où la guerre sera déclenchée en Allemagne, Hitler s'effondrera. Au lieu de défendre les frontières du Reich, l'armée allemande devra marcher sur Berlin afin de réprimer les troubles qui y auront éclaté. Les troupes stationnées dans la ligne Siegfried n'offriront que peu de résistance. Nous entrerons alors en Allemagne comme dans du beurre* » (73).

On est d'autant plus confondu devant cet aveuglement qu'il n'était pas possible au chef d'Etat-Major général d'ignorer l'impréparation de l'armée française tant au moral qu'en armement, avions et chars en particulier,

(72) George Uscatesco, *Mort de l'Europe ?* Paris, 1957, pp. 73-74.
(73) Cité par Benoist-Méchin dans *Histoire de l'Armée allemande*, Albin-Michel, 1964, T. VI, p. 242.

devant une puissance militaire allemande signalée par tous les attachés militaires et par le général Vuillemin.

D'autre part, lorsque le colonel Beck avait refusé les propositions du 19 mars de Lord Halifax de participer aux consultations de la Grande-Bretagne, la France et l'U.R.S.S., il l'avait motivé par la crainte qu'une alliance avec la Russie eût entraîné l'invasion immédiate de la Pologne à l'Ouest par les troupes allemandes, suivie aussitôt d'une entrée des troupes soviétiques sous prétexte de se porter au secours de la Pologne. Il prévoyait que dès la prise de contact entre ces deux armées, Berlin et Moscou, loin de se combattre, s'entendraient pour un partage de la Pologne et que, dès lors, les Russes se retireraient des hostilités, laissant à l'Allemagne la possibilité de transférer l'ensemble de ses forces contre les armées franco-britanniques.

Ainsi, la guerre terminée, la Russie se trouverait en position de force devant les belligérants épuisés.

C'est, d'ailleurs, ce que le colonel Beck écrit dans son *Dernier Rapport*, lorsqu'il affirme que Staline avait déclaré au Politburo, pour justifier le Pacte germano-soviétique : « *Si nous acceptons la proposition de l'Allemagne de conclure avec elle un Pacte de non-agression, l'Allemagne attaquera certainement la Pologne et l'intervention de l'Angleterre et de la France dans cette guerre, deviendra inévitable. Dans ces circonstances, nous avons beaucoup de chances de rester à l'écart du conflit et nous pourrons attendre avantageusement notre tour* » (74).

Dès lors, il est difficile de comprendre l'obstination de Beck à repousser toutes les propositions de règlement pacifique de la question de Dantzig et du Corridor, qu'elles fussent venues de Berlin, de Londres ou de Paris. Devant cette intransigeance, Hitler fit savoir à Varsovie que, faute d'une réponse favorable du gouvernement polonais à ses demandes réitérées de négociations, les troupes allemandes pénètreraient en Pologne le 26 août. La signature du Pacte germano-russe le 23 août, confirmant les craintes de Beck sur les menaces de partage de la Pologne, ne lui fit pas modifier son attitude.

Le 25, Hitler apprend la signature d'un Pacte d'assistance mutuelle inconditionnelle entre l'Angleterre et la Pologne dans le cas d'une agression allemande contre l'un ou l'autre pays ; c'est un blanc-seing donné à Beck, qui

(74) Colonel Beck, *Dernier Rapport*, p. 322, cité par Paul Rassinier, *op. cit.*, p. 242.

va l'affermir dans son intransigeance. Pourtant, sur les interventions de Mussolini, de Goering — par l'intermédiaire de l'industriel suédois Birger Dahlérus —, de sir Nevile Henderson, puis de Daladier, Hitler décide d'ajourner l'entrée de ses troupes en Pologne.

Le 27, les bellicistes de Londres, Lord Halifax, sir Horace Wilson, sir Alexander Cadogan et sir Robert Vansittart interprètent cette décision comme une reculade. Beck aussi, si bien que le 29 août, alors que l'ambiance est à la détente, il fait décréter la mobilisation générale, soulevant les protestations indignées de l'ambassadeur de France à Varsovie, Léon Noël, et de l'ambassadeur d'Angleterre, sir Howard Kennard. Hitler fixe l'entrée en Pologne pour le 1er septembre si le gouvernement de Varsovie ne s'incline pas. A cet effet, il remet à sir Nevile Henderson une note conciliante mais qui exige la venue d'un plénipotentiaire polonais pour le lendemain. Beck ne l'enverra pas.

Mieux : le 31 août, il adresse des instructions à Lipsky dans lesquelles il précise : « *Ne vous laissez entraîner, en aucun cas, à des discussions techniques. Si le Gouvernement du Reich vous fait des propositions orales ou écrites, vous déclarerez que vous ne possédez nullement les pleins pouvoirs pour recevoir ou discuter ces propositions, que vous êtes seulement habilité à les transmettre à votre Gouvernement et à solliciter de nouvelles instructions.* » Et ce message est intercepté et décrypté par les services d'écoute allemands.

Aussi, malgré les interventions du Pape Pie XII, de Mussolini, de sir Nevile Henderson qui s'est dépensé sans compter, et de Georges Bonnet, les troupes allemandes pénètreront en Pologne, le 1er septembre 1939, à 4 h 45.

Les seuls à s'en féliciter, ce sont les dirigeants du Kremlin. Leur manœuvre a réussi : libéré du souci d'un front à l'Est, Hitler va mettre sur les genoux les démocraties occidentales, et ils pourront, le moment venu, poignarder l'Allemagne dans le dos. Cela coûtera cher à la Russie, ils s'en doutent. Mais Lénine n'a-t-il pas dit : « *Qu'importe ! le bois se rabote et sautent les copeaux ! s'il est nécessaire de sacrifier dix millions de corps humains à l'édification du communisme, il en resterait assez pour peupler notre hémisphère.* »

Un singulier diplomate : William Bullitt

Au fait, le Kremlin était-il bien le seul à se réjouir de l'ouverture des hostilités ?

En mars 1933, le démocrate Franklin Delano Roosevelt succédait à la Maison Blanche au républicain Herbert C. Hoover. Il réussira la performance exceptionnelle dans l'histoire américaine de se faire réélire trois autres fois, en 1936, 1940 et 1944. Si bien que *le Parti Démocrate, expression de la Haute Finance, aura, comme en 1914, un de ses représentants à la présidence des Etats-Unis au moment où éclatera la Deuxième Guerre mondiale* : étonnante coïncidence...

On a prétendu Roosevelt juif par sa mère, Sara Delano. En tout cas, ses collaborateurs les plus écoutés l'étaient, tels : le secrétaire d'Etat au Trésor et financier lui-même, Henry Morgenthau Jr., — Cordell Hull, du Département d'Etat était marié à une juive — ; les conseillers de la Maison Blanche : Bernard Baruch, gros banquier, Ben Cohen, Rosenman, Weizmann, Harry Dexter White, communisant notoire. Il en était de même de ses intimes : Herbert H. Lehman, gouverneur de l'Etat de New York, La Guardia, maire de New York City, Sol Bloom, président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants, le puissant financier Félix Frankfurter, juge à la Cour Suprême, les journalistes Walter Lippmann, éditorialiste au *New York Herald-Tribune*, Meyer, Sulzberger, etc. Sa campagne présidentielle avait été financée par la Haute Banque juive, autour de Bernard Baruch et de Félix Frankfurter.

Toutes ces personnalités affichaient, bien entendu, leur hostilité au nazisme, qui opprimait leurs coreligionnaires allemands. En outre, appartenant presque tous à la franc-maçonnerie comme Roosevelt lui-même — initié en 1911 à la *Holland Lodge n° 8* et parvenu au 33e grade du Rite Ecossais —, elles éprouvaient du ressentiment contre Hitler qui avait fait fermer toutes les loges ∴ sur le territoire du Reich et bafouait l'idéologie démocratique.

Plus encore : à une époque où se faisaient durement sentir les conséquences de la dépression financière de 1929, l'Allemagne se présentait comme un Etat vivant en autarcie et soustrayant ainsi soixante-dix millions de clients éventuels à l'industrie et au commerce américains ; elle risquait même de se montrer concurrent dangereux sur le marché mondial, à plus ou moins long terme, comme elle

l'avait été avant 1914 ; d'autant que, profitant de l'inflation, l'industrie allemande avait remboursé ses dettes et renouvelé entièrement ses installations.

Soumis ainsi à la pression du puissant lobby juif, qui n'hésitait pas à se déclarer en guerre contre le IIIe Reich (75), des Maçons, à cause des menaces hitlériennes sur la Tchécoslovaquie, « bastion maçonnique » de l'Europe, et de la Haute Finance, Roosevelt aurait bien voulu y obéir. Mais il était retenu par l'hostilité manifeste de l'opinion publique américaine à toute immixtion dans les affaires d'Europe. D'où la réserve de Roosevelt sur le plan international. Il n'en était sorti que pour approuver les sanctions contre l'Italie, décidées par la S.D.N., le 11 octobre 1935, à propos de l'Ethiopie ; pour son message du 3 janvier 1936, au Congrès, au sujet de la signature du Pacte antikomintern entre l'Allemagne, le Japon et l'Italie ; pour son discours du 5 octobre 1937, à Chicago, proposant la mise en quarantaine des mêmes trois Etats ; pour la proposition, en juillet, d'une Conférence Internationale d'Etude des Problèmes politiques et économiques posés par l'expulsion des Juifs du grand Reich, qui se tint à Evian du 6 au 15 juillet 1938 et fut torpillée par l'Angleterre.

L'opposition de son opinion publique concordait, d'ailleurs, avec les réticences des gouvernements européens contre l'ingérence de l'Amérique dans leurs affaires. Elles se manifestèrent notamment lorsque, le 11 janvier 1938, Roosevelt suggéra à Chamberlain la réunion à Washington d'une conférence internationale qui traiterait de tous les problèmes intéressant non seulement l'Europe — le fascisme et le nazisme y étaient spécifiés —, mais encore le Japon, la Chine et le Pacifique, « *afin de définir les grandes lignes d'une action en faveur de la Paix* ». Le Premier anglais lui répondit sans ambages, le 14 janvier :

« *Il est probable que les gouvernements allemand et italien, auxquels nous aurons à demander des concessions,*

---

(75) « *Les peuples juifs du monde entier déclarent la guerre financière et économique à l'Allemagne* » (*Daily Express* britannique, 24-3-1933). « *Le Congrès mondial juif est, depuis sept ans, en guerre avec l'Allemagne* » (*Toronto Evening Telegram* américain, 26-2-1940). « *Nous sommes en guerre avec l'Allemagne depuis le premier jour de la prise du pouvoir par Hitler* » (*Jewish Chronicle*, 8-5-1942). Ces citations sont tirées de **Paul Rassinier**, *op. cit.*, p. 78, note (25).

n'y consentiront qu'à condition que les sujets traités conservent un caractère limité et concret et ne soient pas noyés dans des problèmes plus vastes que le Président serait désireux de voir régler dans leur ensemble.

» Il serait regrettable, à mon avis, qu'une action à laquelle le Président entend donner un caractère parallèle à la nôtre, compromette les progrès que nous avons laborieusement accomplis au cours des derniers mois. Ceci m'amène à me demander s'il ne serait pas plus sage pour le Président, de s'abstenir de tout geste, jusqu'à ce que nous ayons pu mesurer les nouveaux progrès qu'il nous est possible de réaliser dans la discussion des problèmes que nous avons abordés. »

C'était une fin de non recevoir sans équivoque, à laquelle Roosevelt répondit, le 17 janvier :

« Compte tenu des opinions et considérations avancées par le Premier Ministre, je renonce volontiers à faire toute nouvelle proposition, jusqu'à ce que le Gouvernement de Sa Majesté ait pu voir quel progrès il peut faire dans les négociations qu'il envisage. J'espère qu'il sera assez bon pour me tenir au courant des développements que pourraient prendre ses négociations avec l'Allemagne et l'Italie. »

Roosevelt semble donc s'incliner devant la rebuffade. Qu'on ne s'y trompe pas : sous sa forme protocolaire, la dernière phrase est, en réalité, une mise en demeure d'être tenu au courant de l'activité diplomatique anglaise.

Mais, pour l'instant, Roosevelt s'en tenait officiellement à la stricte neutralité — ce qui ne l'empêchait pas d'envoyer Baruch à Londres pour inciter Chamberlain à résister à Hitler — ; d'où le désaveu des déclarations, bien anodines, de William Bullitt, le 4 septembre 1938, à l'inauguration du Mémorial américain de la Pointe de Grave, suivi de l'affirmation que les Etats-Unis ne participeraient pas à un front antihitlérien ; ce qu'il faisait confirmer, le 17 septembre, par le sénateur Pittman, président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat.

Le 26 septembre, il envoya à Hitler un télégramme l'exhortant à la modération ; le Führer le prit assez mal. Encaissant l'algarade, il réitéra dans la nuit du 27 au 28 septembre, sur un tout autre ton, en adjurant Hitler d'accepter la réunion d'une conférence, c'était Munich, mais les Etats-Unis n'y avaient pas participé, ni l'U.R.S.S., d'ailleurs.

Roosevelt prit cette tenue à l'écart pour une injure personnelle. Dès lors, il chercha la première occasion de manifester son irritation. Elle lui fut fournie par les excès antisémites de la Nuit de Cristal (9-10 novembre), dont il allait profiter pour lancer la *« croisade des démocraties »*.

Le 15, il rappelait son ambassadeur à Berlin, sur le motif de *« ce qui vient de se passer en Allemagne »* ; il annonçait la mise en construction de 10 000 avions ; il demandait à ses concitoyens le boycott des produits allemands ; il proposait au Congrès une modification de la loi de neutralité — qui devait être repoussée. En même temps, il faisait pression sur Chamberlain, pour qu'il durcisse sa position envers l'Allemagne.

C'est alors qu'il déchaîna son meilleur agent électoral, l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, William Bullitt, franc-maçon de haut grade et affilié au Council on Foreign Relations comme lui, aussi effervescent que maladroit. On en a pour preuve une dépêche de Jerzy Potocki, ambassadeur de Pologne à Washington, datée du 16 janvier 1939 (76), dans laquelle on peut lire :

« J'ai eu avant-hier un assez long entretien avec l'ambassadeur Bullitt qui m'a rendu visite à l'Ambassade. Bullitt part le 21 de ce mois pour Paris après avoir été absent pendant trois mois. Il part avec toute une "malle" d'instructions, d'entretiens, de directives du Président Roosevelt, du Département d'Etat et des Sénateurs faisant partie de la Commission des Affaires étrangères.

» L'entretien que j'ai eu avec Bullitt m'a donné l'impression que le Président Roosevelt lui a défini d'une façon très précise le point de vue des Etats-Unis dans la crise européenne actuelle. Il doit exposer cette documentation au Quai d'Orsay et doit également en faire usage dans ses conversations avec les hommes d'Etat européens. Voici le contenu de ces directives, que Bullitt m'a indiquées au cours de notre demi-heure d'entretien :

"1) Activation de la politique étrangère sous la direction du Président Roosevelt qui condamne énergiquement et nettement les Etats totalitaires.

---

(76) Cette dépêche, découverte par les Allemands au ministère des Affaires étrangères de Varsovie, a été reproduite en fac-simile dans le *Livre Blanc n° 3* de 1940.

"2) Les préparatifs de la guerre des Etats-Unis sur mer, sur terre et dans les airs, préparatifs exécutés à une cadence accélérée et engloutissant la somme énorme de 1 250 000 000 de dollars.

"3) L'opinion formelle du Président que la France et l'Angleterre doivent mettre un terme à toute politique de compromis avec les Etats totalitaires. Elles ne doivent s'engager avec eux dans aucune discussion ayant pour but des modifications territoriales quelles qu'elles soient.

"4) L'assurance morale que les Etats-Unis renoncent à la politique d'isolement et sont prêts en cas de guerre à intervenir de façon active aux côtés de l'Angleterre et de la France. L'Amérique a l'intention de tenir à leur disposition toutes ses ressources financières et toutes ses matières premières." »

Et comme l'Angleterre se montre réticente à suivre les directives, Bullitt confie à M. Lucasiewicz, ambassadeur de Pologne à Paris : « *Les Etats-Unis disposent de moyens de pression formidables à l'égard de l'Angleterre. La seule menace de leur emploi devrait suffire à empêcher le Gouvernement britannique de poursuivre sa politique de conciliation* » (77).

Et s'il fallait une confirmation du bellicisme Roosevelt-Bullitt, on la trouve dans le *Journal* de James Vincent Forrestal qui écrit, à la date du 27 décembre 1945 — il était alors secrétaire d'Etat à la Marine U.S.A. —, rapportant une conversation avec James P. Kennedy, ambassadeur des Etats-Unis à Londres dans les années qui précédèrent immédiatement la guerre :

« *Il m'a dit qu'en 1938 Chamberlain estimait que l'Angleterre n'avait rien pour se battre et qu'elle ne pouvait pas courir le risque d'une guerre avec Hitler.* Opinion de Kennedy : *Hitler se serait battu contre la Russie et la Grande-Bretagne n'aurait pas été entraînée dans le conflit s'il n'y avait eu Bullitt qui, tout au long de l'été 1939, avait insisté auprès de Roosevelt pour que les Allemands soient stoppés net dans l'affaire polonaise ; ni la France, ni la Grande-Bretagne n'auraient déclaré la guerre pour la Pologne sans les perpétuels coups d'épingle de Washington. D'après lui, Bullitt répétait à Roosevelt que les Allemands ne se battraient pas, Kennedy qu'ils se battraient et qu'ils envahiraient l'Europe. Chamberlain aurait dit que c'était l'Amérique et les Juifs du monde entier qui avaient poussé l'Angleterre de force dans la guerre* » (78).

(77) *Ibid.* Il s'agit d'une dépêche de Lucasiewicz à Beck du 2-7-1939.

On n'oubliera pas que, l'Angleterre ayant déclaré la guerre à l'Allemagne à 11 h 30 le 3 septembre 1939, Bullitt, contre tous les usages, vint, vers midi, tancer vertement Daladier de son retard à l'imiter : c'était fait à 17 heures...

Les fauteurs de guerre

Il apparaît donc avec évidence qu'il n'est pas possible de dissocier les responsabilités des deux confllits mondiaux. Si du côté allemand, la mégalomanie de Hitler peut être mise en parallèle avec celle de Guillaume II, on trouve chez les Alliés les mêmes fauteurs de guerre en 1939 qu'en 1914 : la Haute Finance internationale, les idéologues de la Démocratie représentés notamment par les Francs-maçons, les dirigeants Juifs du monde entier et surtout des Etats-Unis, les tenants du communisme.

Les origines de la Deuxième Guerre mondiale sont à chercher dans les « erreurs » des Traités de 1919 qui, de nos jours, semblent incompréhensibles. Mais à la lumière des décisions prises aux Conférences de Téhéran, de Yalta et de Postdam, on en vient à se demander si ces « erreurs » n'avaient pas été volontaires, afin de ménager *délibérément* des motifs de conflit. On ne peut manquer de constater, en effet, la répétition d'« erreurs » analogues, vingt-six ans plus tard, avec la dislocation autoritaire de l'Allemagne en deux Etats de puissance équivalente, la création aberrante de l'enclave de Berlin en pleine République Démocratique Allemande, l'abandon des « satellites » à l'U.R.S.S. — le tout au mépris le plus évident du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est à croire que les négociateurs des conférences internationales de 1943 à 1945 ont voulu, eux aussi, ménager des motifs pour une Troisième Guerre mondiale.

Surtout si l'on y ajoute l'obstination des dirigeants occidentaux à la constitution de l'Organisation des Nations Unies, malgré le lamentable exemple de feu la Société des Nations.

J. B.

(78) *Journal de Forrestal*, Amiot-Dumont, 1952, pp. 113-114.

On croit mourir pour la patrie...

C'EST devenu un lieu commun de dire que la guerre est une source de profits considérables pour ceux qui ne la font pas.

Galtier-Boissière, dans son *Crapouillot*, Richard Lewinsohn, dans ses livres et, avec eux, tant d'autres écrivains de toute tendance ont montré les marchands de canons et fournisseurs de l'Intendance s'emplissant honteusement les poches à l'heure où le soldat versait son sang.

L'affaire de Briey (Wendel), celles de nickel (Rothschild) et du blé (Louis Dreyfus), qui scandalisaient, il y a cinquante ans, sont aujourd'hui bien oubliées (1). Elles sont, pourtant, des cas typiques de l'internationalisme d'une certaine industrie lourde et d'une certaine finance, aussi peu soucieuses de la nationalité des hommes pour lesquels elles travaillent, que nous le sommes nous-mêmes de l'appartenance politique, ethnique ou religieuse des puissances d'argent qui les contrôlent.

Les Wendel et les Rothschild se sont montrés plus discrets au cours des années qui ont précédé la Deuxième Guerre mondiale, mais le banquier Louis Dreyfus, qui estimait peut-être insuffisants les profits réalisés de 1914 à 1918, fut parmi ceux qui subventionnèrent les journaux les plus bellicistes de Paris.

Dans une lettre-circulaire qu'il adressait à ses amis, le banquier n'hésitait pas à inviter ceux qui supputaient déjà les bénéfices fructueux de la « der des ders » à soutenir de leurs deniers le journal de Henri Kérillis : *L'Epoque.*

« *De Kérillis,* écrivait-il, *avec beaucoup de talent et de fougue, dans sa politique étrangère, soutient la cause humaine, celle de tous les gens civilisés, quelle que soit leur confession et je sais qu'étant donné qu'il ne s'est pas gêné de faire campagne également pour les malheureux israélites, il a été l'objet, ou plutôt la victime, d'un certain nombre de désabonnements.*

» *Il m'apparaît qu'il serait à la fois de bonne politique et de justice de soutenir ce député de valeur, qui a le courage de son opinion, chose rare, et cela même au préjudice de ses intérêts immédiats. Rares sont les journaux de notre pays qui soutiennent carrément la Cause, ce qui pourrait être décourageant si on ne devait pas avoir toujours confiance dans la justice immanente. Il y en a qui ont des raisons spéciales et que vous devinez, pour affecter cette attitude ; il y en a d'autres qui n'ont pas de courage et, enfin, il y a une troisième catégorie de feuilles démagogiques (pas celles d'extrême-gauche).*

» *Je prie qu'on veuille bien considérer cette circulaire comme* confidentielle, *sinon — je ne parle pas pour ma personne, mais pour la Cause — on risquerait de faire naître, comme dans la fameuse Affaire, le roman du Syndicat juif. Il a déjà été ébauché par l'Action Française.*

Cordialement,
Louis DREYFUS (2). »

Ce que redoutait le banquier s'est produit néanmoins, et c'est un de ses coreligionnaires, M. Emmanuel Berl, qui en est responsable.

Ce journaliste de talent, dont l'indépendance d'esprit était citée en exemple à droite comme à gauche, qui avait accueilli Bernanos à *Marianne,* malgré l'ostracisme qui frappait le grand écrivain catholique, publiait une petite revue, *Pavés de Paris,* qu'il rédigeait de la première à la dernière ligne. C'est dans cette publication qu'il attira l'attention du public sur l'action occulte d'un véritable syndicat belliciste. On venait de citer des noms ; on avait donné des chiffres. On disait ouvertement que M. Robert Bollack, directeur de *l'Agence Fournier* et de *l'Agence*

(1) Cf. *Le Crapouillot,* n° 16, janvier 1952. — *J.O.,* débats de la Chambre des Députés du 31 janvier 1919. — *Agence économique et financière,* 11 mai 1916. — *J.O.,* débats du Sénat, n^{os} des 26 et 27 janvier 1917. — *Documents parlementaires,* 1918, pp. 1201 et suivantes, annexes 5142.

(2) La photographie de ce document fut publiée dans le courant de l'hiver 1938-1939 par *Contre-Révolution,* la revue publiée à Genève, sous la direction de M. Léon de Poncins, et par *La Libre Parole,* du 20 mars 1939. Le texte même de cette lettre fut reproduit par *L'Action Française* (28 février 1939), *La Flèche* de M. Gaston Bergery (4 mars 1939), et *Le Nouvelliste de Neuilly* (6 mars 1939). Ni Louis-Dreyfus, ni Kérillis n'ont démenti.

Economique et Financière, avait reçu des millions d'Amérique pour « arroser » la presse française.

« *L'action de certaines "puissances d'argent" dans les dernières crises diplomatiques,* écrivait-il dans sa revue, *est trop éclatante pour qu'on puisse la dissimuler sous les systèmes de mutations ou de dénégation...* » (3).

Et prenant personnellement à partie M. Bollack, qui lui avait écrit pour nier sa participation à l'entreprise de corruption de la presse, il ajoutait :

« *Que de l'argent, beaucoup d'argent ait été donné à ce qu'on peut appeler justement "le parti de la guerre", M. Bollack le sait aussi bien que moi* » (4).

Il accusait aussi, formellement, les financiers internationaux de vouloir la guerre et de tout mettre en œuvre pour la rendre inévitable :

« *Une guerre menace plus un Français dont les biens consistent en immeubles situés à Strasbourg ou à Metz qu'un Français dont la fortune consiste en lingots d'or, en* Royal Dutch, *en emprunt de la Cité de New York déposés dans un coffre de Montréal. Un financier international est moins lié à la nation qu'un capitaliste national.*

» *Je ne dis pas que le financier international soit, par nature, belliciste. Je dis que les financiers internationaux, s'ils tendent pour un motif ou un autre vers le bellicisme, ne sont pas retenus comme les simples citoyens par la crainte d'exposer leur vie, leur famille et leurs biens.*

» *Leur vie ? Je vois très peu de milliardaires parmi les victimes des guerre du XIXe siècle. Aucun Rothschild d'Autriche n'est mort en 1866. Aucun Rothschild français n'est mort en 1870. Aucun Rothschild français, aucun Rothschild anglais, à ma connaissance, mort dans la guerre de 1914. Et il en va, je crois, de même pour les Morgan et pour les Vanderbilt.*

« *Leurs biens ? La guerre, parfois, les diminue, parfois aussi les augmente. Les guerres de Napoléon ont permis l'éclosion des grandes fortunes du XIXe siècle et nous savons trop que tout le monde n'a pas perdu à la guerre de 1914* » (5).

Il y a des noms qui mettent à l'abri des balles...

---

(3) *Pavés de Paris,* 3 février 1939.

(4) *Ibid.*

(5) Par « *capitaliste national* », M. Berl entendait : *épargnant, possédant* (*Pavés de Paris* du 17 mars 1939).

On avait eu, entre temps, des détails sur ce fameux « syndicat » et c'est un autre coreligionnaire du banquier Louis-Dreyfus, M. Georges Zérapha, qui les avait fournis Il s'agissait d'un groupe fort discret et très agissant, nommé *Union et Sauvegarde Israélite,* au nom duquel, révélait M. Zérapha, on avait réuni des « *sommes importantes* » :

« *Quels besoins,* écrivait M. Zérapha dans son journal *La Conscience des Juifs, certains gros Juifs apeurés ont-ils de souscrire des sommes souvent imposantes sans en connaître l'emploi. Il est vrai que les hommes qui ne croient qu'en l'argent, lui prêtent des propriétés qui lui sont interdites...* » (6).

C'était l'époque où, tout un secteur de la communauté israélite française — mais était-ce la majorité des juifs de France ? — souhaitait, à l'instar du journaliste Paul Lévy, dans le *Rempart* (7), une « *guerre préventive* » contre Hitler. Dans un livre récent, le professeur David H. Weinberg ne cache pas l'état d'esprit de certains israélites parisiens. Citant M. Wladimir Rabinovitch, rédacteur de la revue *Chalom,* le professeur Weinberg explique que ce jeune sioniste « *reconnaissait sans équivoque que la politique juive ne serait pas nécessairement en accord avec la politique extérieure française. Il réprouvait particulièrement la volonté des Juifs français de confondre les idéaux français et les idéaux juifs* » (8).

Il cite ces lignes de M. Rabinovitch dans *Chalom* de septembre 1933 :

« *Le destin d'Israël n'est pas le destin de la France. L'idéal du peuple juif n'est pas la Déclaration de 1789.* »

Et M. Weinberg poursuit :

« *Les juifs devaient cesser de se soucier de la réconciliation entre la France et l'Allemagne et s'inquièter un peu plus du sort des juifs. S'il y avait un conflit entre les préoccupations de la France et celles des juifs, c'est de ces dernières que les juifs devaient s'occuper* » (9).

---

(6) *La Conscience des Juifs,* citée dans *Le Porc Epic* du 3 décembre 1938.

(7) *Le Rempart,* journal quotidien parisien, fut fondé en 1933 par Paul Lévy, avec l'appui financier du fameux Alexandre Stavisky. Transformé en *tabloïd* sous le titre d'*Aujourd'hui,* il disparut en 1934, victime du scandale Stavisky.

(8) David H. Weinberg : « *Les Juifs à Paris de 1933 à 1939* », collection *Diaspora* dirigée par Roger Errera, Editions Calmann-Lévy, Paris, 1974, p. 128.

(9) *Ibid.,* p. 128.

Après avoir rappelé que des « *militants* » souhaitaient « *la création de piquets devant des entreprises qui continuaient à commercer avec l'Allemagne nazie* » — allusion au comité de boycott organisé par des israélites—, le professeur écrit :

« *L'impuissance des pays "démocratiques" à s'opposer efficacement à Hitler, la timidité de la S.D.N., la vulnérabilité des juifs du monde entier, tout cela suscita le désir fièvreux, si irréalisable qu'il fût, de mettre fin une fois pour toutes aux souffrances des juifs au moyen d'un conflit sanglant avec les nazis* » (10).

Et il ajoute :

« *Le devoir des juifs français n'était donc pas de subordonner les intérêts des juifs aux intérêts français, mais bien plutôt "de faire à l'Allemagne tout le mal que nous pouvons, par tous les moyens"* (*Samedi*, journal juif, 14-1-1939). *Le journal n'osait pas cependant aller jusqu'à déclarer que les juifs devraient activement prendre parti pour la guerre* (... car) *il n'existait dans la communauté juive parisienne aucun groupe qui osât dire tout haut ce que chaque juif savait : le seul remède aux maux des juifs européens était la destruction du nazisme* » (11).

D'ailleurs constate-t-il, « *dès avril* (1939), *la communauté juive parisienne commence à se préparer à l'ouverture des hostilités* » (12). Lorsque la guerre éclata le 3 septembre 1939, le professeur Weinberg, se référant au journal sioniste *La Terre retrouvée* du 10 septembre 1939, note qu'elle apporta « *plutôt le soulagement que l'angoisse* » (13) : « *Les juifs l'attendaient depuis janvier 1933* » (14).

L'ancien secrétaire général du *Parti Socialiste S.F.I.O.*, Paul Faure, devait écrire qu'« *on se classait alors entre bellicistes et pacifistes. Les événements ont prouvé que les seconds avaient vu clair* » (15).

On sait quel effroyable massacre de juifs et de non-juifs la folie des deux camps allait provoquer...

Outre l'écrivain israélite Emmanuel Berl, le doctrinaire du nationalisme intégral, Charles Maurras, dénonçait le complot contre la Paix. Le directeur de *L'Action Française* révélait que le collecteur des fonds américains dont parlait M. Berl n'était autre que l'un des « patrons » de la banque *Lazard frères et Cie*, venu tout spécialement de New York pour remettre ceux-ci au « syndicat » chargé de les utiliser au mieux de la propagande belliciste. Charles Maurras ajoutait que ces trois millions de dollars étaient distribués par M. Raymond Philippe, un ancien directeur de cette banque, et par M. Robert Bollack (16).

Bien que l'opération ait été entourée de mystère, elle était donc connue dès 1939. M. Emmanuel Berl avait bien raison d'écrire que « *ces pauvres ploutocrates semblent tous ignorer qu'ils sont toujours et nécessairement trahis* » (17).

Malgré Berl et malgré Maurras, qui criaient casse-cou, malgré les pacifistes qui refusaient de « *mourir pour Dantzig* » (18) et qu'on devait fourrer en prison, l'inévitable ne put être évité. Une fois de plus, la haine triompha de la raison des peuples. On sait aujourd'hui qui a profité de la plus effroyable hécatombe que l'Histoire ait connue.

H. C.

(10) *Ibid.*, p. 217.
(11) *Ibid.*, p. 235.
(12) *Ibid.*, p. 252.
(13) *Ibid.*, p. 254.
(14) *Ibid.*, p. 255.
(15) *La République libre* du 3 avril 1955.

(16) *L'Action Française*, 23 janvier 1939.
(17) *Pavés de Paris*, 13 février 1939.
(18) Des pacifistes fougueux, en particulier Louis Lecoin, furent arrêtés au début de la guerre et demeurèrent plusieurs années en prison, malgré les démarches de leurs amis et de plusieurs de leurs adversaires politiques.

Munich : cartes sur table pour le meilleur ou pour le pire

Le 24 mars 1933, le *Daily Express* dont on connaît l'influence et la diffusion publiait les lignes suivantes :

« Le peuple israélite du monde entier déclare à l'Allemagne la guerre économique et financière.

» L'apparition du symbole de la croix gammée de la nouvelle Allemagne a réveillé à une nouvelle vie le vieux symbole de bataille de Juda.

» Quatorze millions de juifs se sont réunis comme un seul homme pour déclarer la guerre à l'Allemagne.

» Le gros négociant juif abandonnera sa maison, le banquier sa Bourse, le marchand son magasin et le mendiant sa hutte misérable pour se dresser ensemble et pour combattre dans une guerre sainte contre les gens de Hitler. »

C'est là un texte sans équivoque, dont la « signifiance » (comme disent les cuistres sartriens) ne serait contestable que si cet appel à la guerre sainte n'avait été immédiatement suivi dans le monde entier d'une mobilisation quasi unanime de toutes les forces juives.

Je le dis tout de suite : je ne suis pas de ces obsédés qui ramènent tous les remous de cet univers à des « complots » d'entités plus ou moins mystérieuses : juifs, francs-maçons, jésuites, ou deux cents familles. Et je sais bien, par exemple, qu'il n'existe plus aujourd'hui de Juiverie monolithique, que les Juifs sont aussi divisés que les Aryens sur les grands problèmes, sur le bolchevisme, sur le colonialisme, voire sur le sionisme, que c'est un juge juif qui a condamné à mort les époux Rosenberg, que c'est un parlementaire juif qui a renversé M. Mendès-France.

Mais s'il est absurde de dénoncer actuellement chez les enfants d'Israël une orientation à sens unique, il est tout

aussi contraire à la vérité d'ignorer — comme le font très pudiquement TOUS les écrivains du Système — que dès l'accession de Hitler au pouvoir tous les Juifs du monde se trouvèrent en guerre avec l'Allemagne et que pour eux la guerre de 1939 commença en 1933.

Loin de moi l'idée de les en blâmer. Le Führer avait affirmé ses sentiments avec trop de rigueur et ses premiers actes de chef de gouvernement ne montraient que trop clairement sa volonté d'exécuter son programme, pour que les Juifs des cinq continennts ne se sentissent pas en péril, donc en état de guerre avec le III^e Reich. Leur bellicisme était donc, en soi, une réaction fort légitime et fort respectable. Ce qui l'est moins, c'est que tant de non-juifs aient eu la frivolité de participer avec non moins de passion à cette querelle qui ne les concernait nullement. Et c'est là tout le drame de cette guerre imbécile et criminelle.

Les Juifs n'étaient que quatorze millions (1) lorsque la guerre commença, c'est-à-dire en 1933. En soi ces quatorze millions d'individus dispersés ne constituaient point, pour la nouvelle Allemagne, un adversaire sérieux. Ils n'étaient redoutables que par leur puissance économique, par l'influence qu'ils exerçaient dans leurs différents pays résidentiels et enfin par l'union que l'antisémitisme hitlérien avait cimentée chez ces gens aux intérêts et aux aspirations si souvent antagonistes. Du jour au lendemain, le marchand de peaux de lapins de Cracovie et le banquier de New York, le journaliste de Paris et le noble lord londonien se trouvèrent soudés par leur commune origine face au péril commun.

Je ne connais pour ma part que de rarissimes exceptions à cette levée (morale) de boucliers. L'écrivain Emmanuel Berl et le journaliste Géo London, par exemple, n'hésitèrent pas à s'engager courageusement contre le « courant de l'histoire » et à prédire avec beaucoup de pertinence que les Juifs seraient les premières victimes de cette croisade. Naturellement ils ne furent pas écoutés. Et cette opposition sans effet leur valut d'être considérés comme des traîtres par la quasi-unanimité de leurs coreligionnaires.

Ces derniers, sans distinction de nationalité ou de

(1) Il s'agit naturellement des seuls Juifs pratiquants, les autres ne figurant pas sur les registres des communautés israélites.

situation sociale, étaient bien résolus à ne reprendre haleine que lorsque le monstre de Berchtesgaden serait abattu.

Seuls, ils n'avaient aucune chance d'y parvenir. Mais pour leur bonne ou leur mauvaise fortune (car comme l'avaient dit Berl et London, c'est eux qui devaient payer, proportionnellement, le plus lourd tribut au dieu de la guerre) ils trouvèrent des alliés.

Il serait par trop sommaire d'imaginer — comme l'ont fait certains de nos amis — que l'énorme mobilisation qui se fit, sur cette planète, contre l'hydre fasciste ne réussit uniquement que par la volonté des Juifs. Ce serait leur accorder une puissance à laquelle, pour ma part, je n'arrive pas à croire. Ce serait aussi sous-estimer le goût qu'ont spontanément tant de millions d'Aryens démocrates pour les croisades idéologiques. Et sous-estimer également le désir qu'ont toujours eu les chefs bolcheviks d'attiser les querelles entre pays capitalistes, querelles qui ne profitent en définitive qu'à l'U.R.S.S. Sous-estimer enfin l'influence de la politique anglaise qui s'est toujours acharnée à abattre la nation la plus redoutable du continent (et qui, en l'occurrence, s'est lourdement trompée, car dans son intérêt même c'était l'U.R.S.S. et non le III^e Reich qu'il fallait abattre ainsi que l'a reconnu Churchill dans un éclair de lucidité, le jour où il a avoué : « Nous avons tué le mauvais cochon ! »).

Il existait donc de nombreux facteurs qui devaient rendre cette croisade possible sinon probable sans même que la Juiverie fût en cause. Mais du fait même que les Juifs se sont trouvés en guerre avec l'Allemagne six ans avant les Polonais, les Français et les Anglais, sept ans avant les Belges et les Hollandais, huit ans avant les Yougoslaves et les Russes et neuf ans avant les Américains, ils jouissent d'une priorité historique dont certains se sont autorisés pour rejeter sur eux seuls — fort injustement — la responsabilité du conflit.

La vérité c'est que les Juifs qui étaient en guerre bien avant les autres ont servi de levain à la croisade et que les positions-clefs qu'ils détenaient dans l'économie, dans la presse et dans la politique des pays démocratiques leur ont permis d'accélérer le processus belliciste et, dans une certaine mesure, de le coordonner.

Voilà ce qu'il ne faut pas oublier lorsqu'on aborde l'examen des positions prises pour ou contre la guerre, à la veille du conflit, dans les nations d'Occident et plus spécialement en France. Mais si l'influence juive s'exerça

avec efficacité, si elle se manifesta dans tous les domaines de la vie publique française, d'autres forces tout aussi redoutables jouèrent pour précipiter la catastrophe.

C'est au moment de la crise de Munich que ces forces se révèlèrent sous une lumière crue. Jusque-là le bellicisme ne s'était guère affirmé. Et l'on peut en dire autant du pacifisme. Il va de soi, en période calme, que tout le monde est pour la paix, que personne n'est pour la guerre. Les bellicistes les plus carnassiers ont quelque pudeur à étaler leurs sentiments et les pacifistes les plus convaincus n'osent point, non plus, prendre des positions trop tranchées qui risqueraient de les discréditer.

C'est seulement devant un cas concret — aussi concret que celui des Sudètes — que les hommes, en général, et plus spécialement les chefs politiques et les journalistes se trouvent acculés à la nécessité de se révéler tels qu'ils sont authentiquement. Alors disparaissent les périphrases opportunistes et les restrictions mentales. Alors les masques tombent. Alors on joue cartes sur table. Et l'on peut s'attendre aux surprises les plus stupéfiantes.

Qui se serait jamais douté, par exemple, que le vieux Charles Maurras, blanchi dans une haine viscérale du Boche-à-tête-carrée, se révélerait à l'orée d'une croisade antiboche qui eût dû être le couronnement de sa carrière, le plus farouche, le plus intransigeant des partisans de la paix ? Et que le gros Léon Jouhaux, embusqué de 14-18 et chantre bêlant du défaitisme et de l'antimilitarisme, surgirait tout soudain, le clairon de Déroulède aux lèvres, pour pousser aux charniers le meilleur de la jeunesse française ?

Pour comprendre la suite des événements, la guerre elle-même, bien sûr, mais aussi ses séquelles, la résistance et la collaboration, et enfin l'épuration et le triomphe du Système, bref pour comprendre toute la vie française des deux dernières décades, ce n'est point à l'immédiate avant-guerre qu'il faut se rapporter (car alors les dés étaient pipés, les pacifistes étaient muselés et le mauvais coup s'accomplit sans que nul pût s'y opposer). C'est à ce mois de septembre 38 au cours duquel tout le monde fut obligé de prendre parti. Et de prendre parti hardiment, nettement, sans équivoques ni bavures.

Les données du problème facilitaient ces options. Pour une fois elles étaient d'une extrême simplicité. L'Allemagne revendiquait le territoire des Sudètes. Ce territoire était habité par trois millions d'Allemands qui n'avaient

cessé de réclamer, depuis le traité de paix de 1919, leur rattachement au Reich. Le Führer ne faisait en l'occurrence — et quelles que pussent être ses arrière-pensées — que demander l'application d'un des immortels principes de 89 : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, idée essentiellement « française » (dans la mesure où les idées françaises sont les idées de la Révolution française). En bonne logique, les démocrates français eussent donc dû soutenir cette revendication. Mais la République Française avait une alliance militaire avec la Tchécoslovaquie, absurde arlequinade géographique sans la moindre justification historique ou économique que la Franc-Maçonnerie couvait d'une tendresse passionnée. Or cette alliance qui n'avait pour la France que des inconvénients, dont on ne pouvait attendre aucun avantage en cas de conflit n'était même plus valable en droit, ainsi que l'avait démontré dans le *Temps* le célèbre juriste Barthélémy.

Dans cette affaire des Sudètes qui ne la concernait directement en aucune façon, la France avait donc autant de raisons de soutenir les revendications hitlériennes que de soutenir l'intransigeance des Tchèques. Et elle avait bien plus de raisons encore de rester à l'écart de ce conflit, ne serait-ce qu'en raison de son infériorité militaire par rapport à l'Allemagne.

Dans ces conditions, il n'est pas exagéré de dire que les Français qui optèrent pour la guerre, qui y poussèrent de toutes leurs forces et dont le pacte de Munich ruina provisoirement les espérances n'avaient absolument pas le souci des intérêts français et qu'ils étaient uniquement poussés par d'inavouables passions ou encore qu'ils obéissaient à d'inavouables mots d'ordre.

Il n'est pas inutile de passer ces gens-là en revue. Nous les retrouverons, à quelques exceptions près, sur les chars de Triomphe du 23 août 1944. Et nous retrouverons les autres, les partisans de la paix, dans les geôles de l'épuration. La ligne de partage qui devait couper la France en deux camps, c'est en septembre 38 qu'elle s'est dessinée. Et ceci sans qu'intervînt la notion de droite ou de gauche.

Le 30 septembre, dans *Je suis partout*, un écrivain qui depuis a bien mal tourné, mais qui était alors le doctrinaire du fascisme français, M. Pierre Gaxotte, situait les choses dans leur véritable perspective.

« Risquerons-nous l'existence même de notre patrie pour un Etat imbécile et abject, fabriqué au rebours de la raison, à grands coups de corruption, contre le principe des nationalités et contre la volonté des peuples qui en font partie ? Est-ce qu'une peuplade de l'Europe centrale vaut la vie des nôtres ?

» Quant à nous, il n'y a plus à nos yeux que deux partis : ceux qui sont pour la France et ceux qui sont pour la guerre. Rien d'autre ne compte et ne comptera plus jamais. »

Sans doute M. Pierre Gaxotte, vulnérable aux chantages policiers et fasciné par l'immortalité à bicorne du quai Conti s'est-il promptement fait une raison et s'est-il hâté d'aller rejoindre ceux qui étaient pour la guerre. Mais son analyse reste valable.

Le parti de la guerre de 1938 était bien le parti de l'anti-France, le parti qui a attiré sur notre pays la catastrophe de la guerre et de l'occupation, le parti de la guerre civile et des massacres de 44-45, le parti qui gouverne la nation comme on sait — inutile, n'est-ce pas d'insister ! — depuis la « libération ».

Dans ce parti, deux groupes cohérents et logiques : les Juifs et les Communistes.

J'ai dit plus haut que je ne tenais pas rigueur aux Juifs d'avoir été bellicistes puisqu'ils étaient, *de facto*, en état de guerre avec l'Allemagne depuis 1933. J'ajoute que les vrais coupables furent ceux qui connaissant cette belligérance (dont les Juifs ne faisaient pas mystère) leur permirent néanmoins d'influer tant au conseil des ministres (Mandel et Zay) qu'au parlement (Blum, Grumbach, Lazurick, Jules Moch, Ziromsky, Kayser, etc.) ou dans la presse et la radio sur les destinées de la France dans une affaire qui ne regardait que la France.

J'ai également quelque indulgence pour les communistes. La logique de leur système philosophique leur commandait (et leur commande toujours) de ne servir qu'une seule patrie : l'U.R.S.S. Or, le 26 juillet 1935 le VII^e^ Congrès de l'Internationale Communiste avait adopté la motion suivante qui est tout aussi catégorique que l'article du *Daily Express* cité plus haut :

« Le danger le plus menaçant pour notre patrie prolétarienne est la probable agression de la part du fascisme allemand. Si nous ne réussissons pas à DÉTOURNER CETTE FORCE VERS LES AUTRES PAYS, *nous ne pouvons conjurer le danger. »*

C'est pour détourner cette force que le génial Staline (j'écris « génial » sans la moindre ironie) devait conclure en août 39 son fameux pacte avec Ribbentrop. Et c'est dans le même dessein qu'il avait donné à ses fidèles partisans français l'ordre de provoquer une guerre franco-allemande par tous les moyens. Pendant que Français et Allemands s'égorgeraient entre Rhin et Moselle, l'U.R.S.S. pourrait se préparer tranquillement à ramasser les morceaux.

Donc pour quiconque avait renoncé une bonne fois pour toutes au patriotisme français et opté pour le patriotisme soviétique, la logique commandait en 1938 de sauter sur le prétexte sudète pour pousser à la guerre. Les communistes (géographiquement) français ne s'en firent pas faute. Il serait fastidieux de citer les lourds placards de l'*Huma* dans lesquels, pendant tout ce mois de septembre, Thorez, Duclos ou Péri appellent quotidiennement au meurtre. La lecture de *Ce Soir*, version vespérale de l'*Huma* est beaucoup plus divertissante. D'abord à cause de Saint-Granier — l'homme du bon sens ! — qui s'est installé dans le bourrage de crâne avec une aisance que les grands classiques du genre — ceux de 14-18, ceux des poignets coupés et des obus boches qui n'éclatent pas — pourraient lui envier. Pour le compte de ses patrons communistes, Saint-Granier découvre, lui, que les gaz asphyxiants des méchants nazis n'asphyxient pas et qu'à défaut de masque — je n'invente rien ! — une serviette mouillée en supprime les effets toxiques.

Et puis, à côté de Saint-Granier, il y a l'incomparable Aragon, le même qui « conchiait » jadis l'armée française et qui, sur un frémissement de moustache de Joseph I^er^, s'en va-t'en-guéguerre, une petite fleur bleue au stylo. C'est à la Muse de l'Imaginerie d'Epinal que cette grande conscience demande son inspiration. Ecoutons-le :

« *Ah ! vous souvenez-vous de cette chanson de jadis :*

» *Ils ont brisé mon violon*
» *Parce qu'il avait l'âme française*
» *Et que mon cœur aux échos du vallon*
» *Avait chanté la Marseillaise.*

» *C'est un peu coco* (sic ! ! !), *je veux bien. Mais il y a comme cela des choses dont a ri et qui brusquement, dans certaines circonstances prennent un accent amer, tragique et respectable.* »

Aragon, bien sûr, est un personnage caricatural dont les pitreries littéraires découragent le pastiche, mais il donne ici, en évoquant le « violon qui avait l'âme française », le ton qu'adoptèrent spontanément les différents bardes du parti de la guerre. Avec, bien sûr, des nuances. Selon le public auquel on s'adresse, on évoque les soldats de l'an II, Jeanne d'Arc, les preux de Charlemagne, les grognards de l'Empire ou les Gardes Françaises de Fontenoy.

Dans une pièce de circonstance — qui est d'ailleurs probablement sa meilleure pièce — M. Jean Giraudoux fait prononcer au vieillard Demokos de « *La guerre de Troie n'aura pas lieu* » des propos qui pourraient être ceux de tous les bellicistes et septembre 38. « On peut y aller, s'écrie en substance cet avaleur de sabres, notre chant de guerre est prêt. » Car s'il manquait des boutons de guêtre à l'armée de Badinguet (et à celle de Gamelin), il ne manque pas une métaphore aux paladins de la croisade sudète.

Plus « vieillard Démokos » que nature, l'antique Julien Benda écrit avec un mépris superbe de la personne humaine :

« *J'ai exactement l'esprit jacobin de 1792 : tout subordonner au triomphe de la nation des Droits de l'Homme... Et les bons, gémit-on, qui périssent sous les drapeaux du Droit ? L'avouerai-je, c'est une chose dont je prends mon parti. Ce qui m'importe, ce n'est pas quelques vies humaines, c'est le triomphe d'un principe.* »

De son côté, M. Henri de Kerillis, hanneton microcéphale, se hisse encore plus haut que ces considérations noblement idéologiques. Il prêche la guerre pour la guerre comme d'autres l'art pour l'art et il explique froidement dans *l'Epoque :*

« *On vient me dire par. exemple : « Notre aviation est dans un état d'infériorité terrifiante ! » Je réponds : « Raison de plus pour sauver la Tchécoslovaquie.* »

Pendant que ces guignols sanguinaires s'efforcent de réveiller le Tartarin qui somnole dans le cœur de tant de

compatriotes, la dame Geneviève Tabouis, pythonisse de l'*Œuvre*, s'emploie à rassurer les Français. En quelque sorte, la division du travail : à chacun son boulot. Pour cette dame Tabouis qui s'ébroue dans les bobards avec une aisance incomparable, la gué-guère qui vient ne présente pour notre pays aucun risque d'aucune sorte. Nous devons la gagner en nous jouant, parce que « *nous sommes les plus forts* », parce que « *la lune de miel Rome-Berlin est terminée* », parce que « *Hitler a beaucoup de mécomptes avec sa mobilisation* », parce que son « *moral est au plus bas* », parce qu'il est « *inquiet, déprimé, torturé* », etc. Le tout assorti d'énormes fausses nouvelles lancées presque quotidiennement sous le couvert de soi-disant confidences des « milieux initiés ».

Dans ce concert de provocation à la guerre, un autre personnage mérite une mention particulière : feu Emile Buré, directeur de l'*Ordre*. Ce journaliste doué d'un incontestable talent n'a jamais dirigé que des journaux totalement dépourvus de lecteurs et copieusement pourvus d'enveloppes rebondies et de fonds secrets. Léon Daudet ne l'appela jamais que « le Vendu ». Et Buré n'a jamais protesté. Il est certaines évidences qu'on ne peut nier. Mais ce journaliste sans lecteur, ce journaliste universellement méprisé réussit ce tour de force d'être le journaliste le plus lu et le plus écouté de la presse française. Le Vendu était pieusement cité par toute la presse, non moins pieusement cité par tous les postes de radio. A cette complaisance on mesure les vertus de cette « Troisième » dont on tente aujourd'hui de nous donner la nostalgie. Une République qui prenait ses enseignements dans l'*Ordre* de M. Buré valait-elle mieux que notre Système ?

Ajoutons que ce collectionneur de pourboires passait pour un homme de droite, pour un réactionnaire et que, dédaignant l'audience des marxistes, il ne s'adressait, par principe, qu'à la bourgeoisie, petite et grande. Mais, comme par hasard, pour lui communiquer sous une forme « acceptable » ce qui l'eût indignée dans l'*Humanité*. Il était la Voix de Moscou à l'usage des bien-pensants. S'étonnera-t-on que cette Voix de Moscou ait été, en septembre 38, furieusement belliciste ?

Tels sont les individus qui se sont mis en vedette, au cours de cette crise, par leur soif de carnage. Tels sont ceux que l'on cite communément lorsqu'on évoque le parti de la guerre, parce que leurs écrits sont les plus caractéristiques. Mais ces gens-là n'étaient pas seuls. Ils avaient d'une part

l'approbation sans réserve des ministres et des hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay qui brûlaient de déclencher la croisade, et d'autre part ils étaient épaulés dans la presse et la radio par une horde de complices plus ou moins sournois, plus ou moins discrets dont il convient de rappeler ici l'action malfaisante. Contentons-nous de citer ceux qui s'affirmèrent avec la plus grande netteté.

AU CONSEIL DES MINISTRES, copieuse brochette de nécrophages. Au premier plan, bien sûr : Georges Mandel et Paul Reynaud. Mais aussi, avec presque autant d'ardeur carnassière : Jean Zay, Champetier de Ribes, de Chappdelaine, Rucart, Queuille, Campinchi, Albert Sarraut.

AU QUAI D'ORSAY : Léger, Comert, Massigli.

AU PARLEMENT : Outre les 73 députés communistes, MM. Pierre Cot et Jacques Kayer et, au sein de la S.F.I.O. une forte minorité belliciste comprenant notamment MM. Blum, Grumbach, Lazurick, Charles Lussy, Jules Moch, Jean Zirowsky, Marx Dormoy, Moutet, Lebas, Monnet, Sérol et Vincent Auriol (le futur « présideng »).

A L'AGENCE HAVAS : Léon Rollin, Louis Joxe, Maurice Schumann, Quillici.

A L'AGENCE RADIO : François Crucy, Pierre Brossolette.

A L'AGENCE FOURNIER : Bollack et Valet.

A L'« HUMANITÉ » : Toute la rédaction et plus spécialement Gabriel Péri, Cogniot et Duclos.

AU « POPULAIRE » : Louis Lévy et Oreste Rosenfeld.

A « CE SOIR » : Toute la rédaction et plus spécialement Paul Nizan, Jean Richard Bloch, Aragon, Elie Richard.

A L'« ŒUVRE » : Albert Bayet, Geneviève Tabouis.

A « PARIS-SOIR » ET « PARIS-MIDI » : Pierre Lazareff et surtout Georges Weisskopf dit Gombault.

A L'« ORDRE » : Emile Buré, Pertinax, Pierre Lœwel.

A « CANDIDE » : Jean Fayard.

A « MESSIDOR » : Léon Jouhaux, L.-H. Vogel.

A « LA LUMIÈRE » : Georges Boris, Albert Bayet, Emile Kahn.

A « AUX ECOUTES » : Paul Lévy, Fernand Hauser.

A L'« AUBE » : Francisque Gay, Georges Bidault (2).

AU « DROIT DE VIVRE » : Toute la rédaction, avec à sa tête M. Bernard Lecache qui écrivit : « *Le sort des Juifs du monde entier, France incluse, dépend de l'issue de cette lutte.* »

AU « RADIO-JOURNAL DE FRANCE » : Pierre Brossolette, Georges Boris.

A RADIO-PARIS : Pierre Paraf, Kahn.

A RADIO-CITÉ : Félix Lévitan, Jacques Meyer, Jean Guignebert, Saint-Granier.

AU POSTE PARISIEN : Henri Benazet, Maurice Bourdet.

Ajoutons deux revues mensuelles : la *Nouvelle Revue Française* (qui promettait à Brasillach — déjà ! — le poteau de Vincennes) et *Esprit* (où le pieux Mounier écrivait, sous le titre « *C'est jeune et ça ne sait pas* », un des articles les plus violemment bellicistes qui aient paru dans la presse française).

Relisez tous ces noms : vous avez très exactement (aux disparus et aux « nouveaux » près) l'armature du Système actuel. Ces amateurs de boucherie savaient ce qu'ils faisaient : ils préparaient leurs sinécures et leur dictature. Car la guerre n'est pas seulement une bonne opération pour les marchands de canons. Les *pousse-au-crime*, eux aussi, ont droit aux dividendes.

Il existe néanmoins une différence essentielle entre

(2) Au lendemain de l'accord de Munich, l'*Aube*, volant au secours de la victoire, fut tapageusement pacifiste, mais jusque-là elle avait été résolument belliciste.

l'action que menèrent en 38 les gens du gang belliciste et l'action qu'ils mènent aujourd'hui.

Aujourd'hui, si l'on excepte quelques rares hebdomadaires et quelques rares revues qui subsistent dans une héroïque indigence, les nantis du Système n'ont plus, en face d'eux, aucune opposition. Ils sont les maîtres absolus de la grande presse et des ondes. En 1938, il n'en était point ainsi. En face du parti de la guerre, le parti de la France pouvait encore se faire entendre. Trois quotidiens à gros tirages, le *Journal*, le *Jour*, et le *Matin* étaient résolument pacifistes.

Dans le *Journal*, où M. P.E. Flandin avait lancé son appel « *Alerte à la guerre !* », Clément Vautel écrivait :

« *Il y a en Tchécoslovaquie trois millions d'hommes qui se disent allemands et veulent être allemands. Après tout, ça les regarde et ça regarde — un peu moins peut-être — les Tchèques, cela ne nous regarde pas du tout.* »

Dans le *Jour*, M. Léon Bailly proclamait :

« *Qu'une guerre devienne un jour inévitable, c'est possible. Un jour, mais pas demain !* »

Dans *Le Matin*, M. Stéphane Lauzanne affirmait :

« *La France ne peut s'opposer à un plébiciste demandé par les Sudètes. Au nom du principe des peuples à disposer d'eux-mêmes, la France a maintes fois versé son sang ; elle n'en donnera pas une goutte pour un principe contraire.* »

En ce temps-là, au surplus, le journal vespéral des « gens sérieux » n'était pas encore l'abominable *Monde*, c'était le *Temps*. Et le *Temps* demandait « *le droit pour la France de n'être engagée dans un conflit armé que du consentement exprès de ses élus* ».

Enfin, au sein même d'organes acquis à la cause du casse-pipe, des voix courageuses se faisaient entendre.

A l'*Œuvre*, à côté des vaticinations de la dame Tabouis, Georges de La Fouchardière s'élevait crânement contre ces frénésies homicides :

« *La France ne sera-t-elle pas plus déshonorée par une guerre et humiliée par une défaite que par une attitude pleine de sagesse ? C'est un Anglais* (Bertrand Rus-

sell) qui a trouvé cette formule : "Aucun des maux qu'on espère éviter par la guerre n'est pire que la guerre elle-même". »

Dans le *Populaire* des épileptiques Levy et Rosenfeld, Paul Faure se dressait lui aussi contre les perspectives de cette stupide tuerie :

« *Il est insensé de penser que la guerre faciliterait pour aussi peu que ce soit le règlement d'aucun des problèmes demeurés en suspens.*
» *Ce qu'on aurait à résoudre après, il vaut mieux, infiniment mieux, s'y atteler* avant.
» *Surtout que après, il n'y aurait de longtemps pour les survivants plus rien à espérer sur les ruines sanglantes et fumantes de la vieille Europe* ».

Au *Canard Enchaîné* même, malgré la rage belliciste de Tréno, M. Pierre Benard risquait une défense de la paix et, prenant prétexte de ce que l'évacuation des bestiaux du pays des Sudètes soulevait des difficultés diplomatiques imprévues, il écrivait :

« *Il serait tout de même extraordinaire qu'on se batte maintenant pour une bande de vaches.* »

N'oublions pas, dans ce palmarès, d'autres hommes de gauche, authentiques républicains, qui demeurèrent crânement réfractaires à la contagion belliciste. A la *République*, MM. Emile Roche et Pierre Dominique (qui proclamait : « L'Empire ! Pas l'Europe centrale ! »). A l'*Œuvre* (déjà citée) Marcel Déat qui devait se distinguer l'année suivante en écrivant son admirable article « Mourir pour Dantzig ? » et qui proclamait à propos des Sudètes :

« *Il est inutile d'attendre de la France qu'elle se rue au massacre sous prétexte que les rapetasseurs de 1919 ont mal taillé et plus mal cousu.* »

Les grands hebdomadaires sont eux aussi divisés. Et point — je le répète — selon le classique partage de la droite et de la gauche. *Marianne*, qui est de gauche, est pour la paix. Avec un courage que ses origines ethniques rendent doublement méritoire, M. Emmanuel Berl ne craint pas d'y dénoncer le chef du parti de la guerre, Georges Mandel. Par contre *Candide* qui est (théoriquement) de droite joint, sous l'impulsion de M. Jean Fayard, ses cocoricos à ceux d'Aragon et de Kérillis. Mais à *Gringoire*, Henri Béraud écrit :

« *Si les Allemands des Sudètes veulent être allemands, s'ils préfèrent aux fêtes des Sokols la pelle et la pioche des chantiers nazis, qui peut leur en faire grief ?* »

La grande surprise — je l'ai dit plus haut — c'est de trouver au premier rang des combattants de la paix un écrivain et un journal qui se sont toujours opposés à toute velléité de rapprochement franco-allemand, qui ont toujours poursuivis nos voisins de l'Est d'une haine vigilante, Au plus fort de la bagarre (le 26 septembre) Charles Maurras écrit :

« *Attaquer, comme en 1870, crier "à Berlin ! à Berlin !" et nous faire ramener piteusement sous Pantin et sous Aubervilliers, ne saurait servir qu'une cause, celle d'une Commune nouvelle aux couleurs de Moscou.* »

Et trois jours plus tard, l'*Action Française* est saisie pour avoir publié en manchette cette parodie de l'*Internationale :*

« *S'ils s'obstinent ces cannibales*
» *A faire de nous des héros*
» *Il faut que nos premières balles*
» *Soient pour Mandel, Blum et Reynaud.* »

Un seul journal surpasse l'*Action Française* dans la vigueur de son opposition à la guerre, c'est *Je suis Partout*. Et pour des raisons certainement plus valables. L'*Action Française* ne se refusait à l'aventure que parce qu'à la différence de M. Paul Reynaud, elle avait compris que nous n'étions pas les plus forts. Mais une expédition punitive contre l'« ennemi héréditaire » ne lui déplaisait pas en soi. Les rédacteurs de *Je suis Partout* étaient, eux aussi, hostiles à la guerre parce qu'ils étaient conscients de notre tragique infériorité, mais, en outre, parce que leur nationalisme avait dépassé le cadre désuet des absurdes que-

relles de bornes-frontières et qu'ils souhaitaient lucidement qu'une entente durable pût s'établir entre la France et l'Allemagne.

Tout au long de ce mois de septembre 1938, c'est dans *Je suis Partout* que l'on trouve les articles les plus émouvants en faveur de la paix. C'est là que la voix de la France — face au parti de la guerre — fait entendre ses accents les plus pathétiques. Je ne devrais peut-être pas le dire puisqu'il se trouve que j'étais avec Gaxotte et Brasillach l'un de ces enragés qui menèrent ce combat, tout gonflés d'une foi ardente dans les destins de cette patrie que tant de misérables voulaient assassiner. Mais parmi les milliers d'articles que j'ai signés depuis vingt-cinq ans, aucun ne m'inspire autant de fierté que celui qui fut intitulé, le 16 septembre 1938 : « *Pas une veuve, pas un orphelin pour les Tchèques.* » Et je n'aurai pas la fausse pudeur de le taire.

Deux semaines plus tôt, j'avais écrit dans le même journal ces lignes que j'avais oubliées, que je viens de retrouver en feuilletant la collection de *Je suis Partout* et dont je n'avais pas soupçonné, en les écrivant, à quel point elles étaient tristement prophétiques :

« *Se battre pour les Tchèques, ce serait vraiment par trop monstrueusement imbécile. Nous risquons d'être écrasés en* SIX SEMAINES. »

Six semaines. Très exactement le temps qu'il a fallu à la Wehrmacht pour aller de Longwy à Hendaye. Pas pour les Sudètes, bien sûr, mais pour Dantzig, ce dont se fichaient, au surplus, les cannibales de la Croisade. L'essentiel pour eux était qu'ils eussent leur guerre. Ils l'ont eue.

J'attends qu'on me démontre que ce fut un bienfait pour la France et que le Monde s'en porte mieux.

P.-A. COUSTEAU.

Munich devant l'opinion

CONTRAIREMENT à ce qu'affirment aujourd'hui certains « historiens », les accords de Munich furent accueillis avec satisfaction par l'ensemble de la population, par un grand nombre de journaux et aussi par les députés. A son retour de Munich, Edouard Daladier, président du Conseil, fut acclamé par des centaines de milliers de Français formant la haie tout le long du parcours, de l'aéroport du Bourget à la rue Saint-Dominique.

Daladier, qui s'attendait, a-t-on dit, à des manifestations hostiles, en fut agréablement surpris : debout dans sa voiture, il accepta les vivats d'« *un peuple tout à la joie de la paix retrouvée* ».

La presse — en dehors d'une poignée d'irréductibles — fit chorus. *L'Aube* (30-9-1938) portait cette manchette sur six colonnes : « *L'allégresse des peuples salue la paix maintenue* ».

Dans le même numéro, Georges Bidault écrivait :

« *Il semble vraiment qu'après cette rencontre des Quatre, le recours à la guerre devienne une impossibilité morale et même matérielle. Les Quatre se sont mis d'accord sur un grand refus : le refus de recourir aux armes. Une situation nouvelle, un équilibre nouveau en sont résultés en Europe. Le bon sens commande que la voie entreprise soit suivie jusqu'à son terme.* »

Et Francisque Gay, futur ministre de la IVᵉ République, ajoutait :

« *Oui ! s'il reste quelque sacrifice à demander que la morale balbutiante des nations permettrait encore de solliciter, il faudra le proposer. Oui, s'il est possible d'accorder à Hitler quelque nouvelle satisfaction d'amour-propre qu'il jugerait nécessaire à la sauvegarde du prestige de sa dictature, elle ne doit pas lui être refusée.* »

De son côté, l'ancien président du Conseil, P.E. Flandin, adressait à Hitler, Mussolini et Chamberlain ce télégramme :

« *Vous prie accepter chaleureuses félicitations pour le maintien de la paix, avec l'espoir que naîtra de cet acte historique une collaboration confiante et cordiale entre les grandes puissances européennes réunies à Munich.* »

Quelques jours plus tôt, ne voyant plus « *qu'un moyen légal de maintenir la paix* », il avait fait placarder une affiche dans laquelle il demandait « *que tous ceux qui veulent la sauver adressent au chef de l'Etat leur pétition contre la guerre* ».

Gustave Hervé, dans *La Victoire* du 1er octobre, s'exclamait :

« *Quelle joie dans tous les cœurs de France ! C'était si bête de remettre ça ! Il était moins cinq...* »

Pour Emmanuel Berl, un des rares israélites du parti de la conciliation, « *les accords de Munich sont un moindre mal et de beaucoup. Ils ont été un mal nécessaire. Je ne parviens pas à y voir un sujet de fierté et de joie* » (*Pavés de Paris*, 14 octobre 1938).

Le futur académicien Pierre Gaxotte, alors directeur de *Je suis partout*, écrivait (30-9-38) :

« *Supposons que dans deux ans, trois ans, cinq ans, nous soyons victorieux. La paix ne sera pas une paix française. Ce sera une paix de coalition, une paix anglaise, une paix américaine... Nous resterons décimés, exsangues devant les murs fumants de nos maisons avec 36 millions d'habitants réduits à l'état de colonie anglo-saxonne. De toute façon, victorieux ou vaincus, nous aurons tué notre pays.* »

Le comte Wladimir d'Ormesson — qui présidait hier encore le conseil d'administration de l'O.R.T.F., collaborateur prestigieux du *Figaro* — publiait (1-10-1938) ces lignes dans le quotidien du Rond-Point :

« *Nous enregistrons donc l'accord de Munich avec satisfaction et nous rendons hommage à ceux qui l'ont conclu, notamment au ferme bon sens de M. Daladier.* »

Le 5 octobre 1938, les accords de Munich furent ratifiés par la Chambre des députés et par le Sénat. 75 députés votèrent *contre* : les sénateurs furent unanimement *pour*.

Léon Blum (1), Pierre Cot et Mendès-France étaient parmi les 535 députés qui apportèrent leur appui à Daladier au lieu de le désapprouver comme le firent Henri de Kérillis et les élus communistes. Il y avait aussi :

Vincent Auriol, futur président de la IVe République ; Paul Bastid et Robert Lazurick, fondateurs de *L'Aurore* ; Chiappe, l'ancien préfet de police ; le chanoine Desgranges ; Ybarnegaray, qui donna une totale approbation au nom du *Parti Social Français* (du colonel de La Roque) ; L.-O. Frossard (père d'André Frossard), qui fit de même au nom de son groupe parlementaire ; Marx-Dormoy, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Blum (assassiné en 1941) ; Félix Gouin, futur président du gouvernement provisoire de la République ; Ramadier, Robert Schuman, André Marie et Laniel, futurs présidents du Conseil de la IVe République ;

M. Petsche, l'époux de la fille du banquier Lazard, Jacquinot, futur ministre de la IVe et de la Ve ; César Campinchi ; André Le Troquer, futur président de l'Assemblée Nationale ; et Gaston Monnerville, futur président du Sénat ;

des socialistes pacifistes comme Castagnez, Chasseigne, Pétrus Faure, Février, Le Bail, Max Lejeune, Georges Monet, Rauzy, Henri Salengro ;

des radicaux de toute tendance : Georges Bonnet, Vincent Badie, Marc Rucart, Chichery (assassiné à la Libération), H. Ducos, L. Lamoureux, Malvy, Jean Mistler, Jammy-Schmidt, dignitaire de *Grand Orient*, François de Tessan ;

des modérés et des nationaux, qui redoutaient d'autant plus la guerre qu'ils savaient la France désarmée : d'Allières, Paul Antier, Boux de Casson, Creyssel, Stanislas Devaux (mari d'une future parlementaire gaulliste),

(1) Il avait, d'ailleurs, approuvé publiquement les accords : « *Il n'y a pas un homme et pas une femme en France pour refuser à N. Chamberlain et à E. Daladier leur juste tribut de gratitude. La guerre est écartée. Le fléau s'éloigne...* »

René Dommange, Frédéric Dupont, Fernand-Laurent, Jean Goy (qui fut l'un des fondateurs du *R.N.P.* avec Marcel Déat), Philippe Henriot, futur ministre de l'Information du maréchal Pétain (assassiné en 1944), de la Myre-Mory, de La Ferronnays, Jean Le Cour Grandmaison (qui devint président de la *Fédération Nationale d'Action Catholique*), Louis Marin, Jean Médecin, de Montalembert, François Pietri, Noël Pinelli, le chanoine Polimann, Louis Rollin, Saurin, Scapini, Tixier-Vignancour, Xavier Vallat ;

le socialiste de gauche Tanguy-Prigent, futur *P.S.U.*, les milliardaires Raymond Patenôtre et Jean Hennessy ; le futur président de la Haute Cour Noguères ; André Philip, alors socialiste, aujourd'hui gaulliste de gauche ; Lucien Gallimand, qui publiera douze ans plus tard un livre surprenant : « *Vive Pétain ! Vive De Gaulle !* » ; les députés noirs Galandou-Diouf et Candace ; René Château qui signera *Abel* un livre fameux : « *L'Age de Caïn* » ; le financier de Beaumont ; Gaston Bergery, directeur de *La Flèche*, qui demeura jusqu'au bout hostile à la guerre ; Albert Blanchoin, décédé en 1968, devenu après la Libération directeur du *Courrier de l'Ouest* ; Deschizeaux, futur député *F.G.D.S.* ; René Gounin, hier encore secrétaire général du *Parti Républicain Socialiste* ; Georges Izard, futur avocat du *Figaro* ; René Thorp, qui fut un quart de siècle plus tard l'un des *supporters* de François Mitterrand ;

il y avait aussi : Paul Reynaud, J.-M. Renaitour, Anatole de Monzie, E. Morinaud, Ch. Pomaret, Georges Potut, Adrien Marquet, A. Lyautey, Augustin Laurent, Lebas, P.O. Lapie, Henri Meck, Pierre Dupuy, P.-E. Flandrin, Forcinal, Eugène Frot, André Beaugitte, J. Biondi, E. Bloncourt, Michel Brille, René Brunet, Joseph Denais, Yvon Delbos, Fiori, Landry, etc.

Enfin, la quasi-totalité des parlementaires israélites avaient également voté *pour* (comme Léon Blum, Mendès-France et Lazurick, déjà nommés) : le radical Jean Zay et le centriste Georges Mandel (qui seront tous deux assassinés en 1944), les socialistes Grumbach, Pierre-Bloch, Charles Lussy et Jules Moch, le néo-socialiste Max Hymans, le radical Lévy-Alphandéry et le centriste Stern.

La politique de Munich conduisit à un éphémère rapprochement franco-allemand sous la surveillance ou avec la bénédiction des oligarchies financières (2). L'envoyé de

(2) Leur hostilité au national-socialisme et au racisme alle-

Hitler, von Ribbentrop, vint à Paris signer un acte de bon voisinage (6 décembre 1938), qui fut suivi d'un dîner d'apparat au quai d'Orsay. Ni Mandel, ni Jean Zay n'y furent conviés, mais de hautes personnalités du monde des affaires étaient au nombre des convives : Daniel Serruys, fondé de pouvoir de la banque *Lazard frères et Cie*, Albert Buisson, Cavallier, du *Comité des Forges*, Duchemin, des Produits chimiques, de Peyerimhoff, du *Comité des Houillères*, Auguste Detœuf, du trust de l'Electricité, etc.

Peu après, on apprenait que le trust *Schneider*, du Creusot, avait vendu ses actions *Skoda* (fabrique d'armement tchécoslovaque) à un groupe patronné par le trust allemand *Krupp* ; à cette nouvelle, les actions de l'*Union Européenne Industrielle et Financière* (la banque du groupe *Schneider*, qui détenait la participation dans la *Skoda*) firent un bond de 400 à 1 000 francs.

Ceci se passait avant l'occupation de la « Tchéquie » par les troupes de Hitler. Après l'annexion de la Bohème et de la Moravie, érigées en protectorat, la question de l'or tchécoslovaque se posa : fallait-il le livrer à l'Allemagne ? *Oui*, répondit la *Banque des Relations internationales*. La décision fut prise à l'*unanimité*, les dix représentants des puissances démocratiques ayant voté la motion avec les sept représentants des puissances totalitaires. Les représentants de la France étaient MM. Fournier, gouverneur de la *Banque de France*, le baron Brincard, président du *Crédit Lyonnais* (qui n'était pas encore nationalisé), et le marquis de Voguë, président de la *Compagnie du Canal de Suez*.

Les accords de Munich valurent à Chamberlain, le Premier britannique, une popularité énorme, qu'il partagea avec Daladier et Georges Bonnet.

Nous n'en voulons pour preuve que la souscription nationale qui fut organisée pour offrir une « *maison de la paix* » au premier et des cadeaux aux seconds.

C'est *Paris-Soir*, le n° 1 de la presse française d'alors, qui lança cette souscription dans son numéro du 1er octobre 1938, lequel portait en caractères énormes, sur toute la largeur de la première page : LA PAIX !

Dans le numéro du lendemain — qui publiait en outre

mands était tempérée par le désir évident de « travailler » avec les oligarchies financières allemandes officiellement condamnées dans le programme du *N.S.D.A.P.* mais demeurées très puissantes outre-Rhin. *Les affaires sont les affaires...*

un grand article de M. Gaston Bonheur intitulé : « *Merci, M'sieur Daladier, merci pour nos gosses, merci pour nos hommes !* » (sur cinq colonnes en 2e page) — *Paris-Soir* adressait cet appel :

« Depuis aujourd'hui les Anglais ont donné un surnom à M. Neville Chamberlain, un surnom magnifique et simple : « THE LORD OF PEACE », le Seigneur de la Paix.

La France reconnaissante souscrit à l'hommage ami adressé au Premier ministre qui a groupé autour de lui l'unanimité du Parlement et de la Nation britanniques.

... Nous voudrions que pour se souvenir lui-même de ces minutes où la joie du monde entier succède à une indicible angoisse, M. Chamberlain reçût un témoignage tangible de la reconnaissance de tous les Français, de toutes les Françaises.

PARIS-SOIR *propose à ses lecteurs de se joindre à lui pour offrir au Premier Britannique un petit coin de terre française. Une maison simple — puisque simples sont ses goûts — sur une rivière — puisqu'il aime pêcher à la ligne — avec tout autour un champ — puisqu'il n'est pas de plus exacte image de la paix, de ses travaux et ses douceurs. Ce sera la Maison de la Paix.*

Le gouvernement français accordait l'exterritorialité à ce coin de France, afin que M. Neville Chamberlain sache que, dans cette enclave de notre sol, il est tout à fait chez lui.

En même temps, notre souscription permettra de remettre à MM. Daladier et Bonnet un souvenir, gage de notre reconnaissance. »

Et *Paris-Soir* annonçait, toujours dans son n° du 2 octobre 1938 (en p. 5) : « *Les journaux anglais et américains approuvent notre souscription.* » Le surlendemain, le grand quotidien du Sud-Ouest, *La Petite Gironde* (dont l'actuel *Sud-Ouest* est le successeur abusif), s'associait à cette initiative.

« *Un comité national composé de personnalités représentatives du pays sera constitué la semaine prochaine* », précisait *Paris-Soir* le 7 octobre.

Des milliers de souscripteurs adressèrent leur obole. L'engouement était tel que plusieurs bellicistes notoires y allèrent de leur chèque : il fallait bien avoir l'air de suivre le courant populaire pour mieux le canaliser, puis le détourner à la première occasion que Hitler fournirait... ce qui n'a pas manqué.

En tête de la liste des donateurs que *Paris-Soir* publia à partir du 3 octobre figuraient la direction du journal, qui s'inscrivait pour 25 000 F, immédiatement suivie de Louis Dreyfus, qui versait une somme équivalente. L'industriel Bugatti offrit une voiture de luxe, qui fut mise en vente. Un comité de patronage, aussitôt constitué, comprenait : S.A. le maharajah de Kapurthala, la duchesse de Chaulnes, la vicomtesse Benoist d'Azy, Mme André Dubonnet, Mme A. Fauchier-Mangnan, Mme Fenwick, la comtesse Mercati, la comtesse Victorien de Mortemart et Mme Maurice Mirabaud.

Le numéro du 6 octobre 1938 de *Paris-Soir* publiait un grand dessin de Jean Effel montrant Daladier, un rameau d'olivier dans la main gauche, conduisant un char tiré par une énorme colombe et passant sous la tribune du président Herriot transformée en arc de triomphe, aux applaudissements enthousiastes des députés. Sous ce dessin, sur trois colonne, ce titre : « *La Chambre, par 535 voix contre 75, et après avoir acclamé M. Daladier, a approuvé hier les accords de Munich.* »

Il ne fallut que onze mois de maladresses, d'excitations, de faux-semblants, de perfidies, de tromperies et de provocations des deux côtés, pour transformer cet enthousiasme pour la Paix en frénésie guerrière ou en résignation.

Les fonds secrets de Prague alimentaient la campagne belliciste

En rappelant quel déchaînement de haine et de mensonge avait secoué l'Europe au moment de Munich, Pierre-Antoine Cousteau a mis en relief le rôle qu'une grande partie de la presse a joué dans la campagne belliciste.

Bien sûr, le « parti de la guerre » obéissait à des impératifs idéologiques. Quoi de plus naturel, d'ailleurs, que les fidèles d'Hiram, campés dans les salles de rédaction, aient soutenu la République de Prague, bastion du Grand Orient dans l'Est européen. On les voit mal abandonnant sans combat l'une des pièces maîtresses de l'échiquier maçonnique depuis 1919 (1).

Elevée sur les ruines de la vieille monarchie des Habsbourg, cette étonnante construction répondait aux vœux du Congrès des maçonneries alliées et neutres, tenu à Paris en 1917, où les loges avaient proclamé, par la voix d'un de leurs hauts dignitaires, André Lebey : « *Prague sera, dans la nouvelle Europe, un centre de conciliation incomparable.* » (2). En bon français, cela voulait dire que grâce à la Tchécoslovaquie, la maçonnerie pourrait dominer la mosaïque de petites nations issues du morcellement

(1) Masaryk, Bénès et leur ami Osusky — fondateur, aux U.S.A., de la *John Hus League of Slaves Freemassons*, dont les pressions sur le président maçon Wilson amenèrent celui-ci à inscrire l'indépendance de la Bohème dans ses buts de guerre — avaient manœuvré d'autant plus aisément que les plénipotentiaires alliés étaient fort ignorants des problèmes de l'Europe centrale. Ils l'avouèrent d'ailleurs lors de la séance du 8 mai 1919 de la conférence de la Paix à Trianon. Et Lloyd George reconnut, dix ans plus tard, que « *toute la documentation qui nous a été fournie par certains de nos alliés était mensongère et truquée* ». (Cf. *Le Jour*, 14-9-1938.)

(2) Compte rendu du Congrès des Maçonneries alliées et neutres, publié par le Grand Orient de France, Paris 1917.

de l'Autriche-Hongrie. Ce qu'elle fit effectivement, durant vingt ans.

●

Si une importante fraction de la presse française soutint par idéologie, par conviction, par esprit de parti la cause de Bénès et de son Etat artificiel violemment secoué par l'opposition grandissante des minorités opprimées par Prague, un grand nombre de journalistes et de directeurs de journaux ne semblent pas l'avoir fait avec désintéressement. Plusieurs et non des moindres passaient régulièrement à la caisse. Le ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie avait à sa disposition des sommes considérables qu'il employait à convaincre la presse des démocraties occidentales de la légitimité de ses positions diplomatiques.

Dans un ouvrage, aujourd'hui introuvable, qu'un haut fonctionnaire allemand chargé des archives du ministère des Affaires Etrangères de Prague publia il y a plus de trente ans (3), nous trouvons d'intéressantes précisions sur la distribution de la manne tchèque dans les milieux de presse. Sans doute, ces fonds secrets étaient-ils le plus souvent remis à des « partisans » dont on voulait faciliter la tâche — comme le font, dit-on, de nos jours Moscou pour la presse communiste et Washington pour les publications antisoviétiques, comme Berlin et Rome ont été accusés de l'avoir fait jadis pour certaines organisations « fascistes ». Mais ils allaient aussi à des journalistes, déjà fort bien rétribués par leur journal, et qui recevaient ainsi, à l'insu de leur directeur, des sommes destinées à récompenser un zèle que des convictions politiques n'auraient pas suffi à réchauffer.

Selon M. Urban, une importante fraction de la presse démocratique, gouvernementale ou d'opposition, grande ou petite, passionnée ou académique, émargeait à la légation de l'avenue Charles-Floquet. Cela avait commencé bien avant l'avènement de Hitler. Edouard Bénès, ministre (permanent) des Affaires Etrangères, entretenait toute une cohorte de professeurs, d'hommes de lettres, de chro-

(3) Rudolf Urban : *Demokratenpresse im Lichte Prager Geheimakten*. Editions Orbis, Prague.

niqueurs et de reporters chargés de soutenir dans la presse française le point de vue de la Tchécoslovaquie dans les affaires européennes.

Nous ne désignerons pas, sous leur nom, les bénéficiaires des largesses de Bénès. Notre propos n'est pas de « clouer au pilori » des confrères qui ont eu des faiblesses, mais seulement de montrer que les mobiles qui faisaient agir certains journalistes influents n'étaient pas toujours avouables.

Le livre de Rudolf Urban reproduit diverses pièces qui ne font aucun doute, hélas ! sur le désintéressement de ces *croisés des démocraties*. Par exemple, ce reçu entièrement rédigé à la main et signé par la directrice d'une importante revue de politique étrangère publiée à Paris :

« Je, soussignée, Mademoiselle X..., certifie avoir reçu de la Légation de Tchécoslovaquie à Paris, un pli du ministère des Affaires Etrangères de Prague. »

En marge de ce reçu discret, le ministre avait écrit : *« Le pli contenant un chèque de 400 sterlings, pour 400 abonnements à* (*ici le titre de la revue*)*, sous le n° 190.091/III/26 et un chèque de 30 000 francs pour Mademoiselle X..., sous le numéro 190.092/III/26.* » Ce qui donnait tout son sens à un accusé de réception par trop laconique...

Chaque année, Mademoiselle X... encaissait ainsi des sommes rondelettes pour sa revue et pour elle-même. A ces subventions occultes, s'ajoutait le montant des placards à publicité insérés pour le compte d'entreprises industrielles tchèques, de la Banque Nationale Tchécoslovaque et des banques Zvno et Petschek.

La liste est longue des « stipendiés de Bénès ». Y ont figuré, au cours des années 1920-1938 : l'organe officieux de la République, trois agences de presse politico-financières, un quotidien radical, un quotidien illustré du matin et un quotidien illustré du soir, un journal d'exportation, un quotidien financier, le journal vespéral de la bourgeoisie bien-pensante, un quotidien syndicaliste, un quotidien de droite, le grand hebdomadaire littéraire et politique d'un éditeur fameux, un quotidien peu lu par le public mais très largement cité par la presse et la radio (en raison du talent et de la personnalité de son leader), le quotidien le plus lu en France, une revue illustrée du Parti Communiste, le quotidien d'un maître-chanteur

notoire et diverses autres revues dont l'une avait pour directeur un profesesur à la Sorbonne.

Les sommes variaient : celui-ci recevait 200 000 francs (attention : des francs de 1938 !), celui-là 100 000, cet autre : 75 000. Une agence de presse émargeait pour 210 000 francs. On relève par exemple dans une liste datant de 1939 :

L'Agence X : 48 000 couronnes ;
Le Bulletin S... : 5 820 c. ;
L'I... : 20 640 c. ;
L'Agence X. et son rédacteur F. B. : 5 610 c. + 31 920 c. ;
Le Prof D... : 40 000 c. ;
L'Agence X. : 312 000 c. ;
Le Prof. A... : 5.820 c. ;
Le Prof. P... : 49 295 c. ;
La R... : 4 070 c. ;
L'E... F... : 30 000 c. ;
L'A... : 8.245 c. ;
Le F... : 1 193 c. ;
Mr C... : 51 610 c. ;
Le P... : 4 675 c. ;
Le Prof. B... M... : 6 000 c. ;
Mr J... S... : 30 000 c. ;
Mr J... G... : 10 000 c. ;
Mr M... : 59 203 c. ;
Mr J... D... : 6 000c. ;
Mr S... P... : 84 032 c.

Toujours d'après les documents cités ou reproduits dans le livre de M. Urban (4), des enveloppes étaient remises de temps en temps à diverses personnalités dont les interventions satisfaisaient Prague : un grand juriste directeur de publications, un député modéré, un directeur d'agence de presse, un chroniqueur de politique étrangère connu, un journaliste de gauche (rallié depuis à la droite catholique après une courte apparition dans les milieux « fascistes »), un journaliste officieux, etc. Le distributeur de ces fonds estimait qu'il était moins onéreux de subventionner directement ceux qui écrivaient que de commanditer leur employeur, c'est-à-dire l'éditeur de la publication où leurs articles paraissaient. Il supprimait en quelque

(4) Les noms figurent en entier, bien entendu, dans cet ouvrage.

sorte les intermédiaires, et chacun sait que les intermédiaires ont les dents longues.

Il était également plus simple de remettre 50 000 couronnes au Professeur J... P... pour divers articles parus dans trois revues politiques et littéraires, un hebdomadaire également littéraire et deux encyclopédies renommées que de contacter la direction de ces publications. D'autant plus qu'il n'était pas sûr que celle-ci eût bien accueilli le corrupteur (5).

L'absorption de la Tchécoslovaquie par le Grand Reich Allemand tarit brutalement le Pactole pragois. Cette confiscation rendait désormais impossible, aux yeux des amis ou agents de Bénès, tout nouveau compromis.

N'ayant pu nous convaincre de mettre sac au dos pour sauver une République qui payait si bien, ils prirent leur revanche en 1939. Mais aucun d'eux ne poussa le scrupule jusqu'à aller lui-même « mourir pour Dantzig ».

Henry COSTON.

(5) Il y avait parfois de petits « accrochages » entre les bénéficiaires. C'est ainsi que M. S..., qui émargeait probablement à d'autres caisses (en plus de ses appointements confortables de journaliste en renom), eut des difficultés avec la Légation de Paris à la suite d'une dénonciation de son confrère P..., également bénéficiaire d'enveloppes.

Les communistes et l'excitation à la guerre

DANS le développement des relations avec l'Allemagne entre 1920 et 1939, le Parti Communiste s'est montré le servile ouvrier de l'U.R.S.S. dans sa politique, et deux périodes bien distinctes sont à considérer. Contradictoire en apparence, l'attitude des communistes est d'une implacable logique et sert les visées de Staline, le plus grand politique des temps modernes.

La première période s'étend de 1920 à 1935, pendant laquelle les communistes sont contre toute guerre dans laquelle serait impliquée la France, non tant parce qu'elle est un pays « impérialiste » que parce qu'elle n'est pas l'alliée de l'U.R.S.S. Pour Moscou, il suffit de se dire menacée pour que les communistes français se dépensent envers la « patrie soviétique ». Tout est bon pour affaiblir la France, ruiner son armée, atteindre son moral, semer la division entre elle et ses alliés en jouant habilement des antagonismes qui les séparent. C'est ainsi qu'ils soutiennent l'Allemagne, appuyée par l'Angleterre, contre la France accusée de vouloir empiéter sur le territoire allemand quand elle occupe la Ruhr en 1923.

L'U.R.S.S. s'est d'ailleurs rapprochée de l'Allemagne depuis 1920 pour s'unir dans un même esprit contre la S.D.N., qui les tient toutes deux à l'écart de la collaboration entre nations. Le 23 avril 1921, un traité commercial est signé entre Moscou et Berlin qui prépare le traité de Rapallo, un an plus tard, le 17 avril. Par celui-ci les relations diplomatiques sont rétablies et l'aide déjà accordée par la Russie est accrue pour tourner les conditions du traité de Versailles : des armes sont livrées à la Reichwehr et l'Allemagne trouve ainsi en la Russie un véritable arsenal où elle puise à pleines mains.

Pourquoi cette attitude ? L'U.R.S.S. mise sur l'état de l'Allemagne que la guerre a appauvrie, ruinée, et dont la misère est un bon ferment pour l'éclosion du communisme.

Quand Hitler prend le pouvoir le 30 janvier 1933, Staline, qui a remplacé Lénine, loin d'y voir une menace, se réjouit, car il calcule qu'il s'ensuivra une aggravation de la situation intérieure de l'Allemagne, ce qui portera un coup fatal à la République de Weimar, trop attirée par l'Occident. C'est pourquoi il pousse les communistes allemands à soutenir les nazis qui veulent la libération nationale et sociale de l'Allemagne, et à renchérir même sur la libération nationale pour exacerber l'hitlérisme contre l'Europe.

En France, le Parti Communiste suit la même voie. Le 15 juin 1934, Maurice Thorez déclare à la tribune de la Chambre :

« Nous ne voulons pas croire un seul instant à la Défense Nationale. Nous en sommes restés, nous communistes, à la phase du Manifeste communiste de Marx : "Les prolétaires n'ont pas de patrie." »

La loi portant à deux ans le service militaire est le prétexte à des violences oratoires contre la guerre. Au début de 1935, le Comité Amsterdam-Pleyel fait circuler un manifeste où il est dit notamment :

« Contre toute prolongation du temps de service militaire, contre toute augmentation des budgets de guerre... formez des comités de Front populaire... Pas un sou de plus pour le service militaire. Pas un sou de plus pour la guerre. »

Le 15 mars, à la Chambre, Maurice Thorez parle sans ambages des consignes données à la « classe ouvrière » :

« Les communistes ne croient pas au mensonge de la Défense Nationale. L'ennemi est dans notre pays. Le cri de lutte de Karl Liebnecht est celui des communistes... Nous ne permettrons pas qu'on entraîne la classe ouvrière dans une guerre dite de défense de la démocratie contre le fascisme... Par tous les moyens nous lutterons contre le déclenchement de la guerre impérialiste. Nous sommes résolus à accomplir sans défaillance, et en dépit de la régression, la tâche antimilitariste. »

Deux jours plus tard, André Marty écrit dans *L'Humanité* :

« On nous dit aujourd'hui : une attaque d'Hitler doit soulever tous les travailleurs de France, même les communistes. Cette vieille rengaine nous l'avons entendue en 1914. »

Le 30 mars, Thorez lance à la tribune de la Chambre ces paroles brutales :

« Nous invitons nos adhérents à pénétrer dans l'armée afin d'y accomplir la besogne de la classe ouvrière qui est de désagréger cette armée. »

Voilà qui dépeint sans équivoque l'attitude du Parti Communiste à l'égard de l'Allemagne, dont il se fait l'allié ouvertement par sa lutte frénétique pour anéantir la force militaire française, au moment même où Hitler institue le service militaire obligatoire par une loi du 16 mars 1935.

Tout à coup, moins de deux mois plus tard, un coup de théâtre plonge tout le monde dans la stupeur : un communiqué publié à Moscou le 15 mai apprend que :

« MM. Staline, Molotov, Litvinov et Pierre Laval ont exprimé leur satisfaction de l'accord signé à Paris le 2 mai 1935... Le devoir tout d'abord leur incombe de ne laisser affaiblir en rien les moyens de leur Défense Nationale. A cet égard, Staline comprend et approuve pleinement la politique de Défense Nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

Est-ce le reniement d'une politique menée pendant 15 ans sans faillir ? Non point. La contradiction est dans les termes, elle n'est pas dans la pensée du Kremlin. En devenant patriotes du jour au lendemain, les communistes français servent la même politique de leur patrie soviétique sur l'ordre de leur maître. Quelle est cette politique ? Celle des tsars dont les visées furent immuablement l'expansion vers la Méditerranée et vers l'Est. Staline la continue fidèlement et avec opiniâtreté. Pour l'heure, ce qui l'occupe comme le but à atteindre d'abord, c'est de subjuguer la Chine dont il sait que les immenses richesses qu'elle recèle le rendront maître du monde. Il pressent, à juste raison, un adversaire dans le Japon qui étouffe dans ses îles et convoite cette partie de l'Asie dont il espère faire rapidement la conquête à la

faveur de l'anarchie qui y règne. Mais, pour agir, Staline a besoin de la neutralité de l'Allemagne et il signe avec elle un pacte d'amitié et de non-agression le 2 septembre 1933, s'assurant ainsi que Hitler persévérera dans la voie ouverte par le traité de Rapallo. Or, il se rend bientôt compte que les choses ne vont pas comme il le prévoyait. L'Allemagne développe considérablement ses armements et entame des pourparlers avec la Pologne et le Japon. Dans ces conditions, une guerre en Extrême-Orient est impossible, car il est manifeste qu'Hitler cherche, lui aussi, une expansion à l'Est.

Dès lors, la politique à laquelle Staline va s'appliquer est tracée dans ses grandes lignes : diviser l'Europe pour éviter que l'Allemagne ne s'entende avec la France et l'Angleterre et, simultanément, faire peser sur l'Allemagne la menace d'un encerclement qu'elle fera tout pour éviter, sachant assez combien il lui fut fatal en 1914.

Staline, laissant hurler ses stipendiés français, manœuvre secrètement avec le gouvernement Laval auprès duquel il joue, non sans habileté, de la palinodie de la Pologne qui vient de déserter le camp des démocraties.

S'ouvre alors une nouvelle ère : celle du patriotisme à outrance qui va de 1935 à la guerre.

La préparation à la guerre : 1935-1939

Le premier objectif de Staline est de rallier au Parti Communiste français les autres partis de gauche, puis de gagner peu à peu tous les Français à la croisade contre le nazisme. Le noyautage commence et aboutira au Front Populaire de 1936 : on aura bien soin de mettre les socialistes en avant, dans l'idée qu'ils se discréditeront au pouvoir et que Léon Blum y jouera le rôle de Kerensky, fourrier des bolcheviks en Russie. Un gouvernement communiste sera alors instauré à Paris que Staline pourra manœuvrer à son gré.

Nous n'en sommes pas encore là, et pour y parvenir nos communistes mettent en état de transes les Français par leur chauvinisme, se faisant patriotes-profès, tançant les mous, entraînant les tièdes, bref, se posant en magistères du patriotisme et en paradigmes des Français. L'« Internationale » est reléguée avec les olim et on chante la Marseillaise, bramée à tout bout de... chant ! Thorez a désormais le cœur et la tripe tricolores et cite, dans un

rapport du 17 octobre 1935 au Comtié central du Parti Communiste, cette phrase de Jaurès :

« La première des nations de l'Europe continentale (la France) avait été organisée et sa force rayonnait : rayonnement de pensée, rayonnement de générosité, rayonnement de violence, les croisades, la catholicité française du XIIe siècle, la primauté insolente et radieuse de Louis XIV, l'universalité de l'Encyclopédie, la révolution des droits de l'homme, enfin, l'orage napoléonien qui fécondait l'Europe en la bouleversant. »

Thorez ajoute :

« C'est la gloire de notre pays et nous, nous disons aux ouvriers, aux paysans, aux intellectuels, à l'ensemble du peuple de France : tout cela, c'est à nous. Tout cela, c'est nous ! »

S'agitant partout et auprès de tous, les communistes demandent à Jean Zay, ministre de l'Education nationale du gouvernement Blum, de faire commenter « *Mein Kampf* » dans toutes les écoles. Le sol de la patrie est devenu sacré et les anciennes « gueules de vaches » sont désormais des officiers respectés et acclamés.

Survient la guerre d'Espagne. Le 9 juillet 1936, Franco se dresse contre le péril rouge. Au début, Staline ne bronche pas, attendant de voir la tournure que prendront les événements. Voyant que Franco ne balaie pas en quelques jours l'ochlocratie moscoutaire qui gouverne l'Espagne, Staline se décide à intervenir en vue de se faire un vassal à Madrid qui renforcerait sa position en face de Berlin et de Rome. Toutefois, il ne veut assumer aucun risque et commence par se faire apporter l'or de l'Espagne pour payer les armes qu'il enverra aux « combattants du prolétariat », il se garde bien de faire beaucoup en leur faveur, discernant l'avantage politique qu'il retirera plus sûrement en faisant intervenir la France, la rejetant définitivement du camp germano-italien avec lequel les ponts seront inévitablement coupés.

Cependant, les incidents se multiplient en Europe centrale et la campagne communiste se fait toujours pour la guerre. Le 10 septembre 1938, Maurice Thorez écrit dans *L'Humanité*, sous le titre « Pour sauver la paix » :

« Il faut qu'on sache à Berlin que la France honorera sa signature, créant ainsi une situation où l'Angleterre, l'Union soviétique et les Etats-Unis seront éventuellement à ses côtés pour défendre l'intégrité de la Tchécoslovaquie. »

Aussi, l'initiative de M. Chamberlain, Premier ministre d'Angleterre, de se rendre en Allemagne pour traiter avec Hitler met en rage les communistes et dans *Ce soir* du 16 septembre, Marcel Gitton, secrétaire du Parti Communiste et vice-président de la Commission de l'Armée, fulmine :

« Il faut le dire tout net, le voyage inattendu et inquiétant de M. Chamberlain à Berchtesgaden ne favorise pas le front de paix... M. Chamberlain, et tous ceux qui se sont associés à cette manœuvre d'envergure contraire aux intérêts de la paix, doivent savoir qu'il y a entre eux et le peuple un divorce total. »

Cela n'empêche pas l'accord d'être signé entre M. Chamberlain et Hitler le 29 septembre 1938. L'ire des communistes n'a plus de frein. Le 8 octobre, Maurice Thorez déclare au Vél'd'Hiv' :

« L'histoire retiendra la date du 29 septembre 1938 comme la plus grande trahison qu'un gouvernement républicain n'ait jamais perpétré contre la France, contre la paix. »

Les bellicistes communistes n'ont cure que la France se trouve seule devant l'Allemagne ; l'Angleterre n'est pas prête et considère qu'en l'état actuel des choses elle ne peut intervenir que sur le plan diplomatique. Le gouvernement français excipe de la puissance militaire de l'Allemagne et de l'impréparation des démocraties pour justifier sa « capitulation », mais *L'Humanité* du 6 novembre 1938 répond en publiant un manifeste de l'Internationale Communiste qui prétend que l'Allemagne manque de tout :

« L'Allemagne hitlérienne, ni sous le rapport militaire, ni sous le rapport économique, n'était prête à la guerre. Elle manquait de matières premières, de vivres, de ressources financières... Son armée ne disposait pas de cadres expérimentés en nombre suffisant. »

Le 19 novembre, André Marty renchérit sur le même sujet au cours d'une réunion au Vél'd'Hiv :

« Ni militairement, ni économiquement, Hitler ne pouvait faire la guerre. L'Allemagne ne possède pas les matières premières nécessaires à une grande guerre... L'Allemagne ne pourrait faire une grande guerre... L'Allemagne ne pourrait faire la guerre avec sa classe ouvrière dans le dos. »

La campagne continue sur le même thème pendant que les négociations s'ouvrent entre la France, l'Angleterre et la Russie dont la presse communiste vante, sans se lasser, la puissance militaire.

Brusquement, on apprend le 22 août 1939 que la Russie vient de signer un traité commercial avec l'Allemagne, ce qui fait dire à Marcel Gitton qu'*« une nouvelle victoire s'inscrit sur le drapeau rouge du pays du socialisme »*. Le lendemain le monde entier reçoit la nouvelle, qui le stupéfie, de la signature d'un pacte germano-soviétique de non-agression.

Alors on peut admirer la souplesse de la dialectique communiste en lisant dans *L'Humanité* de ce même jour :

« Ils ont bonne mine, tous ceux qui, fascistes avoués ou défaitistes devant l'hitlérisme, allaient criant que l'U.R.S.S. voulait nous entraîner à la guerre contre l'Allemagne... Elle vient encore une fois de prouver qu'elle cherche la paix pour elle (sic) *et pour les populations... »*

Nous bornerons à cette seule citation les flagorneries des communistes pour déterminer les causes et les raisons de ce pacte.

Avec un esprit d'artifice véritablement diabolique, Staline parachevait son œuvre en signant avec l'Allemagne un pacte de non-agression qui, en fait, était un encouragement donné à Hitler de se jeter sur la Pologne, ce qui allait déclencher l'intervention de la France et de l'Angleterre. Bien mieux, on apprit après la guerre, par la déposition au procès de Nuermberg du juriste allemand Gauss, qui assistait Ribbentrop à Moscou, que des clauses secrètes décidaient le partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., la renonciation par le Reich à ses intérêts dans les pays baltes au profit de la Russie, enfin la liberté laissée

par Hitler à Staline dans ses revendications à l'égard de la Finlande et de la Roumanie.

Dans le conflit qui devenait inévitable entre l'Allemagne, d'une part, la France et l'Angleterre, de l'autre, la Russie restait neutre et, de plus, allait ravitailler son nouvel allié en vertu du traité de commerce conclu avec lui quelques jours plus tôt. Naturellement, les communistes français abandonnaient leur bellicisme outrancier et criaient à la paix sauvée par l'U.R.S.S. et menacée par les « impérialistes ».

Staline était parvenu au but qu'il s'était fixé et que son beau-frère Kaganovitch avouait dans les *Izvestia* du 22 janvier 1934 : « *Le conflit entre l'Allemagne et la France renforce notre situation en Europe... Il faut approfondir les divergences entre les Etats européens.* »

Michel de MAUNY.

L'aveu d'un dirigeant communiste :

« Le mot "guerre" ne doit pas effrayer. Il faudra la faire parce que c'est une guerre contre le fascisme. »

ARRACHARD,
secrétaire fédéral
de la Fédération C.G.T. du Bâtiment
(24 septembre 1938).

Le rôle de la Franc-Maçonnerie dans la préparation de la Deuxième Guerre mondiale

IL peut paraître contradictoire de commencer cette étude en indiquant que la Maçonnerie française ne fut pas toujours une adversaire déclarée de l'Allemagne.

Cette affirmation devrait, au contraire, suffire à montrer l'importance et la rapidité de l'évolution subie par les loges, en quelques années, sous la pression d'un clan belliciste très actif et probablement de ces « quelques-uns qui gouvernent le monde » dont parlait déjà Disraëli au siècle dernier.

En effet, dès le lendemain de 1870, la Maçonnerie française, plus soucieuse, sans doute, de gagner les bonnes grâces de la toute-puissante Maçonnerie allemande que de défendre les intérêts de la France, s'empressa de justifier les « conquêtes de Bismarck ».

Au convent de 1886, le 3 septembre, le délégué de la Loge « Le Globe » de Vincennes, W. Trollet, fit un long exposé sur la question d'Alsace-Lorraine, demandant en conclusion que l'annexion de ces provinces à l'Allemagne soit considérée comme définitive. Les délégués de 403 loges de France (contre 6) l'approuvèrent et émirent un vœu dans ce sens.

Après la paix de 1919, laquelle avait été préparée au Congrès des Maçonneries alliées et neutres de juin 1917, les loges reprirent (malgré une opinion publique peu favorable), la même politique de rapprochement et de soutien vis-à-vis de l'Allemagne.

En 1921, la Grande Loge de France entra, la première en relations avec la Grande Loge Allemande « Au Soleil Levant ». L'année suivante, le Grand-Orient prit, à son tour, solennellement contact avec cette obédience étran-

gère, au convent de laquelle elle délégua son secrétaire du Conseil de l'Ordre, M. Adrien Juvanon (1).

L'accord fut scellé par l'entrée de la Grande Loge Allemande au sein de l'Association Maçonnique Internationale et le Convent de Hambourg télégraphia aussitôt aux obédiences françaises :

« *Assemblée Générale Grande Loge « Au Soleil Levant » vient de ratifier à l'unanimité et avec enthousiasme la décision d'entrer dans l'Association Maçonnique Internationale et vous remercie de votre collaboration* » (2).

Cette collaboration ne va désormais cesser de se développer.

Ce fut, tout d'abord, l'évacuation de la Ruhr qui fut décidée dans les loges ainsi qu'en fait foi cet extrait de la *Wiener Freimaurer Zeitung* (3) :

« *En 1923, quand nos frères allemands furent envahis dans la Ruhr de la façon la plus cruelle, ce fut notre Grand-Maître, le F∴ Schlessinger qui, dressé d'une façon énergique, se tourna vers les frères français. Il ne le fit pas en vain. Un peu après survint dans les Chambres françaises une interpellation qui doit être attribuée aux Francs-Maçons.* »

Ce fut ensuite l'admission de l'Allemagne à la S.D.N. qui fut inscrite à l'ordre du jour du Convent du Grand Orient de 1924, ce qui obligea un des pontifes de la rue Cadet, M. Aïtaly, à accrocher à nouveau le grelot l'année suivante :

« *Avec l'entrée de l'Allemagne à la Société des Nations qui, nous l'espérons, sera bientôt un fait accompli, on verrait se produire cette évolution des mœurs internationales sans laquelle, comme l'a dit M. Painlevé dans son discours du 22 mai à Grenoble, la Société des Nations ne peut exister dans sa plénitude.* » (4).

---

(1) Futur gouverneur de l'Inde Française et chef du secrétariat particulier du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
(2) Convent du Grand Orient de France, 1922, C.R. p. 48.
(3) Journal des Francs-Maçons de Vienne (n° 10, 1931).
(4) Convent du Grand Orient de France, 1925, C.R. p. 173.

Un certain F∴ Métois, bien connu des milieux militaires, s'efforça de son côté, de « blanchir » l'Allemagne :

« *Puisque nous sommes d'accord pour reconnaître la nécessité d'un rapprochement franco-allemand, il serait peut-être utile de donner au peuple allemand, qui a le sentiment d'avoir été victime d'une condamnation injuste, la satisfaction d'examiner à nouveau cette condamnation* » (5).

Aussi, comment s'étonner de ce que le Convent du Grand Orient de 1926 s'ouvrît sur un chant de victoire du délégué des Loges Yougoslaves, M. Tomitch, fort écouté dans les loges françaises :

« *Le premier effort a été accompli*, disait-il, *pour déblayer le terrain vers la réconciliation maçonnique franco-allemande et la reconstitution de la Franc-Maçonnerie Universelle* » (6).

Malgré tant de bonne volonté, certains maçons allemands, de la tendance nationaliste, membres, pour la plupart, des Loges de la vieille Prusse, ne s'estimèrent pas encore satisfaits.

Pour tenter de les amadouer, deux francs-maçons de haut grade, MM. Brenier et Doignon, eurent une entrevue avec le Grand-Maître de la Grande Loge Eclectique de Francfort nommé Ries.

Dans lecompte rendu qu'il fit lui-même de cette rencontre, le 19 septembre 1927, M. Brenier n'hésita pas à déclarer :

« *Au lendemain même de la tourmente affreuse dont nous avons si profondément souffert dans nos affections, dans notre foi, dans nos espérances, nous avons placé au premier rang de nos préoccupations le devoir de nous approcher de nos F∴F∴ allemands.*

» *... Beaucoup d'entre vous ont connu les résultats de cette entrevue, ils ont su les réserves formulées dès le début par notre F∴ Ries nous indiquant que cette rencontre ne pouvait avoir que le caractère d'une conversation, qu'elle était sinon blâmée, du moins vivement discu-*

---

(5) *Ibid.*, p. 218.
(6) Convent du Grand Orient de France, 1926, C.R. p. 390.

tée, notamment par les loges prussiennes et saxonnes et que, par suite, quelle que soit la bonne volonté de nos F∴F∴ de la Grande Loge Eclectique de Francfort, on ne pouvait penser qu'elle allait aboutir à des résultats immédiats...

» ... On nous a demandé en second lieu si nous considérions que le rapprochement entre la France et l'Allemagne n'était pas rendu plus difficile par l'occupation du territoire allemand. Nous n'avons pas eu de peine à répondre que déjà, aussi bien dans les assemblées de la Grande Loge de France que dans celles du Grand-Orient, les maçons français avaient nettement marqué et à maintes reprises, leur préférence pour une politique qui aurait limité dans le temps et dans son importance l'occupation des pays rhénans de même qu'ils ont secondé de leur mieux les efforts courageux et loyaux de M. Briand » (7).

Peu après, l'évacuation de Mayence était résolue et, au banquet de clôture du Convent du Grand-Orient de 1929, le conseiller fédéral de la Grande Loge, M. Alavoine, pouvait s'écrier aux applaudissements de l'assistance :

« *L'Allemagne républicaine nous donne des preuves de bonne volonté pacifique, nous, en retour, nous allons donner un dernier coup au militarisme en quittant ce Rhin que nous occupons depuis dix ans, que depuis dix ans la maçonnerie entière s'efforce de libérer* » (8).

Tout changea en 1933, avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler.

La Franc-Maçonnerie française renversa la vapeur, avec des nuances subtiles.

Pendant les quinze années de tentatives d'organisation de la paix européenne, les maçons n'ont apporté aucun élément constructif et se sont contentés d'acclamer la paix dans le même temps qu'ils souhaitaient, en Grande-Bretagne, en Amérique, en Tchécoslovaquie et en France des mesures internationales de méfiance politique.

On les verra désormais cristalliser leurs efforts pour abattre les nouvelles idéologies européennes qui ont le grand tort, à leurs yeux, de ne pas avoir une paternité

(7) Convent du Grand Orient de France, 1927, C.R., pp. 15-16-17.
(8) Convent du Grand Orient de France, 1929, C.R. p. 322.

maçonnique et de ne pas jouer le jeu démocratique mondial.

Maintenant que la très maçonnique S.D.N. a montré sa faillite, on va essayer de coaliser tous les peuples européens contre l'Allemagne.

Dès le 25 avril 1933, c'est-à-dire trois mois seulement après l'avènement d'Hitler, la Loge « Locarno » émettait le vœu :

« *Que la Franc-Maçonnerie française contribue de tout son pouvoir à faire connaître, en France et dans le monde entier, la vérité aussi complète que possible de la dictature hitlérienne et les exactions qu'elle commet.*

» Que chaque franc-maçon contribue aussi largement que possible à secourir les victimes des persécutions allemandes, et à développer les organisations profanes créées dans ce but...

» Que le Grand-Orient de France engage sans tarder, et en liaison étroite avec les obédiences sœurs, une campagne de protestation susceptible de provoquer le maximum de réactions individuelles.

» Que la Franc-Maçonnerie poursuive, plus largement et plus vigoureusement que jamais, ses buts d'émancipation, pour barrer la route à toutes les dictatures. »

Au Convent du Grand Orient de 1933, M. Paul Perrin, délégué par la Loge « La Philosophie Positive », se faisait le champion de la cause des démocraties et déclarait la guerre à l'Allemagne hitlérienne :

« *Jetant un regard sur le monde, ne constatons-nous pas que l'avènement du fascisme ou du national-socialisme équivaut à la disparition totale de la Maçonnerie ? Donc, ne fût-ce que dans un sentiment de self-défense, nous aurions le devoir de nous préoccuper de ce péril et d'organiser la lutte* » (9).

Puis il faisait adopter par le convent le vœu suivant :

« *Le convent,*

» Douloureusement ému par les persécutions odieuses dont continuent à être victimes, sous la dictature hitlé-

(9) Convent du Grand Orient de France, 1933, C.R. p. 127.

rienne, tous les hommes de pensée libre, élève une énergique protestation contre ces exécutions ;

» Considérant :

» Que le développement, dans le monde, des idées de dictature s'appuyant sur une mystique nationaliste est une grave menace, à la fois pour les institutions démocratiques des pays où elles suivirent encore, pour la Paix internationale et pour la Franc-Maçonnerie elle-même, directement visée dès que le fascisme s'installe au pouvoir ;

...

» Décide, de retenir la question suivante pour être renvoyée à l'étude des loges :

» Etude des théories et doctrines fascistes et national-socialistes, en opposition avec les principes démocratiques.

» Moyens à employer pour limiter leur propagation et amener les peuples libres à les repousser » (10).

Pour ne pas être en reste avec l'obédience sœur, la Grande Loge de France, par la voix de son Grand-Maître Louis Doignon, au cours d'une discussion sur le statut de l'Europe de demain, enfourcha à son tour ce nouveau cheval de bataille :

« *L'hitlérisme n'est pas seulement un grand malheur pour l'Allemagne, il est encore une menace pour la civilisation et pour la paix, et un danger pour l'humanité* » (11).

La création du Front Populaire, construction formée d'éléments hétéroclites, allant des trotskystes aux radicaux, et dont la Franc-Maçonnerie fut le ciment, permit d'accentuer encore cette campagne d'excitation.

On créa habilement la psychose de la guerre par d'habiles conférences en loges :

« *La guerre vient-elle ?* » questionna un atelier le 22 janvier 1935.

« *La guerre est-elle possible ?* » insista la Loge « Les Cœurs Unis Inséparables » le 17 avril de la même année.

Des centaines de conférences, de causeries, d'entretiens se succédèrent sur ce thème au début de 1936.

---

(10) *Ibid.*, C.R. pp. 131-132.
(11) Convent de la Grande Loge de France, 1933, C.R., p. 272.

Avec le triomphe électoral des loges, en mai, cette campagne prit un tour encore plus violent.

La Loge « Liberté » organisa une réunion en commun avec trente et une autres loges. Elle se proposait, non seulement d'y célébrer la victoire des urnes, mais encore d'y préparer des victoires nouvelles :

« *A la veille du nouveau 89 international qui se prépare, il incombe à la Franc-Maçonnerie de dégager une nouvelle formule de vie, attendue par toute l'humanité* » (12).

Ainsi, la victoire du Front Populaire en France, victoire préparée par la Maçonnerie, ne devait pas être simplement un événement libéral ou national, mais le début d'une action internationale.

C'est pour préparer cette action internationale que des Frères étrangers vinrent, chaque année, dans les convents, jeter de l'huile sur le feu et entretenir la fureur belliciste des maçons français.

Au Convent du Grand Orient de 1938, c'est au Grand-Maître adjoint du Grand Orient de Belgique, que fut dévolu ce rôle :

« *Ayant eu le plaisir de parcourir votre pays de France en revenant de Suisse, j'ai éprouvé la dignité de la nation française. Etant à Strasbourg, je suis allé au pont de Kehl. De là, on voyait les Allemands préparer, d'une façon provocante, une œuvre de haine. De la part des Français qui assistaient à ce spectacle, je n'ai entendu que des paroles dignes et calmes. C'est ainsi qu'un peuple se fait aimer* » (13).

Le représentant de la Grande Loge « Yougoslavia » au Convent de 1936 du Grand Orient de France, allait plus loin encore :

« *Lors de l'agression de l'Italie contre l'Ethiopie, j'ai entendu même des maçons trouver tout naturel que la France ne se rallie pas au point de vue soutenu par l'Angleterre, à savoir que le pacte de la S.D.N. imposait à l'une et à l'autre d'obliger l'Italie à respecter l'indépendance et*

---

(12) Circulaire de la Loge « Liberté » du 27 mai 1936.
(13) Convent du Grand Orient de France, 1938, C.R. p. 322.

l'intégralité territoriale de l'Ethiopie. Ils trouvaient stupide que la France ait à faire la guerre à une grande nation européenne pour défendre l'indépendance des "négrillons d'Abyssinie". Or, peu de temps après, du côté anglais, on fit entendre le même raisonnement mais, cette fois-ci, à la France, à propos de l'entrée des troupes allemandes en Rhénanie ! Les Anglais dirent aux Français : vous n'allez tout de même pas nous entraîner dans une guerre contre l'Allemagne par amour-propre et par orgueil pour empêcher les troupes allemandes de défiler au pas de parade dans les villes rhénanes ?

» *Ni les Français, ni les Anglais ne se rendent compte que l'une et l'autre violations en restant impunies serviront d'encouragement pour en commettre d'autres et que, à force de se répéter et de s'étendre, elles aboutiront fatalement à l'anarchie internationale* » (14).

Plusieurs fois, Hitler et Mussolini offrirent de causer directement avec la France pour liquider quelque irrante question. Etait-ce sincère ? Etait-ce une manœuvre ? Quoi qu'il en fût la maçonnerie — qui toujours poussa à la croisade des démocraties sous le drapeau de la paix, qui déclara la guerre à l'Allemagne nationale-socialiste le 2 mai 1933 par son manifeste « pour la Paix » alors que dans le même temps elle supprimait son « Comité d'action contre la guerre », créé par le Grand Orient au lendemain de 1914-1918 — allait selon une méthode bien connue, reprocher à l'adversaire ses propres turpitudes.

Passant à l'examen de la question A, mise en discussion au Convent du Grand Orient de 1934 sous le titre « *Etude des doctrines fascistes et des moyens de les combattre* », le rapporteur Bécanne n'hésita pas à déclarer :

« *Il* (le fascisme) *rêve de guerre impérialiste tout en parlant de paix. Nous connaissons cette paix des dictateurs, celle qu'Anatole France caractérisait si bien en ces mots : "Implacable et farouche, une paix menaçante, horrible, flamboyante, grondante, tonnante, fulgurante, qui lancera des éclairs, une paix qui, plus épouvantable que la plus épouvantable des guerres, glacera d'effroi l'univers." N'est-ce pas bien là la paix que préparent Hitler et Mussolini* » (15).

(14) Convent du Grand Orient de France, 1936, C.R. pp. 284 et 285.

C'est en 1937 et 1938 que la fureur belliqueuse des francs-maçons atteignit son paroxysme.

Le F∴ Paul Perrin continua de fulminer contre les fascismes au nom des « Officiers de réserve républicains », cadres éprouvés de l'armée du prochain conflit.

Les loges s'emplirent des hurlements frénétiques de tout ce que la France comptait de « va-t'en guerre ». On ne peut les citer tous ; qu'il nous suffise de rappeler cette fameuse séance du 21 décembre 1938 à la Loge « Garibaldi » où, en une grande tenue blanche fermée, sous la présidence du Grand-Maître de la Grande Loge de France M. Dumesnil de Gramont, M. Bernard Lecache, franc-maçon et président de la L.I.C.A. (16), tonitruait contre Hitler et Mussolini.

Toutes ces rodomontades se dissimulaient habilement sous le masque humanitaire. Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », les « minorités opprimées », l'« odieux racisme antichrétien » étaient les termes habituels qu'employaient les boutefeux pour gagner à eux tout ce que la France et le monde comptait d'idéalistes ou de gogos.

Le véritable motif de cette campagne guerrière nous fut cependant donné par le F∴ Bodin au Convent du Grand Orient de 1938 :

« *Savez-vous l'impression que j'éprouve, pendant ces jours d'angoisse, alors que se décide le destin de l'Europe et de la France ? Ce n'est pas l'effroi de penser que l'Allemagne va peut-être exercer, en Europe, une véritable hégémonie de fait. C'est l'effroi de constater le prestige grandissant que la doctrine national-socialiste exerce sur les peuples plus ou moins nombreux* » (17).

Retenons l'aveu, il est de taille, c'est pour arracher les peuples au mirage national-socialiste que la maçonnerie nous invitait à mettre sac au dos.

(15) Convent du Grand Orient de France, 1934, C.R. p. 197.
(16) Ligue Internationale contre l'Antisémitisme.
(17) Convent du Grand Orient de France, 1938, C.R. p. 215.

Le conflit italo-éthiopien

En 1923, au lendemain de la marche sur Rome, on pouvait lire dans le « Bulletin du Bureau International des Relations Maçonniques » :

« Le gouvernement Mussolini a détruit la laïcité et rétabli dans les écoles le crucifix et l'enseignement religieux et c'est là le motif de la lutte entre le fascisme et la maçonnerie » (18).

Ainsi, la franc-maçonnerie ne pardonnera jamais à Mussolini, non seulement d'avoir abattu les loges italiennes, mais encore d'avoir osé toucher à la laïcité.

Quand l'Italie s'engagea dans la conquête de l'Ethiopie, suivant en cela l'exemple d'autres puissances européennes, la maçonnerie, qui attendait depuis plus de dix ans l'heure de la vengeance, crut que l'application des sanctions la ferait sonner.

Elle pensa que les souffrances et les privations infligées à la population civile italienne par la prolongation du conflit, pourraient provoquer l'explosion impatiemment attendue.

Nous avons, sur ce point, le témoignage d'un franc-maçon américain du 32e grade, W. Anson M. Barber, qui écrivait dans *The New Age :*

« ...Maintenant, quelle sorte d'espoir pouvons-nous trouver dans ce tableau ? Y a-t-il un moyen d'échapper aux conséquences de cette doctrine de la "Destinée italienne" ? Peut-être que l'échec, ou tout au moins l'échec partiel, de l'Italie en Ethiopie, aurait une influence dégrisante, chargée d'espérance.

» Il servirait à discréditer Mussolini et le discréditer permettrait peut-être de discréditer tout l'ordre qu'il représente.

» Une prolongation de ce conflit, avec la faim et les souffrances de la population civile, amènerait, sans doute, un résultat identique. La faim n'est pas une des prescriptions favorites des dictateurs pour entretenir un dévouement aveugle aux lointains desseins, quand un changement donnerait des vivres et des adoucissements... » (19).

(18) N° d'avril-juin 1923, p. 127.
(19) *The New Age* (n° d'avril 1936), organe du Suprême Conseil

Un mois plus tôt, un autre 32e, M. Juchhoff, qui était chargé de la rubrique de politique étrangère de *New Age*, et qui faisait campagne depuis le début des sanctions pour la levée de l'embargo sur le matériel de guerre, avait trouvé mieux encore :

« Peut-être le moyen le plus efficace de faire échec à un acte d'hostilité de l'Italie est-il la formation d'un pacte d'assistance mutuelle entre cinq puissances : Grande-Bretagne, France, Turquie, Grèce et Yougoslavie, dans le cadre de la Société des Nations... »

Mais, non content de pousser les peuples d'Europe à la guerre, ce F∴ Juchhoff voulait encore entraîner les Etats-Unis. Il pensait que son pays, en tant que signataire du pacte Briand-Kellog, pouvait rappeler à l'Italie, d'une façon « sensible », qu'en adhérant à ce pacte, elle avait, à tout jamais, renoncé à la guerre comme « moyen de politique internationale ».

Ainsi, de Londres à Addis-Abéba, à travers le monde, la franc-maçonnerie était, encore une fois, en effervescence. Dans toutes les loges ce n'étaient qu'alertes continuelles et signes de détresse, il fallait abattre le fascisme italien et, en faisant d'une pierre deux coups, favoriser les mesquines combinaisons de la City.

Bien que, comme le disait le F∴ Tomitch, certains maçons français aient trouvé stupide que la France ait à faire la guerre à l'Italie pour défendre l'indépendance des « négrillons d'Abyssinie », la maçonnerie française n'était pas la dernière dans ce concert belliciste international.

Extérieurement, la franc-maçonnerie confia à quelques-uns de ses adeptes, choisis parmi les plus sûrs et les plus dévoués, le soin de toucher discrètement l'opinion française. Des campagnes de presse furent organisées, avec le concours éclairé de l'Association Frat∴ des Journalistes, qui dénigraient systématiquement toutes les entreprises italiennes et dénonçaient l'impérialisme et le colonialisme de Rome.

Tous les comités, tous les groupements qui furent fondés à ce moment-là « pour la défense du peuple éthio-

du Rite Ecossais de la juridiction sud des Etats-Unis, était devenu, au Congrès de Bruxelles, le 16 juin 1935, l'organe officiel des Suprêmes Conseils du Rite Ecossais, c'est-à-dire des 33e∴ du monde entier.

pien » le furent sous l'égide et avec la protection de la maçonnerie. Nous n'en citerons pour exemple que cette circulaire que le « *Comité International pour la défense du peuple éthiopien et de la paix* » adressa, dès sa création à tous les vénérables des loges :

Paris, le 19 novembre 1935

Ven∴ M∴ et T∴ C∴ F∴

Notre Comité, — qui groupe 203 organisations de toutes tendances, nationales et internationales, politiques et syndicales, culturelles et religieuses — s'est donné pour but de coordonner sur le plan national et international, toutes les activités qui, en luttant contre la guerre italo-éthiopienne, veulent, à la fois, défendre l'indépendance du Peuple et maintenir la Paix dans le monde.

Nos multiples démarches à Genève ont contribué à entraîner la S.D.N. dans la condamnation de l'agresseur ; nous nous proposons maintenant d'appuyer l'application des sanctions ; nos délégations ont déjà aidé à l'organisation d'actions communes dans les ports et à la création de Comités de vigilance pour l'application des sanctions.

Malheureusement, nos ressources étant limitées, nous ne pouvons amplifier notre campagne comme nous le désirerions. C'est pourquoi, au nom de notre Comité je me permets de vous demander une contribution pour cette œuvre qui s'inspire des principes de fraternité universelle qui sont la base même de notre Ordre ; nous accueillerons avec gratitude, l'obole modeste que votre R∴ At∴ voudra bien nous faire parvenir.

Vous en remerciant à l'avance, je vous prie de croire, Ven∴ M∴ et T∴ C∴ F∴, à mes sentiments frat∴

Pour le Camité :
P. KIENLEN (*Justice-G∴O∴*).

A l'intérieur des temples, le travail fut intensif. Les loges françaises multiplièrent les réunions, les congrès, les conférences en *tenue blanche*, sans parler des conciliabules secrets.

Elles furent aidées dans cette besogne par les loges d'émigrés italiens « Italia », « Italia-Nuova » et le Souverain chapitre « Italia Liberia », ateliers créés dans le but d'abattre le régime fasciste et qui, au mépris des lois les plus élémentaires de l'hospitalité, poursuivirent sur notre sol leurs campagnes d'excitation et de haine.

Voici, pris au hasard, dans le *Bulletin hebdomadaire des loges parisiennes*, quelques-unes de ces conférences :

16 octobre 1935 : Tenue Blanche organisée 8, rue Puteaux par la Loge « Italia Nuova » avec les concours de dix autres loges et du groupe Fraternité-Réconciliation (sic) : « *Le conflit entre le Fascisme italien et l'Ethiopie* ». Orateurs : MM. Mario Angeloni, Luigi Campolonghi, Président de la ligue italienne des Droits de l'Homme, Marc Rucart, V. de Moro-Giafferzi.

Même jour : à la Loge « L'Etoile Polaire » : « *Regards sur l'Ethiopie* ».

18 octobre : à la Loge « Thébah » : « *La question éthiopienne* ».

20 octobre : à la Loge « *L'Aurore Sociale* » d'Alfortville : même sujet.

21 octobre : à la Loge « France et Colonies », fréquentée par les officiers et les gouverneurs des colonies : même sujet.

24 octobre : à la Loge « Les Rénovateurs », batterie de deuil à la mémoire des victimes du fascisme mussolinien.

Même jour : à la Loge « Spartacus », cérémonie à la mémoire des FF∴ morts en Abyssinie.

12 novembre : à la Loge « Paris », conférence de M. Paul Perrin : « *le Conflit italo-éthiopien* ».

13 novembre : à la Loge « *Italia Nuova* », conférence de M. Angeloni : « *Les sanctions, c'est la paix !* »

La pensée du F∴ Angeloni est d'ailleurs révélée de façon plus précise par une lettre qu'il écrivit le 10 mars 1936 au Grand-Maître de la Grande Loge de France, Louis Doignon. Il y faisait part de son regret que l'Italie fasciste n'ait pas été plus rudement courbée sous le joug génevois :

« *Les accords de Rome ont laissé de côté toutes les questions essentielles. Il aurait fallu — comme on l'a justement écrit — poser à Mussolini les problèmes de la politique européenne dans toute leur ampleur et avec une impitoyable et salutaire clarté.*

» *...Il est certain que, si la France et l'Angleterre avaient parlé avec la clarté et la fermeté nécessaires à Mussolini,*

celui-ci n'aurait pas misé toutes ses cartes sur la guerre d'Afrique. Et si cette guerre une fois déclenchée, la France et l'Angleterre avaient, sans hésitation, immédiatement appliqué à la lettre l'art. 16 du Covenant, Mussolini n'aurait pas refusé un compromis. Et le système de la sécurité collective aurait fait sa première preuve... »

Le F∴ Luigi Campolonghi, lui, de son côté, avait alerté la Ligue des Droits de l'Homme par un article contre l'Italie publié dans ses *Cahiers* du 30 août 1935 : « *Guerre Coloniale, Abus Coloniaux* ».

Sous son influence, le Comité central de la Ligue adoptait d'ailleurs, le 24 octobre, la résolution suivante, qui résume les idées soutenues alors par de nombreux francs-maçons dans la presse de gauche :

« *Le Comité Central se félicite du concours apporté à la Société des Nations par les organisations syndicales, en vue du boycottage de l'Etat agresseur. Il entend que le gouvernement français fasse connaître les dispositions de contrôle qu'il a prises ou s'apprête à prendre pour assurer l'exécution stricte des prescriptions de Genève.*

» *Convaincu que les sanctions économiques et financières, les seules envisagées, doivent permettre aux états fidèles de la Société des Nations de juguler la guerre sans verser une goutte de sang, il en requiert l'application immédiate et rigoureuse. Il compte que l'exemple d'un agresseur arrêté dans son entreprise par la privation des ressources indispensables aux opérations militaires et privé de tout bénéfice, territorial ou autre, par le refus collectif, des Nations solidaires, démontrera la stérilité de la guerre et servira d'exemple aux perturbateurs éventuels de la paix.* »

Le résultat de toutes ces intrigues est connu : sans trop se compromettre directement, la franc-maçonnerie obtint, par l'intermédiaire de ses membres agissant « à titre personnel », le vote par la S.D.N. des sanctions économiques contre l'Italie.

La satisfaction fut grande dans les Loges, et au Convent du Grand Orient de 1936, plusieurs frères en firent part à l'assemblée, lui démontrant que cette politique de fermeté allait enfin nous amener la paix universelle.

« *Sans entrer sur le terrain politique,* déclara le F∴ Rodrigues, *nous serons tous d'accord pour saluer avec allégresse le réveil qui s'est produit hier à Genève, à la Société des Nations, où, pour la première fois, on a dit au fascisme : "Tu n'iras pas plus loin !"*

» *Après avoir par faiblesse laissé se consommer l'infamie du drame éthiopien, après avoir laissé, par faiblesse, se développer la rébellion et, comme le disait le Suédois Branting, avoir par là même à son insu légalisé le droit de rébellion, on dit à ce pays fasciste et de servitude : "C'est fini !"*

» *Et bien loin de nous amener la guerre, ce que va nous amener l'attitude qu'on a observée, ce sera le recul du fascisme italien, du fascisme hitlérien, et l'on verra que toutes ces menaces étaient en réalité des menaces de faiblesse* » (20).

Et le F∴ Paul Perrin, salua, avec sa grandiloquence habituelle, cette victoire des démocraties sur le fascisme :

« *...Enfin a été prononcé le "non" viril que depuis des semaines nous attendions. Les représentants des petites puissances, qui, elles, se soucient fort peu de leur devenir "l'Ethiopie de quelqu'un", ont, dans un beau sursaut d'énergie, clamé : « C'en est assez du chantage d'Hitler et Mussolini ! C'en est assez des palinodies des grandes démocraties ! Nous ne sommes pas disposés à jouer plus longtemps les décapités par persuasion ! L'Ethiopie siègera à Genève, ainsi que le veulent la justice et la morale internationales, et nous verrons bien ce qu'il adviendra des rodomontades des dictateurs."*

» *Et l'Ethiopie siège à Genève.*

» *Or, qu'est-il arrivé ? Quels cataclysmes ont brusquement fondu sur le monde ? La guerre constamment agitée comme un épouvantail, a-t-elle subitement déferlé, par le bon plaisir du Führer ? D'aucune manière.*

» *Tout se passe normalement, paisiblement et les choses prennent enfin leur cours logique, parce qu'à l'arrogance des dictateurs, colosses aux pieds d'argile, s'est enfin opposé la volonté calme et résolue du front uni des démocraties* » (21).

Malgré les efforts de la franc-maçonnerie cette attitude ne réussit pas, en effet, à nous amener immédiatement la

(20) Convent du Grand Orient de France, 1936, C.R. p. 152.
(21) Convent du Grand Orient de France, 1936, C.R. p. 264.

guerre. Mais elle réussit à compromettre notre situation en Europe et à nous mettre à dos l'Italie qui eut dû être notre alliée naturelle.

La guerre d'Espagne

Lorsque le général Franco décida de réagir contre la République espagnole qui, depuis cinq ans, menait son pays à la décadence et à la ruine, la franc-maçonnerie reprit, en faveur de l'intervention française en Espagne, la campagne qu'elle avait déclenchée à l'occasion de la conquête de l'Ethiopie par Mussolini.

Après avoir réussi à isoler la France au sud-est, elle allait tenter la même opération au sud-ouest, en faisant l'impossible pour nous brouiller définitivement avec Franco dont l'intervention apparaissait, dès les premiers jours, comme décisive.

La maçonnerie espagnole, qui contrôlait tous les rouages du gouvernement républicain et se sentait donc directement menacée, appela à son aide, la franc-maçonnerie française. Celle-ci, répondant aussitôt à ce signe de détresse, fit tout pour obtenir l'intervention de la France et de l'Angleterre aux côtés des rouges de Madrid.

La manœuvre avait été amorcée au Convent du Grand Orient de septembre 1936, où M. Ceferino Gonzalez, Grand-Maître adjoint du Grand Orient Espagnol avait déclaré :

« *J'ai appris tout ce que vous avez fait, au cours de cette assemblée générale, pour réconforter vos frères espagnols. Au nom de tous ceux qui combattent là-bas pour la liberté, pour le droit, pour la justice, je vous remercie avec une profonde émotion, de tout notre cœur. Du Grand Orient de France, puissance maçonnique amie dont nous avons toujours suivi de notre mieux les exemples glorieux, aucun geste de générosité ne peut nous surprendre...*

» *Je vous demande, avant de finir, de consacrer notre souvenir le plus humain, le plus fraternel, le plus maçonnique aux frères qui, n'étant pas espagnols, ont donné leur vie au front des milices espagnoles contre tous les généraux qui défendent maintenant l'oppression et le fascisme.*

» *Pour nous, l'heure n'est plus aux discours...* » (22).

(22) Convent du Grand Orient de France, 1936, C.R. pp. 281 et 282.

Effectivement, l'heure n'était plus aux discours. Déjà M. Augusto Barcia, qui était non seulement ministre des affaires étrangères d'Espagne, mais encore maçon du 33e degré, Grand Commandeur du Suprême Conseil pour l'Espagne et garant d'amitié du Grand Orient de France et du Suprême Conseil de France auprès du Suprême Conseil Espagnol, avait donné ordre, à l'ambassadeur d'Espagne à Paris, de présenter au gouvernement français, par l'intermédiaire de Frères dévoués, une demande d'envoi de matériel de guerre prélevé dans nos parcs militaires.

Mais, l'ambassadeur, diplomate de carrière, étranger à la politique, répugnait à se charger d'une mission dont il jugeait qu'elle mettait en jeu l'indépendance et la dignité de son pays. Le gouvernement espagnol dut lui dépêcher, pour l'aider dans sa tâche, et au besoin l'encourager, M. Fernando de Los Rios, ancien ministre d'Etat et, comme par hasard, franc-maçon. L'ambassadeur, se considérant désavoué par cette présence qui avait tous les caractères d'une substitution et peu désireux d'intervenir dans une affaire qu'il estimait antipatriotique, démissionna et en donna les raisons aux journaux.

Devant la violente campagne de presse qui suivit la nouvelle de cette démission et des motifs qui étaient à son origine, le gouvernement français, qui avait tacitement accepté la remise du matériel de guerre demandé, dut reculer et adopter une résolution de non-ingérence dans le conflit espagnol. Le F∴ Fernando de Los Rios rendit compte de tous ces faits au chef de son gouvernement, le franc-maçon José Giral, dans une lettre où il écrivait notamment :

« *Le Conseil a décidé de ne faire aucune remise de gouvernement à gouvernement, mais d'autoriser la remise par l'industrie privée du matériel que nous acquérons et la circulation de ce matériel. Les moyens d'exécution et les facilités nous seront donnés par une Commission de ministres, où nous pourrons compter sur un de nos amis les plus fidèles. Ils tiendront demain la réunion la plus importante et décisive, mais ils me disent d'avance que nous pouvons, avec une sécurité presque absolue, retirer les appareils d'aviation du 25 au lundi ou mardi, et nous organiserons ou, pour mieux dire, j'organiserai avec Cruz Martin et quelque autre ami espagnol, aidé par quelques excellents amis français, le passage des bombes. Cela est difficile, surtout pour quelqu'un qui, comme moi, n'est pas précisément*

un expert ; mais nous verrons de quoi la nécessité nous rend capables... » (23).

Ainsi, si le gouvernement français n'engageait pas officiellement, sa responsabilité, sur le plan pratique, non seulement il autorisait mais il stimulait l'aide aux rouges espagnols.

Mais cette action était jugée insuffisante par les Frères français qui auraient voulu une intervention officielle française au-delà des Pyrénées.

Toujours au Convent de 1936 du Grand Orient de France, au cours du discours prononcé au banquet de clôture, M. Paul Perrin, secrétaire du Conseil de l'Ordre du Grand Orient, après avoir déclaré : « *Nous Français et francs-maçons qui sommes passionnément attachés à la démocratie, avons le devoir de faire l'impossible pour éviter l'écrasement de la République espagnole* » (24), n'hésitait pas à accuser de faiblesse le gouvernement lui-même :

« *Dans les heures tragiques que nous vivons, bien davantage que d'intelligence et de subtilité, c'est de courage que doivent faire preuve les hommes d'Etat qui tiennent dans leurs mains le sort de la démocratie. Il faut qu'ils aient le courage, une fois pour toutes de dire "Non !" aux maîtres-chanteurs fascistes. Arrière le pseudo-pacifisme des résignés, des fatalistes ou des tremblants !* » (25).

L'année suivante, au Convent de 1937, les congressistes du Grand Orient de France adoptent, dans l'enthousiasme, le vœu suivant qui leur est présenté par M. Lindon (Lindenbaum), rapporteur de la Commission des Etudes Politiques et Sociales :

(23) Cette décision du gouvernement français est d'ailleurs confirmée par la déclaration du F∴ Paul Perrin au Convent du Grand Orient de France de 1936 (C.R. p. 262) : « *Mais qui donc a parlé d'une intervention du gouvernement français lorsqu'il s'agit simplement de laisser des entreprises privées exécuter des marchés de fournitures conclus de longue date avec le gouvernement légal de Madrid ? L'intervention, elle se produit au contraire au moment où l'embargo est prononcé sur l'objet des commandes en question.* »

(24) Convent du Grand Orient de France, 1936, C.R. p. 260.

(25) *Ibid., C.R.* pp. 264 et 265.

« *Le convent, répondant à l'appel désespéré des FF∴ espagnols, et considérant que le seul moyen d'éviter une guerre européenne est de fournir à la République espagnole les moyens de se défendre avec efficacité ;*

» *Emet le vœu que soient reprises immédiatement les relations commerciales avec l'Espagne* » (26).

La Ligue des Droits de l'Homme, de son côté, ne restait pas inactive. Le 10 août 1936, ses *Cahiers* publiaient la déclaration très nette que voici :

« *La Ligue française des Droits de l'Homme tient à se déclarer solidaire de nos camarades d'Espagne debout pour la défense de la République.*

» *Elle salue leur dévouement stoïque à une cause qui n'est pas absolument leur cause, mais qui est aujourd'hui celle de tous les peuples encore libres.*

» *...Le peuple français aime passionnément la paix. Mais il ne cède pas au chantage des menaces de guerre. Il n'ignore pas que toute victoire du fascisme rapproche l'Europe de la guerre. Ce n'est pas aux généraux fusilleurs qu'il fait confiance pour la sauvegarder de la paix. c'est au peuple qui ne se laisse pas imposer la dictature des fusilleurs.*

» *Ce sont les sentiments vrais du vrai peuple que le Rassemblement populaire exprime. Tout le reste est trahison : trahison de la Liberté, trahison de la Paix, trahison de la France. Car l'intérêt de la France est d'avoir pour voisins des peuples maîtres d'eux-mêmes.*

» *C'est pourquoi la Ligue des Droits de l'Homme, en plein accord avec toutes les organisations du Rassemblement populaire, remercie nos amis d'Espagne, qui combattent, souffrent et meurent pour notre salut commun.*

» *Vive le Frente Popular, frère héroïque de notre Rassemblement populaire.* »

A l'intérieur des loges, on ne restait pas non plus en arrière du mouvement.

Si l'on consulte la collection du *Bulletin hebdomadaire des loges de la Région parisienne*, qui annonçait toutes les réunions tenues par les loges de la capitale ou de la ban-

(26) Convent du Grand Orient de France, 1937, C.R.. pp. 131 et 132. Il s'agissait principalement du commerce des armes !

lieue, on s'aperçoit de l'importance accordée à la guerre d'Espagne.

On y relève, sur ce sujet : 64 conférences en 1936 ; 96 en 1937 ; 56 en 1938 ; 27 en 1939.

Ainsi, en trois ans, de juillet 1936 à juillet 1939, la maçonnerie organisa, dans la seule région parisienne, 243 conférences sur le problème espagnol.

La lecture du compte rendu de ces réunions est particulièrement instructive, car tous les frères n'étaient pas aussi discrets, ni aussi prudents que M. Gustave Rodrigues qui déclarait, le 22 décembre 1936, à la loge « Clarté » :

« *Quant à l'Espagne républicaine, je ne puis en dire grand-chose ici... des indiscrétions étant toujours à craindre.*

» *Mais soyez-en convaincus, mes Frères, notre gouvernement n'abandonne pas nos infortunés frères d'Espagne ; l'appel du très illustre Frère Seferino Gonzalès, Grand-Maître du Grand Orient d'Espagne, n'a pas été inutile, croyez-le bien !...* »

M. Albert Vigneau, ancien franc-maçon, a relaté dans un de ses livres, une conférence que fit le 5 novembre 1936, un certain Edouard Serre, pour les Frères de la Loge « Les Zélés Philanthropes ». Cette conférence avait pour titre : « *Au secours de l'Espagne !* »

« *Le F∴ Serre (qui était alors vice-président des Sports populaires, directeur technique de la Compagnie Air-France, et de plus, éminence grise du ministre Pierre Cot) loua d'abord les efforts intelligents des FF∴ Bossoutrot et Sadi Lecointe, directeurs de l'Aviation populaire — tous deux également de la L∴ « Eole » qui réussirent, en employant des procédés cachés, à diriger vers la Catalogne le matériel aéronautique réclamé par le T∴ Ill∴ F∴ Seferino Gonzalès, Grand-Maître du Grand Orient d'Espagne.*

» *Le F∴ E. Serre donna ensuite des détails sur son entrevue à Madrid avec Largo Caballero et se félicita de la cohésion réalisée entre l'ambassade de France à Madrid, le ministre de l'Air espagnol et les services d'Air-France, grâce au truchement du F∴ Cahuzac, attaché militaire français à Madrid.*

» *Enfin, après avoir affirmé sa foi dans la victoire des Républicains d'Espagne, grâce à l'aide que les Soviets apportent sans limite aux gouvernementaux espagnols, il adressa aux FF∴ présents un appel avec des accents pathétiques, les suppliant d'opérer dans le monde profane une pression capable de provoquer l'intervention de nos armes et de notre matériel dans la péninsule.* »

L'appel d'Edouard Serre fut d'ailleurs entendu, puisque, un mois plus tard, un Congrès des loges de la Région parisienne groupant 77 ateliers, chargea le vénérable de la Loge « l'Internationale » d'intervenir auprès de la C.G.T. pour entreprendre toute action susceptible de hâter « *la reconsidération de l'intervention de la France* » (27).

Et pour répondre à une partie de l'opinion publique qui dénonçait l'intervention comme le plus sûr moyen de déclencher une guerre mondiale, la franc-maçonnerie reprit sa campagne destinée à montrer que le jeu du pacte franco-soviétique garantissait la France contre tout danger de guerre.

M. Paul Perrin fut chargé d'en lancer le thème de base dans une conférence maçonnique : « *l'Armée Rouge et le pacte franco-soviétique* » qui eut un certain retentissement.

La maçonnerie américaine prenait également part au concert. L'équipe du *New-Age*, qui, nous l'avons vu, s'était dépensé sans compter dans l'affaire des sanctions à l'Italie, mit sa plume au service des républicains espagnols.

Dès le début de la guerre civile, le F∴ Juchhoff définissait ainsi, dans le numéro de septembre 1936, le rôle des démocraties :

« *Les démocraties ne peuvent se permettre d'être tolérantes que pour les divergences mineures d'opinions politiques et économiques et tant qu'aucun élément puissant n'entreprend de modifier ouvertement la structure générale du gouvernement. Elles doivent se préparer à opposer la force à la force et à employer, au moins temporairement, la fermeté si elles ont l'espoir de survivre à l'assaut de ceux qui se tournent vers la dictature pour résoudre les problèmes de l'heure...* »

Tous les appels au secours des organisations maçonni-

---

(27) On retrouve là le procédé habituel de la Franc-Maçonnerie qui se découvre rarement et préfère agir par personnes ou par groupements interposés comme la Ligue des Droits de l'Homme ou la Ligue de l'Enseignement. Cette fois, c'est la C.G.T. qui subit son influence.

ques espagnoles furent publiés par *The New Age* et les autres organes de la franc-maçonnerie américaine qui s'en servirent pour préconiser l'intervention des Etats-Unis en faveur de l'Espagne rouge.

A mesure que la situation se tendait en Espagne, la fièvre augmentait, et en février 1939, en s'appuyant sur le fait qu'il n'était pas « *nécessaire de faire un grand effort d'imagination pour prévoir le sort qui attend les frères espagnols au cas où Franco gagnerait la guerre* », *The New Age* lançait un suprême appel :

« *Au nom de l'humanité, au nom de la démocratie et en celui de la liberté humaine, nous élevons notre voix et supplions le gouvernement des Etats-Unis de lever l'embargo sur les armes destinées aux Républicains d'Espagne. La défaite de l'Espagne loyaliste aura les plus graves répercussions aux Etats-Unis, comme en Amérique latine.* »

Le Président Roosevelt, évidemment, ne demandait qu'à intervenir. S'il ne le fit pas, c'est que le souvenir de Wilson était encore frais et que les partisans de l'abstention dans les affaires de l'Europe étaient puissants. L'Espagne rouge ne put donc obtenir des Etats-Unis d'autres secours qu'une aide officieuse, en tous points comparable à celle que lui donnait le Front Populaire français.

La franc-maçonnerie, cependant, tant en France qu'ailleurs, avait, jusqu'à la dernière minute, œuvré pour engager les gouvernements des démocraties dans la lutte armée contre le général Franco.

Aussi, lorsque l'Espagne se trouva complètement libérée et que le gouvernement français lui-même dut reconnaître le gouvernement franquiste, cela ne fut pas du goût des loges.

Les frères de Parthenay le firent bien voir en publiant le 15 mars 1939, un ordre du jour catégorique.

« *Les membres de la R∴ L∴ « Les Amis de la République » O∴ de Parthenay, réunis en tenue régulière le 12 mars 1939, ont été très émus par l'adhésion de nos FF∴ parlementaires, à l'acte de reconnaissance du général Franco comme chef du gouvernement régulier d'Espagne.*

» *Considérant cette adhésion comme une infraction flagrante aux principes de la maçonnerie, puisque ce même chef était rebelle aux lois en vigueur dans son pays, et surtout parce qu'il était le tortionnaire de nos FF∴ espagnols, les membres de la R∴ L∴ "Les Amis de la République" demandent en conséquence qu'il soit rappelé par qui de droit à nos FF∴ parlementaires et membres du gouvernement qu'ils s'inpirent à l'avenir davantage dans leur vie publique des enseignements maçonniques.*

» *Demandent, en outre, que cette attitude fasse l'objet d'un examen sérieux de la part des obédiences ou ateliers desquels ils dépendent, ainsi que du Conseil Fédéral.* »

De son côté, la Loge de Saint-Marcellin, dans l'Isère, demanda, en juillet 1939 « *à la Grande Loge de France de faire une démarche pressante auprès des ministres républicains, et plus particulièrement des ministres francs-maçons, pour que l'or espagnol serve à la sauvegarde des malheureux réfugiés et que de toutes leurs forces ils s'opposent à la livraison de cet or à Franco. Sinon, les FF∴ de Saint-Marcellin pourraient se demander si le titre dont ils s'honorent garde tout son sens.* »

La maçonnerie qui, pendant trois ans, n'avait eu de cesse qu'elle n'eût compromis la France, ne pouvait se résoudre à arrêter son action.

Les dessous maçonniques de l'affaire tchécoslovaque

Il ne faut pas croire que cette action en faveur des républicains espagnols empêchait la Maçonnerie française d'élargir son antifascisme et de répandre son zèle sur les autres régions de l'Europe. Bien au contraire. Au mois d'octobre 1937, un frère de cette obédience écrivait au Grand-Maître de la Grande Loge de France : « *L'action du Front Populaire contre le Front Nazi ne doit pas se cantonner à la France ; elle doit se développer partout où faire se peut.* »

L'Etat tchécoslovaque, fruit de la paix maçonnique de 1919 était un terrain tout préparé et la Franc-Maçonnerie estima qu'elle se devait d'aider cet état à mettre en échec les revendications de la minorité sudète, soutenue par l'Allemagne.

L'idée d'un Etat « tchécoslovaque » était, en effet, une idée spécifiquement maçonnique. Comme le reconnaissait la revue : *Les Annales Maçonniques Universelles :*

« *Toute une pléiade d'artisans du réveil national étaient*

membres d'assemblées maçonniques ou, tout au moins, en rapports étroits avec elles » (28).

Il n'est donc pas étonnant que ce soient deux francs-maçons, Thomas Masaryk et Edouard Bénès, qui eurent l'idée de réclamer aux vainqueurs de 1918 la création de cet Etat.

En 1919, un de nos plénipotentiaires, qui devait devenir l'année suivante secrétaire général du quai d'Orsay, Philippe Berthelot, franc-maçon lui-même, avait posé comme principe essentiel aux organisations des conférences de la paix :

« *Pour tout ce qui regarde l'Europe centrale, faire ce que demandera Bénès.* »

C'est pourquoi, par les traités de Trianon et de Saint-Germain, la Maçonnerie avait pu balkaniser toute l'Europe centrale et réduire des Etats puissant en une poussière de petites nations incapables de vivre dans leur isolement. C'est aussi pour « *créer un Etat laïque à l'est de l'Europe* », comme devait l'avouer le F∴ Bouglé, sous-directeur de l'Ecole Normale Supérieure, que furent dispersés les Etats héréditaires de la Monarchie catholique des Habsbourg, dispersion qui devait avoir des conséquences désastreuses que nous étudierons plus loin.

Les Tchèques, fondateurs du nouvel Etat ne représentaient que 44 % de la population totale (29).

Bien plus, toutes ces minorités étaient concentrées de telle sorte qu'en certaines régions elles constituaient d'importantes majorités : c'était une flagrante violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'est pour dénoncer le triste sort qui était fait à ces minorités que, dans le *Daily Mail*, lord Rothermere publiait un sévère article, intitulé : « *Les prisonniers de la Tchécoslovaquie* ». Il écrivait notamment ces lignes prophétiques :

« *La faute qui a consisté à créer un Etat artificiel qui s'appelle la Tchécoslovaquie peut coûter une guerre à l'Europe. Le nom même de Tchécoslovaquie n'a aucun sens. C'est une fausse étiquette sans signification historique ou géographique. On pourrait aussi bien parler d'une Anglo-Hollande. Cette filouterie, qui représente un danger permanent pour l'Europe centrale, fut perpétrée dans l'intérêt des Tchèques, peuple rusé qui s'arrangea pour garder un pied dans les deux camps pendant toute la guerre et, à la fin, réclama aux vainqueurs une récompense extravagante pour son double jeu.*

« *Aujourd'hui, les nuages de guerre s'accumulent sur les frontières de la Tchécoslovaquie. Peut-être le gouvernement de Prague a-t-il encore le temps de réparer le mal qu'il a fait. Mais la Tchécoslovaquie est toujours sous le contrôle des politiciens qui ont créé cet Etat hybride. Le Dr Bénès, le principal fondateur de l'Etat tchécoslovaque, est actuellement son Président* » (30).

(28) N° d'avril 1932.
(29) Voir l'étude de Jacques Bordiot.

L'appartenance à la Franc-Maçonnerie de la quasi-totalité des membres du gouvernement tchécoslovaque n'était pas faite pour arranger les choses.

La Franc-Maçonnerie tchécoslovaque n'était guère importante par le nombre de ses adhérents qui ne dépassaient pas les 3 000, mais elle était active et influente.

Elle comprenait deux formations importantes, « La Grande Loge Lessing aux Trois Anneaux » et « la Grande Loge nationale de Tchécoslovaquie », qui possédaient toutes deux un rayonnement extérieur considérable.

Pour la première, les « Annales Maçonniques Universelles » précisaient que :

« *La Grande Loge Lessing zu den drei Ringen* », *dont le développement va en croissant, entretient actuellement des relations d'amitié avec 77 puissances maçonniques, dont 22 aux Etats-Unis, 6 en Australie, 6 au Canada, 15 en Amérique du Sud et 22 en Europe. Les effectifs atteignirent pour l'exercice 1936-1937, le chiffre de 1 438 membres* » (31).

La Grande Loge Nationale de Tchécoslovaquie organisa le *Convent Maçonnique International*, qui eut lieu à Prague du 8 au 31 août 1936. Cette réunion fut d'une importance exceptionnelle : elle eut la valeur d'un conseil de guerre décidant d'engager une lutte acharnée contre l'Allemagne.

(30) *Daily Mail*, 12 février 1937.
(31) N° de septembre 1937.

Il était normal que sa position privilégiée de « bastion maçonnique » au centre de l'Europe, donnât à l'Etat Tchécoslovaque un prestige exceptionnel dans toutes les loges du monde et surtout en France.

C'est ainsi qu'au Convent du Grand Orient de France, le Président du Conseil de l'Ordre, Arthur Groussier, l'avait salué dans une déclaration pleine de promesses :

« Je souhaite la bienvenue à notre excellent F∴ Bondy qui représente la Grande Loge Lessing aux Trois Anneaux, à l'Orient de Prague.

» Cette Grande Loge a toujours montré beaucoup d'amitié pour nous. La Tchécoslovaquie est une nation qui, par ses institutions et sa culture, est proche de la nôtre et que nous avons le devoir de soutenir et de défendre ; si nous pouvions aider les peuples de la Petite-Entente et des Balkans à former un faisceau solide, ce serait pour l'Europe un sérieux gage de paix et de liberté. »

Pour ce qui est de ce « faisceau solide » prôné par le président Groussier, il n'est pas difficile de savoir ce qu'en pensait le gouvernement maçonnique qui faisait de Prague le carrefour des liaisons équivoques avec Moscou.

En juin 1936, un diplomate tchèque, Jean Seba, ancien secrétaire de Masaryk, publiait un livre de 650 pages, « *La Russie et la Petite Entente dans la politique mondiale* », où il développait l'idée constante des politiciens de Prague : avoir une frontière commune avec l'U.R.S.S., en imposant des sacrifices territoriaux à la Roumanie et à la Pologne.

Cet ouvrage provoqua, à Bucarest et à Varsovie, une indignation et une émotion d'autant plus vives qu'il était préfacé par Camille Krofta, ministre des Affaires Etrangères, et que son auteur était justement le représentant de la Tchécoslovaquie auprès du roi Carol.

Une multitude de faits pourraient encore montrer le caractère inquiétant de la politique pro-soviétique du gouvernement maçonnique de Tchécoslovaquie.

Mentionnons seulement qu'un « *Comité pour le soutien de l'Espagne démocratique* » lança un appel en faveur du Frente Popular ; on y relevait parmi les membres l'ancien sénateur Votja Bénès, frère d'Edouard, le même qui avait contresigné avec Masaryk le fameux accord de Pittsburg.

La presse anglaise, elle-même, critiqua violemment cette politique. Le *Times* reconnut que les pactes franco-tchéco-soviétiques mettaient obstacle à un règlement des questions européennes. Plus vigoureux encore, le journaliste Garvin écrivit dans l'*Observer* : « *Prague est devenu le concierge de Moscou.* »

L'Allemagne, pendant ce temps, se préparait à annexer l'Autriche.

C'est pour pouvoir créer cet Etat absurde, qui s'appelait la Tchécoslovaquie, que l'Autriche catholique avait été démembrée, que réduite à sa seule population allemande, elle avait été privée de sa dynastie fédératrice, seul fondement de son unité et sans laquelle il était clair qu'elle n'aurait plus aucune raison de ne pas rejoindre le Reich allemand.

Le vote *unanime* du Parlement de Vienne, en 1920, qui postulait le rattachement de l'Autriche au Reich, d'ailleurs reconnu comme nul par l'Entente (sans doute au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) aurait dû ouvrir les yeux des plus aveugles, mais les yeux ne voulaient pas s'ouvrir, et le F∴ Plantagenet (32), faisait encore écrire en février 1936, dans sa revue *la Paix*, périodique inspiré par les *Annales Maçonniques Universelles* mais destiné aux profanes :

« Si nous ne pouvons faire ce qu'il faut pour détourner l'Autriche légitimiste de cette folle aventure (la restauration des Habsbourg), nous contraindrons nous-mêmes nos amis de la Petite-Entente à se retourner vers l'Allemagne pour faire échec à la politique légitimiste. Soyons convaincus que le Reich sacrifierait sans hésiter les revendications révisionnistes de la Hongrie, son alliée, pour s'assurer les avantages divers qui résultent pour lui d'un tel accroissement d'influence dans les Balkans. »

Il fallait rappeler ces faits pour expliquer l'étonnante attitude, non seulement de la franc-maçonnerie, mais de tout le « parti de la guerre », dans ces journées du 10 au 13 mars 1938 où l'Autriche fut absorbée par l'Allemagne. La majorité de l'opinion française était spontanément hostile à l'Anschluss, qui représentait un accroissement des forces du Reich. Ils avaient là une occasion exceptionnelle de la soulever contre le fascisme. Or ils parurent ignorer

(32) De son vrai nom Ignace Engel, vénérable de la Loge « Gœthe » (G∴ L∴).

l'événement. On ne trouve pas de texte maçonnique appelant les Français aux armes contre l'Allemagne au nom de la paix et de la liberté (33).

Une fois de plus, la maçonnerie avait fait sienne le slogan de Bénès : « *Plutôt l'Anschluss que les Habsbourg !* »

Car les gouvernements successifs de la France commirent les fautes qu'on pouvait redouter. C'est par leur faute que la situation internationale ne cessa d'empirer entre 1919 et 1939. Dans cette diplomatie criminelle, les loges jouèrent un rôle permanent et décisif. Il faut bien le dire, jusqu'en 1938, le quai d'Orsay ne dit rien, ne prépara rien, ne fit rien sans consulter le F ∴ Masaryk ou le F∴ Bénès. C'est auprès de ces pontifes de la franc-maçonnerie internationale que notre gouvernement allait chercher ses inspirations et souvent ses mots d'ordre.

C'est sous leur pression qu'on concluait avec l'Angleterre, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Russie, la Yougoslavie, des traités qui encerclaient l'Allemagne et qui nous engageaient à recourir aux armes si ces pays alliés se considéraient comme attaqués.

La presse, copieusement « arrosée » par M. Bénès sur les fonds secrets du Ministère des Affaires étrangères tchécoslovaque, excitait le public contre l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Le peuple de France, abusé et trompé, ne se doutait pas que cette vassalité la menait tout droit à la boucherie.

En mars 1938, après l'Anschluss, il devint visible que le chancelier Hitler réclamerait le rattachement au Reich des provinces appartenant à l'Etat tchécoslovaque et habitées par des majorités allemandes. Léon Blum inaugura sa seconde présidence du Conseil en renouvelant à l'ambassadeur de Tchécoslovaquie à Paris, le F∴ Osusky, l'assurance que « *la France tiendrait effectivement, immédiatement et intégralement toutes ses obligations envers la Tchécoslovaquie, résultant d'un traité connu de tous.* »

Il s'agissait d'un traité paraphé à Locarno le 16 octobre 1925. Il était spécifié dans le préambule qu'il avait été « *conclu dans le cadre du pacte de la S.D.N.* » L'article 4 stipulait en outre : « *Il entrera et demeurera en vigueur dans les mêmes conditions que lesdits traités* », c'est-à-dire ceux qui avaient été conclus le même jour entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. Or l'Allemagne, la Belgique et l'Italie s'étant successivement retirées du fragile système de sécurité établi à Locarno, il était difficile de donner encore quelque valeur juridique au traité franco-tchécoslovaque.

(33) Et c'est Mussolini, en mobilisant sur le Brenner, qu'il avait sauvé l'indépendance autrichienne en 1934 !

Mais le « parti de la guerre » veillait.

Après l'Espagne, la Tchécoslovaquie paraissait offrir aux loges l'occasion de réaliser enfin le vœu formulé par le F∴ Groussier au Convent de 1936 du Grand Orient :

« *Souhaitons que la démocratie triomphante brise les unes après les autres toutes les autocraties de l'Europe et réalise l'idéal maçonnique* » (34).

Le bureau de presse tchécoslovaque à Londres télégraphiait aussitôt que la France avait informé l'Angleterre, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie qu'elle interviendrait dans le cas d'une attaque dirigée contre la Tchécoslovaquie.

A Prague, on ne s'effrayait pas à l'idée d'une guerre européenne.

Dans « La Résurrection d'un Etat », Thomas Masaryk avait eu le cynisme d'écrire ces lignes atroces à propos de la guerre de 1914 :

« *Je me demandais avec anxiété si la guerre durerait aussi longtemps que je l'avais escompté... Au cas d'une victoire rapide des alliés, nous resterions, je le craignais, les mains vides. Une guerre plus longue nous donnerait plus de temps pour faire notre propagande.* »

La création artificielle de la Tchécoslovaquie avait exigé une guerre longue et cruelle pour la France. Devait-il en être de même pour son maintien intégral ?

Dans la presse, la fièvre montait.

Et cependant, il était net que l'opinion publique, si ignorante soit-elle, ne suivait pas le mouvement amorcé par la presse belliciste. Le « parti de la paix » gagnait du terrain.

On le vit bien le 19 septembre, au lendemain de la première conférence anglo-française de Londres lorsque les journaux publièrent le communiqué qui indiquait l'accord

(34) Les briser par les armes, évidemment.

des deux gouvernements sur le principe d'une « *solution pacifique de la question tchécoslovaque* ».

Il y eut un flottement dans l'opinion et beaucoup de Français sentirent que le « parti de la paix » allait l'emporter.

C'est dans cette atmosphère que s'ouvrit le 19 septembre au matin le Convent du Grand Orient de France.

« *La situation est grave*, déclara le Président du Conseil de l'Ordre, *périlleuse, chaque jour des incidents nouveaux surgissent ; c'est la force qui entend s'imposer... Nous traversons une période troublée. Ni les hommes, ni les nations ne paraissent avoir conservé le respect des belles et nobles idées... La lutte entre les peuples va-t-elle renaître ?... Allons-nous revoir un affreux carnage ?... Pendant nos travaux, conservons le calme et la dignité et sachons nous élever au-dessus de nos propres passions...* » (35).

Les frères du Grand Orient faillirent bien se départir de ce calme et de cette dignité, préconisés par leur Président, lorsque le lendemain, le rapporteur de la Commission des Etudes politiques et sociales, le F∴ Caron, présenta le point de vue des membres de cette Commission :

« *En ce qui concerne la situation extérieure, reconnaissons-le, nous sommes dépassés par les événements. Nous ne sommes pas responsables ni les uns ni les autres si le Convent a ouvert ses travaux au moment où une décision qui nous échappe a été prise dans un sens qui ne donne pas satisfaction à tous* » (36).

Et il y eut dans la salle des fêtes du Grand Orient quelques « mouvements divers » lorsque, un peu plus tard, le F∴ Roumilhac lut le discours du Grand-Maître du Grand Orient Espagnol, M. Martinez y Gil, qui avait vraiment mal choisi son moment pour venir prêcher la croisade contre le fascisme :

« *...Mais si la guerre se déclare, il faut que la maçonnerie universelle sache sous quelle bannière elle doit se ranger, il faut qu'elle connaisse son attitude. Il n'y a pour elle qu'une façon de faire, c'est de lutter comme la maçonnerie espagnole, de vaincre et de détruire la dictature qui, elle-même, ne vise qu'un but : la destruction de l'idéal vers lequel nous aspirons tous* » (37).

(35) Convent du Grand Orient de France, 1938, C.R. pp. 13 et 14.
(36) Convent du Grand Orient de France, 1938, C.R. p. 89.

Après quoi, une motion fut votée sur l'insistance du Président Groussier, dont les tendances pacifistes prévalurent lorsqu'il eut déclaré, « *si chacun de nous vient apporter à la tribune ses conceptions particulières, il est à craindre que nous nous heurtions et que des dissentiments profonds ne créent des divisions qui, exploitées au-dehors, pourraient devenir un danger pour le Grand Orient* » (38).

Cette motion, dont le convent avait décidé que, contrairement aux habitudes maçonniques, elle serait portée à la connaissance de l'opinion publique, disait notamment :

« *Le Convent du Grand Orient de France,*

» *Juge inutile de rappeler aux démocrates qu'une guerre, notamment par l'instauration de l'état de siège et par la disparition de toutes les libertés et la destruction systématique des pays en lutte, correspondrait à une régression presque totale de la civilisation européenne.*

» *Conscient de l'angoisse qui étreint tous les hommes devant les dangers d'une guerre générale, il affirme que la guerre ne résout rien et qu'aucune idéologie ne saurait la justifier.*

» *Le convent,*

» *Proclame solennellement que la guerre n'est pas fatale, la paix pouvant être préservée par l'union de toutes les bonnes volontés...*

» *Admettre l'idée de guerre, c'est inévitablement accepter qu'elle soit totale et n'épargne personne...*

» *Le convent se déclare hostile à toute politique aboutissant à la formation de blocs de nations rivales...* »

Sans doute, cette résolution était-elle équivoque. Dénonçant le fascisme comme « *une forme aggravée du capitalisme* » ; constatant la faillite de la S.D.N. et fondant néanmoins sur elle de grands espoirs ; préconisant tout ensemble l'examen des revendications des Etats défavorisés et une ferme résistance aux tentatives de violence, elle était faite pour contenter à la fois les partisans de la fermeté et les partisans de la négociation : le type de la

(37) *Ibid.*, p. 325.
(38) *Ibid.*, p. 42.

motion « nègre-blanc ». Tout de même, elle était singulièrement moins fougueuse que tous les textes élaborés auparavant par la rue Cadet ; à ce titre, elle était caractéristique de l'état des esprits au sein de la maçonnerie en septembre 1938 (39).

Les responsables avaient pris peur. Il estimaient qu'ils avaient du temps devant eux à condition de ne pas commettre d'erreur de tactique.

Cependant le regroupement maçonnique s'apprêtait en vue d'une contre-attaque destinée à vaincre l'une après l'autre toutes les oppositions.

Déjà la Ligue des Droits de l'Homme manifestait dans le numéro de septembre de ses *Cahiers* sa mauvaise humeur contre ce qu'elle appelait « *la trahison de Munich* » :

Voici quelques passages essentiels de sa motion :

« *La Ligue affirme, une fois de plus, que si tous les peuples pacifiques s'étaient unis résolument pour barrer la route à la guerre, la guerre aurait reculé.*

» *Elle estime que si, hélas, il est tard, il n'est pas trop tard pour réaliser cette conjonction de toutes les forces de paix.*

» *La Ligue demande donc à la France de mesurer l'abîme où la mène fatalement une politique d'abandon et d'abdication.*

» *Elle demande à l'Angleterre et à la France de se redresser, de prendre conscience de leur force matérielle et d'un rayonnement intellectuel et moral que leur attitude vient de mettre en péril.* »

La Ligue voulait que le problème tchécoslovaque fût « internationalisé » et que ce fût à la Société des Nations et à la Cour Suprême de Justice que fût demandée l'équitable solution d'un conflit qui menaçait d'ensanglanter toute l'Europe.

On mesure la vanité de cette solution.

Le 20 octobre et le 16 novembre de la même année, un membre de la Loge « La Nouvelle Jérusalem », M. René Georges-Etienne, avocat à la Cour, ancien chef-adjoint du Cabinet du sous-secrétaire aux Affaires Etrangères, prononçait, dans deux loges, des discours virulents sur les accords de Munich.

(39) Une poignée de maçons partisans de la Paix menaient une campagne ardente en faveur d'un compromis. Ils devaient payer cher, en 1944, cette opposition à la guerre.

Le 27 octobre 1938, le F∴ H. Dudon, vénérable d'honneur de la Loge « La libre Pensée » (G∴ O∴) faisait au temple maçonnique de la rue Froidevaux, une conférence dont le titre ressemble fort à un vœu : « la guerre mondiale aura lieu quand même ».

La Loge « Thélème », une des loges importantes de la capitale, conviait de son côté le 10 juin 1939 les Frères de différents ateliers à venir s'entretenir avec elle des problèmes internationaux. Elle avait décidé d'envoyer des frères discuter ces problèmes dans les autres loges. Après Munich, elle voulait un « redressement de la politique extérieure des grandes démocraties » ; elle réclamait une croisade antifaciste.

Elle n'allait pas tarder à avoir satisfaction. C'est en effet à partir de ce moment que les plus zélés des maçons protestèrent énergiquement contre l'attitude trop pacifique, à leur gré, du gouvernement, et que la maçonnerie devint le foyer d'une intense fermentation politique en faveur de la guerre.

Le coup de grâce du F∴ Roosevelt

Nous pensons ne rien apprendre à nos lecteurs en écrivant que Franklin Roosevelt, grand responsable de la vague belliciste qui submergea le monde en 1939, était franc-maçon (40).

Il fut initié aux mystères de la secte dès le début de sa carrière et il reçut le grade de maître à la « Hollande Lodge n° 8 », le 28 novembre 1911, c'est-à-dire peu de temps après son élection au Sénat. En 1929, le 28 février exactement, il obtint le 32e grade du Rite Ecossais, qui fit de lui un « Sublime Prince du Royal Secret ».

Il n'est donc pas étonnant que les chefs de la maçonnerie aient compté sur lui pour favoriser leur cause et exécuter leurs desseins.

On comprend que le F∴ Groussier ait pu déclarer au Congrès des loges de l'Est, en mai 1939 :

« *C'est la maçonnerie qui est à la base des messages*

(40) Lire l'ouvrage paru en 1955 : *Franklin Roosevelt, l'Homme de Yalta, par* G. Ollivier (*Librairie Française,* Paris).

du F∴ Roosevelt. Nos adversaires y ont bien vu la marque de la franc-maçonnerie française, et leurs critiques sont en train de faire le tour de l'Europe. »

Aussi, la franc-maçonnerie française, qui n'était jamais en retard sur le chemin des intrigues diplomatiques, profitait-elle de toutes les occasions qui s'offraient pour encourager le Président des Etats-Unis ou pour le remercier, lorsqu'il avait fait faire quelques progrès aux idées lancées par elle. Elle multipliait lettres et télégrammes à l'adresse de la Maison Blanche.

Le premier des messages lancés par la maçonnerie française est daté du 27 décembre 1936.

F.D. Roosevelt venait d'être réélu président et il avait profité du court espace de temps qui le séparait de sa rentrée en fonctions pour faire un court voyage en Amérique du Sud. Il avait prononcé à Buenos-Ayres un important discours où, tout en menaçant l'Allemagne et le Japon il avait parlé de ses efforts pour maintenir la paix.

Dans ce manifeste perçaient les craintes et les espoirs de la maçonnerie :

« *...La première parole de vos frères en Hiram sera (...) pour payer au Président des Etats-Unis d'Amérique, à l'heure la plus trouble et la plus troublée de l'histoire du monde, le tribut de leur gratitude. Qu'il leur soit ensuite permis de porter à votre connaissance leurs inquiétudes, leurs craintes et aussi les quelques espérances qui leur demeurent ouvertes.*

Redoutant qu'une guerre dévastatrice abolisse bientôt les espoirs que fondent sur la paix les démocraties européennes, les obédiences maçonniques soussignées appellent l'attention de Votre Excellence sur les nouveaux et dangereux motifs de haine qu'allument ici, là et ailleurs, des idéologies contradictoires. Les démocraties politiques, issues du parlementarisme anglais et de la Révolution Française, ont trouvé en divers lieux du monde des adversaires prêts à accepter que la force des armes décide seule de leur survie. Des philosophies politiques, des idéologies sociales s'affrontent qui iraient volontiers jusqu'aux champs de bataille pour affirmer leur volonté de puissance.

Ainsi, à tous les motifs de guerre que faisaient déjà naître l'amour du lucre et la cupidité des hommes s'ajoutent aujourd'hui des mobiles intellectuels, des mobiles passionnels dont le péril ne saurait échapper à Votre Excellence en Espagne, notamment, des hommes s'entredéchirent qui appartiennent à la même patrie et dans les veines desquels coule la gloire du même sang.

Tout espoir nous sera-t-il donc refusé ? Et sera-t-il dit que la franc-maçonnerie n'aura pas, quand il en est temps encore, fait entendre sa fraternelle voix ? Nous ne pouvons l'admettre, et nous adjurons Votre Excellence de se joindre à nous pour un ultime effort en faveur de la paix.

Nous n'avons garde d'oublier, en effet que l'homme qui, pour quatre nouvelles années, vient d'être appelé à diriger les destinées d'un peuple immense, reçut la lumière dans nos Temples. Pas davantage nous n'oublierons le rôle que pourrait jouer, en faveur de la paix si tragiquement menacée, celui d'entre nos frères qui, s'étant vu, par un plébiciste aux voix innombrables, conférer une nouvelle et exceptionnelle autorité, ne saurait, de son côté considérer sans tristesse l'état actuel de notre Europe. »

Et faisant allusion aux menaces contenues dans le discours de Buenos-Ayres contre l'Allemagne et le Japon, les FF∴ européens concluaient :

« *Qu'à tous les échos de l'ancien continent notre F∴ Franklin Roosevelt crie sa tendre alarme ! Votre Excellence a commencé. Et magnifiquement. Mais nous la supplions de persévérer, et d'engager, par tous moyens en son pouvoir, une rapide et décisive action contre la guerre.*

Veuille Votre Excellence écouter d'un cœur ému l'appel de notre fraternelle angoisse. C'est en Elle et, à travers Elle, en la Lumière qu'Elle reçut aux lieux où règnent la bienfaisance et la paix que repose notre suprême espoir, au nom de quoi nous la saluons par les Nombres mystérieux que nous seuls connaissons.

Fait et signé à l'Orient de Paris, le jour de la Saint-Jean d'Hiver de l'an de la Vraie Lumière cinq mille neuf cent trente-six.

(*E∴ V∴ 27 décembre 1936.*)

L. DOIGNON
G∴ M∴ G∴ L∴
de F∴

— illisible —
G∴ S∴ G∴ L∴ de F∴

Cet appel était, en outre, contresigné par les grands

officiers de quinze autres obédiences européennes parmi lesquelles, le Grand Orient de France, la Grande Loge et le Grand Orient d'Espagne et toutes les grandes loges des pays de l'Europe Centrale.

Dans la réponse que Washington fit tenir aux FF∴ par l'intermédiaire du conseil général des Etats-Unis à Paris, le président faisait savoir qu'il avait été « *très sensible aux marques de confiance qui lui sont exprimées dans ce document* ».

Roosevelt se heurterait à l'obstruction systématique d'Américains qui voyaient où allait les mener sa politique, et notamment au Sénat où les partisans de la politique d'isolement étaient en majorité.

Il manifesta seulement sa volonté de sauver le Grand Œuvre par le discours qu'il prononça à Chicago le 5 octobre 1937, trois mois après le début de la Deuxième Guerre nippo-chinoise qui a rapproché de lui les groupes capitalistes ayant de gros intérêts en Chine :

« *Il existe dans le monde moderne,* dit-il, *une solidarité et une interdépendance qui rendent techniquement et moralement impossible pour une nation de s'isoler complètement des phénomènes économiques et politiques du reste du monde...* »

C'était le début de la campagne qui devait amener les Américains à rejeter l'isolationnisme.

Le second appel des francs-maçons fut lancé le 24 septembre 1938 pendant la crise tchécoslovaque. Le Grand Orient de France, réuni à ce fameux convent qui aurait pu être orageux sans la tranquille autorité du Président Groussier, adressa au F∴ Roosevelt le télégramme que voici :

« *Convent G∴ O∴ de France à Président Roosevelt — Washington. Assemblée générale G∴ O∴ de France, solennellement réunie en présence délégués Grande Loge de France, Grande Loge Suisse Alpina, Grande Loge de Yougoslavie, G∴ O∴ de Belgique, G∴ O∴ espagnol adjurent fraternellement Président Roosevelt faire entendre sa voix pour suspension mesures de force en Europe. Stop. Guerre mondiale peut être évitée par intervention haute autorité Président Roosevelt service de la Justice et du Droit. Stop. Expression gratitude de centaines millions d'hommes.* »

L'Ordre maçonnique mixte international du Droit Humain, suivant l'exemple donné par le Grand Orient, télégraphia de son côté, le 25 septembre, au Président Roosevelt :

Président Roosevelt, Washington (U.S.A.),

Le Suprême Conseil de l'Obédience Maçonnique Mixte Internationale « Le Droit Humain » s'associe aux démarches tentées auprès de vous dans le but de sauver la Paix.

Cette fois encore, le F∴ Roosevelt répondit à l'appel de détresse, il lança deux messages, en reprenant l'expression que lui suggérait la maçonnerie française : « des centaines de millions d'hommes ».

« *La F∴ M∴ aura devant l'Histoire la fierté de pouvoir dire que son rôle fut déterminant dans la haute intervention du F∴ Roosevelt en vue de la suspension des mesures de force de la part des Etats en conflit.* »

C'est ce qu'on peut lire dans une brochure de propagande intitulée « *Le Grand Orient de France et la paix* ». Malheureusement pour la franc-maçonnerie et pour l'Histoire, le Président Roosevelt ne fut pas pour grand-chose dans la conciliation de Munich. Au contraire, *L'Europe Nouvelle* parle de la stupeur de Roosevelt apprenant la convocation de la conférence à quatre :

« *Roosevelt ne serait pas humain, et il ne serait pas Roosevelt si son premier mouvement n'avait été celui d'une profonde déception, pour ne pas dire plus* » (41).

Sans doute les maçons français n'avaient-ils pas lu « L'Europe Nouvelle », dont les attaches avec les loges étaient cependant bien connues, puisqu'ils s'empressèrent d'adresser à Roosevelt de chaleureux messages de reconnaissance.

Celui du « Droit Humain » était des plus laconiques :

« *Suprême Conseil Mixte International Droit Humain*

(41) Fransalès, alias F. Roussy de Sales, correspondant particulier de *Paris-Soir*, dans *L'Europe Nouvelle* du 15 octobre 1938.

vous remercie fraternellement pour admirable effort en faveur de la paix. »

Les remerciements du Grand Orient étaient plus étoffés :

Paris, le 8 octobre 1938.
A. M. Franklin Roosevelt,
Président des Etats-Unis d'Amérique.

« *Monsieur le Président,*

» *Le samedi 24 septembre 1938, alors que la situation internationale apparaissait presque désespérée, l'assemblée générale de notre Ordre solennellement réunie, en présence des délégués des Puissances maçonniques européennes amies, vous adjurait fraternellement de faire entendre votre grande voix en vue d'éviter le déchaînement d'une guerre universelle.*

» *Une immense espérance a soulevé, non seulement les francs-maçons, mais le monde civilisé tout entier lorsque, répondant à notre appel angoissé, vous avez bien voulu le 26 septembre, lancer, en faveur de la paix, un manifeste dont la portée s'est aussitôt révélée considérable.*

» *Dès que l'Europe en eut connaissance, l'atmosphère se trouva complètement changée et tels hommes d'Etat qui semblaient auparavant ne plus envisager que le recours à la force se montrèrent favorables à la poursuite des négociations.*

» *On sait que celles-ci aboutirent à sauver la paix. Il ne fait donc aucun doute que votre haute intervention fut en l'occurence déterminante.*

» *Nous tenons à vous en exprimer la plus profonde reconnaissance en vous demandant très fraternellement de poursuivre l'œuvre humanitaire à laquelle vous avez avec tant de noblesse attaché votre nom.*

» *La solution des vastes problèmes qui angoissent le monde civilisé ne peut résulter que de la collaboration la plus large de toutes les nations et notamment, parmi elles, de la grande démocratie sœur dont vous êtes le représentant.*

» *Nous vous remercions par avance de cette éminente coopération et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre fraternelle et respectueuse affection.*

» *L'un des secrétaires du Conseil de l'Ordre.* »

A la suite de ce message, une offensive des bellicistes américains, appuyés par les industriels partisans de la « *bonne catastrophe* », précipita le décrochement des forces de la paix sur lesquelles Chamberlain avait appuyé sa politique de Munich. Bernard Baruch partit pour Londres afin d'établir la liaison entre les bellicistes anglais et américains.

Le 8 décembre 1938, M. Eden, dont M. Chamberlain s'était séparé lors du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, débarquait à New York. Il venait voir M. Roosevelt « *en simple démocrate qui parle à un autre démocrate* » et lui apportait les « *excuses* » de la Grande-Bretagne pour l'accord de Munich (42).

C'était le début de la manœuvre qui devait isoler M. Chamberlain ; c'était le début du revirement de la City de Londres, point de départ de la guerre de 1939.

La maçonnerie française n'abandonnait pas la partie. Par de perpétuelles excitations, elle entretenait la fureur belliqueuse de Roosevelt qui, par ailleurs était chauffé à blanc par son *bain trust*.

C'est ainsi qu'elle lui adressa, le 1er février 1939 un nouveau message, auquel l'action du F∴ Roosevelt dans les quelques semaines qui suivirent, confère une grande importance :

A. S. Exc. Francklin Roosevelt
Président des Etats-Unis d'Amérique.

Le Grand Orient de France et la Grande Loge de France vous expriment une fois encore la profonde gratitude de tous les Maçons français pour vos efforts incessants en faveur de la Paix. Ils ne sauraient oublier qu'au mois de septembre 1938, vos nobles interventions ont contribué de façon décisive à écarter les périls qui menaçaient l'Europe et la Civilisation.

Mais la Grande Loge et le Grand Orient de France constatent que malheureusement la sécurité du monde est loin d'être définitivement assurée.

Les dangers de guerre restent grands, et d'odieuses persécutions, que le Gouvernement américain a flétries en des termes auxquels s'associe pleinement la Maçonnerie française, semblent rendre plus difficile encore l'avènement

(42) *Time*, 19 décembre 1938, p. 10.

d'une paix fondée sur les grands principes de justice et de liberté spirituelle dont vous vous êtes toujours fait le fervent interprète.

Les deux puissances maçonniques françaises pensent comme vous que l'ordre nouveau auquel aspirent tous les hommes de bonne foi et de bonne volonté ne peut être établi que par une Conférence internationale où seraient représentés tous les Etats intéressés et au cours de laquelle seraient étudiés en pleine clarté tous les problèmes territoriaux, ethniques et économiques qui divisent aujourd'hui les nations.

Le Grand Orient de France et la Grande Loge de France pensent que, à l'heure actuelle, vous avez seul l'autorité nécessaire pour provoquer la réunion de cette Conférence. Aussi les deux Fédérations maçonniques françaises vous adressent-elles, au nom de tous leurs membres, une adjuration pressante et respectueuse pour que vous preniez sans plus tarder l'initiative de convoquer cette Assemblée internationale avant qu'éclatent dans le monde de nouveaux conflits dont les répercussions, impossibles à prévoir, risqueraient d'entraîner la ruine de notre civilisation.

Paris, le 1er février 1939.

Le Grand-Maître
du Grand Orient de France :
Arthur GROUSSIER.

Le Grand Maître
de la Grande Loge de France :
Michel DUMESNIL DE GRAMMONT.

Fort de l'appui de la maçonnerie européenne, Roosevelt poursuivit son action, multipliant ses déclarations pseudo-pacifistes et, à la suite de l'occupation de la Bohême et de la Moravie par l'armée allemande et de l'Albanie par l'Italie, il adressa à Chamberlain une note commitatoire spécifiant que l'Amérique ne soutiendrait plus les démocraties si celles-ci s'en tenaient aux accords de Munich. Il n'en continua pas moins à jouer avec aplomb le rôle de pacificateur et proposa, le 14 avril 1939, de réunir une conférence internationale comme l'avaient suggéré deux mois et demi plus tôt le Grand Orient et la Grande Loge de France.

Les circonstances rendirent la réunion de cette conférence impossible, mais dès qu'il eut connaissance du message du F∴ Roosevelt, le Grand Orient lui adressa le câblogramme de reconnaissance que voici :

A Son Excellence M. Franklin Roosevelt,
Président de la République des Etats-Unis d'Amérique.

Au lendemain de la vaine réfutation, par l'un de vos interlocuteurs européens, de l'admirable message que vous leur avez adressé le 15 avril, le Grand Orient de France tient à vous réitérer l'expression de sa profonde reconnaissance pour l'œuvre si noblement humaine à laquelle vous vous consacrez avec tant de courage et de ténacité.

Roosevelt s'empressa de justifier cette reconnaissance. Alors que les négociations germano-polonaises sur la question de Dantzig commençaient, il informa les ambassadeurs d'Angleterre, de France et de Pologne que les Etats-Unis prêteraient à la Pologne une aide illimitée, dans le cas où la guerre ne pourrait être évitée : « *En aucun cas* — ajoutait-il — *les démocraties ne doivent capituler.* » C'était pousser les adversaires du Reich à l'intransigeance.

En même temps, il précipitait les choses en France. Le 25 avril 1939, M. Bullitt, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, convoquait par lettre les Grands Maîtres des obédiences maçonniques françaises pour leur communiquer un message confidentiel du Président Roosevelt. Quelques jours plus tard, le 2 mai 1939, le président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France était reçu à l'ambassade par M. Bullitt en personne — qui lui aurait confirmé quelques semaines plus tard : « *qu'un compromis entre les démocraties et l'Allemagne hitlérienne serait le renversement des conditions de vie que les Américains ont l'habitude de considérer comme sacrées* ».

Comment, après de telles promesses, de telles excitations, l'Angleterre et la France se seraient-elles montrées conciliantes ? Comment auraient-elles pu conseiller la modération à leur alliée polonaise ? Ne croyaient-elles pas à leur supériorité grâce au concours de la grande République américaine ? Aussi, loin de chercher une solution amiable de la question de Dantzig, poussèrent-elles de toutes leurs forces la Pologne à ne rien céder de ses prétentions et à rejeter toutes les propositions d'arrangement pacifique, notamment celle de Mussolini, acceptée par Hitler, de convoquer une conférence où la Pologne eût été représentée.

On connaît la suite...

Les francs-maçons s'installèrent dans la guerre comme vingt ans plus tôt ils s'étaient installés dans la paix.

Les autres continuèrent de se réunir dans les loges pour y préparer la paix qu'ils voyaient comme une revanche de la maçonnerie mondiale.

Envisageant le monde d'après-guerre, la brochure citée, « Le Grand Orient de France et la Paix », indiquait :

« La Nouvelle Société des peuples ne pourrait porter qu'une étiquette : fille de l'esprit maçonnique. »

En attendant, la présence en France de l'Armée anglaise donnait lieu à de nombreuses réceptions de maçons britanniques par les loges françaises. En novembre 1939, le Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France avait expédié à tous ses ateliers une circulaire où il était dit notamment :

« Est-il besoin de les recommander tous à votre fraternel accueil. Pour les membres du Grand Orient de France, les maçons britanniques issus de la tradition commune à l'Ordre Maçonnique sont des Frères. A ce titre, ils recevront de nos ateliers tout ce qui pourra aider à leur séjour ou l'améliorer et surtout le soutien inégalable de notre vigilante fraternité. »

Quelques mois plus tard, d'autres francs-maçons, et quelquefois les mêmes, s'apprêtaient à recevoir les FF∴ Allemands arrivés dans les fourgons de la Wehrmarcht. Le Grand Orient n'avait pas, cette fois, envoyé de circulaires et il ne s'agissait pas d'aider à leur séjour, ni de l'améliorer.

Néanmoins, rappelant leur action ancienne en faveur du rapprochement franco-allemand et s'efforçant de faire oublier leur plus récent bellicisme, ces frères réussirent assez souvent à occuper des postes importants dans les nombreux organismes franco-allemands qui abondaient alors à Paris.

Après avoir déclenché la guerre, la franc-maçonnerie, dans l'incertitude de la victoire, misait sur les deux tableaux.

Jacques BÉARN.

N.D.L.R. — *Il ne faut pas omettre, d'autre part, le rôle que la Maçonnerie a joué dans l'introduction de la Russie soviétique au sein de la société européenne. Placée au ban de l'Occident, l'U.R.S.S. ne put entrer dans le concert des nations civilisées que grâce à la complicité des loges, de leurs adeptes et de leurs amis.*

Dès 1922, le Bulletin Officiel *du Grand Orient (octobre 1922, p. 286) faisait écho au vœu émis par des FF∴ en faveur du rétablissement des relations commerciales avec la Russie.*

Le 7 février 1924, le haut grade Jammy Schmidt, député, futur ministre du Cabinet Herriot, qui devait plus tard présider le groupe maçonnique parlementaire, préconisait le rapprochement avec les Soviets et reprochait avec vigueur au Bloc National de n'avoir pas reconnu leur gouvernement (Bulletin Hebdomadaire, 17 février 1924, discours du F∴ Jammy Schmidt à la Loge « L'Action Socialiste »).

En mars de la même année, était créé, sous les auspices du Très Illustre F∴ Ariès, 33e degré, secrétaire général du Grand Orient de France, le « Comité des Nouvelles Amitiés Franco-Russes » dont ledit Ariès assuma le secrétariat général, avec le concours d'Anatole de Monzie.

Le 17 juin, le président d'honneur de ce comité maçonnique et pro-soviétique, Edouard Herriot, conférencier habituel de loges, devenu chef du gouvernement, affirmait, dans sa déclaration ministérielle : « Nous préparons, dès maintenant, la reprise des relations normales avec la Russie. »

Peu après, en août 1924, un décret nommait Anatole de Monzie (vice-président du Comité) président de la Commission interministérielle pour la reprise des relations diplomatiques avec la Russie.

La reconnaissance de Moscou intervenait bientôt et Edouard Herriot acceptait le principe de l'admission du gouvernement des Soviets à la S.D.N. En novembre, le camarade Krassine s'installait à Paris en qualité d'ambassadeur de l'U.R.S.S. auprès de la République française.

Mais si, dès 1924, l'ami des loges Herriot acceptait d'admettre l'U.R.S.S. à la S.D.N., il fallut dix ans pour vaincre l'hostilité des Etats membres. C'est le F∴ Edouard Bénès, président de l'institution genevoise, qui fit décider l'admission de la Russie soviétique, qui lui fit attribuer un siège permanent à la S.D.N. et qui, finalement, accueillit le délégué soviétique Litvinoff à l'Assemblée internationale.

Et ce sont les maçons de la Chambre des Députés — Raoul Aubaud et Jammy Schmidt, dirigeants du groupe maçonnique du Palais Bourbon, en tête — qui votèrent, en février 1936, le fameux pacte franco-soviétique, dont M. Pierre Taittinger, l'un des leaders nationaux d'alors, pouvait dire qu'il apparaîtrait « comme une menace à l'égard de l'Allemagne » *qui fournirait à celle-ci* « l'occasion pour déchirer les derniers feuillets du Traité de Versailles » (J.O., 19 février 1936, p. 457).

Voulez-vous recevoir
la liste des ouvrages que nous avons publiés ?
Envoyez-nous vos nom et adresse avec un timbre-poste

L'affaire Herschell Feibel Grynszpan ou le tournant décisif vers la guerre

> *« Nous voudrions voir planer l'histoire dans cette région sereine où il n'y a ni passions, ni rancunes, ni désirs de vengeance. Nous lui demandons le charme d'impartialité parfaite qui est la chasteté de l'histoire. »*
>
> FUSTEL DE COULANGES,
> *Questions Historiques.*

I

L'ATTENTAT DU 7 NOVEMBRE 1938

VENDREDI 7 novembre 1938, il est un peu plus de 9 heures. Le jour est gris et froid, la lumière terne et diffuse. Un tout jeune homme, de petite taille, pauvrement mais proprement vêtu, marche lentement dans la rue de Lille. Son visage est tendu, crispé. Il passe devant l'Ambassade d'Allemagne, hésite un instant, jette un coup d'œil furtif vers la porte, puis poursuit son chemin. Les deux agents qui montent la garde sur le trottoir le regardent s'éloigner, indifférents. Soudain le jeune homme se ravise, revient sur ses pas, sonne à la porte de l'Ambassade. On ouvre. Il entre. Il n'y a ni service de surveillance, ni contrôle.

Au portier qui lui demande ce qu'il veut, il répond en excellent allemand, mais avec un accent étranger, qu'il désire voir l'Ambassadeur d'Allemagne. Un peu surpris, le concierge lui fait remarquer que l'Ambassadeur ne reçoit que sur demande écrite et agréée. Le jeune homme insiste : ne peut-il au moins avoir un entretien avec le secrétaire de l'Ambassadeur ? A voix basse, il ajoute qu'il a des

documents très importants à remettre à l'Ambassadeur et susceptibles d'intéresser au plus haut point le gouvernement allemand.

Le portier est perplexe. Il examine le visiteur. Sans doute remarque-t-il qu'il est pauvrement vêtu d'une gabardine grise éliminée, qu'il est sans chapeau. Mais son extrême jeunesse et son visage ouvert et candide lui inspirent confiance. Il téléphone aux services du secrétariat. La réponse est immédiate : qu'on fasse monter le visiteur au premier étage. Un huissier l'accompagne jusqu'au bureau du troisième secrétaire de l'Ambassade M. Ernst vom Rath, un jeune diplomate de 30 ans, neveu de l'ancien ambassadeur du Reich à Paris, M. Koerst.

M. vom Rath fait asseoir le visiteur à sa gauche, puis d'un signe, congédie l'huissier qui se retire en fermant la porte. Ce dernier vient de faire à peine quelques pas qu'il entend éclater coup sur coup cinq détonations. Il se précipite ouvre la porte du bureau et entre. Le visiteur du matin est debout, un revolver à la main. Le conseiller vom Rath est écroulé à terre, perdant son sang en abondance. Sur les cinq balles tirées par le meurtrier, trois l'ont atteint, dont une a perforé la rate. Tout le personnel de l'Ambassade accourt et se saisit du criminel qui se laisse appréhender sans opposer de résistance. On le désarme de son revolver du calibre 6/35, un engin tout neuf qui a servi pour la première fois.

La police française est prévenue du drame tandis qu'après de premiers soins, on transporte en hâte le diplomate allemand dans une clinique voisine où de toute urgence on opère une transfusion de sang. Malgré les interventions chirurgicales des meilleurs spécialistes francais ou allemands, ces derniers venus tout exprès d'Outre-Rhin, M. vom Rath devait mourir de ses blessures, trois jours plus tard, le 10 novembre.

Simple fait divers ?

Ces deux nouvelles, l'attentat du 7 novembre et la mort du diplomate allemand le 10 novembre, sont publiées presque sans commentaires dans la presse française et dans la presse anglo-saxonne. Quelques lignes seulement en petits caractères, comme s'il s'agissait d'un fait divers banal

et sans importance. Les articles sont rares. Pas la moindre allusion aux mobiles, aux inspirateurs éventuels ni aux conséquences de cet attentat. Pendant quelques semaines, on trouvera encore, de loin en loin, à la rubrique des informations judiciaires et en caractères de plus en plus petits, quelques renseignements sur le déroulement de l'instruction, ouverte par la Justice française. Puis c'est le silence complet.

On ne parlera plus désormais de l'assassinat du 7 novembre 1938, bien qu'il ait entraîné — comme nous allons le voir — une série de terribles réactions en chaîne. L'un des événements les plus chargés de signification et de conséquences de la pré-guerre, passa presque inaperçu. Personne ne songea à faire un rapprochement historique angoissant entre ces deux dates : 28 juin 1914, attentat de Saraïevo ; 7 novembre 1938, assassinat à Paris du conseiller vom Rath.

L'enquête judiciaire

Quelques instants après l'attentat, une première enquête est faite sur place par les dirigeants de l'Ambassade d'Allemagne, en présence des policiers français qui sont venus, sur requête de l'ambassadeur.

Le meurtrier déclina immédiatement son identité véritable : *Herschell Feibel Grynszpan*, né le 26 mars 1921 à Hanovre, en Allemagne, de confession israélite et de nationalité polonaise. Dans la poche de son vêtement, on trouva d'ailleurs un passeport délivré par le consulat général de Pologne à Paris.

Interrogé sur les mobiles de son crime, le jeune juif polonais répondit sans hésitation qu'en tirant sur M. vom Rath, qu'il ne connaissait pas, il avait voulu « *venger ses coreligionnaires et plus particulièrement les juifs polonais expulsés d'Allemagne* ». Il ajouta qu'il avait été hébergé par son oncle M. Abraham Grynszpan, demeurant 6, rue des Petites-Ecuries.

Remis à la justice française, le meurtrier fut soumis dans l'après-midi à un interrogatoire plus serré, tandis que des recherches étaient entreprises pour vérifier ses déclarations.

Au cours de l'enquête, on apprit un certain nombre de faits singuliers. Le père de Grynszpan, réfugié en France, avait été frappé d'une mesure d'expulsion en août 1938. Le

fils lui-même, Herschell, avait été l'objet d'un arrêté de refoulement le 8 février 1938, sans effet d'ailleurs puisqu'il était resté en France, chez son oncle et sa tante, les époux Abraham Grynszpan, jusqu'au 15 août 1938, d'abord à leur domicile 8, rue Montal, puis 6, rue des Petites-Ecuries.

Un armurier, M. Carpe, se présenta spontanément à la Justice et révéla que le jeune Grynszpan lui avait acheté l'arme du crime, le matin même du 7 novembre, peu après 9 heures.

Les époux Grynszpan, interrogés par le juge d'instruction, déclarèrent de leur côté qu'ils « *avaient eu le 6 novembre* (la veille de l'attentat) *une vive discussion avec leur neveu. Celui-ci avait reçu trois jours auparavant une carte de ses parents lui annonçant leur expulsion d'Allemagne. Il était devenu très nerveux, disant qu'il voulait s'engager dans la Légion Etrangère. Il parla même un moment de se suicider. Bref nous n'avons pu l'empêcher de sortir. Cette fois nous n'avons pu le retenir. Nous lui avons remis 200 francs et il partit en claquant la porte...* » (Interrogatoire du 17 novembre).

Ainsi donc ce serait avec deux cents francs — seul argent qu'il possédât apparemment — que le jeune Herschell aurait payé une chambre dans l'hôtel où il passa la nuit du 6 au 7 novembre, son ou ses repas et le 6/35 ? Un revolver de ce calibre valait couramment à cette époque de 125 à 250 francs suivant les marques ; 225 à 250 francs pour un browning belge, 175 à 185 francs pour un pistolet automatique français, 100 à 125 francs pour un pistolet très ordinaire. A priori donc, il n'est pas mathématiquement impossible que Grynszpan ait pu préparer son attentat avec les seuls deux cents francs qui lui furent remis dans la journée du 6 novembre par son oncle Abraham Grynszpan. Mais c'est tout juste.

L'enquête du juge d'instruction permit également d'établir que le jeune Grynszpan s'était rendu au Consulat d'Allemagne à une date qui ne put être déterminée, le meurtrier refusant de répondre sur ce point. Comme il refusa également de donner des renseignements sur la personnalité d'un camarade nommé Nathan avec lequel il aurait eu de fréquents entretiens quelques jours avant l'attentat. Il ne voulut pas non plus dire où et par qui il avait été hébergé entre le 15 août 1938, date de son départ du 6 de la rue des Petites-Ecuries, et le 7 novembre, jour de l'assassinat du conseiller vom Rath. On ne trouve trace de

son passage dans un hôtel que la veille du crime, le 6 novembre. Autant de questions restées sans réponses.

Le cas des époux Grynszpan

Les époux Abraham Grynszpan — dont le rôle dans cette affaire parut suspect au juge d'instruction — furent inculpés de complicité d'assassinat, arrêtés et écroués en novembre 1938. Parallèlement, ils furent poursuivis devant les tribunaux pour avoir abrité leur neveu en situation irrégulière et condamnés de ce chef, au début de décembre, à 4 mois de prison et 100 francs d'amende. C'est le côté bouffon, d'une bouffonnerie typiquement administrative, dans cette tragique affaire. Quant à l'inculpation criminelle — complicité d'assassinat — elle parut si peu établie que, le 25 décembre 1938, les époux Grynszpan étaient remis en liberté.

L'enquête traîna encore quelques mois, puis on n'en entendit plus parler dans la presse de cette époque.

Les trois hypothèses

Le fond du problème demeure donc, aujourd'hui encore, entier. Herschell Grynszpan a-t-il agi seul, sans complices, animé exclusivement par le désir — explicable et humain sinon excusable — de venger ses coreligionnaires opprimés en Allemagne hitlérienne ? C'est la thèse que le jeune meurtrier a soutenu sans varier et sans vaciller, il faut le reconnaître, devant le juge d'instruction.

Dès le 8 novembre, il déclare formellement qu'il « *a agi seul, sans complices. La Gestapo veut fausser la justice* » (sic). Il s'en tiendra là, refusant pour le reste de préciser son emploi du temps, ses ressources et ses relations entre le 15 août et le 7 novembre. Hypothèse qui, en soi, n'a rien d'invraisemblable. Cependant l'histoire judiciaire, du crime, surtout du crime politique nous enseigne que hormis le cas de folie, — ce qui est exclu pour Grynszpan — l'attentat politique est rarement, très rarement, le fait d'un isolé ? Ne nous a-t-on pas révélé récemment que l'assassin d'Henri IV, Ravaillac, n'était pas seulement un fanatique, mais aussi l'instrument de puissances politiques très précises ?

Restent deux autres hypothèses.

L'attentat de Grynszpan contre le conseiller vom Rath aurait-il été machiné par la Gestapo afin de justifier de nouvelles mesures légales et des représailles contre les juifs en Allemagne hitlérienne ? Des interrogatoires de Herschell, à part la phrase déjà citée sur la Gestapo qui cherche à fausser la justice, on ne peut tirer aucun indice permettant de conclure que le meurtrier ait été le complice, conscient ou inconscient, de la police politique hitlérienne.

Il faut toutefois noter que, dans un certain nombre de publications françaises ou étrangères, on affirma à cette époque que la famille de vom Rath était hostile au régime hitlérien et que le père et les parents du jeune diplomate avaient été placés en camp de concentration. De là au crime inspiré par la Gestapo, il n'y avait qu'un pas. Cependant le père et la famille de Ernst vom Rath — accourus au chevet du mourant dès la nouvelle de l'attentat — démentirent énergiquement ces bruits.

A l'inverse — troisième hypothèse — Grynszpan aurait-il été l'instrument lucide ou aveugle d'organisations anti-hitlériennes, voire de services secrets ? Le meurtre du diplomate allemand se place à une période capitale de l'histoire de la pré-guerre, juste quelques semaines après les accords de Munich — si controversés — et à la veille du voyage de Ribbentrop à Paris où le ministre des Affaires étrangères du Reich hitlérien devait conclure avec la France un accord précisant et élargissant la portée des accords de Munich. C'était le fameux projet d'un nouveau pacte à quatre : France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, contre lequel s'étaient violemment dressés M. Winston Churchill et ses amis ainsi que le Président Roosevelt. Un journal hitlérien, *Der Angriff* porta carrément des accusations contre Churchill et Duff Cooper, leur imputant, en termes à peine nuancés, l'attentat du 7 novembre. L'article fit du bruit et suscita une vive réaction en Angleterre, si bien que Goebbels dut finalement désavouer.

Cependant le meurtre de vom Rath se produisant dans un climat international surchauffé, n'est-ce pas une coïncidence troublante ? Faut-il évoquer en cette circonstance l'adage latin « *is fecit cui prodest* » ? Mais ici encore, dans l'état de nos connaissances — alors que tant de documents manquent ou sont inaccessibles — il est impossible de conclure dans un sens ou dans un autre.

Le dossier de l'affaire Grynszpan a disparu. Les protagonistes du drame aussi. Le jeune Herschell, dont l'instruction n'était pas terminée au moment où la guerre éclata, fut extradé durant l'occupation. Comme tant de ses compatriotes et coreligionnaires, il devait périr dans la tourmente.

L'histoire, impartiale, ne peut qu'enregistrer pour le moment l'absence de tout document probant sur les dessous de l'attentat du 7 novembre 1938.

II

CAUSES ET CONSEQUENCES DU MEURTRE DU 7 NOVEMBRE 1938

Que l'assassinat du 7 novembre 1938 ait été le geste d'un isolé ou d'un fanatique, d'un vengeur solitaire assoiffé d'idéal, ou bien qu'il ait été inspiré et que la main du meurtrier ait été armée et guidée par des forces obscures et des organisations secrètes — politiques ou policières — la question, pour importante qu'elle soit, ne change rien aux causes et aux conséquences de cet acte. Il est l'aboutissement logique et tragique de la lutte mortelle engagée depuis cinq ans entre la puissance juive mondiale et l'Allemagne hitlérienne.

Il doit dès lors figurer parmi les causes secrètes — encore mal expliquées — de la dernière grande guerre Il marque également le point final aux tentatives de coexistence pacifique — comme on dit aujourd'hui — entre les démocraties occidentales et les Etats totalitaires. Il sonne le glas de la politique dite de Munich. Il indique le grand tournant vers le glissement à l'abîme.

De même que les coups de feu de Prinzip à Saraïevo le 28 juin 1914, les coups de revolver de Grynszpan le 7 novembre 1938 sont comme les trois coups de la fatalité annonçant le lever de rideau sur le plus sanglant des drames qui aient — jusqu'à ce jour — dévasté l'humanité.

La lutte mortelle entre la puissance juive mondiale et la puissance hitlérienne

Pour saisir l'enchaînement et le cheminement des événements qui devaient aboutir à l'assassinat du 7 novem-

bre 1938 et par là au conflit entre les Démocraties occidentales et l'Allemagne hitlérienne moins d'un an plus tard en septembre 1939, il convient de revenir en arrière et de suivre dans ses péripéties la lutte engagée, dès 1933, entre l'Allemagne hitlérienne et la puissance juive mondiale.

A son apparition sur la scène politique allemande, en 1920, le National-Socialisme avait pris une position nettement raciste et en conséquence anti-juive. Hitler a raconté dans son livre *Mein Kampf* comme il devint « *un fanatique de l'antisémitisme* ». Tout au long de cet ouvrage — écrit postérieurement, après le putsch manqué de Munich en 1923 — il dénonce en termes extrêmement violents « les méfaits et les crimes des juifs » (1). C'est principalement dans le chapitre XI de ce livre que le fondateur du Nazisme expose ses conceptions racistes et anti-juives.

— « *Le juif* — écrit-il (2) — *a d'abord utilisé la bourgeoisie comme un bélier contre le monde féodal. Maintenant il se sert de l'ouvrier contre le monde bourgeois. De même qu'autrefois il a su arracher par ses intrigues les droits civils, en s'abritant derrière la bourgeoisie, de même aujourd'hui il compte sur le combat mené par les travailleurs pour défendre leur existence, afin de lui ouvrir la voie à la domination du monde.* »

Pour Hitler, les juifs sont responsables de tous les maux dont souffrait l'Allemagne après sa défaite de 1918.

Ce sont les juifs — toujours d'après lui — qui ont provoqué sciemment l'effondrement du Reich impérial en utilisant la Social-Démocratie pour miner le moral de l'arrière. « *Si nous passons en revue les causes de l'effondrement allemand (en 1918), la cause première et décisive fut l'ignorance du problème de la race et surtout du danger juif.* »

Ce sont les juifs qui « polluent » le noble sang allemand et dans un accès de romantisme, Hitler s'indigne des malheurs supportés par les tendres et naïves jeunes filles allemandes séduites par des juifs : « *Le jeune juif aux cheveux noirs épie pendant des heures, le visage illuminé*

(1) *Note de l'auteur* : Il est entendu, une fois pour toutes, qu'il n'est pas question de prôner l'antisémitisme, ni d'approuver un crime quel qu'il soit.

(2) Page 287 de la traduction française.

d'une joie satanique, la jeune fille inconsciente du danger, qu'il souille de son sang et ravit ainsi au peuple dont elle sort. » (p. 293.)

La pollution de la race allemande par le sang juif est le cauchemar d'Hitler : « *Qu'on se représente les ravages que la contamination par le sang juif cause quotidiennement dans notre race et que l'on réfléchisse que cet empoisonnement du sang ne pourra être guéri que dans des siècles ou jamais...* » (p. 514.) « *Le juif détruit les bases de notre existence en tant que race et par là détruit notre peuple pour toujours.* » (p. 517.)

Non seulement le peuple allemand — poursuit Hitler — mais toutes les nations — singulièrement les nations aryennes, toute la civilisation d'origine chrétienne, sont menacées par le juif et son appétit de domination universelle.

« *Les juifs sont les ferments de décomposition des peuples et des races ; dans le sens le plus large ils désagrègent la civilisation humaine* »... (p. 407). « *Les meilleurs cerveaux de la juiverie croient déjà voir approcher le moment où sera réalisé le mot d'ordre donné par l'Ancien Testament et suivant lequel Israël dévorera les autres peuples...* » (p. 587).

Et dans une vision apocalyptique l'auteur de *Mein Kampf* annonce la lutte à mort entre les deux principes et la fin de l'humanité avec le triomphe des juifs : « *Il est sûr que notre monde s'achemine vers une révolution radicale. Toute la question est de savoir si elle se fera pour le salut de l'humanité aryenne ou pour le profit de l'éternel juif* » ... (p. 388). « *Si le juif à l'aide de sa profession de foi marxiste remporte la victoire sur les peuples de ce monde, son diadème sera la couronne mortuaire de l'humanité. Alors notre planète recommencera à parcourir l'éther comme elle l'a fait il y a des millions d'années. Alors il n'y aura plus d'hommes à sa surface* » (p. 60).

L'antisémitisme dans les statuts du Parti hitlérien

De ces postulats ou de ces principes devaient nécessairement découler des applications pratiques. Hitler n'avait d'ailleurs pas attendu d'écrire *Mein Kampf* pour définir les bases d'une législation anti-juive. Les premiers statuts

du Parti Ouvrier Allemand National-Socialiste, dont il donna lecture le 25 février 1920 au Hofbraühaus de Munich, sont parfaitement explicites.

Art. 4. — « *Ne fait partie du peuple allemand que celui qui est de sang allemand sans distinction de confession. Aucun juif ne peut donc faire partie du peuple allemand.* »

Art. 5. — *Celui qui n'est pas citoyen allemand ne peut vivre en Allemagne qu'à titre d'hôte et sera soumis à une juridiction pour étrangers.* »

Quelques années plus tard, dans la nouvelle rédaction du programme du Parti, due à Gotfried Feder, le caractère anti-juif du racisme allemand est précisé.

I - 3. — « *Interdire aux juifs et à tous les étrangers l'accès de toutes les fonctions publiques impliquant une grande responsabilité.* »

I - 4. — « *Interdire l'immigration de tous les juifs de l'Est et des autres étrangers parasites. Les étrangers et les juifs importuns peuvent être expulsés.* »

« *Le National-Socialisme est d'accord avec l'antisémitisme pour voir dans l'esprit judéo-matérialiste la somme de tous les maux.* »

Aucun doute, dès cette époque, n'était possible. Hitler et le nazisme, si jamais ils s'emparaient légalement ou illégalement du pouvoir en Allemagne, devaient de toute évidence tendre à éliminer l'influence juive dans la vie économique, sociale et politique du peuple allemand.

L'apathie juive devant la menace hitlérienne

Chose curieuse, il semble que, dans les premières années du National-Socialisme, les juifs d'Allemagne et du monde entier aient sous-estimé le péril que pouvait leur faire courir un mouvement anti-juif appuyé sur une conception raciste de l'histoire et de la civilisation. A la vérité, pendant longtemps, les juifs ne prirent pas au sérieux le petit « peintre en bâtiment ». L'échec du putsch de Munich en novembre 1923 et la dissolution du parti nazi qui s'ensuivit parurent leur donner raison.

Même la résurrection du mouvement national-socialiste deux ans plus tard en 1925 et ses premiers succès électoraux ne tirèrent pas le monde juif de son engourdissement et de sa sérénité. A chaque nouvelle victoire électorale du nazisme la consigne est de proclamer : « Feu de paille ! »

Le plus bel exemple de cet aveuglement est donné en France par Léon Blum qui de 1928 à 1933 nie obstinément la poussée hitlérienne en Allemagne et prévoit l'effondrement imminent du nazisme. Ses pronostics sont couronnés dans *Le Populaire* du 8 novembre 1932, à deux mois de la prise de pouvoir hitlérienne, par la fameuse prophétie : « *Hitler est désormais exclu du pouvoir ; il est même exclu, si j'ose dire, de l'espérance du pouvoir.* »

L'influence juive en Allemagne

Une telle confiance — qui nous surprend aujourd'hui rétrospectivement — est-elle après tout si surprenante ? Au fond, pendant longtemps les juifs d'Allemagne et la plupart de leurs coreligionnaires influents de l'étranger n'ont pas cru à la pénétration profonde et durable de l'antisémitisme hitlérien dans l'esprit du peuple allemand. Depuis près de deux siècles, l'Allemagne et l'Autriche étaient des terres d'élection des juifs en Europe Centrale. Ils y vivaient paisiblement et y prospéraient sous la protection bienveillante des grandes et des petites cours allemandes auxquelles ils rendaient toutes sortes de services financiers et autres. L'empire des Hohenzollern comme celui des Habsbourg cultivaient l'amitié des Juifs, singulièrement celle des grands banquiers israélites. Un des conseillers les plus intimes et les plus écoutés de Guillaume II n'était-il pas le juif Albert Ballin, président de la puissante « Hambourg-America Line » ?

Après la défaite de 1918, l'influence juive, déjà considérable sous l'Empire, ne fit que s'accroître. Un juif, Walther Rathenau, fut même un moment le maître des destinées du II^{e} Reich. Les juifs, par le truchement de la Social-Démocratie qu'ils inspiraient et finançaient, étaient tout-puissants dans la République de Weimar. Contrôlant étroitement la politique et l'économie du II^{e} Reich, ils pouvaient, non sans apparence de raison, penser qu'ils viendraient facilement à bout de la « flambée » hitlérienne.

Sur l'importance numérique des juifs en Allemagne, à la veille du triomphe électoral d'Hitler, les données sta-

tistiques sont imprécises et contradictoires. On est allé jusqu'à affirmer qu'il y avait près d'un million de juifs en Allemagne. Chiffre qui paraît manifestement excessif. Si l'on se réfère à la statistique établie par l'Agence juive pour la Palestine auprès de la S.D.N., le total des habitants de confession israélite en Allemagne, entre 1930 et 1935, ne dépassait pas 365 000, soit à peine 0,8 % de la population allemande. En Autriche la proportion était plus élevée avec 180 000 juifs soit 2,80 % des habitants. L'ensemble donnerait 550 000 personnes d'origine juive pour le Grand Reich Allemand. Ce qui correspond, à peu de choses près, au chiffre de 600 000 indiqué par Léon Motzkine, président du Comité des Délégations Juives, dans la revue *Témoignages de Notre Temps* de septembre 1933.

Mais l'influence politique et économique de la minorité juive allemande est hors de rapport avec son importance numérique. C'est ce que soulignait, dans le même numéro de *Témoignages de Notre Temps*, Victor Basch, le président israélite de la Ligue des Droits de l'Homme, en déplorant le sort misérable qui allait être désormais. dans l'Allemagne hitlérienne, celui « *des milliers de juifs allemands, professeurs d'Université, juges, avocats, médecins, artistes, fonctionnaires de tous rangs et des dix milliers d'étudiants et d'écoliers...* »

Quant à la fraction de la richesse allemande, mobilière et immobilière, détenue par la minorité juive, elle est encore plus difficile à évaluer aujourd'hui, rétrospectivement. Les dirigeants nationaux-socialistes ont prétendu qu'elle dépassait 30 % de la fortune totale de l'Allemanne. En 1938, au moment de la répression qui s'est abattue sur les juifs allemands en représailles de l'assassinat de vom Rath, Goebbels déclara qu'il était intolérable que 70 % des immeubles de Berlin fussent encore entre des mains juives. De tels chiffres ne reposent sur aucune donnée sérieuse. Simple argument de propagande destiné à frapper les foules.

En revanche, à cette même date, un autre chiffre a été avancé qui paraît avoir été admis à la fois par la communauté juive d'Allemagne et par le gouvernement hitlérien. Bien que réduite de moitié depuis l'événement du National-Socialisme, la fortune juive allemande représentait encore 8 milliards de marks, soit 100 milliards de francs actuels, environ. Au cours des pourparlers qui eurent lieu en Suisse en fin 1938 entre M. Rublee, président

du Comité pour l'Emigration Juive, et le Dr Schacht, ministre des Finances du Reich, pour régler le sort de la minorité juive allemande, il fut un moment question de lancer un emprunt international de 500 millions de livres sterling pour permettre aux juifs de quitter l'Allemagne hitlérienne en emportant la contre-valeur partielle de leurs biens en territoire allemand. Le cours de la livre étant alors de 177 francs, cela représentait un peu moins de 89 milliards de francs en 1938.

Riche, puissante, contrôlant une notable partie de l'économie allemande, des établissements bancaires, de la presse, des moyens de propagande — cinéma, radio, maison d'édition — la communauté juive allemande qui depuis le XVIII^{e} siècle avait vécu en bonne intelligence avec la population de race germanique pouvait se méprendre et ne pas prévoir que sous l'influence du parti hitlérien, l'opinion publique allemande se retournât brusquement. Au pis-aller si, par impossible, Hitler devait prendre le pouvoir, il se garderait bien d'appliquer intégralement son programme antijuif.

Quant à l'opinion anglo-saxonne, si sensible pourtant à tout ce qui paraît toucher aux droits des Juifs dans les autres nations, elle ne fut guère, tout d'abord, effrayée ni même troublée par la brusque poussée hitlérienne en Allemagne avant 1933. A cette époque, la presse dite internationale, reste atone et aphone. La conscience universelle somnole. Il n'est pas encore question de dénoncer la « honte brune ». Le trouble-fête de l'Europe aux yeux des Anglo-saxons, ce n'est ni l'Allemagne, ni Hitler, mais la France qui s'obstine contre tout bon sens, dit-on, à exiger la stricte application du traité de Versailles.

Le triomphe d'Hitler et les premières mesures antijuives

Dans ce ciel bleu de l'opinion juive internationale, l'arrivée au pouvoir d'Hitler, nommé chancelier du Reich par le maréchal Hindenbourg le 30 janvier 1933, éclata comme un coup de tonnerre.

Appliquant aussitôt la doctrine du Parti hitlérien, le nouveau Gouvernement promulgua une première série de mesures antijuives. Le 3 avril 1933, une loi introduit la clause « aryenne » dans le salut des fonctionnaires ; le 25 avril, c'est le « numerus clausus » dans l'enseignement

secondaire et dans les universités. Successivement de nouvelles dispositions légales restreignent les droits politiques et civiques des juifs ; ceux-ci sont pratiquement éliminés du barreau, du journalisme, de la banque et de la bourse. Leurs droits commerciaux sont également fortement réduits, notamment dans le commerce de détail. Des arrestations et des confiscations de biens ont lieu. Enfin, en marge des dispositions légales, des brimades et des sévices se produisent dans certaines régions d'Allemagne.

Cependant, tout en frappant les juifs allemands d'une véritable « capitis deminutio », la législation hitlérienne maintient la distinction entre juifs allemands et juifs étrangers. Les premiers sont désormais considérés comme des citoyens de seconde zone, une sorte de communauté étrangère, établie sur le sol allemand et simplement tolérée ; ses droits sont réduits, mais non totalement abolis. En revanche, la situation des juifs étrangers devient de plus en plus précaire ; sur eux pèse la menace permanente de l'expulsion pure et simple.

Dès lors un certain nombre de juifs allemands ou étrangers commencent à émigrer. Ce sont, presque tous des personnalités en vue, de riches banquiers, de gros commerçants, des savants et des universitaires. La plupart prennent le chemin de New York, de Londres ou de Paris où leur action sera déterminante dans le réveil de la « conscience universelle ».

Il est clair toutefois, que dans cette première période de l'histoire de l'Allemagne hitlérienne, la législation antijuive vise moins à chasser totalement les juifs d'Allemagne qu'à les éliminer de la vie publique et à réduire à néant leur influence dans la politique, la presse, l'enseignement, les lettres et les arts. En bref, l'Allemagne hitlérienne cherche à effacer, souvent avec brutalité et violence, l'empreinte juive qui avait si profondément marqué l'Allemagne « des temps révolus », de la République de Weimar et du Reich Impérial.

La réaction juive mondiale

Aux premières mesures antijuives du III^e Reich, mesures qui ont surpris et atterré l'opinion juive internationale, si indulgente jusqu'alors à l'égard de tout ce qui était allemand, une réaction se produit. Le réflexe naturel de

défense joue dans tous les pays où les juifs ont conquis des positions politiques importantes.

Dès mars 1933, des manifestations de protestation sont organisées par les groupements juifs ou sionistes, aux Etats-Unis, en Angleterre, en France, et dans divers pays de l'Europe Centrale, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie. Mais c'est de Paris que part le signal de la contre-offensive anti-hitlérienne.

Le 3 avril 1933, un certain nombre d'organisations, dans un télégramme expédié au Chancelier Hitler, menacent le Reich de représailles économiques :

« *Nous sommes décidés à mettre en œuvre toutes mesures possibles de représailles économiques et financières, notamment à poursuivre et à généraliser le boycottage systématique des produits allemands, aussi longtemps que non seulement il (le Gouvernement du Reich) n'aura pas rendu aux juifs d'Allemagne toutes facilités d'existence morale, mais ne les aura pas restitués dans l'intégralité des droits des autres citoyens allemands.* »

Ce télégramme est signé par la Ligue Internationale contre l'Antisémitisme, le Comité de Défense des Juifs persécutés en Allemagne, récemment créé, le Comité Français pour le Congrès Juif Mondial et l'Association des Anciens Combattants Volontaires Juifs.

Une publication, « *Témoignages de Notre Temps* » (3), qui vient d'être lancée, s'efforce d'intéresser l'opinion publique française au sort des juifs allemands. M. Victor Basch, président de la Ligue des Droits de l'Homme, y dénonce avec virulence, la barbarie nazie. Ce représentant de la plus laïque et de la plus athée des organisations invoque même la justice de Dieu :

« *C'est contre cette violation objecte de toutes les lois humaines et divines, c'est contre ce retour de barbarie, c'est contre ce réveil des instincts d'animalité que la Ligue des Droits de l'Homme élève sa protestation passionnée et qu'elle demande à tous les hommes non veufs d'humanité de se dresser avec elle dans un grand sursaut de conscience universelle.* » (Numéro 2 de septembre 1933).

---

(3) Cette revue bimestrielle était dirigée par M. Lucien Vogel, directeur de l'hebdomadaire illustré *Vu*.

Ce premier appel à la conscience universelle n'eut toutefois pas le retentissement et les résultats qu'en attendaient ses auteurs. Les pays et les gouvernements, notamment les anglo-saxons, se tiennent sur une prudente réserve. Le télégramme du 3 avril à Hitler, exigeant, sous menace de représailles économiques et financières, le rétablissement pur et simple du statu quo pour les juifs allemands, est considéré dans beaucoup de milieux politiques et économiques comme une immixion maladroite dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Aucun gouvernement ne pourrait s'y associer sans rompre ouvertement avec le Reich.

Toutefois, sous la pression des organisations juives et à la demande expresse de M. Paul-Boncour, représentant de la France, le Conseil de la S.D.N. vota le 30 mai 1933, après bien des discussions et des hésitations, une motion platonique condamnant toute politique de discrimination raciale. On n'alla pas plus loin et il ne fut à aucun moment question que la S.D.N. reprît à son compte le projet de boycottage économique de l'Allemagne. La déception de ceux qui avaient espéré mobiliser instantanément la conscience universelle contre l'Allemagne hitlérienne, fut grande. Au surplus, l'opinion juive mondiale elle-même était très divisée sur cette question et agitée de courants contradictoires.

Les dissensions internes de l'opinion juive

Il y avait d'un côté les tenants d'une politique de fermeté et de représailles qui préconisaient l'action directe immédiate, précédée d'une campagne d'agitation dans tous les pays contre Hitler. Ils critiquaient âprement l'attitude du Comité des Délégations Juives qui s'était montré incapable, disait-il, d'obtenir de la S.D.N. une condamnation formelle du régime hitlérien et des sanctions. Ce Comité des Délégations Juives avait été fondé à Paris le 25 mars 1919, pour représenter et défendre auprès des organismes internationaux, notamment de la S.D.N., les minorités juives réparties dans le monde.

Dénonçant la pusillanimité et la carence du Comité, un certain nombre d'organisations juives — particulièrement en France — proposèrent de le remplacer par un Comité Juif Mondial plus actif et plus combattif. Mais une grande partie de l'opinion juive internationale appréhendait un heurt direct avec le Reich hitlérien et redoutait d'irriter « l'ogre brun » dans la crainte que, de représailles en représailles, la situation, déjà si pénible, des juifs allemands ne devint intolérable. Compliquant le tout, le 31 août 1933, l'Association Nationale des Juifs Allemands vote une motion qui blâme toute tentative d'intervention extérieure dans les affaires du Reich :

« Conformément à l'attitude que nous avons déjà adoptée à maintes reprises, nous autres juifs allemands de tendance nationale, nous désapprouvons résolument toute tentative de faire pression sur le gouvernement allemand par l'intermédiaire de l'étranger. »

Que cette résolution ait été adoptée librement et spontanément ou qu'elle ait été imposée sous la contrainte — question qui n'a pas encore été éclaircie — elle n'en eut pas moins pour effet d'aggraver les dissentiments et les discordes au sein des organisations juives internationales. D'autant que les Sionistes intégraux — tel Léon Motzkine, président du Comité des Délégations Juives — devant les menaces qui pèsent sur les juifs non seulement en Allemagne, mais encore dans d'autres pays d'Europe ou d'Asie, ont de plus en plus tendance à promouvoir une politique de repli sur la Palestine, foyer national du peuple juif, nouvelle Terre Promise, promise à bien des déceptions ultérieures.

Heurs et malheurs du Congrès Juif Mondial

Aussi bien le projet de Congrès Juif Mondial en réplique à la politique antijuive d'Hitler dut-il subir un douloureux enfantement. Le 20 juillet 1933, une Conférence Juive Internationale se réunit à Amsterdam, l'un des hauts lieux de la pensée juive. On vota de nouveau une motion préconisant le boycottage des produits allemands et l'on décida de créer une Fédération Mondiale Economique Juive.

En août 1933, nouvelle conférence à Prague. Elle est organisée par les groupements sionistes. C'est la tendance contraire, celle du retour à la terre des ancêtres. A quoi s'oppose le Comité pour le Congrès Juif Mondial qui tient réunions sur réunions pour donner vie et programme au futur Congrès. Nouvelle réunion toujours agitée et stérile

en septembre 1933, à Genève. On décide, en principe, de réunir le Congrès Mondial Juif en décembre 1933. Mais les divisions sont telles qu'il y a peu de chances que le fameux Congrès puisse se tenir à la date prévue. Les partisans d'une énergique action immédiate s'irritent.

« *L'idée d'un Congrès Juif Mondial* — écrit Nahum Goldmann dans la *Revue Juive de Genève* en septembre 1933 — *est si simple que les objections constantes relatives à tel ou tel point de son programme et retardant sa convocation, ne peuvent être attribuées qu'à une particularité profonde de l'intellect juif, compliquer inutilement les choses les plus simples...* »

Nahum Goldmann voyait les choses avec lucidité. De remise en remise, le Congrès Juif Mondial ne devait finalement se réunir que trois ans plus tard.

Entre temps, les organisations juives ne restèrent cependant pas inactives et mirent au point un système de défense et d'attaque, afin de mobiliser l'opinion publique des démocraties occidentales en faveur des juifs allemands opprimés par Hitler.

Les conférences, les manifestations, les appels à la conscience universelle, les ultimatums à Hitler se croisent et s'entrecroisent. N'empêche que les dissentiments et les oppositions d'opinions ou d'intérêts agitent toujours les grandes organisations juives : Comité Juif Américain, Alliance Israélite Universelle, Board of Jewish Deputies, Comité de Défense des Juifs persécutés en Allemagne, Ligue Internationale contre l'Antisémitisme, Comité pour le Congrès Juif Mondial, etc. ; l'harmonie est loin de régner. Là-dessus, l'Association Nationale des Juifs Allemands, renouvelant le geste ou la manœuvre de 1933, adresse le 24 août 1934 un télégramme au Chancelier Hitler dans lequel elle condamne expressément le panjudaïsme au nom « *des juifs qui se sentent allemands.* » Ainsi, aux efforts de l'opinion juive mondiale pour dresser une coalition d'abord morale puis diplomatique et militaire contre l'Allemagne hitlérienne, celle-ci réplique, en utilisant l'Association Nationale des Juifs Allemands pour tenter de désagréger le front de résistance des communautés juives.

Dans ce duel, pour l'instant platonique, les organisations juives marquent un point en fin 1934. En octobre, elles obtiennent de la League of Nations Union, fondée par Lord Robert Cécil, qu'un référendum officieux soit organisé

en Grande-Bretagne sur l'attitude à observer en cas de menace d'agression des Etats totalitaires. Les premiers symptômes du conflit italo-éthiopien facilitent grandement l'opération. La principale question posée est la suivante :

— « *Estimez-vous que dans le cas où une nation serait résolue à en attaquer une autre, les autres nations devraient forcer cette nation à renoncer à son dessein :*
1) *par des sanctions économiques extra militaires ?*
2) *en cas de nécessité, par de mesures militaires ?* »

C'était poser par la bande, avec habilité, devant l'opinion anglaise et par ricochet devant la conscience universelle, la redoutable question de la guerre préventive, jusqu'alors rejetée par la morale anglo-saxonne.

Cinq millions de Britanniques environ sur 45 répondirent à ce référendum, après une intense campagne de meetings, de discours et tracts. Les résultats, publiés en avril 1935, donnèrent plus de 4 300 000 réponses affirmatives à la première question, les sanctions économiques, soit 94 % des votants. La seconde question, celle des sanctions militaires, recueillit un peu moins de suffrages, 3 700 000, environ 74 %.

Aux plébiscites massifs de l'Allemagne hitlérienne, l'opinion juive mondiale répondait par des plébiscites apparemment aussi impressionnants .

L'incident du « Bremen » à New York en juillet 1935

Aux Etats-Unis, le mouvement en faveur des juifs allemands est plus lent à se développer, bien que les communautés israélites soient nombreuses et puissantes dans ce pays, particulièrement à New York, la plus grande ville juive de l'univers avec ses 2 millions de juifs. Mais le Middle-West, qui pèse si lourdement dans la balance électorale américaine, est peu favorable aux juifs, quand il n'est pas franchement antisémite.

Le président Roosevelt est assurément acquis dès l'origine à la cause des juifs allemands. Parmi ses conseillers les plus écoutés, au sein de son Brain Trust, l'élément juif est prépondérant avec Frankfurter, Rosenman, Baruch et Cohen. Le maire de New York, La Guardia, est également d'origine juive (par sa mère) ; son influence est considé-

rable ; son activité également, encore qu'elle soit fréquemment brouillonne et intempestive.

Aussi bien M. Roosevelt et ses amis se tiennent-ils, au début, sur une certaine réserve, car l'opinion américaine reste en grande partie isolationniste et pacifiste, méfiante à l'extrême pour tout ce qui touche aux affaires européennes, à cet inextricable écheveau politique et diplomatique auquel l'Américain moyen ne comprend pas grand-chose. Enfin l'élément germano-américain est, lui aussi, important et influent aux Etats-Unis.

Cependant le déroulement des événements en Europe, l'action persévérante du Président Roosevelt, de sa femme Mme Eléonora Roosevelt, et de leurs conseillers intimes, comme la propagande de plus en plus intense des organisations anti-hitlériennes, soutenue par une partie de la grande presse américaine qui est sous le contrôle de la finance israélite, vont déterminer une lente mais constante évolution de l'opinion américaine. Comme en Grande-Bretagne, le revirement sera hâté et cristallisé par la guerre d'Ethiopie d'abord, puis la guerre d'Espagne.

Quand les premiers émigrés juifs allemands commencent à débarquer à New York, une partie de l'opinion s'émeut sentimentalement. Le premier incident notable éclate le 27 juillet 1935 à l'arrivée du paquebot allemand *Bremen.* A l'appel du maire La Guardia, plusieurs centaines de manifestants envahissent le navire, se saisissent du drapeau à la croix gammée et le jettent dans l'Hudson. L'affaire serait en soi sans grande importance si à quelques semaines de là, cinq des manifestants arrêtés et déférés à la justice américaine, n'avaient, en septembre, bénéficié d'un non-lieu prononcé par le juge Brodsky avec des attendus particulièrement sarcastiques pour l'Allemagne hitlérienne.

« *Il est possible* — déclarait le juge — *que les accusés aient arraché la croix gammée, parce qu'ils estimaient, à tort ou à raison, que cet emblème symbolise tout ce qui est contraire aux idéaux américains qui sont la liberté et le droit de vivre.*

» *Il est fort possible que les accusés, toujours à tort ou à raison, aient attribué à cet emblème la valeur du pavillon d'un bateau de pirates...*

« *Mais il n'est nullement prouvé que cette manifestation puisse être considérée comme un rassemblement illégal...* »

Le Reich protesta vigoureusement contre les termes de cette ordonnance et l'opinion américaine réagit en des sens divers. Si bien que, finalement, M. Cordell Hull, secrétaire d'Etat de M. Roosevelt, exprima officiellement au nom du gouvernement des Etats-Unis ses regrets à l'ambassadeur d'Allemagne, M. Luther.

De Chautauqua à Chicago

Pendant deux ans encore le gouvernement américain restera sur l'expectative, sans prendre ouvertement parti dans les affaires européennes, qu'il s'agisse du problème des juifs allemands, de la guerre d'Ethiopie ou de la dénonciation du Traité de Versailles par le III^e^ Reich. Mais l'évolution suit secrètement son cours.

Rien ne marque mieux les étapes parcourues que deux discours du Président Roosevelt : ceux de Chautauqua en août 1936 et celui de Chicago en octobre 1937. Dans le premier, prononcé avant les élections présidentielles de novembre 1936 qui devaient renouveler le mandat de M. Roosevelt, le ton est nettement pacifiste et isolationniste, dans la stricte tradition de la doctrine de Monroë :

« *Nous maintiendrons notre neutralité, quelle que puisse être la pression qui s'exerce contre cela, de l'intérieur et de l'extérieur. Si on nous donne à choisir entre de forts bénéfices ou la paix, la nation répondra : nous voulons la paix.* »

Un an plus tard, le 5 octobre 1937, le discours de Chicago, donne un tout autre son de cloche. C'est une véritable déclaration de guerre aux Etats totalitaires :

« *La paix, la liberté et la sécurité de 90 % de la population du globe sont menacés par les 10 % qui sont sur le point d'anéantir tout ordre international et toute équité... Quand une maladie physiologique commence à se répandre de façon épidémique, la collectivité doit s'associer pour mettre les patients en quarantaine afin de préserver la collectivité de la contagion.* »

Nul doute que la politique antijuive de l'Allemagne hitlérienne n'ait été l'un des éléments déterminants de l'attitude hostile de Roosevelt et de son gouvernement.

Mais, même à cette époque, le président était en flèche par rapport à l'ensemble de l'opinion américaine et il le restera longtemps encore, comme la France et l'Angleterre l'éprouveront à leurs dépens en septembre 1939 et en juin 1940.

D'où cette politique ondoyante et contradictoire, ces coups de boutoir verbaux, suivis de mises au point qui apparaissent comme autant de démentis, déconcertant et troublant profondément l'opinion des démocraties européennes, particulièrement en France.

L'extension de l'antisémitisme en Europe

La lutte entre la puissance juive mondiale et la puissance hitlérienne va donc se poursuivre sans têve ni interruption de 1933 à 1938, avec des périodes alternées d'assoupissement et de recrudescence, comme un volcan à l'intérieur duquel le feu couve éternellement.

A plusieurs reprises, Hitler prononcera des diatribes violemment antisémites au cours des congrès de Nuremberg, en 1935, 1936 et 1937. L'étau de la législation antisémitique enserrera de plus en plus étroitement les juifs allemands.

En 1938, l'Italie fasciste, jusqu'alors assez indifférente au problème racial et à la question juive, adopte, à l'imitation de l'Allemagne hitlérienne, certaines mesures contre les juifs. Le 15 juillet, un groupe de professeurs d'universités fonde un mouvement raciste italien. Le 1er septembre, un décret enjoint à tous les juifs entrés en Italie après le 1er janvier 1919, de quitter la péninsule dans les six mois. Pratiquement, cette disposition n'est pas appliquée bien rigoureusement.

Ainsi sous l'impulsion du national-socialisme, l'antisémitisme gagne du terrain en Europe, dans la mesure même ou l'influence politique du Reich hitlérien déborde les frontières de l'Allemagne. Il pénètre en Roumanie avec la Garde de Fer, en Hongrie, en Pologne où le terrain est déjà ensemencé. Il force même les portes des démocraties occidentales.

Devant le péril qui grandit et s'étend, les organisations de défense juive s'efforcent d'une part, de réaliser leur propre union interne, et d'autre part, d'alerter l'opinion des grandes démocraties — Etat-Unis, Grande-Bretagne, France — afin de constituer un front unique démocratique contre les Etats totalitaires. Le Congrès Juif Mondial voit

enfin officiellement le jour à Genève en août 1936, après une laborieuse gestation de trois ans. Les délégués de 33 pays représentant 7 millions de juifs, ont répondu à l'appel. A la suite des débats, le comité exécutif du Congrès élève une protestation « *contre la campagne de menaces et de diffamations organisée méthodiquement par les plus hauts dignitaires du gouvernement et du parti national-socialiste allemand contre le judaïsme tout entier.* »

En mars 1937, l'American Jewish Congress se réunit à New York. La Guardia y prononce le 7 mars un discours véhément contre Hitler et l'Allemagne. Après avoir proposé d'installer à l'Exposition Universelle de 1938 une chambre de tortures avec le portrait en pied « *du fanatique à chemise brune qui menace la paix de l'Europe et du monde* », le maire de New-York s'écrie :

« *Le peuple américain doit refuser tous nouveaux crédits financiers au Reich. Nous prenons l'engagement d'intensifier le boycottage des produits et des services.* »

Passant le but, les propos de La Guardia, outre une protestation officielle du Reich à Washington, déterminent une réaction en sens contraire dans l'opinion américaine. Si bien, qu'une fois de plus, M. Roosevelt fait présenter ses excuses à Hitler par son Secrétaire d'Etat M. Cordell Hull.

L'anti-hitlérisme prendra sa revanche en septembre 1937 à Paris où se réunit un vaste Rassemblement Mondial contre le Racisme et l'Antisémitisme, qui comprend 400 délégués de 28 nations et auquel participent de nombreuses personnalités non-juives. Le manifeste adopté dénonce le danger du neutralisme en présence du péril raciste hitlérien :

« *La neutralité devant les crimes, la passivité devant l'extension organisée du danger, conduisent à la soumission et à la complicité. Qui se tait aujourd'hui, quand souffrent des millions d'êtres, quand par centaines de millions* (4) *tombent des innocents, prend sur ses épaules sa part de responsabilité.* »

(4) Le texte porte bien « des centaines de millions ». On a voulu probablement dire des centaines de milliers.

Ainsi se précise peu à peu, depuis le référendum de la League of Nations Union qui en a lancé l'idée, la campagne en faveur d'une guerre préventive contre les Etats totalitaires. Dans son livre *La Nouvelle Sainte-Alliance*, l'historien juif allemand Emil Ludwig écrit que « *les peuples occidentaux doivent se conjurer à la face du monde afin de défendre nos idéaux par la force* ».

De même qu'aujourd'hui devant le problème des relations entre l'Est et l'Ouest, entre le monde occidental et le monde communiste, de même entre 1935 et 1939, l'opinion publique des démocraties occidentales se partage en deux grandes tendances. Il y a d'un côté ceux qui croient à la possibilité d'une coexistence pacifique entre les Etats totalitaires et les nations démocratiques et qui contestent que la guerre soit inévitable et fatale. Il y a de l'autre, ceux qui — pour des raisons souvent fort diverses — rejettent toute idée d'entente avec l'hitlérisme et le fascisme, stigmatisent la politique d'apaisement et de concessions comme une tradition et vont jusqu'à préconiser l'intervention militaire préventive et punitive.

La dégradation progressive du climat international jusqu'à Munich

A partir de 1934, la question des juifs allemands qui, jusqu'alors avait dominé la scène internationale en Europe, cède le pas à d'autres problèmes. C'est que les événements se précipitent, se bousculent, ruinant le fragile équilibre, organisé — ou plutôt inorganisé — par le Traité de Versailles.

C'est le 16 mars 1934, le rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne, en violation de l'article 160 du Traité de Versailles. C'est le 3 décembre 1934, l'incident d'Oual-Oual entre Italiens et Abyssins, prélude à la guerre d'Ethiopie, qui de conséquences en conséquences déterminera, deux ans plus tard en 1936 et en 1937, la formation de l'axe Berlin-Rome-Tokio. C'est le 17 mars 1935, la dénonciation par l'Allemagne du Traité de Versailles et du Pacte de Locarno avec la réoccupation militaire de la Rhénanie par la Wehrmacht naissante. C'est surtout la guerre d'Ethiopie avec l'intervention de la S.D.N., les sanctions économiques contre l'Italie, le vote par le Comité des Dix-Huit de la sanction n° 4 dite sanction pétrolière,

la rupture de l'alliance France-Grande-Bretagne et Italie, la fin des accords de Stresa et les premiers symptômes d'un rapprochement entre Rome et Berlin.

En 1936, la situation internationale s'alourdit encore. La révolution gronde en Espagne, après le succès électoral — acquis de justesse — du *Frente Popular*. En France, ce sont les élections de mai, le triomphe du Front Populaire, la vague de grèves révolutionnaires avec occupation d'usines, la constitution du Ministère Léon Blum. C'est le 17 juillet en Espagne, le soulèvement national du général Franco, le commencement de cette longue et sanglante guerre civile, qui d'interventions en interventions, dresse le monde en deux camps et frise à plusieurs reprises le conflit général. C'est le 14 octobre 1936, la proclamation de la neutralité belge par le roi Léopold et la rupture des accords militaires franco-belges de 1920. C'est enfin le 25 novembre 1936 la signature du Pacte anti-Komintern par le Reich et le Japon et qui, avec l'adhésion de l'Italie fasciste en 1937, donnera naissance à l'axe Berlin-Rome-Tokio.

L'année 1937 est toute pleine des péripéties de la guerre civile espagnole et de la recrudescence du conflit sino-japonais. Sur le plan diplomatique, c'est la dislocation de la Petite Entente, le rapprochement entre l'Italie et la Yougoslavie sous le Ministère Stoyadinovitch et celui de l'Allemagne et de la Roumanie sous le Gouvernement Otavian Goga. Les Etats totalitaires ont rompu l'encerclement des nations démocratiques.

Quand l'année 1938 s'ouvre, la situation internationale est des plus tendues. L'Allemagne hitlérienne, enhardie par ses succès, précipite son action en Europe centrale et porte une série de coups qui achèvent la destruction du Traité de Versailles. Le 13 mars, c'est l'Anschluss, en pleine crise ministérielle française. La Wehrmacht entre triomphalement à Vienne. L'Italie fasciste qui, naguère, montait la garde sur le Brenner, ne bouge pas et même approuve, conséquence fatale de la guerre d'Ethiopie, des sanctions et de l'intervention en Espagne.

L'alerte du 21 mai 1938

Mais en même temps que la question autrichienne, Hitler avait nettement posé dans son discours du 20 février 1938, la question des Allemands des Sudètes :

« Aux portes de l'Allemagne vivent dix millions d'Allemands séparés de nous.»

L'Anschluss accompli, l'agitation gagne aussitôt le pays des Sudètes. Le parti allemand et pro-hitlérien d'Henlein se prépare par une vaste campagne de discours et de meetings aux élections municipales de mai-juin. Le 21 mai, un incident éclate à Cheb où deux Allemands des Sudètes sont tués par la police tchèque. L'Allemagne et le pays des Sudètes flambent immédiatement. Le gouvernement de Prague décrète une mobilisation partielle. La Wehrmacht est sous les armes. On est à deux doigts d'un conflit entre l'Allemagne d'Hitler et la Tchécoslovaquie de Bénès et Hodza. Mais le Premier Ministre de Grande-Bretagne, M. Chamberlain s'interpose et prodigue des conseils de modération. Les divisions allemandes se retirent à 30 km des frontières de la Tchécoslovaquie. Dans les démocraties occidentales les partisans de la manière forte exultent : « *Hitler a bluffé, Hitler a reculé.* »

Mais la crise des Sudètes rebondit aussitôt après le succès électoral du Parti Henlein aux élections municipales. La fièvre monte rapidement en Allemagne, en Tchécoslovaquie et dans toute l'Europe. Les négociations engagées en juillet et en août, sur les instances de l'Angleterre, entre Henlein et le gouvernement tchécoslovaque traînent en longueur et n'aboutissent pas. La mission conciliatrice de Lord Runciman est tenue en échec tant par les atermoiements de Bénès que par les exigences de Henlein.

Le mois de septembre s'ouvre dans une atmosphère de soufre et de poudre. Le 2 septembre Hitler reçoit Henlein à Berchtesgaden et promet solennellement aux Allemands des Sudètes l'appui total du Reich. Le 4 septembre, mobilisation partielle en France ; l'Allemagne prend des dispositions analogues le lendemain. Le même jour, — 4 septembre — à la Pointe de Grave en Gironde, M. William Bullitt, ambassadeur des Etats-Unis en France prononce un discours sybillin :

« *Comme je le disais le 22 février 1937, si la guerre éclatait en Europe, personne ne pourrait déclarer ou prédire si oui ou non les Etats-Unis seraient entraînés dans une telle guerre.* »

Ces paroles sont interprétées par certains comme une promesse formelle d'intervention américaine dès le début d'un éventuel conflit entre les démocraties européennes et l'Allemagne hitlérienne.

Mais le 7 septembre, l'officieux *Times* publie sous la signature de son directeur M. Dawson, — ce qui est tout à fait inhabituel — un article sensationnel qui est inspiré, dit-on, par M. Chamberlain lui-même :

« *Il conviendrait* — écrit-il — *au gouvernement tchécoslovaque de considérer à nouveau s'il convient de continuer à repousser le projet qui est en faveur dans certains milieux de faire de la Tchécoslovaquie un Etat plus homogène, en acceptant la sécession de cette population qui mérite le nom d'étrangère et qui se trouve habiter en bordure de la nation à laquelle elle est unie par la race.* »

Tout Munich est en germe dans ces quelques lignes.

L'hostilité des partisans de la politique de fermeté éclate contre ce projet en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Les polémiques sont si vives, si acerbes, si pessimistes que la psychose de guerre gagne les foules, espérance pour les uns, angoisse pour les autres.

C'est dans ce climat brûlant que le Congrès de Nuremberg s'ouvre le 6 septembre tandis que les incidents se multiplient en Tchécoslovaquie, notamment à Morawska-Ostrawa, le 7 septembre. Le 12 septembre, dans son discours de clôture au Congrès national-socialiste, Hitler rompt les ponts et exige le rattachement immédiat du pays des Sudètes à l'Allemagne. Il proclame que si « *ces créatures martyrisées demandaient au Reich de protéger leurs droits et de leur venir en aide, il en serait ainsi fait* ». Ces paroles provoquent aussitôt une recrudescence de l'agitation et des troubles dans la région des Sudètes. Le 13 septembre, des heurts sanglants se produisent à Cheb, à Nydek, à Ash et ailleurs. Il y a des morts et des blessés. Dans la soirée, Henlein lance un ultimatum au gouvernement de Prague et exige une réponse avant minuit. En France et en Grande-Bretagne, les partisans de la fermeté et de la résistance redoublent d'activité. Il faut tenir à tout prix. « *Hitler bluffe une fois de plus ; devant la menace de la force il reculera comme le 21 mai.* » Mais l'opinion publique que l'affolement de la guerre gagne rapidement, exerce des deux côtés de la Manche une pression contraire sur les dirigeants politiques qui, dans les deux pays, sont eux-mêmes très divisés.

Le 14 septembre M. Chamberlain annonce qu'il a pris l'initiative de proposer à Hitler une rencontre à Berchtesgaden le lendemain 15 spetembre. Le sentiment de soulagement est général.

Ce sont ensuite les péripéties de cette longue et dramatique négociation qui va du 15 septembre au 1er octobre 1938, avec la première conférence franco-britannique de Londres le 18 septembre, les deux rencontres Chamberlain-Hitler à Godesberg les 22 et 23 septembre, le refus de Prague le 25 septembre de souscrire au mémorandum de Godesberg, la seconde conférence franco-britannique de Londres, le 26 septembre, la série des discours quotidiens de Mussolini, à Trévise le 21, à Padoue le 24, à Vincence le 25, à Vérone le 26, dans lesquelles le chef du Gouvernement italien suggère entre les lignes sa médiation. Puis c'est le retentissant discours d'Hitler à Berlin au Sports-Palatz le 26 septembre au soir. Après avoir affirmé qu'il n'a aucune revendication à formuler à l'encontre de la Grande-Bretagne et de la France, le chancelier allemand s'écrie en martelant ses mots :

« *En ce qui concerne le problème des Allemands des Sudètes ma patience est à bout.* »

On annonce la mobilisation générale allemande pour le 28 septembre, mais cette information est démentie bientôt par l'agence officielle du Reich D.N.B.

C'est enfin, au moment où tout semble perdu et la guerre imminente, le coup de théâtre du 28 septembre à la Chambre des Communes (5), M. Chamberlain interrompant son discours à 15 heures, après qu'on lui eût remis une dépêche, pour annoncer que sur l'intervention de Mussolini une conférence à quatre — Grande-Bretagne, France, Allemagne et Italie —, aura lieu demain 29 septembre à Munich.

Munich qui sauvera provisoirement la paix, Munich que les peuples angoissés acclament frénétiquement et que la Chambre des Députés approuvera le surlendemain par 535 voix contre 75 (dont 73 voix communistes). Daladier porté en triomphe par une foule en délire à son retour de Paris. Chamberlain applaudi par la Chambre des Communes tout entière debout et — fait inouï dans les annales du Parlement britannique — par le public qui s'entasse dans les tribunes.

(5) Vraisemblablement préparé en grand secret par le Premier ministre britannique.

Munich enfin, qui allait allumer en Occident une longue controverse passionnée et même sanglante. qui n'est pas encore éteinte, aujourd'hui.

Le problème juif au second plan

Dans le torrent des événements politiques et diplomatiques qui submergent l'Europe, le problème des juifs allemands s'efface quelque peu, au second plan des préoccupations de l'opinion. D'ailleurs l'antisémitisme semble s'assoupir en Allemagne et une espèce de *modus vivendi* paraît s'établir tacitement entre la communauté juive allemande et le gouvernement hitlérien. Sans doute les diatribes antijuives d'Hitler et des dirigeants nationaux-socialistes se répètent-elles à intervalle régulier, mais la législation durant cette période n'est pas sensiblement aggravée.

Le fait le plus saillant, c'est plutôt en Italie qu'il faut le chercher. En juillet 1938 une brusque poussée antisémite se produit dans la péninsule. Mussolini a-t-il voulu se venger de l'attitude antifasciste des grandes organisations internationales juives dans l'affaire d'Ethiopie et des sanctions ?

Cependant la question des juifs allemands reste sous-jacente, comme le fond de toile de la politique démocratique. On peut même dire que les revendications territoriales des Etats totalitaires, leur action diplomatique, leurs menaces et les coups successifs porté par l'Allemagne hitlérienne au Traité de Versailles ont beaucoup plus servi que desservi la cause des juifs allemands, en contribuant à leur rallier en France, en Angleterre et aux Etats-Unis les sympathies d'une opinion tout d'abord réticente ou réservée. Par une ironie lugubre du destin, Hitler fut en quelque sorte le meilleur auxiliaire de la cause juive. Petit à petit celle-ci finit par s'identifier à celle des démocraties occidentales.

Il n'y a pas lieu, dès lors, d'être surpris si, dans les mois qui ont précédé la crise de Munich, après l'Anschluss et l'émigration de nombreuses personnalités juives autrichiennes, les organisations juives mondiales se placent à la pointe du combat contre les nations totalitaires, excitant les courages défaillants et traçants aux démocraties,

incertaines et hésitantes, la voie de la résistance.

A cela, il y a des raisons majeures. L'Anschluss a jeté entre les mains de « *l'ogre brun* », les 160 000 juifs d'Autriche. L'annexion de la région des Sudètes et la mise au pas de la Tchécoslovaquie placeraient sous la botte hitlérienne les 360 000 juifs de ce pays. L'émotion et l'inquiétude du monde israélite se conçoivent.

En juillet 1938, soutenu par Roosevelt, le Dr Wise, président du Congrès Juif Mondial, organise en France à Evian une conférence internationale pour l'étude des questions posées par l'émigration des juifs d'Allemagne et d'Autriche. Cette conférence est présidée par M. Myron C. Taylor, ancien ambassadeur des Etats-Unis. Un comité intergouvernemental est constitué dont le président est M. Rublee, ami personnel du Président Roosevelt. Ce comité se réunira à Paris le 29 août et à Londres le 31. Il est chargé d'entrer en négociation avec le Reich hitlérien afin de régler le sort des juifs allemands et autrichiens. Mais la crise de septembre éclate.

Le 9 septembre le Congrès Juif Mondial intervient et en appelle à la S.D.N. pour lui demander de « *ne pas oublier, au milieu des multiples préoccupations qui assiègent les hommes d'Etat éminents qui siègent au Conseil et à l'Assemblée, la grande tragédie du peuple juif... Qu'ils n'oublient pas que l'heure est décisive.* » Le 17, le Comité Exécutif du Congrès s'adresse à Chamberlain et à Daladier pour leur exprimer « *l'émotion qu'éprouvent des millions de juifs* » à la perspective « *d'un accord qui livrerait à l'Allemagne hitlérienne de nouveaux territoires habités par des juifs. Le Comité Exécutif du Congrès Juif Mondial vous adjure de ne consentir à aucun règlement qui ne sauvegarde les droits imprescriptibles de nos frères de race et de religion.* »

Mais entre temps, le 9 septembre, le Président Roosevelt, sur lequel on compte beaucoup pour raffermir la volonté chancelante des démocraties européennes, fait une fois de plus faux bond et désavoue les propos qu'on lui attribue ainsi que le discours de M. Bullitt à la Pointe de Grave le 4 septembre. Dans une conférence de presse, à Hyde Park il déclare que : « *l'impression qu'on avait en Europe que les Etats-Unis étaient liés aux démocraties pour faire obstacle aux progrès d'Hitler et les arrêter étaient surtout des interprétations faites par des chroniqueurs politiques et des journalistes ; qu'elles étaient cent pour cent fausses en ce qui concerne la situation internationale*

des Etats-Unis. Ceux qui comptent sur l'aide assurée des Etats-Unis en cas de guerre en Europe se trompent totalement. »

Que le sentiment personnel de M. Roosevelt fût tout autre, nul ne peut le contester aujourd'hui, comme les événements l'ont démontré. Mais à cette époque le Président des Etats-Unis, devant les réticences de l'opinion américaine, encore hostile à l'intervention dans les affaires de l'Europe, ne pouvait que désavouer des affirmations prématurées qui visaient à propager l'illusion que les Etats-Unis se rangeraient immédiatement et automatiquement aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne en cas de guerre avec l'Allemagne hitlérienne. Une longue préparation et, surtout, le conflit avec le Japon seront nécessaires pour infléchir l'opinion américaine dans le sens souhaité.

Après Munich

Les accords de Munich furent une grande déception pour les mouvements de défense anti-hitlériens et juifs. L'expansion soudaine de la puissance hitlérienne en Europe centrale inquiéta au plus haut point les dirigeants du Congrès Juif Mondial. Le télégramme du 17 septembre atteste cet état d'esprit. Le danger leur apparaissait d'autant plus grand qu'il avait été convenu à Munich que le règlement, sans guerre, du problème des Sudètes, par l'annexion de ce territoire au III[e] Reich serait suivi d'un accord plus étendu sur l'ensemble des problèmes européens, par la conclusion d'un véritable pacte à quatre — — France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie — dont le germe était inclus dans les dispositions adoptées à Munich.

Passés le premier sentiment d'euphorie et ce « lâche soulagement » ressenti par Léon Blum lui-même, les partisans de la politique de fermeté se ressaisissent énergiquement soutenus par les organismes juifs de tous les pays qui s'efforcent de reprendre en main l'opinion des Démocraties. « *Passato il pericolo, gabato il santo* », dit un proverbe italien : le danger écarté, on n'honore plus le saint.

Dès le début d'octobre, la réaction antimunichoise s'organise. En Grande-Bretagne, M. Duff Cooper, premier lord de l'Amirauté, donne sa démission pour protester

contre les accords de Munich. Le Major Attlee, leader des Travaillistes, proclame à la Chambre des Communes que la Grande-Bretagne et la France ont subit à Munich la plus grande défaite diplomatique de l'histoire.

A Paris Léon Blum s'empresse de renier son « lâche soulagement » et retrempe sa plume dans une encre martiale. La politique de Munich est dénoncée comme une capitulation honteuse, une concession déshonorante, une trahison.

« *Je tremble* — note dans son carnet de souvenirs, à la date du 10 octobre (6), M. A. de Monzie, ministre du cabinet Daladier — *je tremble devant cette propagande qui répond si bien au tempérament de nombreux français et à la cautèle de plusieurs étrangers.* »

Et à quelque temps de là, le 21 novembre, il ajoutera : « *Je suis hanté par les manœuvres assassines dont nous sommes l'objet depuis Munich.* »

Dans toutes les formations politiques, les accords de Munich provoquent un éclatement interne : antimunichois contre munichois. Il y a des munichois dans tous les partis, de la droite à la gauche, chez les modérés, chez les radicaux, chez les socialistes et même chez les communistes. Mais ces derniers ne se révèleront que sous l'occupation. Les scissions, les démissions ou les exclusions pleuvent. Au conseil national du P.P.F., les 15 et 16 octobre, M. Bertrand de Jouvenel lance un véhément réquisitoire contre la politique de Munich. Il est soutenu par M. Pucheu qui, au début de 1939, quittera le parti de Jacques Doriot, entraînant avec lui Paul Marion, Arrighi, Paringaux... Chez les socialistes, les « munichois » se groupent autour de Paul Faure, les « antimunichois » autour de Léon Blum. Les instituteurs socialistes sont plutôt « munichois », tandis que les professeurs de lycée et d'Université sont contre l'esprit de Munich.

En Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, les deux courants partagent également l'opinion et les dirigeants politiques. A Londres les « antimunichois » sont animés par Winston Churchill, Duff Cooper, Hore Belisha, Antony Eden, lord De La Warr, Sir Vansittart, tandis que Chamberlain, lord Runcinam, sir Samuel Hoare, sir John Simon, sir Horace Wilson sont « munichois ».

(6) Dans *Ci-devant*, p. 47.

En Amérique, si l'attitude de M. Roosevelt durant la crise internationale est officiellement neutraliste, si le 26 septembre dans un message à Hitler il adjure le chancelier du Reich « *de ne pas rompre les négociations et de rechercher un règlement pacifique, juste et constructif des questions en cause* », il est opposé personnellement à toute politique de concessions envers les Etats totalitaires. Aussi bien, les accords de Munich furent-ils très vivement ressentis par lui, presque comme une offense. Son secrétaire privé M. Irsout, dans une déclaration faite à la presse le 1er octobre 1938, affirma que la réunion et les accords de Munich « *ne correspondaient pas aux intentions du président* ». Schématiquement, avec les nuances et les exceptions que cela comporte, on peut dire qu'aux Etats-Unis les démocrates, avec M. Roosevelt, furent plutôt « antimunichois » et les républicains, avec l'ancien président Hoover et Lindbergh, plutôt « munichois ».

L'objectif essentiel des « antimunichois », après Munich, fut d'empêcher la propagation de l'esprit dit de Munich et l'extension prévue des accords à quatre par un règlement franco-allemand et la ratification du traité anglo-italien du 16 avril 1938, traité qui devait mettre un terme aux différends opposant les deux pays depuis la guerre d'Ethiopie.

Le traité anglo-italien sera cependant approuvé à la Chambre des Communes le 2 novembre 1938 par 345 voix contre 138, en même temps que les accords de Munich. Mais la négociation Bonnet-Ribbentropp se heurte en France à l'opposition acharnée des « antimunichois », et le voyage à Paris du ministre des Affaires étrangères du Reich, retardé à plusieurs reprises, ne pourra avoir lieu que le 30 novembre, trois semaines après l'attentat de Grynszpan, dans une atmosphère agitée et passionnée. Une grève générale a été décrétée par la C.G.T. M. de Monzie la fait échouer en menaçant le communiste Pierre Semard, secrétaire général de la Fédération des Cheminots, de lui appliquer, à lui personnellement, les sanctions prévues par les articles 16 et 18 de la loi du 15 juillet 1845, peine de mort ou des travaux forcés. Semard cèdera instantanément et la grève des chemins de fer n'aura pas lieu.

En dépit de l'extrême violence des campagnes antimunichoises, l'opinion publique en France, comme en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, demeure encore dans

l'ensemble favorable aux accords de Munich, au rapprochement franco-allemand et hostile à la guerre, quels qu'en puissent être les motifs. A Londres, la Cité, dont l'attitude pèse d'un poids décisif sur les résolutions du gouvernement britannique, est encore pacifiste et soutient M. Chamberlain.

« Tout est remis en question »

C'est ce climat qui va brusquement se dégrader après l'attentat du 7 novembre 1938. M. de Monzie, dans son carnet de souvenirs écrit à la date du 8 novembre 1938 :

« *Un jeune israélite polonais, Grynszpan, a blessé mortellement le conseiller de l'ambassade d'Allemagne vom Rath. Comme l'accord franco-allemand est acquis d'hier, la coïncidence de ce crime donne à croire qu'il y a un lien de cause à effet entre l'acte diplomatique et l'acte criminel. Peut-être faut-il écarter toute hypothèse de complicité politique. L'idée de la vengeance a pu se former dans l'atmosphère de l'émigration juive sans qu'il y ait eu complot ou suggestion meurtrière. Mais au résultat de ce crime, tout est remis en question...* »

« *Tout est remis en question* », cette phrase du ministre radical-socialiste exprime, en un raccourci saisissant, les conséquences dramatiques qui allaient découler du geste d'un jeune juif exaspéré par les persécutions hitlériennes contre ses coreligionnaires.

Les violences antijuives en Allemagne après l'attentat du 7 novembre

Nous touchons ici au point névralgique. L'attentat du 7 novembre repose brutalement le problème des juifs allemands et fait l'effet d'un catalyseur de toutes les oppositions à la politique dite d'apaisement, aussi bien en Allemagne hitlérienne que dans les démocraties occidentales.

A la nouvelle de l'attentat contre le conseiller vom Rath, le Reich explose. Des manifestations — dirigées ou spontanées — se produisent le 8 à Cassel et à Bébra, le 9 à Hersfeld, dans la Hesse. A Munich le Préfet de Police ordonne aux commerçants juifs d'inscrire désormais sur les magasins leur nom en allemand et en hébreu. Le 10 novembre après la mort de M. vom Rath, l'agitation anti-juive redouble et s'étend à de nombreuses villes allemandes : Berlin, Nuremberg, Munich, Hambourg, Francfort-sur-le-Mein, Cologne, Aix-la-Chapelle, Bayreuth, Dessau, Bamberg, Cottbus, Postdam, etc. Les magasins juifs sont détruits et pillés, les synagogues incendiées, neuf sur douze à Berlin. La police n'intervient que pour arrêter et incarcérer les juifs afin, affirme un communiqué officiel, « *de les protéger contre la fureur populaire* ». Le 12 novembre, des milliers d'arrestations sont opérées dans toute l'Allemagne, toujours sous couleur de protection. A la vérité, on s'en prend moins aux personnes qu'aux biens des juifs. On ne signale ni morts ni blessés, à l'exception du suicide de M. Emil Kraemer et de sa femme, de la Banque Martin Haupthaüser à Munich. *Le Temps* du 14 novembre 1938 souligne que « *certains récits publiés à l'étranger ont exagéré ces tragiques incidents* ».

Cependant, les violences contre les entreprises juives redoublent à partir du 10 novembre ; si bien que le 11, le gouvernement de Berlin, inquiet de la réaction internationale, fait donner par le Dr Goebbels l'ordre de cesser immédiatement les manifestations antijuives.

« *L'indignation justifiée et compréhensible du peuple allemand* — est-il dit dans la proclamation de Goebbels — *à la suite de l'odieux assassinat juif de Paris s'est exprimée cette nuit par des mesures de représailles contre les établissements et magasins juifs. J'adresse maintenant à la population un appel pressant, lui ordonnant de cesser immédiatement toutes les manifestations et actions antijuives. La réponse définitive à l'attentat juif de Paris sera donnée par la voie législative.* »

Aussitôt l'agitation cesse comme par enchantement. Ce qui tend à établir qu'elle avait organisée et « dirigée » méthodiquement. D'ailleurs la population allemande, dans son ensemble, ne paraît pas avoir approuvé ces violences.

Nouvelle législation antijuive

Les mesures législatives annoncées par Goebbels sont

prises le 12 et promulguées le 14 par une ordonnance de Goering. La communauté juive allemande est frappée collectivement d'une amende de 1 milliard de marks, 15 milliards de francs 1938, presque autant de francs 1975. Tous les juifs sont astreints à déclarer avant le 30 juin 1939 la totalité de leurs biens, y compris les meubles, les bijoux et les effets personnels. Tout commerce de détail leur est interdit à partir du 1er janvier 1939, ainsi que le métier d'artisan. Ils sont tenus en outre de remettre en état, à leurs frais, les magasins détruits, endommagés ou pillés au cours des manifestations des 8, 9, 10 et 11 novembre 1938, sans pouvoir recourir à la garantie des assurances, lesquelles sont confisquées au profit du Reich. Enfin l'entrée des écoles, des Universités et des salles de spectacle leur est interdite.

Privés des droits politiques et d'une partie des droits civils par la législation de Nuremberg, les juifs se voient ôter par l'ordonnance de Goering, le peu qui leur reste des droits civils et commerciaux. C'est dans toute sa rigueur la mise au ban de la société allemande. De son côté l'Italie fasciste, emboîtant le pas, adopte le 11 novembre un statut des juifs, assurément infiniment moins draconien, mais qui tout de même exclut ces derniers du parti fasciste, du service militaire, des fonctions publiques et leur interdit d'être propriétaires, directeurs, administrateurs ou gérants d'entreprises employant plus de 10 personnes.

La réaction des démocraties occidentales

Les représailles contre les juifs et l'ordonnance de Goering provoquèrent une vive réaction en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, dans les milieux antimunichois et anti-hitlériens.

Dès le 11 novembre, le Congrès Juif Mondial adresse un appel aux démocraties et « *proteste avec énergie contre les violentes accusations lancées, à cette occasion, contre le judaïsme tout entier et surtout contre les représailles exercées actuellement contre les juifs allemands* ». Le 15 novembre l'Alliance Israélite Universelle élève à son tour une protestation. Dans le tumulte général qui est déchaîné par les manifestations anti-juives en Allemagne, on perd de vue l'attentat du 7 novembre qui disparaît sous le flot des informations, des dépêches, des commentaires et des articles consacrés exclusivement aux événements d'Outre-

Rhin. La presse antimunichoise voue à l'exécration de la conscience universelle « *la barbarie nazie* ». « *Orgie de sauvagerie* » écrit le *Daily Telegraph* de Londres. « *Une vague de démence déferle aujourd'hui sur l'Allemagne* » dit le *New York Herald Tribune*. « *La terreur fasciste s'installe sur le vieux continent* », affirme à Paris *Le Droit de Vivre*.

En Angleterre, l'archevêque de Canterbury, Mgr Gordon, proteste, au nom de l'Eglise anglicane, dans le *Times* du 12 novembre, contre « le pogrom hitlérien ». Le 13 novembre une gigantesque manifestation se déroule à Londres, à Hyde-Park, contre l'hitlérisme et l'antisémitisme.

En Amérique, sous l'impulsion d'un conseiller personnel de Roosevelt, M. Frankfurter, les groupements juifs organisent un vaste rassemblement auquel participent des personnalités religieuses catholiques et protestantes. Le 14 novembre le paquebot allemand *Bremen*, toujours lui, est l'objet d'une violente manifestation d'hostilité aux cris de : « *A bas Hitler !* », « *Pas de navires allemands à New York !* », « *Boycottage des produits allemands !* ». Le 22 novembre des clubs allemands sont saccagés à Montréal (7).

Ces protestations ont une répercussion sur les milieux officiels. Le 16 novembre dans une conférence de presse le Président Roosevelt déclare :

« *Les nouvelles reçues d'Allemagne ces jours-ci ont profondément choqué le peuple américain. Je pouvais à*

---

(7) L'ambassadeur de Pologne à Washington, M. J. Potocki, dans son rapport du 12 janvier 1939, au ministère des Affaires étrangères de Pologne, souligne l'importance de la question juive dans le revirement de l'opinion américaine :

« *C'est la brutale action entreprise en Allemagne contre les juifs et c'est le problème des émgirés qui attisent toujours à nouveau la haine existant contre tout ce qui se rapporte d'une façon quelconque au national-socialisme allemand. A cette campagne ont participé les divers intellectuels juifs, par exemple Bernard Baruch, Lehmann, gouverneur de l'Etat de New York, Félix Frankfurter, juge nouvellement promu à la Cour Suprême, Morgenthau, secrétaire du Trésor, et d'autres, qui sont personnellement liés d'amitié avec le Président Roosevelt. Ils veulent que le Président Roosevelt devienne le protagoniste des Droits de l'Homme, de la liberté religieuse et de la liberté de parole ; il doit, à l'avenir, punir les fauteurs de troubles. Ce groupe de personnes occupe les plus hautes situations dans le gouvernement américain.* »

peine croire moi-même que de pareilles choses pouvaient se produire dans la civilisation du XX[e] *siècle.* »

La veille l'ancien président Hoover, qui passe pour munichois, a réprouvé l'antisémitisme hitlérien :

« *Je suis heureux* (sic) — dit-il — *de donner une preuve publique de mon indignation pour le traitement infligé aux juifs en Allemagne.* »

Les relations entre Berlin et Washington se tendent. M. Hugues, ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne est rappelé pour information. Le *New York Times* envisage même une rupture des relations diplomatiques, qui ne se produira d'ailleurs pas. Toutefois le 4 janvier 1939, dans son message de nouvel an au Congrès, le Président Roosevelt dresse un véritable réquisitoire contre les Etats totalitaires :

« *La dictature coûte un prix que le peuple américain ne paiera jamais. Elle coûte des valeurs spirituelles ; elle coûte le droit sacré de dire ce qui nous plaît ; elle coûte la liberté de conscience ; elle coûte la confiscation de notre capital ; elle coûte d'être interné dans un camp de concentration ; elle coûte la peur de se promener dans la rue avec un voisin dangereux...* »

En Grande-Bretagne, mêmes protestations officielles. Le 13 novembre lord De La Warr, ministre de M. Chamberlain, déclare :

« *Les événements qui viennent de se dérouler sur le continent européen depuis quelques jours n'ont fait que confirmer la conviction que ceux qui veulent défendre l'idéal d'une vie civilisée doivent être forts par les armes, aussi bien que par les convictions morales.* »

Le sous-secrétaire d'Etat à l'Amirauté, M. Geoffrey Shakespeare adresse un avertissement au Reich hitlérien :

« *L'Allemagne doit se rendre compte que la politique d'apaisement avec l'Angleterre n'est pas favorisée par les manifestations anarchiques d'une foule déchaînée et par la persécution de gens dont le seul crime est leur race.* »

Ainsi, d'après le ministre britannique, l'attentat du 7 novembre et ses suites remettent en question toute la politique dite d'apaisement. On peut se demander si ce n'était précisément pas ce qu'on avait voulu et recherché.

Le 14 novembre, à la Chambre des Communes, le Premier Ministre M. Chamberlain prend officiellement position au nom du gouvernement de Sa Majesté et condamne les manifestations et les mesures antijuives d'Allemagne :

« *Il y a bien des moyens* — dit-il — *de faire connaître au gouvernement du Reich ce sentiment. En fait je crois qu'il ne peut y avoir le moindre doute à ce sujet.* »

Le 23 novembre, nouveau débat très agité à la Chambre des Communes sur le sort des juifs allemands. Le 4 décembre, lord De La Warr s'écrie à Bradford :

« *Avec l'Allemagne hitlérienne il n'y a que les armements qui puissent parler efficacement.* »

En France, la campagne d'agitation est tout aussi violente et le voyage de Ribbentropp à Paris le 30 novembre donne lieu à des contre-manifestations bruyantes. Le 7 décembre, le lendemain du jour où la déclaration franco-allemande a été paraphée au Quai d'Orsay, M. Duff Cooper, le ministère du Cabinet Chamberlain qui a démissionné le 1[er] octobre en signe de protestation contre Munich, vient à Paris, tient deux conférences et fait acclamer par ses auditeurs « *le peuple qui a apporté le christianisme au monde.* »

Devant l'ampleur des réactions internationales, l'Allemagne hitlérienne tente de se justifier. Dans une déclaration à l'agence britannique Reuter le 14 novembre, le Dr Goebbels explique que le but de la nouvelle législation anti-juive « *est l'élimination des juifs dans la vie économique visible du pays* », mais que les juifs peuvent néanmoins « *quitter l'Allemagne et emporter avec eux un certain pourcentage de leurs biens dans le cadre des lois monétaires* ». Le *Volkischer Beobachter*, organe officiel du parti hitlérien, répond le 10 novembre, en ces termes, aux critiques de la presse britannique :

« *Ce qui s'est passé en Allemagne est l'explosion d'un peuple contre une race qui a abusé de son hospitalité. Les soi-disant violences qui, du reste, n'ont pas fait de mal à un seul juif, ont duré quelques heures seulement. Mais celles que l'Angleterre exerce dans les divers continents où elle a des colonies durent depuis des siècles.* »

Pendant plusieurs semaines, de novembre 1938 à fin janvier 1939, l'affaire du 7 novembre, c'est-à-dire, non l'attentat de Grynszpan, mais les représailles anti-juives en Allemagne, alimente une vaste campagne d'agitation à travers le monde. Sans pour autant que le règlement du problème des juifs allemands avance d'un pas. « *Mieux eût valu*, dit-on dans certains milieux, *qu'Hitler expulsât tous les juifs d'Allemagne plutôt que de leur infliger de continuelles persécutions.* » C'est bien aussi l'opinion du Comité International pour l'Emigration Juive que dirige

un ami du Président Roosevelt, M. Rublee. Celui-ci, dès après Munich, a entamé des pourparlers avec le Dr Schacht, ministre des Finances du Reich. Ils reprennent plus activement après l'explosion de novembre. Mais tout de suite, on se heurte à deux difficultés insurmontables. L'Allemagne consent à laisser partir les juifs allemands avec une fraction de leurs biens, mais à la condition qu'il n'en coûte rien à ses finances. On envisage alors de lancer un emprunt international de 500 millions de livres, soit 3 500 à 3 600 milliards de francs actuels pour financer le départ des juifs allemands. Le service de cet emprunt serait garanti et assuré par le Reich. D'accord, dit Berlin, mais à la condition que l'Allemagne puisse obtenir, pour ce faire, un contingent supplémentaire d'exportations dans certains pays. D'autre part, il faut trouver des nations qui veuillent bien accepter les réfugiés juifs allemands, plusieurs centaines de mille. Au cours d'un débat, le 23 novembre 1938, à la Chambre des Communes, le Gouvernement britannique fait observer que l'immigration en Angleterre est strictement réglementée par des lois, que la Grande-Bretagne a déjà admis 11 000 juifs depuis 1933 et « qu'elle est à la limite de son effort ».

Le gouvernement de Washington se retranche également derrière la législation américaine sur l'immigration qui interdit le sol américain à tout étranger ne disposant pas d'au moins mille dollars. La Suisse sollicitée de recevoir un fort contingent de juifs allemands ou autrichiens, exprime ses regrets, la Confédération n'étant pas en mesure, dit-elle d'assumer, une pareille charge. Une ultime tentative est faite le 23 décembre 1938 par le Conseil Israélite Britannique. Celui-ci demande au gouvernement anglais d'autoriser au moins, l'entrée en Palestine de 10 000 jeunes juifs allemands « sans qu'il en coûte un penny aux autorités britanniques ». M. Mac Donald, ministre des colonies, oppose un refus net. La Grande-Bretagne redoute la réaction du monde arabe et n'entend pas aggraver ses difficultés en Palestine et dans le Proche-Orient.

Quant à la France, de toutes les nations, elle a été jusqu'alors la plus libérale, la plus généreusement ouverte aux émigrés juifs allemands ou autrichiens.

Ainsi les nations se dérobent les unes après les autres. La sollicitude internationale en faveur des juifs opprimés par Hitler ne va pas jusqu'au sacrifice de certains intérêts politiques ou économiques.

III

SUR LA PENTE FATALE DE LA GUERRE

En décembre 1938, le climat international s'est définitivement dégradé. Les accords de Munich, la déclaration franco-allemande de novembre, le traité anglo-italien, tout cela n'est plus que bulles de savon ou chiffons de papier. Pour une fois prophétique, *le Temps* avait prévu, dès le 17 novembre 1938, ces conséquences inéluctables de l'attentat du 7 novembre :

« *Les persécutions des juifs en Allemagne et les réactions qu'elles provoquent surtout dans les pays anglo-saxons menacent de créer une atmosphère peu favorable à la politique de rapprochement et d'entente que l'on pouvait envisager avec quelque confiance après les accords de Munich.* »

Mais la confiance, en cette morne fin d'année 1938, est moribonde. Les démocraties se raidissent. Les Etats totalitaires se durcissent. C'est alors le déroulement et la succession des événements de 1939, l'entrée de la Wehrmacht à Prague le 18 mars et la création du protectorat allemand de Bohême-Moravie, le rattachement de Mémel au Reich quelques jours plus tard le 23 mars, l'occupation de l'Albanie par l'Italie en avril 1939, l'affaire de Dantzig et du corridor polonais, la course à l'alliance soviétique, l'échec des missions militaires françaises et britanniques à Moscou, l'étourdissante conclusion du pacte Ribbentropp-Molotov le 23 août 1939, la foudroyante offensive de la Wehrmacht contre la Pologne le 1er septembre, la déclaration de guerre du 3 septembre 1939... Ce qui subsiste de la vieille Europe va s'effondrer dans le feu et dans le sang, au cours d'un gigantesque conflit de cinq ans.

Dans les grands événements qui bouleversent l'humanité et font crouler les civilisations, les causes se mêlent et s'enchevêtrent. Jamais un seul fait ne rend raison du tout. Mais chez les peuples comme chez les individus, il suffit parfois d'une dernière secousse s'ajoutant à une série de secousses antérieures, pour déterminer une révolution dans le comportement général. Bossuet, dans son Histoire Universelle, insiste sur le sourd cheminement

de ces événements invisibles qui règlent en définitive la course de l'histoire humaine, comme ces eaux longtemps cachées sous terre qui sourdent brusquement à la surface du sol.

Il en est ainsi de l'attentat du 7 novembre 1938. Seul, il ne suffit pas à expliquer le revirement qui s'est produit à la fin de 1938 dans l'attitude réciproque des démocraties occidentales et des Etats totalitaires. D'autres causes ont agi simultanément. L'expansion économique de l'Allemagne en Europe centrale et la poussée japonaise en Extrême-Orient ont été, par exemple, des éléments également déterminants dans l'évolution de la politique britannique. En France, les tapageuses revendications italiennes sur la Tunisie en fin 1938, ont aussi exercé une influence sur l'évolution de l'opinion.

Mais l'attentat du 7 novembre et ses suites, survenant à l'heure critique, ont agi à la manière d'un catalyseur qui précipite les événements épars, les coagule ou les cristallise. En ces semaines qui ont suivi Munich, l'Europe et le monde se trouvaient placés comme un voyageur égaré dans la brume sur une étroite corniche montagneuse. D'un côté, une pente glissante débouchant sur un abîme aux eaux grondantes ; de l'autre, une montée rude, conduisant peut-être vers des espaces libres et sûrs. Une pierre soudain se détache de la montagne, mue par la fatalité ou une main criminelle ; elle vient frapper le voyageur, le fait trébucher et glisser sur la pente qui mène au gouffre.

Cette pierre, c'est le coup de feu du jeune Grynszpan dans la froide matinée du 7 novembre 1938.

René d'ARGILE.

LES FINANCIERS QUI MÈNENT LE MONDE

(Nouvelle édition, illustrée par Chard. 562 pages.)

Comment les puissances d'argent se sont emparées des rouages des États et mettent les Nations en coupe réglée depuis plus d'un siècle et demi.

LA HAUTE BANQUE ET LES TRUSTS

L'art et la manière de rançonner le pays et de domestiquer l'administration, en ruinant les classes moyennes, la paysannerie, avec la complicité des politiciens, des technocrates et des mass media.

L'EUROPE DES BANQUIERS

L'action des milieux économiques s'exerce au détriment des peuples d'Europe.

LE SECRET DES DIEUX

Résolument non-conformiste. Henry Coston explique ce qui nous semble inexplicable. Décrivant un phénomène international, il en montre les conséquences non seulement chez nous, mais en Europe, dans le Proche-Orient comme en Afrique, dans les pays industrialisés de l'Amérique du Nord comme dans les pays sous-développés de l'Amérique latine.

LES 200 FAMILLES AU POUVOIR

A la faveur de l'élection présidentielle, le Grand Capital – présent dans les trois camps – a investi le gouvernement. Redoutable rouleau compresseur il va laminer ces millions de petits industriels et de cadres, de boutiquiers et d'artisans, de laboureurs et d'éleveurs, de membres des professions libérales et, aussi, de petits et moyens fonctionnaires, trahis par leur presse et leurs représentants politiques ou syndicaux.

LA FRANCE A L'ENCAN

ONZE ANS DE MALHEURS

UN ÉTAT DANS L'ÉTAT : LA FRANC-MAÇONNERIE;

(La République du Grand Orient)

LA HAUTE FINANCE ET LES RÉVOLUTIONS

(Russie, Italie, Allemagne, France)

LES TECHNOCRATES ET LA SYNARCHIE

DICTIONNAIRE DES PSEUDONYMES

(Politique, Presse, Littérature, Spectacle)

DICTIONNAIRE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

Vous trouverez dans cet ouvrage non seulement la biographie des hommes politiques qui comptent, de la Droite la plus engagée à la Gauche la plus extrême, mais aussi des renseignements inédits, des précisions inconnues, une documentation précise sur tout ce qui touche à la politique : parlementaires, ministres, secrétaires d'État, animateurs de groupes et de journaux, etc., ainsi que sur les partis, les quotidiens, les revues, etc. Quatre tomes parus.

ATTENTION : Aucun de ces volumes (vendus séparément) ne répète ce qu'il y a dans les autres. Chaque tome est tout à fait différent : il complète les trois autres tomes ; les notices et articles qu'il contient sont classés dans l'ordre alphabétique, de A à Z.

DICTIONNAIRE DES DYNASTIES BOURGEOISES

Ce dictionnaire répond à un besoin. Ceux qui savent l'importance que jouent, dans la politique française, les milieux économiques et financiers, en même temps que les alliances de famille, consulteront fréquemment un ouvrage dont la documentation très sûre complète celle du Dictionnaire de la politique française.

G CORLET, IMPRIMEUR, S.A.